

MD
100179



100179503 BP/MD/AG
**L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN,
LE QUINZE OCTOBRE**

**Maître Bernard PALUAN, Notaire soussigné, titulaire d'un Office Notarial
dont le siège est à GANGES (Hérault), 33 A, avenue Pasteur,
A RECU LA PRESENTE VENTE à la requête des parties ci-après
identifiées.**

Cet acte comprend deux parties pour répondre aux exigences de la publicité foncière, néanmoins l'ensemble de l'acte et de ses annexes forme un contrat indissociable et unique.

La première partie dite "partie normalisée" constitue le document hypothécaire normalisé et contient toutes les énonciations nécessaires tant à la publication au fichier immobilier qu'à la détermination de l'assiette et au contrôle du calcul de tous impôts, droits et taxes.

La seconde partie dite "partie développée" comporte des informations, dispositions et conventions sans incidence sur le fichier immobilier.

PARTIE NORMALISEE

IDENTIFICATION DES PARTIES

VENDEUR

Monsieur Jean-Noël Joseph **GARRIGUES**, retraité, époux de Madame Sylvie Monique Jeanne **MARINDAZ**, demeurant à SAINT-JEAN-DE-FOS (34150) Font Mourgue Mas de la Masse Noire.

Né à VICHY (03200) le 21 décembre 1942.

Marié à la mairie de PARIS 16ÈME ARRONDISSEMENT (75016) le 30 septembre 1974 sous le régime de la séparation de biens pure et simple défini par les articles 1536 et suivants du Code civil aux termes du contrat de mariage reçu par Maître Pierre BONSERGENT, notaire à PARIS, le 12 septembre 1974.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

De nationalité Française. Résident au sens de la réglementation fiscale.

ACQUEREUR

La Société dénommée **SAS HECTARE**, Société par actions simplifiée au capital de 35.100.000 €, dont le siège est à CLAPIERS (34170), Le Clos des

Chanterelles rue du Romarin BP 18, identifiée au SIREN sous le numéro 351338660 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MONTPELLIER.

QUOTITES ACQUISES

La société dénommée SAS HECTARE acquiert la pleine propriété du **BIEN** objet de la vente.

PRESENCE - REPRESENTATION

- Monsieur Jean-Noël GARRIGUES est présent à l'acte.

- La Société dénommée **SAS HECTARE** est représentée à l'acte par Mr David **BACCHINI**, responsable aménagement, demeurant professionnellement, 75 ZI les Portes Domitienne – RN 113 – BP 30020 – 34 741 VENDARGUES, agissant aux présentes en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par Monsieur Guilhem PORTALES, Président Directeur Général de ladite société, dont une copie est ci-annexée.

DECLARATIONS DES PARTIES SUR LEUR CAPACITE

Les parties, et le cas échéant leurs représentants, attestent que rien ne peut limiter leur capacité pour l'exécution des engagements qu'elles prennent aux présentes et elles déclarent notamment :

- Que leurs caractéristiques indiquées en tête des présentes telles que nationalité, domicile, siège, état civil, capital, numéro d'immatriculation, sont exactes.
- Qu'elles ne sont pas en état de cessation de paiement, de redressement ou liquidation judiciaire ou sous procédure de sauvegarde des entreprises.
- Qu'elles n'ont pas été associées dans une société mise en liquidation judiciaire suivant jugement publié depuis moins de cinq ans et dans laquelle elles étaient tenues indéfiniment et solidairement ou seulement conjointement, du passif social, ce délai de cinq ans marquant la prescription des actions de droit commun et de celle en recouvrement à l'endroit des associés (BOI-REC-SOLID-20-10-20-20120912).
- Qu'elles ne sont concernées :
 - Par aucune des mesures légales relatives aux personnes protégées qui ne seraient pas révélées aux présentes.
 - Par aucune des dispositions du Code de la consommation sur le règlement des situations de surendettement, sauf là aussi ce qui peut être spécifié aux présentes.
 - Et pour l'acquéreur spécialement qu'il n'est, ni à titre personnel, ni en tant qu'associé ou mandataire social, soumis à l'interdiction d'acquérir prévue par l'article 225-26 du Code pénal.
- Qu'elles ne sont concernées, en ce qui concerne les personnes morales par aucune demande en nullité ou dissolution.

DOCUMENTS RELATIFS A LA CAPACITE DES PARTIES

Les pièces suivantes ont été produites à l'appui des déclarations des parties sur leur capacité :

Concernant Monsieur Jean-Noël GARRIGUES

- Extrait d'acte de naissance.

- Extrait d'acte de mariage.
- Compte rendu de l'interrogation du site bodacc.fr.

Concernant la société SAS HECTARE

- Extrait K bis.
- Compte rendu de l'interrogation du site bodacc.fr.

Ces documents ne révèlent aucun empêchement des parties à la signature des présentes.

L'ensemble de ces pièces est annexé.

TERMINOLOGIE

Le vocable employé au présent acte est le suivant :

- Le mot "VENDEUR" désigne le ou les vendeurs, présents ou représentés. En cas de pluralité, les vendeurs contracteront les obligations mises à leur charge aux termes des présentes solidairement entre eux, sans que cette solidarité soit nécessairement rappelée à chaque fois.
- Le mot "ACQUEREUR" désigne le ou les acquéreurs, présents ou représentés. En cas de pluralité, les acquéreurs contracteront les obligations mises à leur charge aux termes des présentes solidairement entre eux, sans que cette solidarité soit nécessairement rappelée à chaque fois.
- Les mots "LES PARTIES" désignent ensemble le VENDEUR et l'ACQUEREUR.
- Les mots "BIEN" ou "BIENS" ou "IMMEUBLE" désigneront indifféremment les biens de nature immobilière objet des présentes.
- Les mots "biens mobiliers" ou "mobilier", désigneront indifféremment, s'il en existe, les meubles et objets mobiliers se trouvant dans le ou les biens de nature immobilière et transmis avec ceux-ci.
- Le mot "annexe" désigne tout document annexé. Les annexes forment un tout indissociable avec l'acte et disposent du même caractère authentique. Il est précisé que les pièces mentionnées comme étant annexées sont des copies numérisées.

NATURE ET QUOTITE DES DROITS IMMOBILIERS

Le **VENDEUR** vend pour sa totalité en pleine propriété à l'**ACQUEREUR**, qui accepte, le **BIEN** dont la désignation suit.

IDENTIFICATION DU BIEN

DESIGNATION

A CLARET (HÉRAULT) 34270 Chemin de l'Embruscalles,

Article 1 : Diverses parcelles de terrain à bâtir

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
B	1330	LES MATTES	00 ha 05 a 60 ca
B	1331	LES MATTES	00 ha 04 a 70 ca
B	1332	LES MATTES	00 ha 04 a 70 ca
B	1333	LES MATTES	00 ha 05 a 35 ca
B	1334	LES MATTES	00 ha 06 a 45 ca
B	1335	LES MATTES	00 ha 02 a 36 ca

B	1337	LES MATTES	00 ha 01 a 75 ca
B	1338	LES MATTES	00 ha 19 a 33 ca
B	1339	LES MATTES	00 ha 04 a 66 ca
B	1340	LES MATTES	00 ha 04 a 50 ca
B	1341	LES MATTES	00 ha 04 a 50 ca
B	1342	LES MATTES	00 ha 02 a 70 ca
B	1343	LES MATTES	00 ha 02 a 80 ca
B	1344	LES MATTES	00 ha 03 a 86 ca

Total surface : 00 ha 73 a 26 ca

Article 2 : Une parcelle sur laquelle est édifiée une construction destinée à la démolition

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
B	1336	LES MATTES	00 ha 01 a 89 ca

Tel que le **BIEN** existe, avec tous droits y attachés, sans aucune exception ni réserve.

Un extrait de plan cadastral est annexé.

Division cadastrale

La parcelle originellement cadastrée section **B numéro 497** lieudit Les Mattes pour une contenance de un hectare dix-sept ares vingt-cinq centiares (01ha 17a 25ca) a fait l'objet d'une division en plusieurs parcelles de moindre importance.

De cette division sont issues

- les parcelles B n° 1330 à 1344, objet de la présente vente
- la parcelle B 1345 de 42a 85 ca restant la propriété du vendeur.

Cette division résulte d'un document modificatif du parcellaire dressé au format numérique par la SELARL BOTTRAUD géomètre expert à CASTRIES, le 2 septembre 2021 sous le numéro 626W

Le plan matérialisant la division signé par le vérificateur du cadastre est annexé.

Le document modificatif du parcellaire a été déposé le 2 septembre 2021 en cours de publication au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 2 (dépôt le 7 septembre 2021) .

Bornage

Le **VENDEUR** précise qu'un procès-verbal de rétablissement des limites (le 8 septembre 2021 entre les parcelles B **497**, 75, 1213, 1212, 29, 498, 1300, 1301, 1257, 1258, 1259, 79 et 80) a été effectué par le géomètre-Expert **BOTTRAUD BARBAROUX** dont une copie est annexée.

Un procès-verbal de bornage avait été effectué le 14 juin 2007 pour les parcelles B 75, 497 et 498 mais n'était pas contradictoire.

ABSENCE DE MEUBLES ET OBJETS MOBILIERS

Les parties déclarent que la vente ne comprend ni meubles ni objets mobiliers.

EFFET RELATIF

DONATION suivant acte reçu par Maître NUCE DE LAMOTHE Henri, notaire à PIGNAN le 24 septembre 1999 publié au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 2, le 22 novembre 1999 volume 1999P, numéro 15086.

Attestation de propriété suivant acte reçu par Maître MONTOUCHET, notaire à PARIS le 13 décembre 2018 publié au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 2, le 14 janvier 2019 volume 2019P, numéro 580.

L'usufruit réservé au seul profit de Madame Léone BONAFE est sans objet par suite de son décès survenu le 27 juin 2014.

CHARGES ET CONDITIONS LIEES AU CALCUL DE L'IMPOT

Les charges et conditions ne donnant pas lieu à taxation figurent en partie développée de l'acte.

Les frais de la vente et ceux qui en seront la suite et la conséquence sont à la charge exclusive de l'**ACQUEREUR** qui s'y oblige.

PROPRIETE JOUISSANCE

L'**ACQUEREUR** est propriétaire du **BIEN** à compter de ce jour.

Il en a la jouissance à compter du même jour par la prise de possession réelle, les parties déclarant que le **BIEN** est entièrement libre de location ou occupation et de tout encombrement quelconque.

PRIX

La vente est conclue moyennant le prix de **SIX CENT VINGT-SEPT MILLE CINQ CENTS EUROS (627.500,00 EUR)**.

Le prix de vente est ventilé comme suit :

- **A concurrence de la somme de QUATRE CENT MILLE EUROS (400.000,00€ pour l'article 1 correspondant aux terrains à bâtir ;**
- **Et à concurrence de la somme de DEUX CENT VINGT SEPT MILLE CINQ CENT EUROS (227.500,00€) pour l'article 2 correspondant à la parcelle sur laquelle est édifiée une construction destinée à la démolition.**

Le paiement de ce prix aura lieu de la manière indiquée ci-après.

PAIEMENT DU PRIX

L'**ACQUEREUR** a payé le prix comptant ce jour ainsi qu'il résulte de la comptabilité de l'office notarial dénommé en tête des présentes au **VENDEUR**, qui le reconnaît et lui en consent quittance sans réserve.

DONT QUITTANCE

PUBLICATION

L'acte sera publié au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 2.

DECLARATIONS FISCALES

IMPOT SUR LA PLUS-VALUE

L'immeuble est entré dans le patrimoine du **VENDEUR** :

-Une moitié indivise : pour l'avoir reçue par donation de sa mère Madame Léone GARRIGUES née à ANIANE le 7 juin 1914 veuve de Monsieur Marc Jean Honoré GARRIGUES demeurant à MONTPELLIER 16 Rue Diderot

suivant acte reçu par Maître NUCE DE LAMOTHE Henri, notaire à PIGNAN le 24 septembre 1999 pour une valeur en nue-propriété de neuf cent mille francs (900.000,00 frs), soit 1.000.000 Francs en pleine propriété,

Cet acte a été publié au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 2, le 22 novembre 1999 volume 1999P, numéro 15086.

L'usufruit de Madame Léone GARRIGUES née BONAFE s'est éteint par suite de son décès survenu le 26 juin 2014.

-La moitié indivise pour l'avoir recueillie au décès de Madame Chantal Madeleine Marie Laure **GARRIGUES**, demeurant à PARIS 17ÈME ARRONDISSEMENT (75017), 83 avenue des Ternes, Née à LE POUGET (34230), le 14 novembre 1944, Célibataire décédée à PARIS le 27 juin 2018

L'Attestation de propriété suivant acte reçu par Maître MONTOUCHET, notaire à PARIS le 13 décembre 2018 pour une valeur de deux cent quarante mille euros (240.000,00 eur).

Cet acte a été publié au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 2, le 14 janvier 2019 volume 2019P, numéro 580.

Régime des plus-values immobilières en vertu des articles 150 U à 150 VG du Code général des impôts

Le **VENDEUR** donne dès à présent pouvoir au notaire à l'effet de prélever sur le disponible du prix le montant exigible de l'impôt sur la plus-value déterminé sur l'imprimé 2048-IMM-SD pour le verser au trésor public.

Il reconnaît en outre avoir été averti par le notaire des différents cas d'exonération en la matière et des conditions pour en bénéficier.

TAXE SUR LA CESSION DE TERRAIN DEvenu CONSTRUCTIBLE

Concernant l'ensemble des immeubles

Taxe prévue par l'article 1529 du Code général des impôts

La commune n'a pas instauré la taxe sur la première cession d'un terrain devenu constructible telle que prévue par les dispositions de l'article 1529 du Code général des impôts.

Taxe prévue par l'article 1605 nonies du Code général des impôts

Le terrain ayant fait l'objet d'un classement en zone constructible antérieur au 14 janvier 2010, la taxe prévue par l'article 1605 nonies du Code général des impôts n'est pas exigible.

DOMICILE FISCAL

Pour le contrôle de l'impôt, le **VENDEUR** déclare être effectivement domicilié à l'adresse susvisée, dépendre actuellement du centre des finances publiques de MONTPELLIER 40 Rue de Louvois et s'engage à signaler à ce centre tout changement d'adresse.

OBLIGATION DECLARATIVE

Le montant net imposable de la plus-value immobilière visée aux articles 150 U à 150 UD du Code général des impôts doit être porté dans la déclaration de revenus numéro 2042.

Tout manquement à cette obligation déclarative donne lieu à l'application d'une amende égale à 5 % des sommes non déclarées, sans que l'amende encourue puisse être inférieure à 150 euros ni supérieure à 1.500 euros.

IMPOT SUR LA MUTATION

Le **VENDEUR** n'a pas effectué l'acquisition en qualité de personne assujettie au sens de l'article 256 du Code général des impôts et déclare ne pas avoir cette qualité à ce jour, seul l'**ACQUEREUR** déclare avoir la qualité d'assujetti.

Engagement de revente

L'**ACQUEREUR** déclare vouloir bénéficier du régime spécial des achats effectués en vue de la revente en application des articles 1115 et 1020 du Code général des impôts.

Il déclare à cet effet :

- Etre une personne assujettie au sens de l'article 256 A du Code général des impôts.
- Qu'il s'engage à revendre le bien acquis dans le délai maximum de cinq ans de ce jour. Etant observé que ce délai est ramené à deux ans pour les reventes consistant en des ventes par lots déclenchant l'un des droits de préemption des locataires (article 10 de la loi numéro 75-1351 du 31 décembre 1975 ou article 15 de la loi numéro 89-462 du 6 juillet 1989).
- Qu'en sa qualité d'assujetti habituel, il effectue le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée sur imprimés CA3. Cette taxe est acquittée auprès du service des impôts des entreprises de MONTPELLIER où le redevable est identifié sous le numéro 351 338 660 00027
- Qu'à défaut de revendre dans le délai sus-indiqué, il entend être soumis au tarif de droit commun sauf obtention d'une prorogation annuelle renouvelable telle que définie par l'article 1594-0 G A IV bis du Code général des impôts. Etant observé que cette prorogation doit être formulée dans le mois qui suit le délai précédemment imparti et être adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, elle doit être motivée et préciser la consistance des immeubles sur lesquels porte la prorogation demandée ainsi que le montant des droits dont l'exonération est subordonnée à leur revente.

Etant précisé que l'acquéreur d'un bien qui a pris l'engagement de revendre peut y substituer, avant son échéance, un engagement de construire tel que prévu au II du A de l'article 1594-0 G du Code général des impôts. Cet engagement prend effet à compter de la date à laquelle il est souscrit auprès de l'administration et vaut accomplissement de l'engagement de revendre. La substitution doit faire l'objet d'une demande auprès du service des impôts effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception d'une déclaration faisant référence à la date de l'engagement de revendre auquel se substitue le nouvel engagement. La déclaration précise l'objet et la consistance des travaux prévus par cet engagement ainsi que le montant des droits dont l'exonération est subordonnée à leur exécution.

Lorsqu'un immeuble achevé depuis plus de cinq ans est acquis en vue de sa revente, la TVA ayant éventuellement grevé le prix d'acquisition n'est pas déductible sauf exercice, au moment de la revente, de l'option prévue au 5° bis de l'article 260 du Code général des impôts. Par suite, la taxe acquittée lors de l'acquisition du bien n'est pas déductible avant cette date, quand bien même l'immeuble donnerait lieu, dans l'attente de sa revente, à des opérations de location soumises à la TVA.

L'assiette des droits est de SIX CENT VINGT-SEPT MILLE CINQ CENTS EUROS (627.500,00 EUR).

DROITS

			<u>Mt à payer</u>
<i>Taxe départementale</i> 627 500,00	x 0,70 %	=	4 393,00
<i>Frais d'assiette</i> 4 393,00	x 2,14 %	=	94,00
TOTAL			4 487,00

CONTRIBUTION DE SECURITE IMMOBILIERE

En fonction des dispositions de l'acte à publier au fichier immobilier, la contribution de sécurité immobilière représentant la taxe au profit de l'État telle que fixée par l'article 879 du Code général des impôts s'élève à la somme :

Type de contribution	Assiette (€)	Taux	Montant (€)
Contribution proportionnelle taux plein	627.500,00	0,10%	628,00

FIN DE PARTIE NORMALISEE**PARTIE DEVELOPPEE****EXPOSE****ABSENCE DE DROIT DE RETRACTATION POUR L'ACQUEREUR**

Les parties ont conclu, en vue de la réalisation de la vente, un avant-contrat sous signatures privées en date à GANGES du 20 juin 2019 en y précisant que les conditions de l'article L 271-1 du Code de la construction et de l'habitation instituant un délai de rétractation au profit de l'**ACQUEREUR** ne sont pas applicables.

CONDITIONS ET DECLARATIONS GENERALES**GARANTIE CONTRE LE RISQUE D'EVICION**

Le **VENDEUR** garantit l'**ACQUEREUR** contre le risque d'éviction conformément aux dispositions de l'article 1626 du Code civil.

A ce sujet le **VENDEUR** déclare :

- qu'il n'existe à ce jour aucune action ou litige en cours pouvant porter atteinte au droit de propriété,
- qu'il n'y a eu aucun empiètement sur le fonds voisin,
- que le **BIEN** ne fait l'objet d'aucune injonction de travaux,
- qu'il n'a conféré à personne d'autre que l'**ACQUEREUR** un droit quelconque sur le **BIEN** pouvant empêcher la vente,
- subroger l'**ACQUEREUR** dans tous ses droits et actions relatifs au **BIEN**.

GARANTIE DE JOUISSANCE

Le **VENDEUR** déclare qu'il n'a pas délivré de congé à un ancien locataire lui permettant d'exercer un droit de préemption.

GARANTIE HYPOTHECAIRE

Le **VENDEUR** s'oblige, s'il existe un ou plusieurs créanciers hypothécaires inscrits, à régler l'intégralité des sommes pouvant leur être encore dues, à rapporter à ses frais les certificats de radiation des inscriptions, et à en justifier auprès de l'**ACQUEREUR**.

Un état hypothécaire délivré le 8 août 2019 et certifié à la date du 27 juin 2019 ne révèle aucune inscription ni prénotation.

Étant précisé que cet état a été prorogé le 28 septembre 2021.

Le **VENDEUR** déclare que la situation hypothécaire est identique à la date de ce jour et n'est susceptible d'aucun changement.

SERVITUDES

L'**ACQUEREUR** profite ou supporte les servitudes ou les droits de jouissance spéciale, s'il en existe.

À la connaissance du **VENDEUR**, outre les servitudes pouvant résulter le cas échéant de l'acte, de la situation naturelle des lieux et environnementale du **BIEN**, de la loi et de l'urbanisme, il n'en existe pas d'autres que celles rapportées en une note annexée.

ETAT DU BIEN

L'**ACQUEREUR** prend le **BIEN** dans l'état où il se trouve au jour de l'entrée en jouissance, sans recours contre le **VENDEUR** pour quelque cause que ce soit notamment en raison :

- des vices apparents,
- des vices cachés.

S'agissant des vices cachés, il est précisé que cette exonération de garantie ne s'applique pas :

- si le **VENDEUR** a la qualité de professionnel de l'immobilier ou de la construction, sauf si l'**ACQUEREUR** a également cette qualité,
- ou s'il est prouvé par l'**ACQUEREUR**, dans les délais légaux, que les vices cachés étaient en réalité connus du **VENDEUR**.

CONTENANCE DU TERRAIN ET DES CONSTRUCTIONS

Le **VENDEUR** ne confère aucune garantie de contenance du terrain ni de superficie des constructions.

IMPOTS ET TAXES

Impôts locaux

Le **VENDEUR** déclare être à jour des mises en recouvrement des impôts locaux.

L'**ACQUEREUR** est redevable à compter de ce jour des impôts et contributions.

La taxe d'habitation, si elle est exigible, est due pour l'année entière par l'occupant au premier jour du mois de janvier.

La taxe foncière, ainsi que la taxe d'enlèvement des ordures ménagères si elle est due, sont réparties entre le **VENDEUR** et l'**ACQUEREUR** prorata temporis en fonction du temps pendant lequel chacun aura été propriétaire au cours de cette année.

L'**ACQUEREUR** règlera au vendeur directement **et en dehors de la comptabilité**, le prorata de taxe foncière et, le cas échéant, de taxe d'enlèvement des ordures ménagères, déterminé par convention entre les parties sur le montant de la dernière imposition (**soit 251,10€**).

Ce règlement sera définitif entre les parties, éteignant toute créance ou dette l'une vis-à-vis de l'autre à ce sujet, quelle que soit la modification éventuelle de la taxe foncière pour l'année en cours.

Avantage fiscal lié à un engagement de location

Le **VENDEUR** déclare ne pas souscrire actuellement à l'un des régimes fiscaux lui permettant de bénéficier de la déduction des amortissements en échange de l'obligation de louer à certaines conditions.

CONTRATS DE DISTRIBUTION ET DE FOURNITURE

L'**ACQUEREUR** fait son affaire personnelle, dès son entrée en jouissance, de la continuation ou de la résiliation de tous contrats de distribution et de fourniture souscrits par le **VENDEUR**.

Les parties déclarent avoir été averties de la nécessité d'établir entre elles un relevé des compteurs faisant l'objet d'un comptage individuel.

Le **VENDEUR** déclare être à jour des factures mises en recouvrement liées à ses contrats de distribution et de fourniture.

ASSURANCE

L'**ACQUEREUR**, tout en étant informé de l'obligation immédiate de souscription, ne continuera pas les polices d'assurance actuelles garantissant le **BIEN** et confère à cet effet mandat au **VENDEUR**, qui accepte, de résilier les contrats lorsqu'il avertira son assureur de la réalisation des présentes.

CONTRAT D’AFFICHAGE

Le **VENDEUR** déclare qu'il n'a pas été conclu de contrat d'affichage.

DISPOSITIONS RELATIVES A L'URBANISME

URBANISME

Les documents d'urbanisme sont annexés.

L'**ACQUEREUR** reconnaît avoir reçu du notaire soussigné toutes explications et éclaircissements sur la portée, l'étendue et les effets de ces charges, prescriptions et limitations.

Il s'oblige en conséquence à faire son affaire personnelle de l'exécution des charges et prescriptions, du respect des servitudes publiques et autres limitations administratives au droit de propriété mentionnées sur ces documents.

PERMIS D'AMENAGER

L'**ACQUEREUR** est titulaire d'un permis d'aménager approuvé par le Maire de CLARET aux termes d'un arrêté en date du 20 mai 2021 sous le numéro PA 3407820C0002.

Ce permis autorise la création de onze lots privatifs de terrains destinés à la construction d'immeubles individuels à usage d'habitation sur l'emprise du bien présentement vendu.

Le délai de recours contentieux du permis d'aménager court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage de la décision d'autorisation de lotir sur le terrain.

Mention de l'autorisation de lotir a été régulièrement affichée sur le terrain, ainsi qu'il résulte d'un procès-verbal en date du 1^{er} juin, 12 juillet et 20 août 2021 adressé par Maître Olivier BAILLON, Huissier de justice à MONTPELLIER

Les copies du permis et du procès-verbal sont annexées.

Cette autorisation n'a fait l'objet à ce jour d'aucun recours administratif ou contentieux ni d'aucun acte ou décision de l'autorité administrative susceptible de mettre en cause sa validité ainsi qu'il résulte d'une attestation du maire du 23 août 2021 dont une copie est annexée.

Il est précisé que ce permis confère le droit de procéder aux travaux de viabilisation et de diviser le terrain en le vendant par lots en vue de la construction. Il ne confère aucun droit de construire, l'obtention d'un permis de construire étant nécessaire pour cela.

Les travaux autorisés par le permis d'aménager doivent être débutés dans les deux ans à compter de la notification de la décision ou ne doivent pas être interrompus pendant un délai supérieur à une année, sinon le permis deviendra caduc.

Une attestation délivrée en application des dispositions de l'article R 600-7 du Code de l'urbanisme par le Tribunal administratif de MONTPELLIER le 12 février 2021 annexée, atteste de l'absence de contentieux.

DISPOSITIONS RELATIVES A LA PREEMPTION

DROIT DE PREEMPTION URBAIN

L'immeuble est situé dans le champ d'application territorial du droit de préemption urbain, la déclaration d'intention d'aliéner prescrite par l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme a été notifiée à la mairie de la commune du lieu de situation de l'immeuble le 24 juin 2019.

Par mention en date du 10 juillet 2019 le bénéficiaire du droit de préemption a fait connaître sa décision de ne pas l'exercer.

Une copie de la déclaration d'intention d'aliéner avec la réponse sont annexées.

ESPACE NATUREL SENSIBLE

Conformément aux dispositions des articles L 215-1 et suivants du Code de l'urbanisme, le notaire soussigné a notifié le projet des présentes au Président du conseil départemental de l'HERAULT, par lettre recommandée afin que le Département puisse le cas échéant exercer son droit de préemption.

Par mention en date du 19 juillet 2019, le Département de l'HERAULT a déclaré renoncer à l'exercice de son droit de préemption.

Les deux courriers sont annexés.

En outre, la commune a déclaré ne pas exercer le droit de substitution dont elle est titulaire par mention en date du 2 septembre 2019 dont l'original est annexé.

DROIT DE PREEMPTION DE LA SAFER

L'immeuble est situé dans la zone de préemption de la SAFER OCCITANIE

Le notaire l'a informée des prix et conditions de la vente par envoi dématérialisé le 27 septembre 2019, dont un exemplaire est annexé.

La SAFER a laissé s'écouler le délai de deux mois sans manifester son intention d'exercer son droit de préemption, en conséquence son silence vaut renonciation à ce droit.

La vente sera notifiée à la SAFER dans les dix jours.

Le notaire soussigné a rappelé aux parties les dispositions des articles R 141-2-1 à R 141-2-4 du Code rural et de la pêche maritime et déclare que ces dispositions ont bien été respectées.

DISPOSITIONS RELATIVES A LA CONSTRUCTION

ABSENCE D'OPERATION DE CONSTRUCTION OU DE RENOVATION DEPUIS DIX ANS

Le **VENDEUR** déclare qu'à sa connaissance :

- aucune construction ou rénovation n'a été effectuée dans les dix dernières années,
- aucun élément constitutif d'ouvrage ou équipement indissociable de l'ouvrage au sens de l'article 1792 du Code civil n'a été réalisé dans ce délai.

DIAGNOSTICS

DIAGNOSTICS TECHNIQUES

Les PARTIES déclarent chacune avoir été parfaitement informées des dispositions sur les diagnostics termites, le diagnostic de performance énergétique, sur celui de l'installation d'assainissement, sur le diagnostic de l'installation de chauffage au gaz et celui de l'installation intérieure d'électricité si elles ont plus de quinze ans.

Et des obligations en découlant pour les propriétaires de biens immobiliers, et des sanctions attachées à leur non-respect.

Elles déclarent en faire leur affaire personnelle, dispensant le notaire soussigné de la production d'états et de diagnostics à ce sujet pour établir le présent acte.

Amiante

L'article L 1334-13 premier alinéa du Code de la santé publique commande au **VENDEUR** de faire établir un état constatant la présence ou l'absence de matériaux ou produits de la construction contenant de l'amiante.

Cet état s'impose à tous les bâtiments dont le permis de construire a été délivré avant le 1^{er} juillet 1997.

Il a pour objet de repérer l'ensemble des matériaux et produits des listes A et B de l'annexe 13-9 du Code de la santé publique, pour ensuite identifier et localiser par zones de similitude d'ouvrage ceux contenant de l'amiante et ceux n'en contenant pas.

Les matériaux et produits de la liste A sont ceux dits matériaux friables (flocages, calorifugeages et faux-plafonds), ceux de la liste B sont dits matériaux non friables y compris les produits situés en extérieur (les matériaux de couverture, les bardages, les conduits de fumée...).

Il est rappelé qu'aux termes des dispositions législatives et réglementaires en la matière, dès lors que le rapport révèle que des matériaux et produits des listes A ou B contiennent de l'amiante, le propriétaire devra, en fonction des recommandations contenues dans le rapport :

- soit faire contrôler ou évaluer périodiquement l'état de conservation des matériaux et produits identifiés,
- soit faire surveiller le niveau d'empoussièrement dans l'atmosphère par un organisme agréé en microscopie électronique à transmission,
- soit faire procéder à des travaux de confinement, de protection, de remplacement ou de retrait.

Le tout par une entreprise spécialisée à cet effet.

Un état établi par ADX en 13 septembre 2021, accompagné de la certification de compétence, est annexé.

Il en résulte la présence d'amiante dans le bâtiment destiné à la démolition, pour lequel l'acquéreur déclare en faire son affaire personnelle, sans recours contre quiconque.

L'**ACQUEREUR** déclare être informé de la réglementation en vigueur ainsi que des sanctions attachées à son non respect.

Zone de bruit - Plan d'exposition au bruit des aéroports

L'immeuble ne se trouve pas dans une zone de bruit définie par un plan d'exposition au bruit des aéroports, prévu par l'article L 112-6 du Code de l'urbanisme.

Radon

Le radon est un gaz radioactif d'origine naturelle qui représente le tiers de l'exposition moyenne de la population française aux rayonnements ionisants.

Il est issu de la désintégration de l'uranium et du radium présents dans la croûte terrestre.

Il est présent partout à la surface de la planète et provient surtout des sous-sols granitiques et volcaniques ainsi que de certains matériaux de construction.

Le radon peut s'accumuler dans les espaces clos, notamment dans les maisons. Les moyens pour diminuer les concentrations en radon dans les maisons sont simples :

- aérer et ventiler les bâtiments, les sous-sols et les vides sanitaires,
- améliorer l'étanchéité des murs et planchers.

L'activité volumique du radon (ou concentration de radon) à l'intérieur des habitations s'exprime en becquerel par mètre cube (Bq/m³).

L'article L 1333-22 du Code de la santé publique dispose que les propriétaires ou exploitants d'immeubles bâtis situés dans les zones à potentiel radon où l'exposition au radon est susceptible de porter atteinte à la santé sont tenus de mettre en œuvre les mesures nécessaires pour réduire cette exposition et préserver la santé des personnes.

Aux termes des dispositions de l'article R 1333-29 de ce Code le territoire national est divisé en trois zones à potentiel radon définies en fonction des flux d'exhalation du radon des sols :

- Zone 1 : zones à potentiel radon faible.
- Zone 2 : zones à potentiel radon faible mais sur lesquelles des facteurs géologiques particuliers peuvent faciliter le transfert du radon vers les bâtiments.
- Zone 3 : zones à potentiel radon significatif.

L'article R 125-23 5° du Code de l'environnement dispose que l'obligation d'information s'impose dans les zones à potentiel radon de niveau 3.

La liste des communes réparties entre ces trois zones est fixée par un arrêté du 27 juin 2018.

La commune se trouvant en zone 1, l'obligation d'information n'est pas nécessaire.

DISPOSITIFS PARTICULIERS

Détecteur de fumée

L'article R 129-12 du Code de la construction et de l'habitation prescrit d'équiper chaque logement, qu'il se situe dans une habitation individuelle ou dans une habitation collective, d'au moins un détecteur de fumée muni du marquage CE et conforme à la norme européenne harmonisée NF EN 14604.

L'article R 129-13 du même Code précise que la responsabilité de l'installation de ce détecteur de fumée normalisé incombe par principe au propriétaire et la responsabilité de son entretien incombe à l'occupant du logement.

L'**ACQUEREUR** a constaté que le logement est équipé d'un dispositif de détection de fumée.

Information de l'acquéreur sur les éléments d'équipement

L'**ACQUEREUR** est informé que les désordres affectant les éléments d'équipement qu'ils soient indissociables ou non, d'origine ou installés sur l'existant, relèvent de la garantie décennale lorsqu'ils rendent le **BIEN** dans son ensemble impropre à sa destination ou affectent sa solidité.

La garantie décennale s'applique au professionnel qui a réalisé les travaux d'installation, lequel engage sa responsabilité pendant dix ans à l'égard du propriétaire mais aussi à l'égard des acquéreurs successifs. Il doit obligatoirement remettre à son client, le maître d'ouvrage, un justificatif du contrat d'assurance en responsabilité civile décennale.

En l'espèce, le **VENDEUR** déclare ne pas avoir fait installer d'éléments d'équipement depuis dix ans.

DIAGNOSTICS ENVIRONNEMENTAUX

Assainissement

Le **VENDEUR** déclare que l'immeuble est raccordé à un réseau d'assainissement collectif des eaux usées domestiques conformément aux dispositions de l'article L 1331-1 du Code de la santé publique.

Aux termes des dispositions des articles L 1331-4 et L 1331-6 de ce Code, les parties sont informées que l'entretien et le bon fonctionnement des ouvrages permettant d'amener les eaux usées domestiques de l'immeuble à la partie publique sont soumis au contrôle de la commune ou de la communauté de communes, qui peut procéder, sous astreinte et aux frais du propriétaire, aux travaux indispensables à ces effets.

Ces travaux sont à la charge du propriétaire de l'immeuble. Le service public compétent en matière d'assainissement collectif peut astreindre le propriétaire au versement d'une participation pour le financement de cet assainissement collectif (L 1331-7 du Code de la santé publique). Ce paiement a pour but de tenir compte de l'économie réalisée par eux en évitant une installation d'évacuation ou d'épuration individuelle réglementaire ou la mise aux normes d'une telle installation.

Il est ici précisé que tout déversement d'eaux usées autres que domestiques dans le réseau collectif nécessite préalablement une autorisation de la mairie ou du service compétent. À compter de quatre mois après la date de réception de cette demande d'autorisation, l'absence de réponse vaut refus. Toute acceptation de ce déversement peut être subordonnée à une participation à la charge de l'auteur du déversement (L 1331-10 du Code de la santé publique).

Le **VENDEUR** informe l'**ACQUEREUR**, qu'à sa connaissance, les ouvrages permettant d'amener les eaux usées domestiques de l'immeuble à la partie publique ne présentent pas d'anomalie ni aucune difficulté particulière d'utilisation.

Etat des risques et pollutions

Un état des risques et pollutions est annexé.

Absence de sinistres avec indemnisation

Le **VENDEUR** déclare qu'à sa connaissance l'immeuble n'a pas subi de sinistres ayant donné lieu au versement d'une indemnité en application de l'article L 125-2 ou de l'article L 128-2 du Code des assurances.

Etude géotechnique

Le terrain se trouvant dans une zone exposée au phénomène de mouvement de terrain différentiel consécutif à la sécheresse et à la réhydratation des sols, et dans un secteur où les règles d'urbanisme applicables permettent la réalisation de maisons individuelles, une étude géotechnique est prescrite par les dispositions de l'article L 112-21 du Code de la construction et de l'habitation.

En l'espèce, l'étude géotechnique a été effectuée par ARGEO en août 2021 et sont annexées.

La durée de validité de l'étude géotechnique préalable est de trente ans si aucun remaniement du sol n'a été effectué.

Cette étude devra être annexée aux mutations successives du terrain.

INFORMATION DE L'ACQUEREUR SUR LES ANOMALIES REVELEES PAR LES DIAGNOSTICS TECHNIQUES IMMOBILIERS OBLIGATOIRES

L'**ACQUEREUR** déclare ici avoir pris connaissance, préalablement à la signature, des anomalies révélées par les diagnostics techniques immobiliers obligatoires dont les rapports sont annexés.

L'**ACQUEREUR** déclare avoir été informé par le notaire soussigné, préalablement à la signature des présentes, notamment :

- des conséquences de ces anomalies au regard du contrat d'assurance qui sera souscrit pour la couverture de l'immeuble en question,
- de la nécessité, soit de faire effectuer par un professionnel compétent les travaux permettant de remédier à ces anomalies, soit de faire état auprès de la compagnie d'assurance qui assurera le bien, du contenu et des conclusions de ces diagnostics,
- qu'à défaut d'avoir, dans les formes et délais légaux, avisé la compagnie d'assurance préalablement à la signature du contrat d'assurance, il pourrait être fait application de l'article L.113-8 du Code des assurances ci-dessous reproduit, cet article prévoyant la nullité du contrat d'assurance en cas de sinistre.

Et qu'en conséquence, l'**ACQUEREUR** pourrait perdre tout droit à garantie et toute indemnité en cas de sinistre même sans lien avec les anomalies en question.

Reproduction de l'article L113-8 du Code des assurances :

"Indépendamment des causes ordinaires de nullité, et sous réserve des dispositions de l'article L. 132-26, le contrat d'assurance est nul en cas de réticence ou de fausse déclaration intentionnelle de la part de l'assuré, quand cette réticence ou cette fausse déclaration change l'objet du risque ou en diminue l'opinion pour l'assureur, alors même que le risque omis ou dénaturé par l'assuré a été sans influence sur le sinistre.

Les primes payées demeurent alors acquises à l'assureur, qui a droit au paiement de toutes les primes échues à titre de dommages et intérêts.

Les dispositions du second alinéa du présent article ne sont pas applicables aux assurances sur la vie."

SITUATION ENVIRONNEMENTALE

ACTIVITES DANS L'ENVIRONNEMENT PROCHE DE L'IMMEUBLE

Préalablement à la signature des présentes, l'**ACQUEREUR** déclare s'être assuré par lui-même, des activités, professionnelles ou non, de toute nature, exercées dans l'environnement proche de l'immeuble, susceptibles d'occasionner des nuisances, sonores, olfactives, visuelles ou autres....

Le rédacteur des présentes a spécialement informé l'**ACQUEREUR** savoir :

- Des dispositions de l'article L 112-16 du code de la construction et de l'habitation:

"Les dommages causés aux occupants d'un bâtiment par des nuisances dues à des activités agricoles, industrielles, artisanales, commerciales, touristiques, culturelles ou aéronautiques, n'entraînent pas droit à réparation lorsque le permis de construire afférent au bâtiment exposé à ces nuisances a été demandé ou l'acte authentique constatant l'aliénation ou la prise de bail établi postérieurement à l'existence des activités les occasionnant dès lors que ces activités s'exercent en conformité avec les dispositions législatives ou réglementaires en vigueur et qu'elles se sont poursuivies dans les mêmes conditions."

- Qu'outre les dispositions législatives ou réglementaires spéciales dont relèvent certaines activités, la législation, relative aux troubles anormaux du voisinage, se fonde sur les articles 1240 et 1241 du Code civil selon lesquels :

"Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer" et "Chacun est responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence."

- L'article 544 du Code Civil ajoute que :

"La propriété est le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements."

- De plus, l'article R 1334-31 du Code de la santé publique dispose que :

"Aucun bruit particulier ne doit, par sa durée, sa répétition ou son intensité, porter atteinte à la tranquillité du voisinage ou à la santé de l'homme, dans un lieu public ou privé, qu'une personne en soit elle-même à l'origine ou que ce soit par l'intermédiaire d'une personne, d'une chose dont elle a la garde ou d'un animal placé sous sa responsabilité."

Chaque rapport de voisinage peut susciter des désagréments, il n'en reste pas moins qu'il ne caractérise pas nécessairement un trouble "anormal". Serait considéré, par le Tribunal Judiciaire, comme anormal, un trouble répétitif, intensif, ou un trouble qui outrepassse les activités normales attendues de la part du voisinage.

L'**ACQUEREUR** déclare avoir accompli toutes diligences et s'être entouré de toutes les informations nécessaires relatives à la situation de l'immeuble et aux activités professionnelles, ou non, exercées dans le proche environnement de ce dernier, et renonce à exercer tout recours contre le **VENDEUR** à quelque titre que ce soit.

CONSULTATION DE BASES DE DONNEES ENVIRONNEMENTALES

Les bases de données suivantes ont été consultées :

- La base de données relative aux anciens sites industriels et activités de services (BASIAS).
- La base de données relative aux sites et sols pollués ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif (BASOL).
- La base de données relative aux risques naturels et technologiques (GEORISQUES).
- La base des installations classées soumises à autorisation ou à enregistrement du ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer.
- La base de données relative aux documents d'urbanisme et aux servitudes d'utilité publique (Géoportail de l'Urbanisme).

Une copie de ces consultations est annexée.

ORIGINE DE PROPRIETE

La nue-propriété dudit bien appartient pour une moitié indivise à Monsieur Jean-Noël GARRIGUES et pour l'autre moitié indivise à Madame Chantal Madeleine Marie Laure **GARRIGUES**, demeurant à PARIS 17ÈME ARRONDISSEMENT (75017), 83 avenue des Ternes, Née à LE POUGET (34230), le 14 novembre 1944, Célibataire

Pour lui avoir été attribués,

Aux termes d'un acte reçu par Maître Henri de NUCE de LAMOTHE, Notaire à PIGNAN, le 24 septembre 1999, par leur mère Madame Léone GARRIGUES née à ANIANE le 7 juin 1914 veuve de Monsieur Marc Jean Honoré GARRIGUES demeurant à MONTPELLIER 16 Rue Diderot

A ses deux enfants, une donation entre vifs portant sur la nue-propriété de divers biens et droits immobiliers.

La totalité en pleine propriété des biens et droits immobiliers a été évaluée à la somme d'UN MILLION DE FRANCS (1.000.000,00 FRS), soit pour la nue-propriété donnée à la somme de NEUF CENT MILLE FRANCS (900.000,00 FRS).

Laquelle donation a eu lieu sous diverses charges et conditions et notamment réserve d'usufruit et du droit de retour.

Ladite donation a été enregistrée à la recette des impôts de MONTPELLIEROUEST, le 12 octobre 1999, bordereau n° 644, case n° 1.

Une copie authentique dudit acte a été publiée au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 2EME, le 22 novembre 1999, volume 1999P, numéro 15086.

L'usufruit de Madame Léone GARRIGUES née BONAFE s'est éteint par suite de son décès survenu le 26 juin 2014.

Par la suite Madame Chantal Madeleine Marie Laure **GARRIGUES**, est décédée à PARIS 14ÈME ARRONDISSEMENT (75014), le 27 juin 2018 laissant

SON FRERE Monsieur Jean-Noël **GARRIGUES** sus-nommé

L'acte de notoriété a été reçu par Maître Sophie MONTOUCHET, notaire à PIGNAN (HÉRAULT) le 27 septembre 2018.

L'attestation de propriété prescrite par la loi a été dressée suivant acte reçu par Maître MONTOUCHET notaire à PARIS, le 13 décembre 2018 .

Une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 2 le 14 janvier 2019, volume 2019P, numéro 580.

ORIGINE DE PROPRIETE ANTERIEURE

L'origine de propriété antérieure est énoncée dans une note annexée.

NEGOCIATION DIRECTE ENTRE LES PARTIES

Les parties déclarent que les conventions ont été négociées directement entre elles, sans le concours ni la participation d'un intermédiaire.

Si cette déclaration se révélait erronée, les éventuels honoraires de cet intermédiaire seraient à la charge des auteurs de la déclaration inexacte.

Etant ici précisé qu'aux termes de l'avant-contrat, il avait été prévu une rémunération par l'acquéreur à l'agence Terrains sud de France, laquelle a été depuis absorbée par la société HECTARE.

CONCLUSION DU CONTRAT

Les parties déclarent que les dispositions de ce contrat ont été, en respect des dispositions impératives de l'article 1104 du Code civil, négociées de bonne foi. Elles affirment qu'il reflète l'équilibre voulu par chacune d'elles.

DEVOIR D'INFORMATION RECIPROQUE

En application de l'article 1112-1 du Code civil qui impose aux parties un devoir précontractuel d'information, qui ne saurait toutefois porter sur le prix, le **VENDEUR** déclare avoir porté à la connaissance de l'**ACQUEREUR** l'ensemble des informations dont il dispose ayant un lien direct et nécessaire avec le contenu du présent contrat et dont l'importance pourrait être déterminante de son consentement.

Le **VENDEUR** reconnaît être informé qu'un manquement à ce devoir serait sanctionné par la mise en œuvre de sa responsabilité, avec possibilité d'annulation du contrat s'il a vicié le consentement de l'**ACQUEREUR**.

Pareillement, l'**ACQUEREUR** déclare avoir rempli les mêmes engagements, tout manquement pouvant être sanctionné comme indiqué ci-dessus.

Le devoir d'information est donc réciproque.

En outre, conformément aux dispositions de l'article 1602 du Code civil, le **VENDEUR** est tenu d'expliquer clairement ce à quoi il s'oblige, tout pacte obscur ou ambigu s'interprétant contre lui.

RENONCIATION A L'IMPREVISION

Le mécanisme de l'imprévision nécessite un changement de circonstances imprévisible lors de la conclusion du contrat, changement dont aucune des parties n'avait souhaité assumer le risque, et qui rend l'exécution du contrat excessivement onéreuse.

Ce mécanisme est prévu à l'article 1195 du Code civil dont les dispositions sont littéralement rapportées :

"Si un changement de circonstances imprévisible lors de la conclusion du contrat rend l'exécution excessivement onéreuse pour une partie qui n'avait pas accepté d'en assumer le risque, celle-ci peut demander une renégociation du contrat à son cocontractant. Elle continue à exécuter ses obligations durant la renégociation.

En cas de refus ou d'échec de la renégociation, les parties peuvent convenir de la résolution du contrat, à la date et aux conditions qu'elles déterminent, ou demander d'un commun accord au juge de procéder à son adaptation. A défaut d'accord dans un délai raisonnable, le juge peut, à la demande d'une partie, réviser le contrat ou y mettre fin, à la date et aux conditions qu'il fixe".

Les parties écartent de leur contrat les dispositions de l'article 1195 du Code civil permettant la révision du contrat pour imprévision, estimant que compte tenu du contexte des présentes, cette renonciation n'aura pas de conséquences déraisonnables à l'endroit de l'une d'entre elles. Par suite, elles ne pourront pas solliciter judiciairement la renégociation des présentes s'il survient un événement imprévisible rendant l'exécution excessivement onéreuse pour l'une d'entre elles.

Toutefois cette renonciation n'aura d'effet que pour les événements qui n'auront pas été prévus aux termes des présentes.

Une telle renonciation ne concerne pas le cas de force majeure caractérisé par l'irrésistibilité et l'imprévisibilité qui impliquent l'impossibilité pour le débiteur d'exécuter son obligation et dont seul le débiteur peut se prévaloir.

Aux termes de l'article 1218 du Code civil "*Il y a force majeure en matière contractuelle lorsqu'un événement échappant au contrôle du débiteur, qui ne pouvait être raisonnablement prévu lors de la conclusion du contrat et dont les effets ne peuvent être évités par des mesures appropriées, empêche l'exécution de son obligation par le débiteur.*

Si l'empêchement est temporaire, l'exécution de l'obligation est suspendue à moins que le retard qui en résulterait ne justifie la résolution du contrat. Si l'empêchement est définitif, le contrat est résolu de plein droit et les parties sont libérées de leurs obligations dans les conditions prévues aux articles 1351 et 1351-1."

ELECTION DE DOMICILE

Les parties élisent domicile :

- en leur demeure ou siège respectif pour l'exécution des présentes et de leurs suites,
- en l'office notarial pour la publicité foncière, l'envoi des pièces et la correspondance s'y rapportant.

TITRES - CORRESPONDANCE ET RENVOI DES PIECES

Il ne sera remis aucun ancien titre de propriété entre les parties, chacune pourra se faire délivrer, à ses frais, ceux dont elle pourrait avoir besoin, et sera subrogée dans tous les droits de l'autre partie à ce sujet.

En suite des présentes, la correspondance et le renvoi des pièces à l'**ACQUEREUR** devront s'effectuer à l'adresse de son siège.

La correspondance auprès du **VENDEUR** s'effectuera à l'adresse de son domicile.

POUVOIRS

Pour l'accomplissement des formalités de publicité foncière ou réparer une erreur matérielle telle que l'omission d'une pièce annexe dont le contenu est relaté aux présentes, les parties agissant dans un intérêt commun donnent tous pouvoirs nécessaires à tout notaire ou à tout clerc de l'office notarial dénommé en tête des présentes, à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires ou rectificatifs pour mettre le présent acte en concordance avec tous les documents hypothécaires, cadastraux ou d'état civil.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix.

Elles reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné des sanctions fiscales et des peines correctionnelles encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation ainsi que des conséquences civiles édictées par l'article 1202 du Code civil

Le notaire soussigné précise qu'à sa connaissance le présent acte n'est modifié ni contredit par aucune contre lettre contenant augmentation du prix.

MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

L'Office notarial traite des données personnelles concernant les personnes mentionnées aux présentes, pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'Etat dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945.

Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants

:

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Electronique des Notaires, registre du PACS, etc.),
- les offices notariaux participant ou concourant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,
- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013,
- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne disposant d'une législation sur la protection des données reconnue comme équivalente par la Commission européenne.

La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable pour l'accomplissement des activités notariales.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées 5 ans après la fin de la relation d'affaires.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les intéressés peuvent demander l'accès aux données les concernant. Le cas échéant, ils peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou s'y opposer pour des raisons tenant à leur situation particulière. Ils peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données personnelles après leur décès.

L'Office notarial a désigné un Délégué à la protection des données que les intéressés peuvent contacter à l'adresse suivante : bernard.paluan@notaires.fr.

Si ces personnes estiment, après avoir contacté l'Office notarial, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.

CERTIFICATION D'IDENTITE

Le notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties dénommées dans le présent document telle qu'elle est indiquée en tête des présentes à la suite de leur nom ou dénomination lui a été régulièrement justifiée.

FORMALISME LIE AUX ANNEXES

Les annexes, s'il en existe, font partie intégrante de la minute.

Lorsque l'acte est établi sur support papier les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention constatant cette annexe et signée du notaire, sauf si les feuilles de l'acte et des annexes sont réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition.

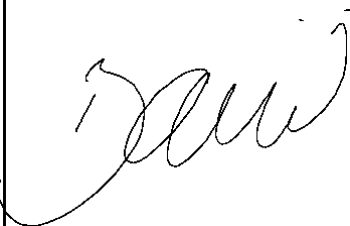
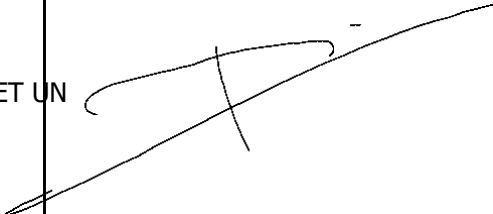
Si l'acte est établi sur support électronique, la signature du notaire en fin d'acte vaut également pour ses annexes.

DONT ACTE sans renvoi

Généré en l'office notarial et visualisé sur support électronique aux lieu, jour, mois et an indiqués en entête du présent acte.

Et lecture faite, les parties ont certifié exactes les déclarations les concernant, avant d'apposer leur signature manuscrite sur tablette numérique.

Le notaire, qui a recueilli l'image de leur signature, a lui-même apposé sa signature manuscrite, puis signé l'acte au moyen d'un procédé de signature électronique qualifié.

M. GARRIGUES Jean-Noël a signé à GANGES le 15 octobre 2021	
Mme BACCHINI David agissant en qualité de représentant a signé à GANGES le 15 octobre 2021	
et le notaire Me PALUAN BERNARD a signé à L'OFFICE L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN LE QUINZE OCTOBRE	

DECISION DU PRESIDENT

Le 14 décembre 2018

A 10 H

En application de l'article L 227-6, alinéa 2 du Code du Commerce, il a été pris par Monsieur Max PORTALES, en sa qualité de Président de la SAS HECTARE HOLDING, elle-même présidente de la SAS HECTARE, la décision suivante :

" Monsieur David BACCHINI, agissant en qualité de Responsable Développement, a tous pouvoirs pour signer de pour et au nom de la SAS HECTARE, les promesses de vente, les compromis de vente, les conventions de zone d'aménagement concertée, les conventions de PUP et leurs avenants, ainsi que les actes d'échange, d'achat et de vente et les dépôts de pièces y afférents, ainsi que toutes constitutions de servitudes relatives à tous biens immobiliers situés dans le département de l'Hérault, et à l'effet pour ces opérations, souscrire aux emprunts et conférer toutes garanties, le tout dans les conditions conformes à l'intérêt de la société.

Effectuer toutes démarches afin de représenter la SAS HECTARE et son président en vertu du présent mandat valable jusqu'au 31 Décembre 2019 ".

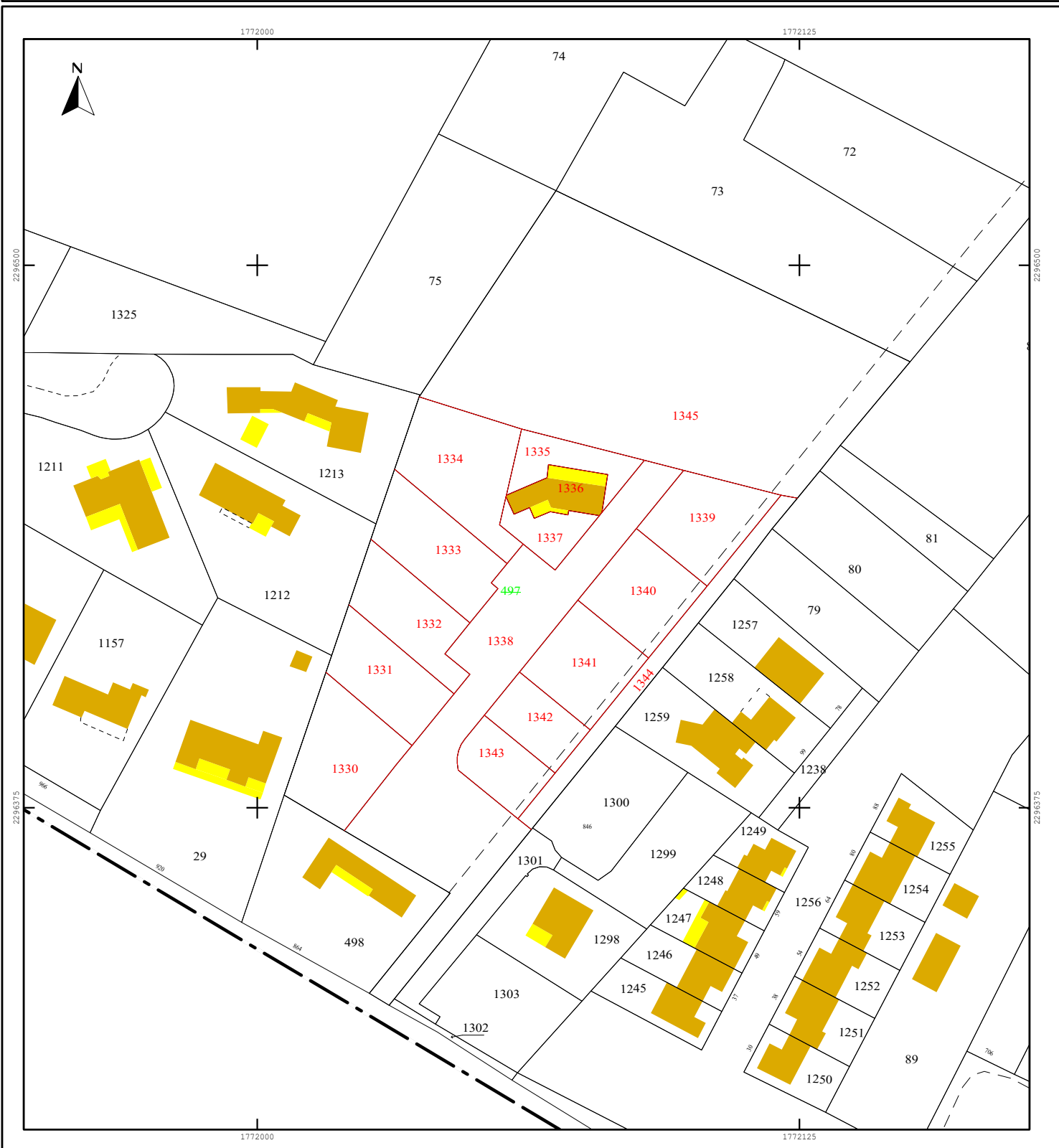
Fait à VENDARGUES

Le Président de la SAS HECTARE

AMENAGEUR • PROMOTEUR • LANGUEDOC-ROUSSILLON et PROVENCE

Adresse Régionale : 75 Z I. Les Portes Domitienne - RN 113 - BP 30020 - 34 741 VENDARGUES Cedex
Tél. : 04 67 79 84 83 • Fax : 04 67 79 84 91

Siret : 351 338 660 00027 • APE 4299 Z • TVA intracommunautaire FR 24 351 338 660 • www.hectare.fr
S.A.S HECTARE au Capital de 30 000 000 € • Siège social : BP 18 • 34830 CLAPIERS



Direction générale des finances publiques
 Cellule d'assistance du SPDC
 Tél : 0809 400 190
 (prix d'un appel local à partir d'un poste fixe)
 du lundi au vendredi
 de 8h00 à 18h00
 Courriel : esi.orleans.ADspdc@dgfip.finances.gouv.fr



N° de dossier
 19_535

Extrait cadastral modèle 1

conforme à la documentation cadastrale à la date du 08/09/2021
 validité six mois à partir de cette date.

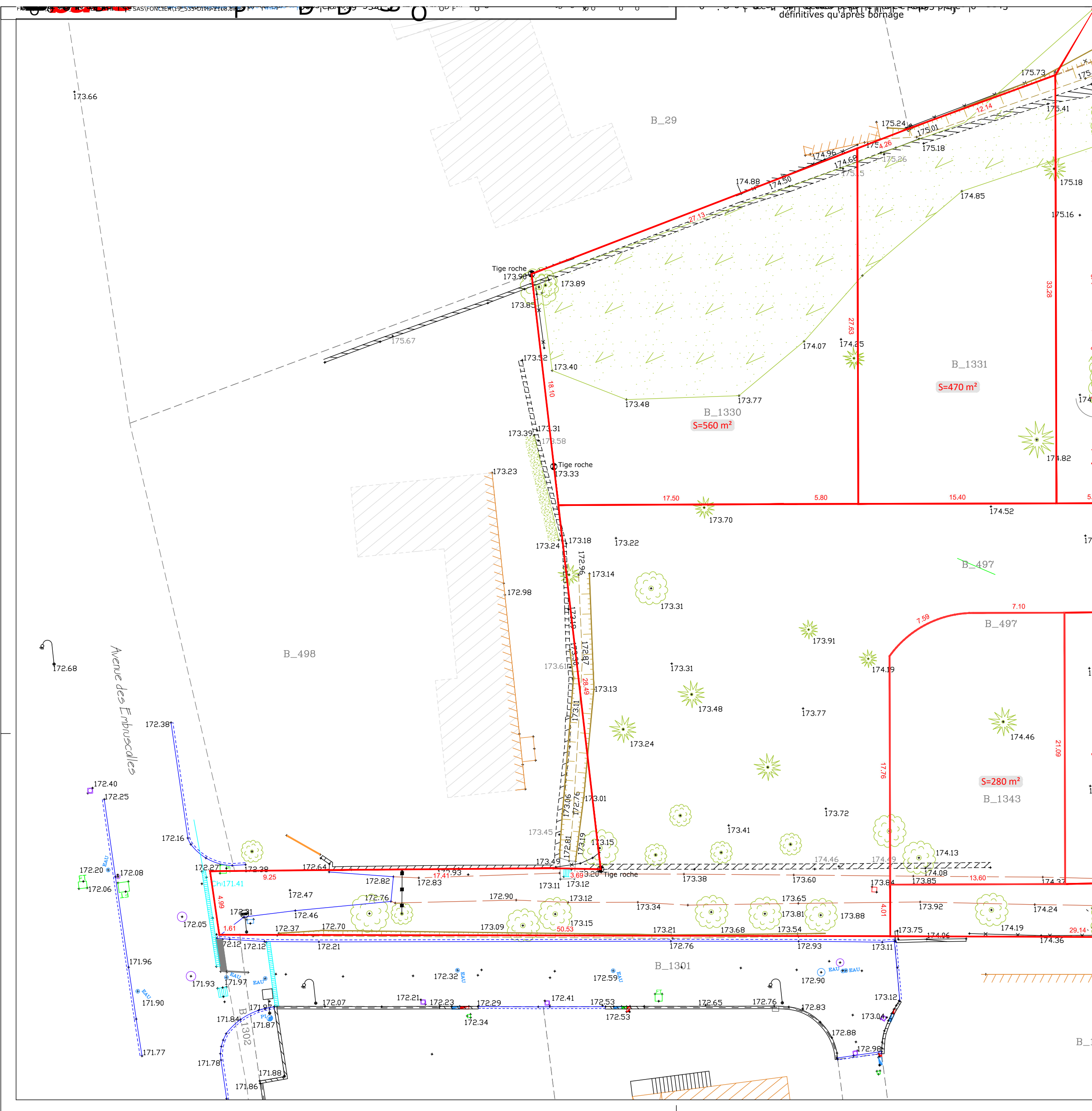
Extrait confectionné par : SELARL BBASS (BOTTRAUD BARBAROUX ASSOCIES)

SF2104466492

DESIGNATION DES PROPRIETES										
Département : 034				Commune : 078 CLARET						
Section	N° plan	PDL	N° du lot	Quote-part Adresse	Contenance cadastrale	Renvoi	Désignation nouvelle			
							N° de DA	Section	n° plan	Contenance
B	0497			LES MATTES	1ha17a25ca		078 0000626	B	1330	0ha05a60ca
							078 0000626	B	1331	0ha04a70ca
							078 0000626	B	1332	0ha04a70ca
							078 0000626	B	1333	0ha05a35ca
							078 0000626	B	1334	0ha06a45ca
							078 0000626	B	1335	0ha02a36ca
							078 0000626	B	1336	0ha01a89ca
							078 0000626	B	1337	0ha01a75ca
							078 0000626	B	1338	0ha19a33ca
							078 0000626	B	1339	0ha04a66ca
							078 0000626	B	1340	0ha04a50ca
							078 0000626	B	1341	0ha04a50ca

OBSERVATIONS DU SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE

DESIGNATION DES PROPRIETES										
<i>Département</i> : 034					<i>Commune</i> : 078 CLARET					
Section	N° plan	PDL	N° du lot	Quote-part Adresse	Contenance cadastrale	Renvoi	Désignation nouvelle			
							N° de DA	Section	n° plan	Contenance
							078 0000626	B	1342	0ha02a70ca
							078 0000626	B	1343	0ha02a80ca
							078 0000626	B	1344	0ha03a86ca
							078 0000626	B	1345	0ha42a85ca



PROCES VERBAL DE RETABLISSEMENT DE LIMITES

Département de l'Hérault

COMMUNE : CLARET

Lieu-dit : Les Mattes

CADASTRE : section B n°497

PROPRIÉTÉ de :
M. Jean GARRIGUES

Géomètre-Expert : François BOUTTEVILLE
Inscription au Tableau des n°48111

Bbass

GÉOMÉTRIE - EXPERT

20 rue de la République - 34000 Montpellier

04 67 46 12 62 - 06 46 12 62 62

04 67 46 12 62 - 06 46 12 62 62

Téléphone : 04 67 46 12 62 - Email : bbass@bbass.fr - Site : www.bbass.fr



GÉOMÈTRE-EXPERT
CONSEILLER VALOISES GARANT

A la requête de la société Hectare représentée par Mme Charlotte COLSON dûment habilitée au titre d'acquéreur, agissant pour le compte de M. Jean GARRIGUES, propriétaire de la parcelle ci-après désignée, je, soussigné François BOTTRAUD, Géomètre-Expert Foncier, inscrit au tableau de l'Ordre des Géomètres Experts (OGE) sous le numéro 04811 exerçant au sein du cabinet Bbass au 205 avenue des Gardians, 34160 CASTRIES (Tél : 04 67 87 31 93 - fax 04 67 16 48 47 - Email : geometre-castries@bbass.fr), inscrit au tableau du conseil régional de l'OGE de MONTPELLIER Languedoc-Roussillon sous le numéro 2006C200015, ai été chargé de procéder au rétablissement des limites des propriétés Cadastrees section B Parcelles n°497 et dresse en conséquence le présent procès-verbal.

Article 1 : Désignation des parties

Propriétaire

B n° 497

Monsieur Jean GARRIGUES, né le 21/12/1942 à VICHY (03), demeurant Mas de Fontmourgue la Masse, Route de Lagamas, 34150 SAINT-JEAN-DE-FOS
Propriétaire de la parcelle cadastrée Commune de CLARET (34) section B n° 497

Au regard de l'acte de donation dressé le 24/09/1999 par Maître NUCE DE LAMOTHE Henri, Notaire à PIGNAN, et publié au Service de la Publicité Foncière de MONTPELLIER 2ème bureau le 22/11/1999, vol. 1999P n°15086.

Autre titulaire de droit sur la propriété demandeur

B n° 497

La société Hectare immatriculée au R.C.S. de Montpellier sous le numéro 351 338 660 00027 ayant son siège social à 75 ZI Les Portes Domitienne, RN 113 CS 30020 à VENDARGUES (34741) représentée par Mme Charlotte COLSON
Acquéreur de la propriété cadastrée Commune de CLARET section B n° 497 au regard du compromis de vente dressé le 20/06/2019 par Maître Bernard PALUAN notaire à Ganges.

Propriétaires riverains concernés

B n° 75

Monsieur Jean GARRIGUES, né le 21/12/1942 à VICHY (03), demeurant Mas de Fontmourgue la Masse, Route de Lagamas, 34150 SAINT-JEAN-DE-FOS
Propriétaire de la parcelle cadastrée Commune de CLARET (34) section B n° 75

B n° 1213

L'indivision CANALE - DECLINE

Propriétaire de la parcelle cadastrée Commune de CLARET (34) section B n° 1213

Regroupant :

Monsieur Christophe CANALE, né le 10/06/1970 à MONTPELLIER (34), demeurant Lot le Bragalou, Matte de Foulaquier, 34270 CLARET, Propriétaire indivis

Madame Agnès DECLINE, née le 09/10/1971 à SAINT-ETIENNE (42), épouse CANALE, demeurant Lot le Bragalou, Matte de Foulaquier, 34270 CLARET, Propriétaire indivise

B n° 1212

L'indivision BENTABET - DARBOURG

Propriétaire de la parcelle cadastrée Commune de CLARET (34) section B n° 1212

Regroupant :

Monsieur Alban BENTABET, né le 12/10/1973 à L'HAY-LES-ROSES (94), demeurant 4 Lot le Bragalou, Lot le Bragalou, 34270 CLARET, Propriétaire indivis

Madame Anne-Laure DARBOURG, née le 30/06/1980 à MAISONS-LAFFITTE (78), demeurant 4 Lot le Bragalou, Lot le Bragalou, 34270 CLARET, Propriétaire indivise

Paraphes :

B n° 29

L'indivision SANCHEZ - YVANEZ

Propriétaire de la parcelle cadastrée Commune de CLARET (34) section B n° 29

Regroupant :

Madame Nadia SANCHEZ, née le 16/06/1962 à MONTPELLIER (34), épouse YVANEZ, demeurant Route de Pompignan, 920 Av des Embruscalles, 34270 CLARET, Propriétaire indivise

Monsieur Laurent YVANEZ, né le 11/05/1959 à MONTPELLIER (34), demeurant Route de Pompignan, 920 Av des Embruscalles, 34270 CLARET, Propriétaire indivis

B n°498

L'indivision CZELADKA - FAVEAUX

Propriétaire de la parcelle cadastrée Commune de CLARET (34) section B n° 498

Regroupant :

Monsieur Henryk CZELADKA, né le 16/03/1942 à MESSY (77), demeurant Les Mattes, 864 avenue des Embruscalles, 34270 CLARET, Propriétaire indivis

Monsieur Marc CZELADKA, né le 12/06/1973 à PARIS 17ÈME ARRONDISSEMENT (75), demeurant Résidence des Arts Bt A, 20 Rue Cavellier de la Salle, 34000 MONTPELLIER, Propriétaire indivis

Madame Chantal FAVEAUX, née le 22/11/1946 à JOINVILLE (52), épouse CZELADKA, demeurant Les Mattes, 864 avenue des Embruscalles, 34270 CLARET, Propriétaire indivise

B n°1301

La société Hectare immatriculée au R.C.S. de Montpellier sous le numéro 351 338 660 00027 ayant son siège social à 75 ZI Les Portes Domitienne, RN 113 CS 30020 à VENDARGUES (34741) représentée par Mme Charlotte COLSON

Propriétaire de la parcelle cadastrée Commune de CLARET (34) section B n° 1301

B n°1300

L'indivision CRITOT - MULOT

Propriétaire de la parcelle cadastrée Commune de CLARET (34) section B n° 1300

Regroupant :

Madame Sandrine CRITOT, née le 21/04/1984 à NANTUA (01), demeurant 846 avenue des Embruscalles, 34270 CLARET, Propriétaire indivise

Monsieur Damien MULOT, né le 20/07/1990 à PARIS 13ÈME ARRONDISSEMENT (75), demeurant 846 avenue des Embruscalles, 34270 CLARET, Propriétaire indivis

B n°1259

Madame Martine CAMILLERI, née le 01/04/1954, demeurant 95 chemin des Mattes, 34270 CLARET

Propriétaire de la parcelle cadastrée Commune de CLARET (34) section B n° 1259

B n°1258

L'indivision ARLERY - PAGANO

Propriétaire de la parcelle cadastrée Commune de CLARET (34) section B n° 1258

Regroupant :

Monsieur Daniel ARLERY, né le 30/08/1980 à MONTPELLIER (34), demeurant 99 chemin des Mattes, 34270 CLARET, Propriétaire indivis

Madame Julie PAGANO, née le 19/06/1979 à MONTPELLIER (34), épouse ARLERY, demeurant 99 chemin des Mattes, 34270 CLARET, Propriétaire indivise

B n°1257

L'indivision GARREL - IMPALLARI

Propriétaire de la parcelle cadastrée Commune de CLARET (34) section B n° 1257

Regroupant :

Madame Pauline GARREL, demeurant 78 chemin DES MATTES, 34270 CLARET, Propriétaire indivise

Monsieur Anthony IMPALLARI, Propriétaire indivis

Paraphes :

B n°79

Madame Simone BRISSAC, née le 01/08/1936 à NÎMES (30), épouse SICARD-BRISSAC, demeurant 251 avenue de Montpellier, 34270 CLARET
Propriétaire de la parcelle cadastrée Commune de CLARET (34) section B n° 79

B n°80

Madame Arlette MENA, née le 30/11/1932 à SAINT-HIPPOLYTE-DU-FORT (30), épouse CARRIERE, demeurant 130 rue Camille Claudel, 34730 PRADES-LE-LEZ
Propriétaire de la parcelle cadastrée Commune de CLARET (34) section B n° 80

Article 2 : Objet de l'opération

La présente opération de bornage a pour objet de rétablir les limites certaines et reconnues définies par les points A-B-C-D-E-F-G-H-I-J-K sur

Limite A-B : plan de bornage dressé par M. JUGLA, géomètre-expert à Montpellier le 20/01/2006 (Dossier 5836), annexé aux présentes, fixant les limites séparatives communes et les points de limites communs

Limite B-C-D-E-F-G-H : plan de bornage dressé par la SELARL BOTTRAUD-BARBAROUX ET ASSOCIES, géomètre-expert à Montpellier le 14/06/2007 (Dossier 07_080), annexé aux présentes, fixant les limites séparatives communes et les points de limites communs

Limite H-I : plan de vente dressé par M. PAGES, géomètre-expert à Montpellier le 04/11/2011 (Dossier 10_056), annexé aux présentes, fixant les limites séparatives communes et les points de limites communs

Limite I-J-K : plan de bornage dressé par la SELARL BOTTRAUD-BARBAROUX ET ASSOCIES, géomètre-expert à Montpellier le 14/06/2007 (Dossier 07_080), annexé aux présentes, fixant les limites séparatives communes et les points de limites communs

** L'acte foncier correspond aux activités mentionnées à l'article 1er 1° de la loi du 7 mai 1946 instituant l'Ordre des géomètres-experts (Délibération Conseil supérieur de l'OGE du 25 juin 2014)*

Article 3 : Rétablissement des limites de propriétés

Après avoir retrouvé sur les lieux les repères anciens suivant :

A-B-C-H matérialisés par des bornes existantes, D-E matérialisés par des tiges roche, I-J-K matérialisés par des clôtures.

Après avoir procédé aux mesurages entre ces points et n'avoir constaté aucune équivoque dans l'interprétation, tant des documents que des mesures qui y sont consignées,

les repères existant ont été reconnus conforme à la définition de la limite de propriété d'origine (le cas échéant).

Le plan ci-contre permet de repérer sans ambiguïté la position des limites et des sommets rétablis par la présente opération.
(le cas échéant)

Paraphes :

Article 4 : Clauses Générales

Il est rappelé que l'acte foncier cité à l'article 2 a permis de fixer les limites des propriétés et vaut titre. Cet acte fait loi entre les signataires mais aussi entre les acquéreurs et successeurs qui sont de droit subrogés dans les actions par leurs auteurs. Aucun nouveau bornage ne peut être réalisé, dès lors que le plan et le procès-verbal antérieurs ayant reçu le consentement des parties ou tout autre document opposable aux parties (jugement, plan d'aménagement foncier, etc.) permettent de reconstituer sans ambiguïté la position de la limite.

Les parties ont pris connaissance de l'enregistrement du présent procès-verbal de rétablissement de limite dans la base de données GEOFONCIER, mise en place par l'Ordre des géomètres-experts, suivant les dispositions du décret n°96-478 du 31 mai 1996 modifié organisant la profession de géomètre-expert. Conformément à l'article 52 dudit décret, ces documents seront communiqués à tout géomètre-expert qui en ferait la demande. Les frais et honoraires relatifs aux opérations de rétablissement de limite et d'établissement du présent procès-verbal seront supportés par Hectare.

Acte foncier dressé à CLARET le 08/09/2021 par le géomètre-expert soussigné auteur des présentes

(Fichier : 19_535 - PV RETABLISSEMENT DE LIMITES.doc)



Paraphes :

HECTARE SA PLAN DE RETABLISSEMENT DE LIMITES

Annexé au procès verbal du 8 Septembre 2021

ECHELLE : 1/ 500



Selart de Géomètres Experts Foncier DPLG
205 Avenue des Gardians - 34160 CASTRIES
Tél : 04.67.87.31.93 Fax : 04.67.16.48.47
Email : selart@selart-ge.com

DATE
08/09/2021

MODIFICATIONS

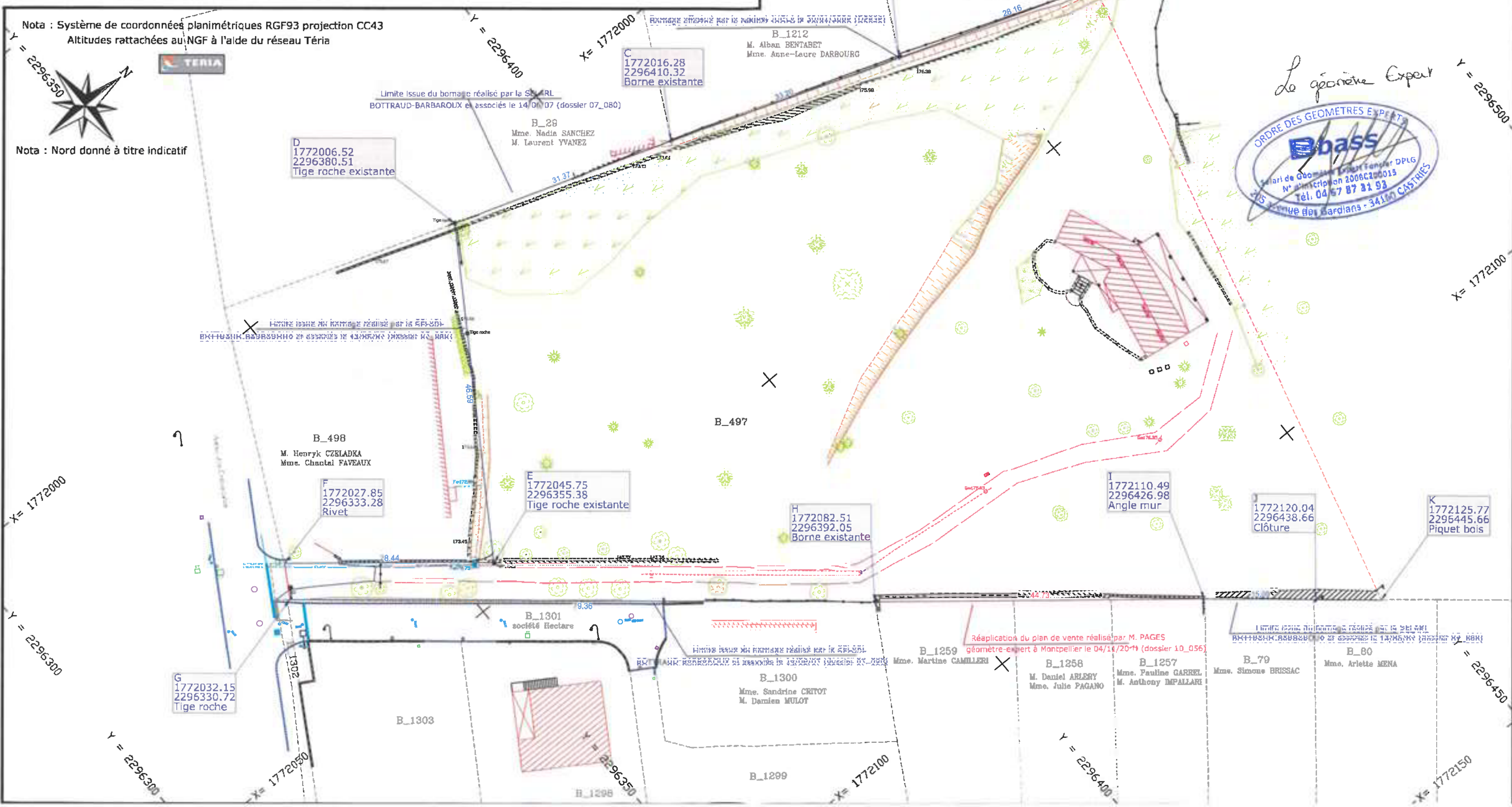
REALISATION
LEVE LJD
DAO XKN
CONTROLE
FBD

Fichier H:\2019\19_535_CLARET Hectare SA5\FONCIER\BORNAGE\19_535-RETABLISSEMENT LIMITES.dwg

Nota : Système de coordonnées planimétriques RGF93 projection CC43
Altitudes rattachées au NGF à l'aide du réseau Téria



Nota : Nord donné à titre indicatif



Departement	Commune	N° Dossier
HERAULT	CLARET	5836

" LE BRAGALOU "

LOT N°5

Date de l'Arrêté Municipal 20 Janvier 2005

Vendu à : Mr et Mme CANALE Christophe

CADASTRE	SURFACE	S.H.O.N.
Section B n° 1213	12a68	260 m²

PLAN DE SITUATION



GEOMETRIQUES-EXPERTS

Selart BOTTRAUD - BARBAROUX et associés
Géomètres experts fonciers D.P.L.G.
Siège social
9, rue du plan d'Agde
34000 MONTPELLIER
Tel : 04.67.60.20.81 Fax : 04.67.60.22.55 Tel : 04.67.87.31.53 Fax : 04.67.16.48.47
e-mail : judage@barbaroux.fr - castre@db.geometre-expert.fr

Departement	Commune	N° Dossier
HERAULT	CLARET	5836

" LE BRAGALOU "

LOT N°4

Date de l'Arrêté Municipal 20 Janvier 2005

Vendu à : Mr BENTABET Alban
et Mlle DARBOURG Anne-Laure

CADASTRE	SURFACE	S.H.O.N.
Section B n° 1212	14a30	275 m²

PLAN DE SITUATION



GEOMETRIQUES-EXPERTS

Selart BOTTRAUD - BARBAROUX et associés
Géomètres experts fonciers D.P.L.G.
Siège social
9, rue du plan d'Agde
34000 MONTPELLIER
Tel : 04.67.60.20.81 Fax : 04.67.60.22.55 Tel : 04.67.87.31.53 Fax : 04.67.16.48.47
e-mail : judage@barbaroux.fr - castre@db.geometre-expert.fr

Departement	Commune	N° Dossier
HERAULT	CLARET	5836

" LE BRAGALOU "

LOT N°3

Date de l'Arrêté Municipal 20 Janvier 2005

Vendu à : Mr MARTINEZ Stephane
et Mlle BONNEAUD Martine

CADASTRE	SURFACE	S.H.O.N.
Section B n° 1211	12a62	250 m²

PLAN DE SITUATION

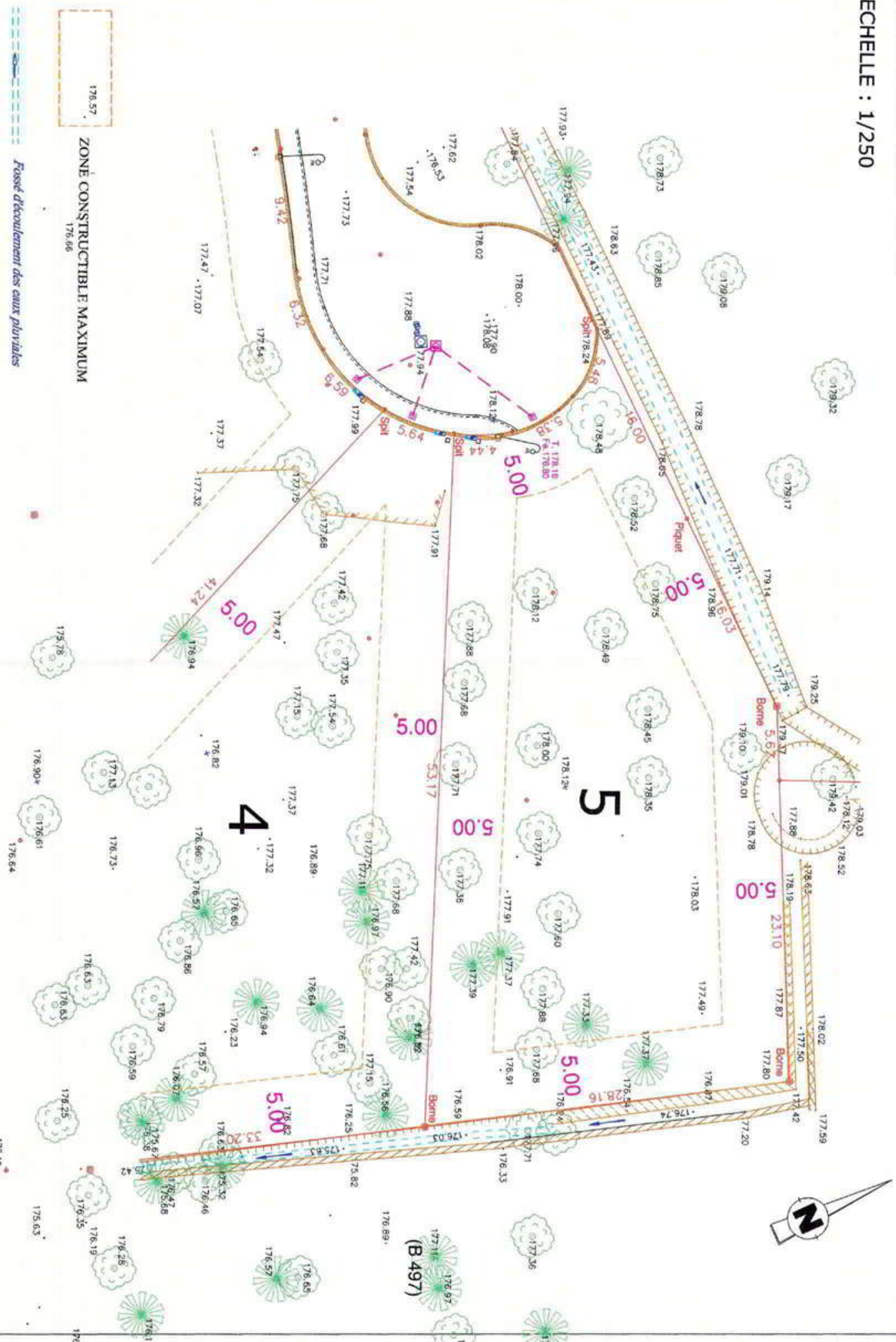


GEOMETRIQUES-EXPERTS

Selart BOTTRAUD - BARBAROUX et associés
Géomètres experts fonciers D.P.L.G.
Siège social
9, rue du plan d'Agde
34000 MONTPELLIER
Tel : 04.67.60.20.81 Fax : 04.67.60.22.55 Tel : 04.67.87.31.53 Fax : 04.67.16.48.47
e-mail : judage@barbaroux.fr - castre@db.geometre-expert.fr

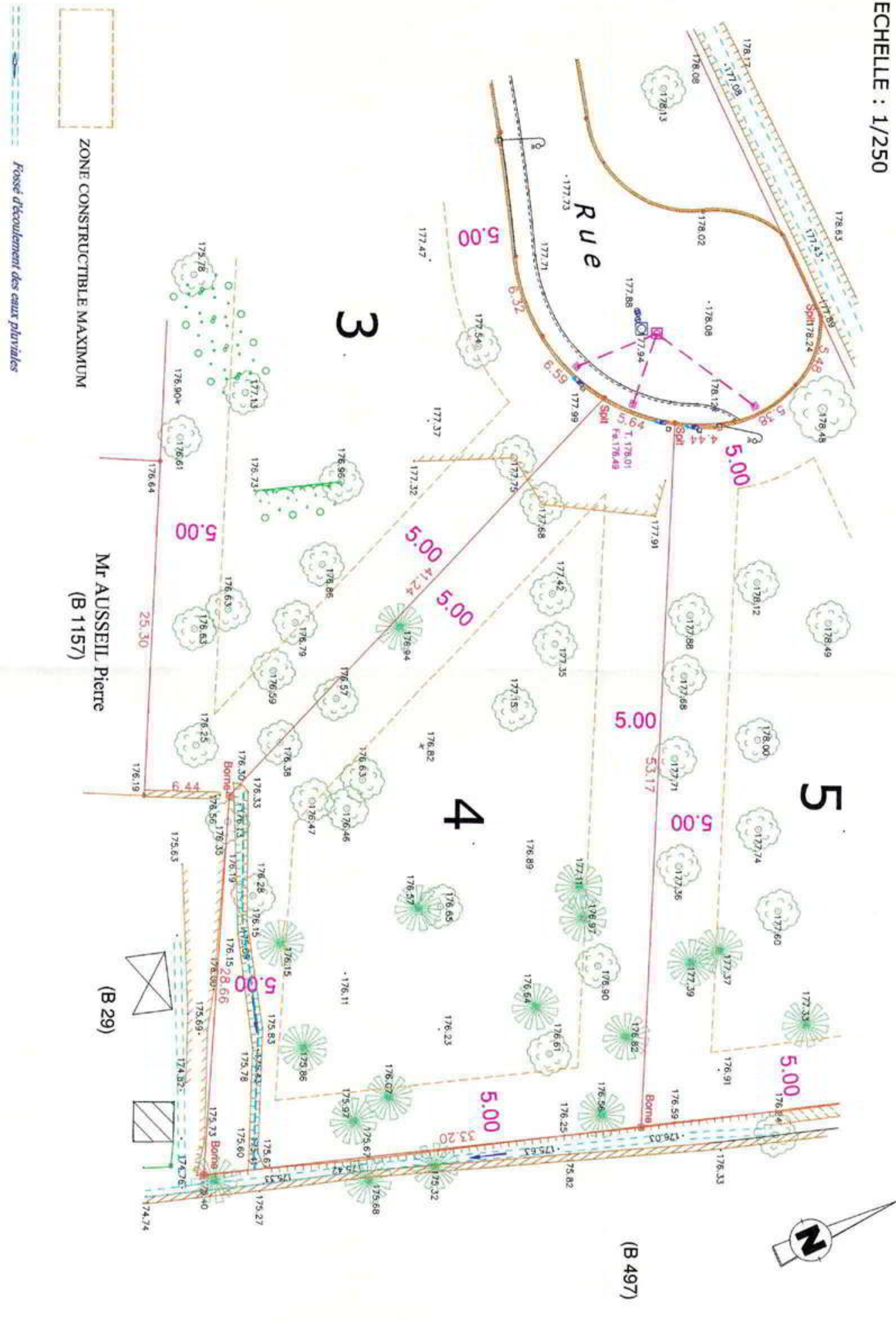
PLAN DU LOT N°5

ECHELLE : 1/250



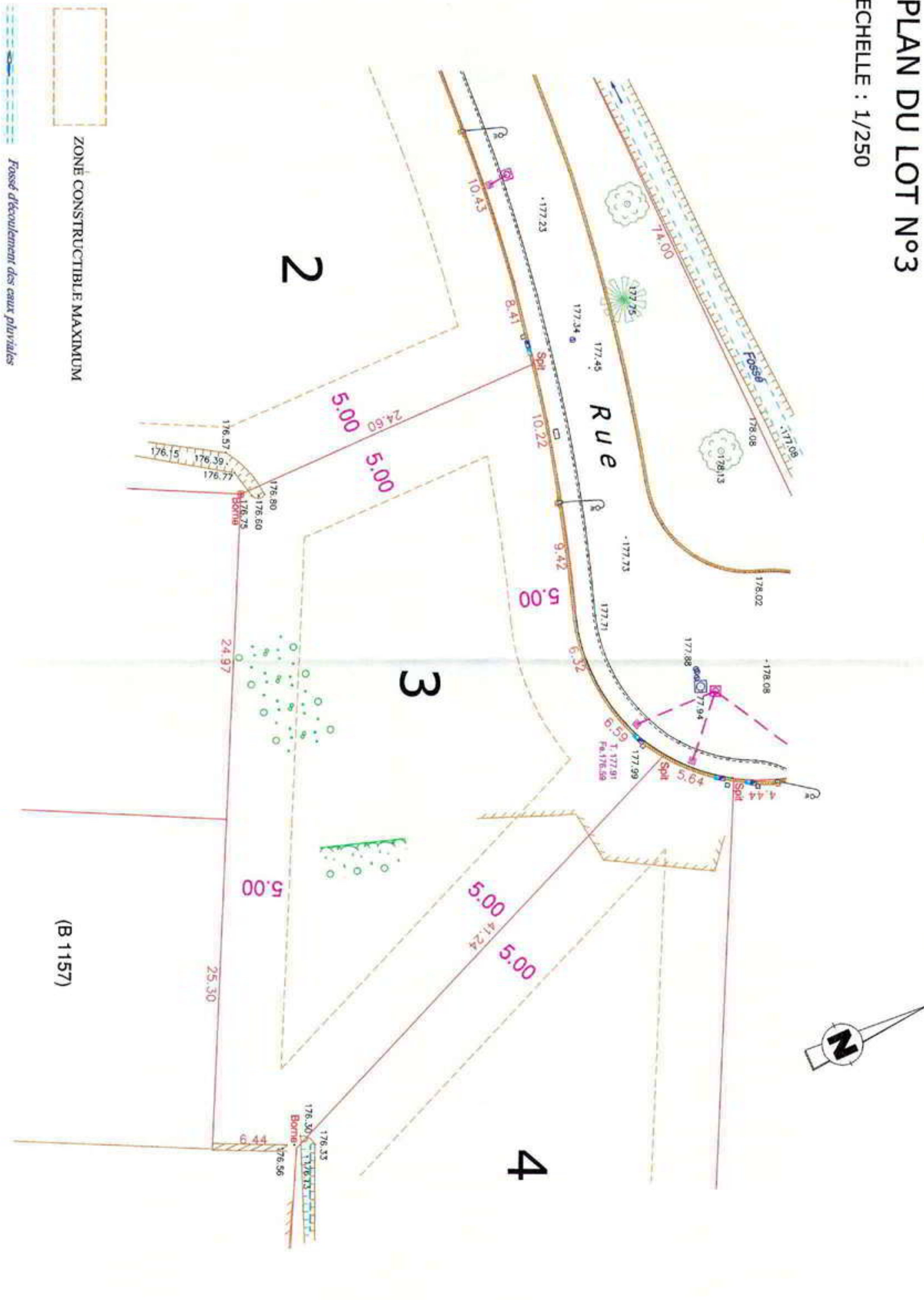
PLAN DU LOT N°4

ECHELLE : 1/250



PLAN DU LOT N°3

ECHELLE : 1/250



Département de l'Hérault

COMMUNE : CLARET

Lieu-dit : RD N°107

CADASTRE : B n° 75, 497 et 498

PROPRIÉTÉ de : M. GARRIGUES Jean-Noël

PROCES-VERBAL DE BORNAGE

Date : 14 juin 2007

MCB
RU
NY
H.C. C.C
PO NS JNG
CG
13



CADRE DES
GEOMETRES-EXPERTS

Selarl BOTTRAUD, BARBAROUX et associés
Successeur Cabinet JUGLA

Siège social : 15, avenue du 8 mai 1945 - 34 160 CASTRIES - Tél. 04 67 67 31 93 - Fax 04 67 16 48 47 - Email : castres@to.geometre-expert.fr

9, rue du Plan d'Agde - Tél. 04 67 60 50 81 - Fax 04 67 60 82 55 - Email : juglageo@wanadoo.fr

Entre les propriétés sises : B n°75, 497, 498, 29, 73, 74, 77, 78, 79, 80, 81, 82 et 498

Commune de CLARET

Date : 14 juin 2007

Loi du 7 mai 1946 modifiée par les lois du 15 décembre 1987 et du 28 juin 1994, instituant l'ordre des Géomètres Experts.

Art. 1^{er} – Le Géomètre Expert est un technicien exerçant une profession libérale qui, en son propre nom et sous sa responsabilité personnelle :

1 * Réalise les études et les travaux topographiques qui fixent les limites des biens fonciers et, à ce titre, lève et dresse, à toutes échelles et sous quelque forme que ce soit, les plans et documents topographiques concernant la définition des droits attachés à la propriété foncière, tels que les plans de division, de partage, de vente et d'échange des biens fonciers, les plans de bornage ou de délimitation de la propriété foncière ;

2 * Réalise les études, les documents topographiques, techniques et d'information géographiques dans le cadre des missions publiques ou privées d'aménagement du territoire, procède à toutes les opérations techniques ou études sur l'évaluation, la gestion ou l'aménagement des biens fonciers.

Art. 2 – L'article 2 de la loi n° 46.942 du 7 mai 1946 précitée est ainsi rédigé : « Art. 2 – Peuvent seuls effectuer les travaux prévus au 1° de l'article 1^{er} les Géomètres Experts inscrits à l'Ordre conformément aux articles 3 et 26 »

Extrait du code civil

Art. 646 : Tout propriétaire peut obliger son voisin au bornage de leurs propriétés contiguës. Le bornage se fait à frais communs.

Par devant et avec le concours de **Monsieur François BOTTRAUD**, représentant la **Selarl BOTTRAUD, BARBAROUX et associés**, 9, rue du Plan d'Agde à MONTPELLIER (34000) les propriétaires soussignés ont procédé à la demande de **M. GARRIGUES Jean-Noël** à un bornage intéressant les propriétés ci-dessous désignées, et situées dans la commune de CLARET :

Propriétaire		Cadaastre	
Nom	Adresse	Sec ⁿ	N°
M. GARRIGUES JEAN NOEL, ép. MARINDAZ Mlle GARRIGUES CHANTAL	19 rue M. Cerdan - Levallois Perret (92) 83 av. des Ternes - Paris 17ème (75)	B	75 497
M. YVANEZ LAURENT, ép. SANCHEZ Mme SANCHEZ NADIA, épse YVANEZ	Rte de Pompiignan-820 av. des Embruscalles - Claret (34) Rte de Sauteyrargues - Claret (34)	B	29
Mme COLLET MARIE, épse JEAN (Usuf.) Mme JEAN MARYVONNE, épse SABATIER (Nu-prop.)	Le Village - Claret (34) 30 rue du Jeu de Boules - Sdt Mathieu de Tyrévières (34)	B	73 74
M. ODIN PHILIBERT, ép. GUEJ	Claret (34)	B	77
Mme PEIROLLE CELINE, épse RATIER (Usuf.) M. RATIER LEON, ép. ORZEC (Nu-prop.)	Rue de l'Aire - Claret (34) 5170 Les Combes - Claret (34)	B	78
Mme BRISSAC SIMONE, épse SICARD	38 av. de Montpellier - Claret (34)	B	79
M. CARRIERE JEAN, ép. MENA Mme CARRIERE MAGALI, épse RAMBIER	Rte des Embruscalles - Claret (34) Les Embruscalles - Claret (34)	B	80
M. CAUQUIL RENE, ép. CARRERAS Mme BLEUET VERONIQUE M. CHAUVIN JEAN LOUIS	586 av. du Val de Montferrand - Montpellier (34) Av. de Montpellier - Claret (34) Av. de Montpellier - Claret (34)	B	81
Mme JEAN MIREILLE, épse PUJOLS	Le Bouyssier - Claret (34)	B	82
M. CZELADKA HENRYK, ép. FAVEAUX Mme FAVEAUX CHANTAL, épse CZELADKA M. CZELADKA MARC	Les Embruscalles-Les Mattes - Claret (34) Av. des Embruscalles - Claret (34) 75 rue des Ternes - Paris 17ème (75)	B	498

Selarl BOTTRAUD, BARBAROUX et associés
Successeur Cabinet JUGLA

Siège social : 15, avenue du 8 mai 1945 - 34 160 CASTRIES - Tél. 04 67 87 31 93 - Fax 04 67 16 48 47 - Email : caudric@bto.comptre-expert.fr

9, rue du Plan d'Agde - Tél. 04 67 60 50 81 - Fax 04 67 60 82 55 - Email : juglageo@wanadoo.fr

Ce bornage a été effectué ainsi qu'il suit :

Au jour dit, après appel en bornage des parties, nous nous sommes transportés sur les lieux à partir de 10 heures et y avons rencontré les propriétaires mentionnés ci-dessus (ou leurs représentants munis de pouvoirs).

Avec ces personnes, nous avons examiné les lieux, les actes et le cadastre ainsi que tous documents utiles présentés par les intéressés. Nous avons également procédé avec eux à divers mesurages et à l'interprétation des éléments reconnus.

Après discussion, les parties présentes soussignées ont ce jour, *d'un commun accord*, et devant nous, arrêté définitivement certaines limites des propriétés intéressées, et procédé à leur bornage.

En foi de quoi le Géomètre Expert soussigné a dressé le présent **procès-verbal**, ainsi que le plan de bornage (réf. : 07_080-TOPO.dwg du 14/06/2007) définissant la délimitation adoptée.

Le présent document permettant de remettre à la même place les bornes qui viendraient à disparaître, précise que :

..... repère identifié.....
 borne déjà existante
 borne nouvelle

Les parties soussignées déclarent qu'il n'existe à ce jour, à leur connaissance, aucun procès-verbal ou de plan de bornage, aucune autre borne ou signe matériel concernant les limites présentement définies.

S'il s'en découvrait par la suite, les parties présentes *sauf accord unanime* les considéreraient comme nuls et inapplicables.

En foi de quoi, les soussignés approuvent le présent **procès-verbal** comme fixant désormais les limites de propriété suivant les bornes ou points.

Ils affirment, sous leur entière responsabilité, être les propriétaires des terrains bornés ce jour ou avoir dûment reçu pouvoir d'approuver le présent document de tous les ayants droit qu'ils représentent.

Fait à CLARET,
 Le 14 juin 2007

Le présent exemplaire minute, déposé par les parties en archives du Géomètre Expert soussigné, est établi sur papier.

Il s'oblige à le conserver, à le produire à la demande des intéressés et à en délivrer des copies certifiées, par lui, conformes à l'original.

Les frais des présentes sont pris en charge par **M. GARRIGUES Jean-Noël** qui s'interdit de demander en justice l'application du deuxième alinéa de l'article 646 du Code Civil.

MCB
 RO
 NY
 H.C.
 C.C.
 PO
 AS
 NG
 CG
 13

Selari BOTTRAUD, BARBAROUX et associés
 Successeur Cabinet JIGIA

Siège social : 15, avenue du 8 mai 1945 - 34 160 CASTRIES - Tél. 04 67 67 31 93 - Fax 04 67 16 48 47 - Email : castries@db.geomex-expert.fr

9, rue du Plan d'Agde - Tél. 04 67 60 50 81 - Fax 04 67 60 82 55 - Email : juqlageo@wanadoo.fr

Nom du propriétaire	Signature « Lu et approuvé »	Observation
M. GARRIGUES JEAN NOËL ép. MARINDAZ	<i>Lu et approuvé Garrigues.</i>	
Mlle GARRIGUES CHANTAL	<i>Lu et approuvé Po Garrigues</i>	
M. YVANEZ LAURENT ép. SANCHEZ	<i>"Lu et approuvé" Yvanez</i>	
Mme SANCHEZ NADIA épse YVANEZ		
Mme COLLET MARIE épse JEAN		
Mme JEAN MARYVONNE épse SABATIER	<i>Lu et approuvé JH</i>	
M. ODIN PHILIBERT ép. GUEDJ	<i>Lu et approuvé Odin</i>	
Mme PEIROLLE CELINE épse RATIER	<i>Décédée</i>	
M. RATIER LEON ép. ORZEC		

NCB
 RO
 NY
 H.C.
 C.C.
 PO
 AS
 JNC
 CG

Selari BOTTRAUD, BARBAROUX et associés

Successeur Cabinet JHGLA

Siège social : 15, avenue du 8 mai 1945 - 34 160 CASTRIES - Tél. 04 67 87 31 93 - Fax 04 67 16 48 47 - Email : contact@selari-barbaroux.com9, rue du Plan d'Agde - Tél. 04 67 60 50 81 - Fax 04 67 60 82 55 - Email : juqlaqeo@wanadoo.fr

Nom du propriétaire	Signature « Lu et approuvé »	Observation
Mme BRISSAC SIMONE épse SICARD		
M. CARRIERE JEAN ép. MENA		
Mme CARRIERE MAGALI épse RAMBIER	Décédée	
M. CAUQUIL RENE ép. CARRERAS		
Mme BLEUET VERONIQUE		
M. CHAUVIN JEAN LOUIS		
Mme JEAN MIREILLE épse PUJOLS	Lu et approuvé	
M. CZELADKA HENRYK ép. FAVEAUX	Lu et approuvé	
Mme FAVEAUX CHANTAL épse CZELADKA M. CZELADKA MARC	Lu et Approuvé	
M. CZELADKA MARC	Lu et approuvé le TUTEUR	
Jean-François MALET Représentant le Géomètre Expert		
Le Géomètre Expert François BOTTRAUD		



Exemplaire original déposé en nos archives, comprenant 5 pages A4 et 1 plan de bornage annexé.

Copie certifiée conforme délivrée le :

Seiari BOTTRAUD, BARBAROUX et associés
Successeur Cabinet JUGLA

Siège social : 15, avenue du 8 mai 1945 - 34 160 CASTRIES - Tél. 04 67 87 31 93 - Fax 04 67 16 48 47 - Email : castries@rbt-geometre-expert.fr

9, rue du Plan d'Agde - Tél. 04 67 60 50 81 - Fax 04 67 60 82 55 - Email : juqlageo@wanadoo.fr

SECTION B N° 75, 497

Y=1000

174.40 174.77 174.85 175.19 175.43 (B 1157) 175.32 176.19 176.13 176.28 176.15 176.46 176.57 176.6 176.9

174.22 174.45 174.65 174.58 174.28 174.26 174.34 174.28 174.00 173.94 173.87 173.72 173.73

X

X=600

R.D.

Cler

M. et Mme YVANEZ Laurent (B 29)

Lu et approuvé, Bon pour accord sur la limite L/M le 14/06/2007

174.38 174.18 174.12 173.35 173.29 173.24 173.42 173.20 173.05 173.05 172.89 173.67 173.10 173.20 173.32 173.36 173.90 174.00

176.54 M

Tige de Boire

173.29

Lu et approuvé, Bon pour accord sur la limite M M' N' N' et O de 14 Juin 2007

INDIVISION CZELADKA (B 498)

172.63 172.75 172.13 172.06 171.48 171.49 171.21 173.00 171.84 171.95 171.74 171.82

No 107

N' Tige de Boire

N' X

Tige de Boire

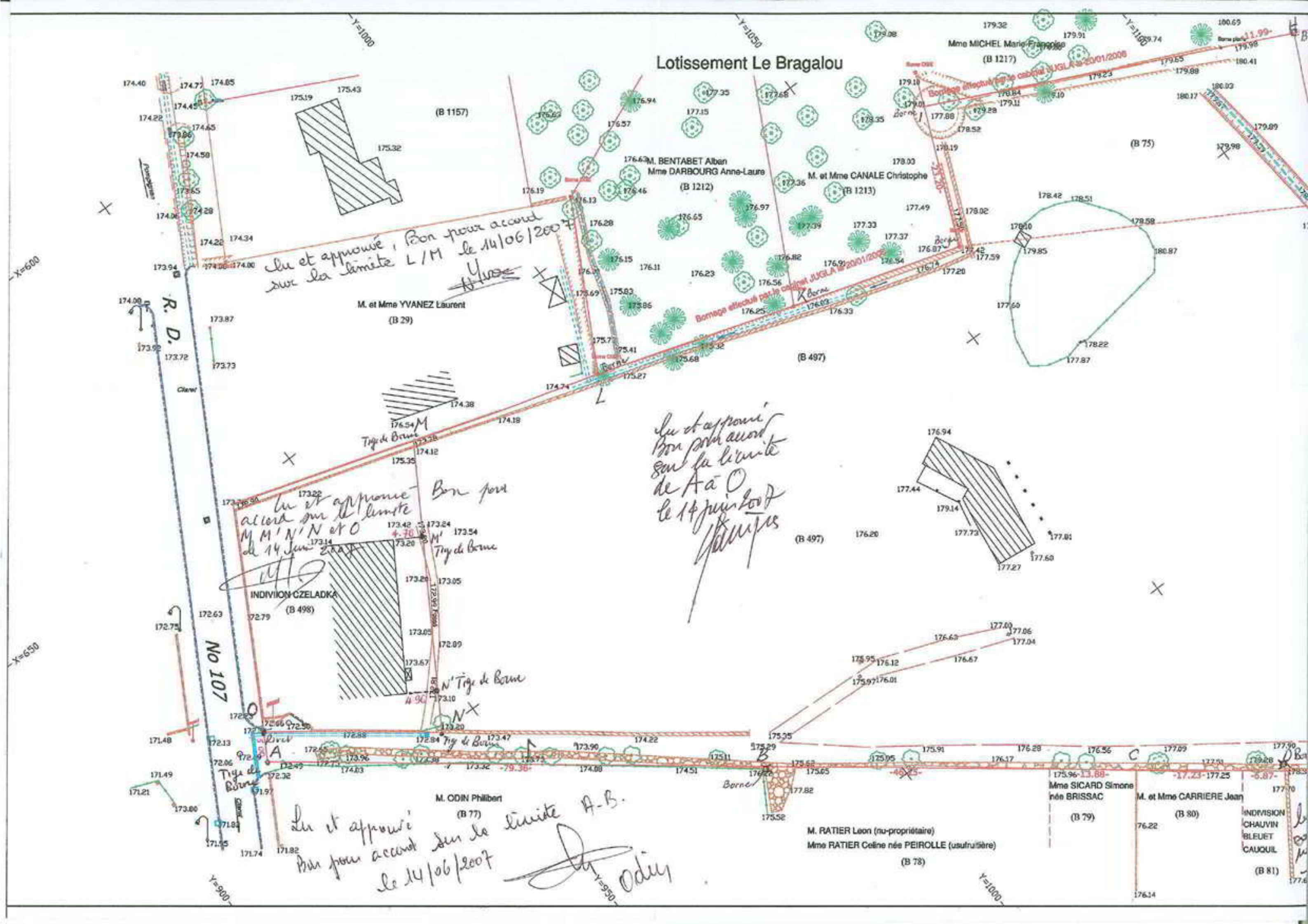
M. ODIN Philibert (B 77)

Lu et approuvé, Bon pour accord sur la limite A-B le 14/06/2007

Y=900

Y=950

Lotissement Le Bragalou



Lotissement Le Bragalou

BENTABET Alban
28 DARBOURG Anne-Laure
(B 1212)

M. et Mme CANALE Christophe
(B 1213)

Mme MICHEL Marie-Françoise
(B 1217)

Mme SABATIER Maryvonne née JEAN (nu-proprétaire)
Mme JEAN Marie née COLLET (usufruitière)
(B 74)

(B 497)

(B 497)

M. RATIER Leon (nu-proprétaire)
Mme RATIER Celine née PEIROLLE (usufruitière)
(B 78)

Mme SICARD Simone
née BRISSAC
(B 79)

M. et Mme CARRIERE Jean
(B 80)
76.22
(B 81)

INDIVISION
CHAUVIN
BLEUET
CAUQUIL
(B 81)

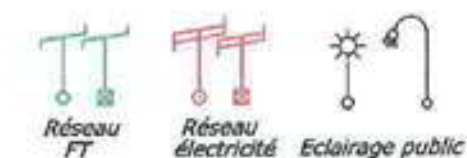
Mme PUJOLS Mireille née JEAN
(B 82)



Nota : Nord donné à titre indicatif

Légende :

- Application cadastrale
- Délimitation
- Talus
- Mur de pierres sèches
- Mur / Mur de soutènement
- Clôture
- mur de clôture
- Bâti
- Bord route
- Bord chemin



Nota : Les limites et les surfaces ne seront
définitives qu'après bornage

Nota : Système de coordonnées indépendant
Altitudes non rattachées au NGF

lu et approuvé
son pour avoir
la limite
de A à O
le 14 juin 2007
Jugla

lu et approuvé
Bon pour accord sur la limite
E F G H le 14 juin 2007
Jk

lu et approuvé
Bon pour accord
sur la limite DE
le 14/06/07

DEPARTEMENT DE L'HERAULT

COMMUNE DE CLARET

Dossier : 10 056

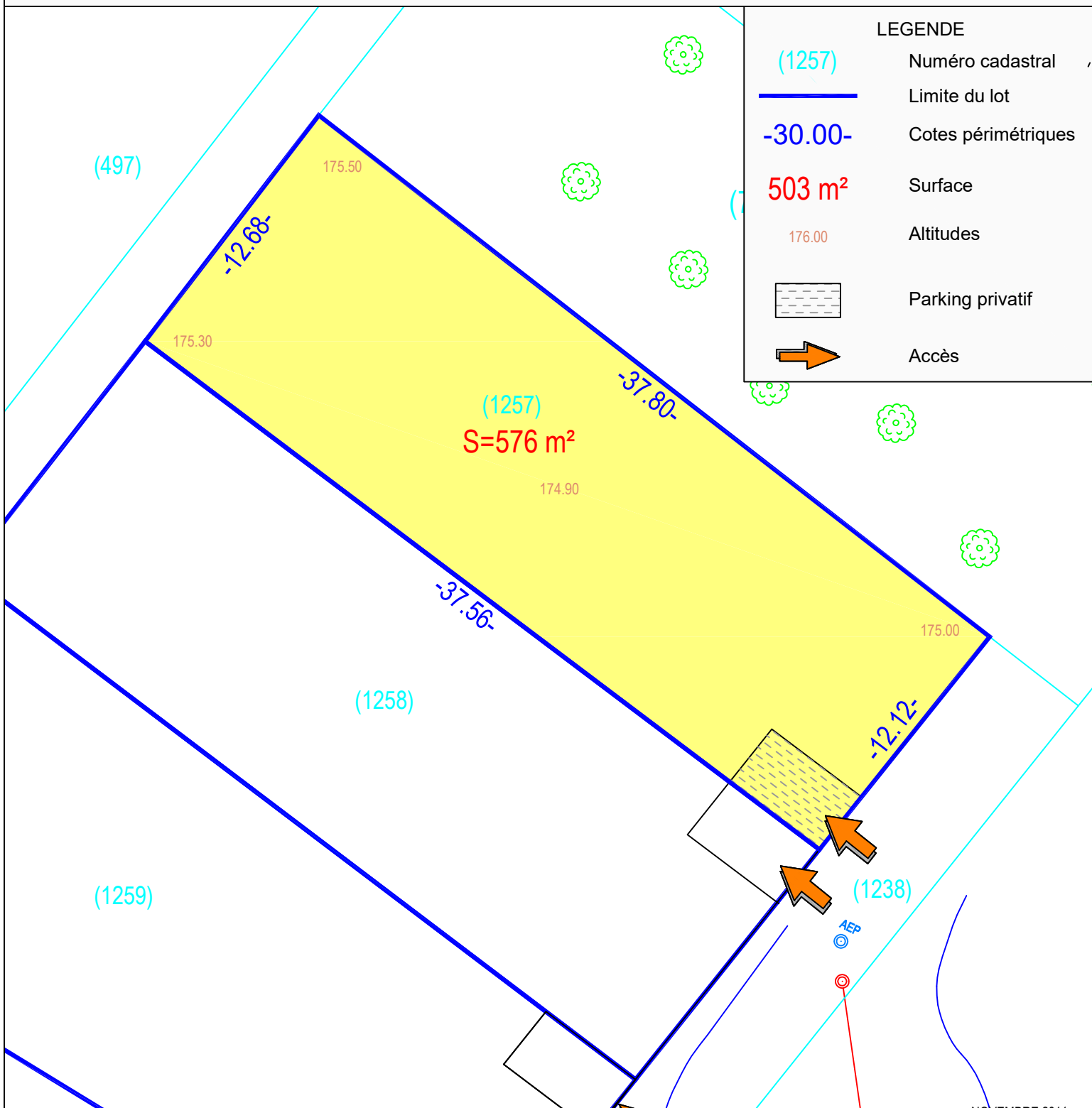
Echelle 1/500

NOVEMBRE 2011

Edité le 04.11.2011

PLAN DE VENTE

SECTION B - né 1257 : SURFACE 465 m 



Cabinet PAGES T.i.P.
GEOMETRES - EXPERTS
TOPOGRAPHES - URBANISTES
27 Rue de l'Hirondelle - 34090 MONTPELLIER
Tel: 04 67 02 08 40 - Fax: 04 67 72 93 33
Email: pages@wanadoo.fr

0 5 10 m

ECHELLE

NOVEMBRE 2011

Dossier 10 056



Date de dépôt : 17/09/2021

Demandeur : Maître Bernard PALUAN

Adresse terrain : Chemin de l'Embruscalles, à CLARET (34270).

CERTIFICAT D'URBANISME d'INFORMATION
délivré au nom de la commune

Le maire,

Vu la demande présentée le 17/09/2021 par Maître Bernard PALUAN demeurant 33 A Avenue Pasteur 34190 GANGES en vue d'obtenir un certificat d'urbanisme :

- indiquant, en application de l'article L.410-1 a) du code de l'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, les limitations administratives au droit de propriété et la liste des taxes et participations d'urbanisme applicables à un terrain :
- **B497**
- situé Chemin de l'Embruscalles, à CLARET (34270),

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.410-1 et R.410-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé,

CERTIFIE

Article 1 :

Les règles d'urbanisme, la liste des taxes et participations d'urbanisme ainsi que les limitations administratives au droit de propriété applicables au terrain sont mentionnées aux articles 2 et suivants du présent certificat.

Conformément au quatrième alinéa de l'article L.410-1 du code de l'urbanisme, si une demande de permis de construire, d'aménager ou de démolir ou si une déclaration préalable est déposée dans le délai de dix-huit mois à compter de la date du présent certificat d'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, le régime des taxes et participations d'urbanisme ainsi que les limitations administratives au droit de propriété tels qu'ils existaient à cette date ne peuvent être remis en cause à l'exception des dispositions qui ont pour objet la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique.

Article 2 :

Le terrain est situé dans une commune dotée d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé susvisé.

Les articles suivants du code de l'urbanisme sont notamment applicables :

- article L.111-6 à L.111-10 article R.111-2, R.111-4, R.111-26 et R.111-27

Zone(s) et Coefficient(s) d'Occupation des Sols :

zone PLU : Zone agricole : A (A) (4 573m² / 39.0%)

zone PLU : Zone immédiatement ouverte à l'urbanisation : AUc (2AU) (6 800m² / 58.0%)

Le terrain est grevé des servitudes d'utilité publique suivantes :

Aléa argile :Moyen:() (11 725m² / 100.0%)

Aléa global Incendie :Fort:() (11 022m² / 94.0%)

Réglementation de débroussaillage :OLD permanente:() (10 787m² / 92.0%)

Réglementation du débroussaillage :ZONE_EXPOSEE (01) (11 022m² / 94.0%)

Réglementation du débroussaillage:BANDE_DE_200M (02) (704m² / 6.0%)

Servitude surfacique:AS1:Périmètre de protection des points de prélèvements d'eaux destinés à la collectivité humaine (Captage d'eau potable Lez (n°034001314)) (11 725m² / 100.0%)

Servitude surfacique:PT2:Servitude de protection des centres de réception radioélectriques contre les perturbations électrom. (Cazilhac/Puech Pointu (0340220032) - PT2LH (liaison hertzienne) - Limites des zones et du secteur de dégagement non disponibles) (11 725m² / 100.0%)

Article 3 :

Le terrain est situé, pour partie, à l'intérieur d'un périmètre dans lequel s'applique un droit de préemption urbain au bénéfice de la commune.

Le terrain est situé, pour partie, dans une zone de préemption « espaces naturels sensibles » du département.

Article 4 :

Les taxes suivantes pourront être exigées à compter d'un permis ou d'une décision de non opposition à une déclaration préalable :

- Taxe d'aménagement part Communale

Taux en % : 5 %

- Taxe d'aménagement part Départementale

Taux en % : 2.5 %

- Redevance d'archéologie préventive

Taux en % : 0.4 %

Article 5

Les participations ci-dessous pourront être exigées à l'occasion d'un permis de construire ou d'une décision de non opposition à une déclaration préalable. Si tel est le cas elles seront mentionnées dans l'arrêté de permis ou dans un arrêté pris dans les deux mois suivant la date du permis tacite ou de la décision de non opposition à une déclaration préalable.

Participations exigibles sans procédure de délibération préalable :

- Participations pour équipements publics exceptionnels (articles L. 332-6-1-2° c et L. 332-8 du code de l'urbanisme)

Participations préalablement instaurées par délibération :

- Participation pour le financement de l'assainissement collectif (article L.332-6-1-2-a)
- Participation au programme d'aménagement d'ensemble (article L.332-9)

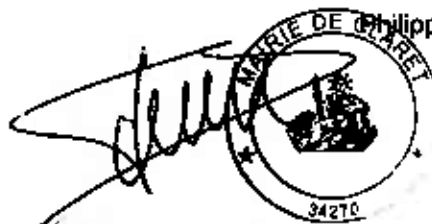
Article 6 :

Information : Lors du dépôt d'une déclaration préalable ou d'une demande de permis de construire, un sursis à statuer pourra être opposé en raison de la révision d'un document d'urbanisme.

Fait à CLARET, le 23 septembre 2021

Le Maire

Philippe TOURRIER



La présente décision deviendra exécutoire à compter de sa réception par le représentant de l'État et de sa notification au demandeur dans les conditions prévues à l'article L.2131-1 du code général des collectivités territoriales

Le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge la délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité : Le certificat d'urbanisme a une durée de validité de 18 mois. Il peut être prorogé par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée du certificat pour lequel vous demandez la prorogation au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Effets du certificat d'urbanisme : le certificat d'urbanisme est un acte administratif d'information, qui constate le droit applicable en mentionnant les possibilités d'utilisation de votre terrain et les différentes contraintes qui peuvent l'affecter. Il n'a pas valeur d'autorisation pour la réalisation des travaux ou d'une opération projetée.

Le certificat d'urbanisme crée aussi des droits à votre égard. Si vous déposez une demande d'autorisation (par exemple une demande de permis de construire) dans le délai de validité du certificat, les nouvelles dispositions d'urbanisme ou un nouveau régime de taxes ne pourront pas vous être opposées, sauf exceptions relatives à la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique.

Demande de Certificat d'urbanisme

1/6

cerfa
N° 13410*04

Vous pouvez utiliser ce formulaire si :

- vous souhaitez connaître les règles applicables en matière d'urbanisme sur un terrain.
- vous souhaitez savoir si l'opération que vous projetez est réalisable.

Cadre réservé à la mairie du lieu du projet

C U

Dpt

Commune

Année

N° de dossier

La présente demande a été reçue à la mairie

le 23 SEP. 2021

Cachet de la mairie et signature du receveur

1 - Objet de la demande de certificat d'urbanisme

☒ a) Certificat d'urbanisme d'information

Indique les dispositions d'urbanisme, les limitations administratives au droit de propriété et la liste des taxes et participations d'urbanisme applicables au terrain.

☐ b) Certificat d'urbanisme opérationnel

Indique en outre si le terrain peut être utilisé pour la réalisation de l'opération projetée.

2 - Identité du ou des demandeurs

Le demandeur sera le titulaire du certificat et destinataire de la décision.

Si la demande est présentée par plusieurs personnes, indiquez leurs coordonnées sur la fiche complémentaire.

Vous êtes un particulier

Madame ☐ Monsieur ☐

Nom :

Prénom :

Vous êtes une personne morale

Dénomination : **Maitre PALUAN**

Raison sociale :

N° SIRET :

Type de société (SA, SCI, ...) :

Représentant de la personne morale : Madame ☐ Monsieur ☐

Nom :

Prénom :

3 - Coordonnées du demandeur

Adresse : Numéro : **33 A** Voie : **Avenue Pasteur**

Lieu-dit :

Localité : **GANGES**

Code postal : **34190**

BP :

Cedex :

Téléphone : **04.67.73.84.69**

Indiquez l'indicatif pour le pays étranger :

Si le demandeur habite à l'étranger : Pays :

Division territoriale :

☒ J'accepte de recevoir par courrier électronique les documents transmis en cours d'instruction par l'administration à l'adresse suivante : **bernard.paluan@notaires.fr**

J'ai pris bonne note que, dans un tel cas, la date de notification sera celle de la consultation du courrier électronique ou, au plus tard, celle de l'envoi de ce courrier électronique augmentée de huit jours.

4 - Le terrain

Les informations et plans (voir liste des pièces à joindre) que vous fournissez doivent permettre à l'administration de localiser précisément le (ou les) terrain(s) concerné(s) par votre projet.

Le terrain est constitué de l'ensemble des parcelles cadastrales d'un seul tenant appartenant à un même propriétaire.

Adresse du (ou des) terrain(s)

Numéro : Voie : **Chemin de l'Embruscalles**

Lieu-dit :

Localité : **CLARET**

Code postal : **34270**

BP :

Cedex :

Références cadastrales¹ : (si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez renseigner la fiche complémentaire page 3) : Préfixe : Section : **B** Numéro : **497**

Superficie totale du terrain (en m²) : **11 725 M²**

¹ En cas de besoin, vous pouvez vous renseigner auprès de la mairie

5 - Cadre réservé à l'administration - Mairie -

Articles L 111-11 et R 410-12 du code de l'urbanisme

État des équipements publics existants

Le terrain est-il déjà desservi ?

Équipements :

Voie : Oui ☐ Non ☐Eau potable : Oui ☐ Non ☐Assainissement : Oui ☐ Non ☐Électricité : Oui ☐ Non ☐

Observations :

État des équipements publics prévus

La collectivité a-t-elle un projet de réalisation d'équipements publics desservant le terrain ?

Équipements		Par quel service ou concessionnaire ?		Avant le
Voie	Oui	Non		
	☐	☐		
Eau potable	Oui	Non		
	☐	☐		
Assainissement	Oui	Non		
	☐	☐		
Électricité	Oui	Non		
	☐	☐		

Observations :

6 - Engagement du (ou des) demandeurs

Je certifie exactes les informations mentionnées ci-dessus

À GANGES

Le 21 septembre 2021

Me PALUAN Notaire
33A Avenue Pasteur
34760 GANGES

Signature du (des) demandeur(s)

Votre demande doit être établie en deux exemplaires pour un certificat d'urbanisme d'information ou quatre exemplaires pour un certificat d'urbanisme opérationnel. Elle doit être déposée à la mairie du lieu du projet.

Vous devrez produire :

- un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe en périmètre protégé au titre des monuments historiques ;
- deux exemplaires supplémentaires, si votre projet se situe dans un cœur de parc national.

Jean-Noël GARRIGUES-SA HECTARE/1001795/MD/ /

Si vous êtes un particulier : la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'information, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant et la possibilité de rectification. Ces droits peuvent être exercés à la mairie. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande.

Si vous souhaitez vous opposer à ce que les informations nominatives comprises dans ce formulaire soient utilisées à des fins commerciales, cochez la case ci-contre : ☐

Références cadastrales : fiche complémentaire

Si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez indiquer pour chaque parcelle cadastrale sa superficie ainsi que la superficie totale du terrain.

Préfixe : Section : B Numéro 497

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : 11 725 M²

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :



Note descriptive succincte du projet

Vous pouvez vous aider de cette feuille pour rédiger la note descriptive succincte de votre projet lorsque la demande porte sur un certificat d'urbanisme indiquant, en application de l'article L. 410-1 b, si le terrain peut être utilisé pour la réalisation de l'opération projetée.

Description sommaire de l'opération projetée (construction, lotissement, camping, golf, aires de sport ...)

Si votre projet concerne un ou plusieurs bâtiments

- indiquez la destination, la sous-destination et la localisation approximative des bâtiments projetés dans l'unité foncière :

- Indiquez la destination et la sous-destination des bâtiments à conserver ou à démolir :

Vous pouvez compléter cette note par des feuilles supplémentaires, des plans, des croquis, des photos. Dans ce cas, précisez ci-dessous la nature et le nombre des pièces fournies.



Comment constituer le dossier de demande de certificat d'urbanisme



N° 51191#03

Article L.410-1 et suivants ; R.410-1 et suivants du code de l'urbanisme

1. Qu'est-ce qu'un certificat d'urbanisme ?

• Il existe deux types de certificat d'urbanisme

a) Le premier est un **certificat d'urbanisme d'information**. Il permet de connaître le droit de l'urbanisme applicable au terrain et renseigne sur :

- les dispositions d'urbanisme (par exemple les règles d'un plan local d'urbanisme),
- les limitations administratives au droit de propriété (par exemple une zone de protection de monuments historiques),
- la liste des taxes et des participations d'urbanisme.

b) Le second est un **certificat d'urbanisme opérationnel**. Il indique, en plus des informations données par le certificat d'urbanisme d'information, si le terrain peut être utilisé pour la réalisation d'un projet et l'état des équipements publics (voies et réseaux) existants ou prévus qui desservent ou desserviront ce terrain.

• Combien de temps le certificat d'urbanisme est-il valide ?

La durée de validité d'un certificat d'urbanisme (qu'il s'agisse d'un « certificat d'urbanisme d'information » ou d'un « certificat d'urbanisme opérationnel ») est de 18 mois à compter de sa délivrance.

• La validité du certificat d'urbanisme peut-elle être prolongée ?

Le certificat d'urbanisme peut être prorogé par périodes d'une année aussi longtemps que les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'utilité publique, le régime des taxes et des participations d'urbanisme applicables au terrain n'ont pas changé.

Vous devez faire votre demande par lettre sur papier libre en double exemplaire, accompagnée du certificat à proroger, et l'adresser au maire de la commune où se situe le terrain. Vous devez présenter votre demande au moins 2 mois avant l'expiration du délai de validité du certificat d'urbanisme à proroger.

• Quelle garantie apporte-t-il ?

Lorsqu'une demande de permis ou une déclaration préalable est déposée dans le délai de validité d'un certificat d'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, la liste des taxes et participations d'urbanisme et les limitations administratives au droit de propriété existant à la date du certificat seront applicables au projet de permis de construire ou d'aménager ou à la déclaration préalable, sauf si les modifications sont plus favorables au demandeur.

Toutefois, les dispositions relatives à la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique seront applicables, même si elles sont intervenues après la date du certificat d'urbanisme.

2. Modalités pratiques

• Comment constituer le dossier de demande ?

Pour que votre dossier soit complet, joignez les pièces dont la liste vous est fournie dans le tableau ci-après. S'il manque des informations ou des pièces justificatives, cela retardera l'instruction de votre dossier.

• Combien d'exemplaires faut-il fournir ?

Vous devez fournir deux exemplaires pour les demandes de certificat d'urbanisme de simple information et quatre exemplaires pour les demandes de certificat d'urbanisme opérationnel.

• Où déposer la demande de certificat d'urbanisme ?

La demande doit être adressée à la mairie de la commune où se situe le terrain. L'envoi en recommandé avec avis de réception est conseillé afin de disposer d'une date précise de dépôt. Vous pouvez également déposer directement votre demande à la mairie.

• Quand sera donnée la réponse ?

Le délai d'instruction est de :

- 1 mois pour les demandes de certificat d'urbanisme d'information ;
- 2 mois pour les demandes de certificat d'urbanisme opérationnel.

Si aucune réponse ne vous est notifiée dans ce délai, vous serez titulaire d'un certificat d'urbanisme tacite.

Attention : ce certificat d'urbanisme ne porte pas sur la réalisation d'un projet mais uniquement sur les garanties du certificat d'urbanisme d'information (liste des taxes et participations d'urbanisme et limitations administratives au droit de propriété).

3. Pièces à joindre à votre demande

Si vous souhaitez obtenir un certificat d'urbanisme d'information, vous devez fournir la pièce CU1.

Si vous souhaitez obtenir un certificat d'urbanisme opérationnel, vous devez fournir les pièces CU1 et CU2. La pièce CU3 ne doit être jointe que s'il existe des constructions sur le terrain.

Cocher les cases correspondant aux pièces jointes à votre demande

Pièces à joindre	A quoi ça sert ?	Conseils
☐ CU1. Un plan de situation [Art. R. 410-1 al 1 du code de l'urbanisme]	Il permet de voir la situation du terrain à l'intérieur de la commune et de connaître les règles d'urbanisme qui s'appliquent dans la zone où il se trouve. Il permet également de voir s'il existe des servitudes et si le terrain est desservi par des voies et des réseaux.	Pour une meilleure lisibilité du plan de situation, vous pouvez : - Rappeler l'adresse du terrain - Représenter les voies d'accès au terrain ; - Représenter des points de repère. L'échelle et le niveau de précision du plan de situation dépendent de la localisation du projet. Ainsi, une échelle de 1/25000 (ce qui correspond par exemple à une carte de randonnée) peut être retenue pour un terrain situé en zone rurale ; Une échelle comprise entre 1/2000 et 1/5000 (ce qui correspond par exemple au plan local d'urbanisme ou à un plan cadastral) peut être adaptée pour un terrain situé en ville.
Pièces à joindre pour une demande de certificat d'urbanisme opérationnel [Art. R. 410-1 al 2 du code de l'urbanisme]		
☐ CU2. Une note descriptive succincte	Elle permet d'apprécier la nature et l'importance de l'opération. Elle peut comprendre des plans, des croquis, des photos.	Elle précise selon les cas : - la description sommaire de l'opération projetée (construction, lotissement, camping, golf, aires de sport ...), - la destination, la sous-destination et la localisation approximative des bâtiments projetés dans l'unité foncière, s'il y a lieu ; - la destination ou la sous-destination des bâtiments à conserver ou à démolir, s'il en existe.
S'il existe des constructions sur le terrain :		
☐ CU3. Un plan du terrain, s'il existe des constructions.	Il est nécessaire lorsque des constructions existent déjà sur le terrain. Il permet de donner une vue d'ensemble.	Il doit seulement indiquer l'emplacement des bâtiments existants.

Département :
HERAULT

Commune :
CLARET

Section : B
Feuille : 000 B 02

Echelle d'origine : 1/2500
Echelle d'édition : 1/2000

Date d'édition : 14/06/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF83CG43
©2017 Ministère de l'Action et des
Comptes publics

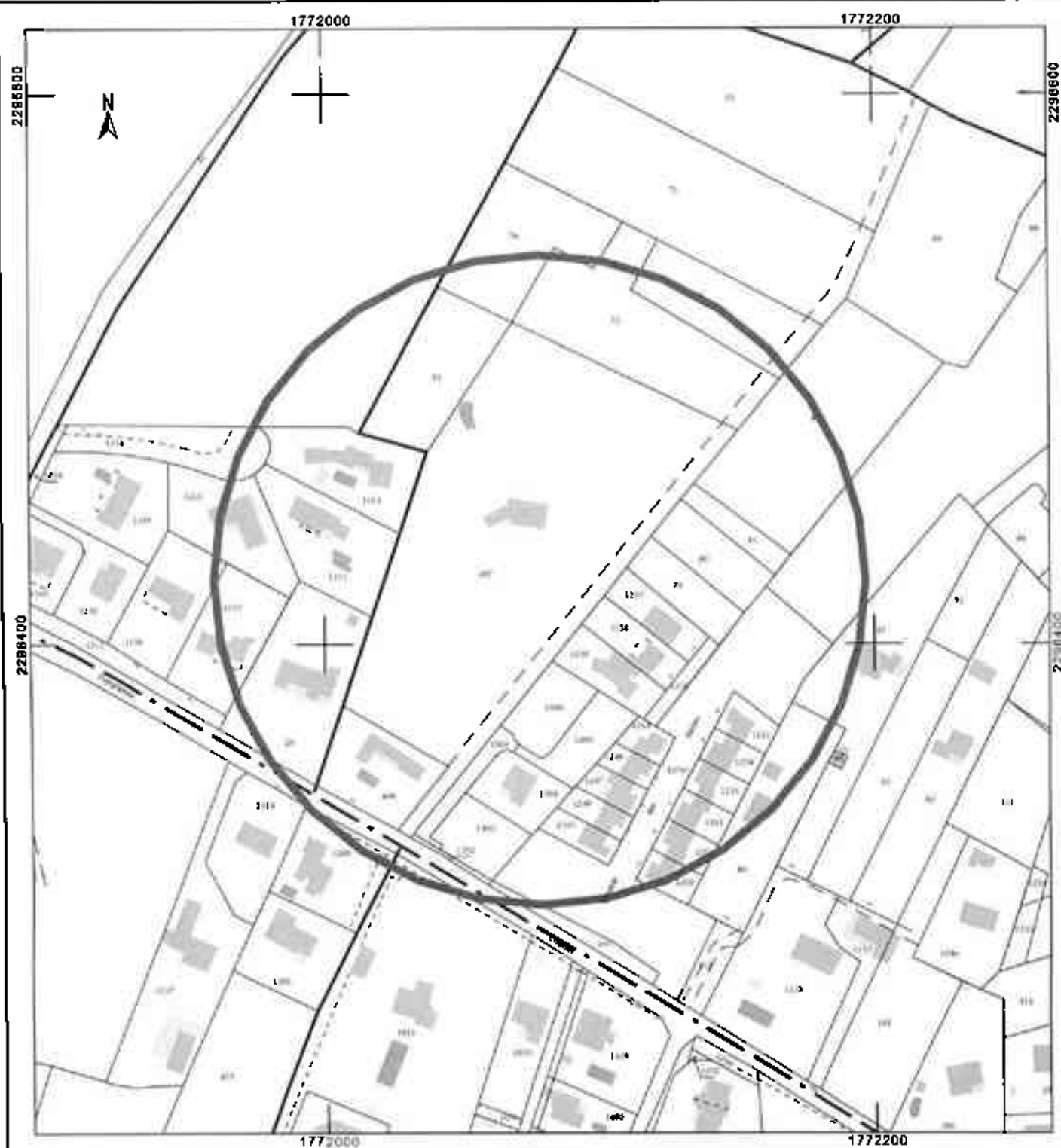
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

PLAN DE SITUATION

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des Impôts foncier suivant :
Montpellier
Centre administratif CHAPTAL BP 70001
34953
34953 MONTPELLIER CEDEX 02
tél. - fax

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



Demande de Certificat d'urbanisme

cerfa
N° 13410*04

Vous pouvez utiliser ce formulaire si :

- vous souhaitez connaître les règles applicables en matière d'urbanisme sur un terrain.
- vous souhaitez savoir si l'opération que vous projetez est réalisable.

Cadre réservé à la mention de l'usage du projet

C U

Date

Commune

Année

Fin de dossier

La présente demande a été reçue à la mairie

le 23 SEP. 2021

Cachet de la mairie et signature du receveur

1 - Objet de la demande de certificat d'urbanisme

☒ a) Certificat d'urbanisme d'information

Indique les dispositions d'urbanisme, les limitations administratives au droit de propriété et la liste des taxes et participations d'urbanisme applicables au terrain.

☐ b) Certificat d'urbanisme opérationnel

Indique en outre si le terrain peut être utilisé pour la réalisation de l'opération projetée

2 - Identité du ou des demandeurs

Le demandeur sera le titulaire du certificat et destinataire de la décision.

Si la demande est présentée par plusieurs personnes, indiquez leurs coordonnées sur la fiche complémentaire.

Vous êtes un particulier

Madame ☐ Monsieur ☐

Nom :

Prénom :

Vous êtes une personne morale

Dénomination : Maître PALUAN

Raison sociale :

N° SIRET :

Type de société (SA, SCL, ...) :

Représentant de la personne morale : Madame ☐ Monsieur ☐

Nom :

Prénom :

3 - Coordonnées du demandeur

Adresse : Numéro 33 A Voie : Avenue Pasteur

Facteur

Localité : GANGES

Code postal 34190

BP

Cedex

Téléphone : 04.67.73.84.69

indiquez l'indicatif pour le pays étranger

Si le demandeur habite à l'étranger : Pays

Division territoriale :

☒ J'accepte de recevoir par courrier électronique les documents transmis en cours d'instruction par l'administration à l'adresse suivante : **bernard.paluan@notaires.fr**

J'ai pris bonne note que, dans un tel cas, la date de notification sera celle de la consultation du courrier électronique ou, au plus tard, celle de l'envoi de ce courrier électronique augmentée de huit jours.

4 - Le terrain

Les informations et plans (voir liste des pièces à joindre) que vous fournissez doivent permettre à l'administration de localiser précisément le (ou les) terrain(s) concerné(s) par votre projet.

Le terrain est constitué de l'ensemble des parcelles cadastrales d'un seul tenant appartenant à un même propriétaire.

Adresse du (ou des) terrain(s)

Numéro : Voie : Chemin de l'Embruscalles

Lieu-dit

Localité : CLARET

Code postal 34270

BP

Cedex

Références cadastrales¹ : (si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez renseigner la fiche complémentaire page 3) : Préfixe : Section : B Numéro : 497

Superficie totale du terrain (en m²) : 11 725 M²

5 - Cadre réservé à l'administration - Mairie -

Articles L.111-11 et R.410-13 du code de l'urbanisme

État des équipements publics existants

Le terrain est-il déjà desservi ?

Équipements :

Voirie : Oui ☐ Non ☐Eau potable : Oui ☐ Non ☐Assainissement : Oui ☐ Non ☐Électricité : Oui ☐ Non ☐

Observations :

État des équipements publics prévu

La collectivité a-t-elle un projet de réalisation d'équipements publics desservant le terrain ?

Équipements			Par quel service ou concessionnaire ?	Avant le
Voirie	Oui	Non		
	☐	☐		
Eau potable	Oui	Non		
	☐	☐		
Assainissement	Oui	Non		
	☐	☐		
Électricité	Oui	Non		
	☐	☐		

Observations :

6 - Engagement du (ou des) demandeurs

Je certifie exactes les informations mentionnées ci-dessus.

À GANGES

Le 21 septembre 2021

Me RAUJAN Notaire
33A Avenue Pasteur
34100 GANGES

Signature du (des) demandeur(s)

Votre demande doit être établie en deux exemplaires pour un certificat d'urbanisme d'information ou quatre exemplaires pour un certificat d'urbanisme opérationnel. Elle doit être déposée à la mairie du lieu du projet.

Vous devrez produire :

- un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe en périmètre protégé au titre des monuments historiques ;
- deux exemplaires supplémentaires, si votre projet se situe dans un cœur de parc national.

Jean-Noël GARRIGUES-SA HECTARE/1001796/M/DV /

Si vous êtes un particulier : la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant et la possibilité de rectification. Ces droits peuvent être exercés à la mairie. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande.

Si vous souhaitez vous opposer à ce que les informations nominatives comprises dans ce formulaire soient utilisées à des fins commerciales, cochez la case ci-contre : ☐

Références cadastrales : fiche complémentaire

Si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez indiquer pour chaque parcelle cadastrale sa superficie ainsi que la superficie totale du terrain.

Préfixe : Section : B Numéro 497

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : 11 725 M²

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :



Note descriptive succincte du projet

Vous pouvez vous aider de cette feuille pour rédiger la note descriptive succincte de votre projet lorsque la demande porte sur un certificat d'urbanisme indiquant, en application de l'article L. 410-1 b, si le terrain peut être utilisé pour la réalisation de l'opération projetée.

Description sommaire de l'opération projetée (construction, lotissement, camping, golf, aires de sport ...)

Si votre projet concerne un ou plusieurs bâtiments

- indiquez la destination, la sous-destination et la localisation approximative des bâtiments projetés dans l'unité foncière :

- Indiquez la destination et la sous-destination des bâtiments à conserver ou à démolir :

Vous pouvez compléter cette note par des feuilles supplémentaires, des plans, des croquis, des photos. Dans ce cas, précisez ci-dessous la nature et le nombre des pièces fournies.



Comment constituer le dossier de demande de certificat d'urbanisme



N° 51191#03

Article L.410-1 et suivants ; R.410-1 et suivants du code de l'urbanisme

1. Qu'est-ce qu'un certificat d'urbanisme ?

• Il existe deux types de certificat d'urbanisme

a) Le premier est un **certificat d'urbanisme d'information**. Il permet de connaître le droit de l'urbanisme applicable au terrain et renseigne sur :

- les dispositions d'urbanisme (par exemple les règles d'un plan local d'urbanisme),
- les limitations administratives au droit de propriété (par exemple une zone de protection de monuments historiques),
- la liste des taxes et des participations d'urbanisme.

b) Le second est un **certificat d'urbanisme opérationnel**. Il indique, en plus des informations données par le certificat d'urbanisme d'information, si le terrain peut être utilisé pour la réalisation d'un projet et l'état des équipements publics (voies et réseaux) existants ou prévus qui desservent ou desserviront ce terrain.

• Combien de temps le certificat d'urbanisme est-il valide ?

La durée de validité d'un certificat d'urbanisme (qu'il s'agisse d'un « certificat d'urbanisme d'information » ou d'un « certificat d'urbanisme opérationnel ») est de 18 mois à compter de sa délivrance.

• La validité du certificat d'urbanisme peut-elle être prolongée ?

Le certificat d'urbanisme peut être prorogé par périodes d'une année aussi longtemps que les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'utilité publique, le régime des taxes et des participations d'urbanisme applicables au terrain n'ont pas changé.

Vous devez faire votre demande par lettre sur papier libre en double exemplaire, accompagnée du certificat à proroger, et l'adresser au maire de la commune où se situe le terrain. **Vous devez présenter votre demande au moins 2 mois avant l'expiration du délai de validité du certificat d'urbanisme à proroger.**

• Quelle garantie apporte-t-il ?

Lorsqu'une demande de permis ou une déclaration préalable est déposée dans le délai de validité d'un certificat d'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, la liste des taxes et participations d'urbanisme et les limitations administratives au droit de propriété existant à la date du certificat seront applicables au projet de permis de construire ou d'aménager ou à la déclaration préalable, sauf si les modifications sont plus favorables au demandeur.

Toutefois, les dispositions relatives à la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique seront applicables, même si elles sont intervenues après la date du certificat d'urbanisme.

2. Modalités pratiques

• Comment constituer le dossier de demande ?

Pour que votre dossier soit complet, joignez les pièces dont la liste vous est fournie dans le tableau ci-après. S'il manque des informations ou des pièces justificatives, cela retardera l'instruction de votre dossier.

• Combien d'exemplaires faut-il fournir ?

Vous devez fournir deux exemplaires pour les demandes de certificat d'urbanisme de simple information et quatre exemplaires pour les demandes de certificat d'urbanisme opérationnel.

• Où déposer la demande de certificat d'urbanisme ?

La demande doit être adressée à la mairie de la commune où se situe le terrain. L'envoi en recommandé avec avis de réception est conseillé afin de disposer d'une date précise de dépôt. Vous pouvez également déposer directement votre demande à la mairie.

• Quand sera donnée la réponse ?

Le délai d'instruction est de :

- 1 mois pour les demandes de certificat d'urbanisme d'information ;
- 2 mois pour les demandes de certificat d'urbanisme opérationnel.

Si aucune réponse ne vous est notifiée dans ce délai, vous serez titulaire d'un certificat d'urbanisme tacite.

Attention : ce certificat d'urbanisme ne porte pas sur la réalisation d'un projet mais uniquement sur les garanties du certificat d'urbanisme d'information (liste des taxes et participations d'urbanisme et limitations administratives au droit de propriété).

3. Pièces à joindre à votre demande

Si vous souhaitez obtenir un certificat d'urbanisme d'information, vous devez fournir la pièce CU1.

Si vous souhaitez obtenir un certificat d'urbanisme opérationnel, vous devez fournir les pièces CU1 et CU2. La pièce CU3 ne doit être jointe que s'il existe des constructions sur le terrain.

Cocher les cases correspondant aux pièces jointes à votre demande

Pièces à joindre	A quoi ça sert ?	Conseils
☐ CU1. Un plan de situation [Art. R. 410-1 al 1 du code de l'urbanisme]	Il permet de voir la situation du terrain à l'intérieur de la commune et de connaître les règles d'urbanisme qui s'appliquent dans la zone où il se trouve. Il permet également de voir s'il existe des servitudes et si le terrain est desservi par des voies et des réseaux.	Pour une meilleure lisibilité du plan de situation, vous pouvez : - Rappeler l'adresse du terrain - Représenter les voies d'accès au terrain - Représenter des points de repère. L'échelle et le niveau de précision du plan de situation dépendent de la localisation du projet. Ainsi, une échelle de 1/25000 (ce qui correspond par exemple à une carte de randonnée) peut être retenue pour un terrain situé en zone rurale ; Une échelle comprise entre 1/2000 et 1/5000 (ce qui correspond par exemple au plan local d'urbanisme ou à un plan cadastral) peut être adaptée pour un terrain situé en ville.
Pièces à joindre pour une demande de certificat d'urbanisme opérationnel [Art. R. 410-1 al 2 du code de l'urbanisme]		
☐ CU2. Une note descriptive succincte	Elle permet d'apprécier la nature et l'importance de l'opération. Elle peut comprendre des plans, des croquis, des photos.	Elle précise selon les cas : - la description sommaire de l'opération projetée (construction, lotissement, camping, golf, aires de sport ...), - la destination, la sous-destination et la localisation approximative des bâtiments projetés dans l'unité foncière, s'il y a lieu ; - la destination ou la sous-destination des bâtiments à conserver ou à démolir, s'il en existe.
S'il existe des constructions sur le terrain :		
☐ CU3. Un plan du terrain, s'il existe des constructions.	il est nécessaire lorsque des constructions existent déjà sur le terrain. Il permet de donner une vue d'ensemble.	Il doit seulement indiquer l'emplacement des bâtiments existants.

Département :
HERAULT

Commune :
CLARET

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

PLAN DE SITUATION

Section : B
Feuille : 000 B 02

Echelle d'origine : 1/2500
Echelle d'édition : 1/2000

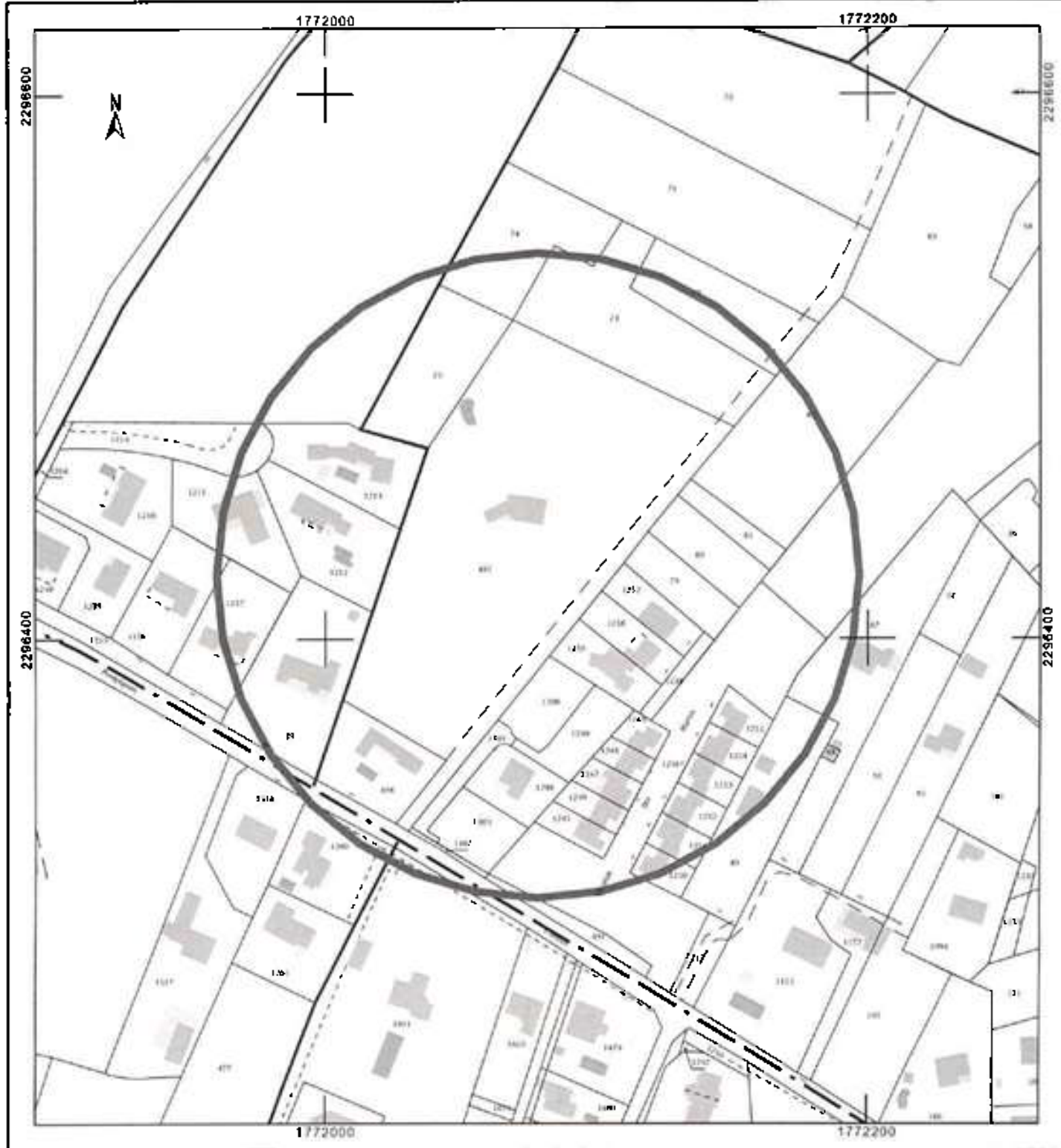
Date d'édition : 14/06/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC43
©2017 Ministère de l'Action et des
Comptes publics

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
Montpellier
Centre administratif CHAPTAL BP 70001
34953
34953 MONTPELLIER CEDEX 02
tél. - fax

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



Me Bernard PALUÁN
33 A avenue Pasteur
34190 GANGES

Références dossier 1001795 / BP / MD / AG
VENTE Jean-Noël GARRIGUES-SA HECTARE
Adresse du bien : Chemin de l'Embruscalles, CLARET (34270)

Au titre de la taxe communale prévue par l'article 1529 du CGI

☐ Le Conseil municipal a voté la taxe forfaitaire (art. 1529), le _____

Si ce terrain est soumis à la taxe forfaitaire, merci d'indiquer la date du classement du terrain en zone constructible _____

☒ Le Conseil municipal n'a pas voté la taxe forfaitaire (art. 1529)

Au titre de la taxe nationale prévue par l'article 1605 nonies du CGI

Date du classement du terrain en zone constructible _____

A défaut d'une date précise, le terrain a-t-il été classé avant ou après le 13 janvier 2010 en zone constructible ? :

- ☒ Classement en zone constructible AVANT le 13 janvier 2010
☐ Classement en zone constructible APRES le 13 janvier 2010

Plu (2006)



Fait à Claret,
le 5/10/21.

En provenance de :

MAIRIE DE CLARET

34 270 CLARET

0011 100 171 212 0068 4



RECOMMANDÉ :
AVIS DE RECEPTION

Numéro de l'AR :

AR 1A 171 212 0068 4



1001795 - CU

Remettre à :

FRAB



Présenté / Accepté : 23/04/21

Distribué le :

Je soussigné(e) déclare être :

☐ Le destinataire

☐ Le mandataire

☐ CNI / permis de conduire

☐ Autre :

33 AV LOUIS PASTEUR

ETUDE BERNARD PALUAN

NOTAIRE

33A avenue Pasteur

34190 GARRIGES

TM3008 / 73

1001795 - CU

GARRIGES / HECTARE



AR

ECOLOGIC

Produit conforme aux normes
ISO 14001 et ISO 9001

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Déclaration d'intention d'aliéner ou demande d'acquisition d'un bien soumis à l'un des droits de préemption prévus par le code de l'urbanisme



N° 10072*02

Ministère chargé
de l'urbanisme

(Article A 213.1 du Code de l'urbanisme)

Déclaration d'intention
d'aliéner un bien (1)

Soumis au droit de préemption urbain (D.P.U.) (articles L. 211-1 et suivants du Code de l'urbanisme (2))



Compris dans une zone d'aménagement différé (Z.A.D.) (articles L.212-1- et suivants du Code de l'urbanisme (3))



Compris dans une zone de préemption délimitée au titre des espaces naturels sensibles de départements (articles L. 142-1- et suivants du Code de l'urbanisme(4))

Demande d'acquisition
d'un bien (1)

Soumis au droit de préemption urbain (D.P.U.) (2)



Compris dans une zone d'aménagement différé (Z.A.D.) (3)



Cadre réservé à l'administration

Date de réception

16 JUL. 2019

Numéro d'enregistrement

19-3998

Prix moyen au m²

83,67

53,52

A. Propriétaire(s)

Personne physique

Nom, prénom

GARRIGUES Jean-Noël

Profession (facultatif) (5)

retraité

Personne morale

Dénomination

Forme juridique

Nom, prénom du représentant

Adresse ou siège social (6)

N° voie

Extension

Type de voie

Nom de voie

Font Mourgue

Lieu-dit ou boîte postale

Mas de la Masse Noire

Code postal

34150

Localité

SAINT-JEAN-DE-FOS (34150)

Si le bien est en indivision, indiquer le(s) nom(s) de l'(des) autres co-indivisaires et sa (leur) quote-part (7):

B. Situation du bien (8)

Adresse précise du bien

N° voie

Extension

Type de voie

Nom de voie

Chemin de l'Embruscalles

Lieu-dit ou boîte postale

Code postal

34270

Localité

CLARET

Superficie totale du bien

01ha 17a 25ca

Références cadastrales de la ou les parcelles

Section

N°

Lieu-dit (quartier, arrondissement)

Superficie totale

B

497

LES MATTES

01 ha 17 a 25 ca

Plan(s) cadastral(aux) joint(s)

OUI ☒NON ☐

C. Désignation du bien

Immeuble

Non bâti ☐Bâti sur terrain propre ☒

Bâti sur terrain d'autrui, dans ce cas indiquer nom et adresse du

propriétaire ☐

Occupation du sol en superficie (m²)

Terres

Près

Vergers

Vignes

Bois

Landes

Carières

Eaux

Jardins

Terrains à bâtir

Terrains d'agrément

Sol

Bâtiments vendus en totalité (9) ☐

Surface construite au sol (m²)

Surface utile ou habitable (m²)

Nombre de Niveaux ☐ :

Appartements ☐ :

Autres locaux ☐ :

Vente en lot de volumes ☐

Locaux dans un bâtiment en copropriété (10) ☐

N° du lot	Bâtiment	Étage	Quote-part des parties communes	Nature et surface utile ou habitable		Le bâtiment est achevé depuis :	Plus de 4 ans	☐
							Moins de 4 ans	☐
						Le règlement de copropriété a été publié aux hypothèques depuis :	Plus de 10 ans	☐
							Moins de 10 ans	☐

En cas d'indivision, quote-part du bien vendu :

Droits sociaux (11)

Désignation de la société :

Désignation des droits :

Nature

Nombre

Numéro des parts

D. Usage et occupation (12)

Usage

habitation ☒ professionnel ☐ mixte ☐ commercial ☐ agricole ☐ autre (préciser) :

Occupation

par le(s) propriétaire(s) ☐ par un (des) locataire(s) ☐ sans occupant ☐ autre (préciser) :

Le cas échéant, joindre un état locatif

E. Droits réels ou personnels

Grevant les biens

OUI ☒ NON ☐

Préciser la nature voir note jointe

Indiquer si rente viagère antérieure :

F. Modalités de la cession

1 - Vente amiable

Prix de vente ou évaluation (en lettres et en chiffres)

SIX CENT VINGT-SEPT MILLE CINQ CENTS EUROS (627 500,00 EUR)

Dont éventuellement inclus :

Mobilier

€

Cheptel

€

Récoltes

€

Autres

€

Si vente indissociable d'autres biens

Adresse précise du bien

(description à porter en annexe) :

Modalités de paiement :

comptant à la signature de l'acte authentique ☐ à terme (préciser) ☐

si commission, montant : ☒ 5 000,00 €

TTC ☐

HT ☒

A la charge de : Acquéreur ☒ vendeur ☐

Paiement en nature ☐

Désignation de la contrepartie de l'aliénation

Évaluation de la contrepartie

Rente viagère ☐

Montant annuel

Montant comptant

Bénéficiaire(s) de la rente

Droit d'usage et d'habitation (à préciser)

☐

Évaluation de l'usage ou de l'usufruit

Vente de la nue-propriété (à préciser)

☐

Échange ☐

Désignation des biens reçus en échange

Montant de la soulte le cas échéant

Propriétaires contre-échangistes

Apport en société ☐

Bénéficiaire

Estimation du bien apporté

Cession de l'entièrme de terrains contre remise de locaux à construire ☐

Estimation du terrain

Estimation des locaux à remettre

Location-accession - Estimation de l'immeuble objet de la location-accession ☐

2 - Adjudication (13)

Volontaire ☐ Rendue obligatoire par une disposition législative ou réglementaire ☐

Mettant fin à une indivision ne résultant pas d'une donation-partage ☐

Date et lieu de l'adjudication

Montant de la mise à prix

€

G. Les soussignés déclarent :

Que le(s) propriétaire(s) nommé(s) à la rubrique I

Demande(nt) au titulaire du droit de préemption d'acquiescer les biens désignés à la rubrique 3 aux prix et conditions indiqués (14) ☐

A (ont) recherché un acquéreur disposé à acquiescer les biens désignés à la rubrique 3 aux prix et conditions indiqués ☐

Nom, prénom de l'acquéreur (15) HECTARE SA

Profession (facultatif)

Adresse

N° voie

Extension

Type de voie

Nom de voie

Le Clos des Chanterelles rue du Romarin

Lieu-dit ou boîte postale

BP 18

Code postal

34170

Localité

CLAPIERS

Indications complémentaires concernant l'opération envisagée par l'acquéreur (facultatif) (16)

Qu'il est chargé de procéder à la vente par voie d'adjudication comme indiqué à la rubrique F-2 des biens désignés à la rubrique C appartenant au(x) propriétaire(s) nommé(s) en A ☐

A GANGES

Le 15 juillet 2019

Signature et cachet s'il y a lieu

Me PALUAN Notaire
33A, avenue Pasteur
34190 GANGES

H. Rubrique à remplir si le signataire n'est pas le propriétaire (17) :

Nom, prénom

Maitre PALUAN

Qualité

Adresse

N° voie

33 A

Extension

Type de voie

Nom de voie

Avenue Pasteur

Lieu-dit ou boîte postale

Code postal

34190

Localité

GANGES

I. Notification des décisions du titulaire du droit de préemption (18) :

Toutes les décisions relatives à l'exercice du droit de préemption devront être notifiées :

A l'adresse du (des) propriétaire(s) mentionné(s) à la rubrique A ☐

A l'adresse du mandataire mentionnée à la rubrique H, adresse où le(s) propriétaire(s) a (ont) fait élection de domicile ☒

J. Observations

Une parcelle d'environ 7500 m² à détacher d'un plus grand corps comprenant notamment une maison à usage d'habitation destinée à être démolie par l'acquéreur.

K. Cadre réservé au titulaire du droit de préemption

DECISION DU DEPARTEMENT

Commune de CLARET

Je soussigné M. André COT, Maire de Claret déclare que la commune de Claret N'EXERCERA PAS son droit de préemption concernant la Déclaration d'Intention d'Aliéner n° 19 3998

Fait à Claret, le 02 SEP. 2019



Je, soussigné, M. Vincent GAUDY, Vice-président du Conseil Départemental délégué au logement social et à la Politique foncière, déclare que le Département de l'Hérault N'EXERCERA PAS son droit de Préemption concernant la Déclaration d'Intention d'Aliéner n° 19-3998

Fait à Montpellier, le 19/07/2019

VENDEUR

Monsieur Jean-Noël Joseph GARRIGUES, retraité, époux de Madame Sylvie Monique Jeanne MARINDAZ, demeurant à SAINT-JEAN-DE-FOS (34150) Font Mourgue Mas de la Masse Noire

Né à VICHY (03200) le 21 décembre 1942.

Marié à la mairie de PARIS 16^{EME} ARRONDISSEMENT (75016) le 30 septembre 1974 sous le régime de la séparation de biens pure et simple défini par les articles 1536 et suivants du Code civil aux termes du contrat de mariage reçu par Maître Pierre BONSERGENT, notaire à PARIS, le 12 septembre 1974.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

De nationalité Française.

Résident au sens de la réglementation fiscale.

ACQUEREUR

La Société dénommée HECTARE SA, Société par actions simplifiée au capital de 30000000 €, dont le siège est à CLAPIERS (34170), Le Clos des Chanterelles rue du Romarin BP 18, identifiée au SIREN sous le numéro 351 338 660 00019 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MONTPELLIER.

DÉSIGNATION

A CLARET (HÉRAULT) 34270 Chemin de l'Embruscalles,

Une parcelle d'environ 7500 m² à détacher d'un plus grand corps comprenant notamment une maison à usage d'habitation destinée à être démolie par l'acquéreur.

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
B	497	LES MATTES	01 ha 17 a 25 ca

Tel que le BIEN existe, avec tous droits y attachés, sans aucune exception ni réserve.

DIVISION CADASTRALE À EFFECTUER

Il est ici précisé que la parcelle ci-dessus cadastrée B 497 est d'une contenance totale de 1ha 17a 25ca de laquelle sera distraite la contenance vendue et ce au moyen d'un document d'arpentage à établir aux frais de l'acquéreur par tout géomètre-expert de son choix et qui sera visé dans l'acte constatant la réalisation authentique de la vente.

Cette division s'effectuera conformément au plan établi et approuvé par les parties, lequel est annexé.

SERVITUDE

Concernant le bien sis à CLARET, cadastré section B 497 et B 75, Aux termes de l'acte reçu par Maître Yves BRISSAC, notaire à MONTPELLIER, en date du sept novembre mil neuf cent soixante dix sept, sus-visé, contenant vente par Madame Madeleine veuve CARRERA à Madame Léona veuve GARRIGUES, il a été précisé ce qui suit ci-après littéralement retranscrit.

CONSTITUTION DE SERVITUDE : SERVITUDE REELLE

Pour le service des parcelles B 71 et 81, propriété de la venderesse, lesdites parcelles ayant la même origine de propriété que les parcelles présentement vendues, il est créé un droit de passage de QUATRE (4) mètres de large à prendre sur la parcelle acquise par Madame GARRIGUES. Conformément à la loi, la teneur intégrale de l'Arrêté Préfectoral, ci-dessus visé, est ici littéralement rapportée.

Vu le Décret n°73-1022 du 8 novembre 1973 relatif à la codification des textes législatifs concernant l'urbanisme, notamment le titre 1er du livre III dudit Code.

Vu le Décret n°73-1023 du 8 novembre 1973 portant codification des textes réglementaires concernant l'urbanisme,

Vu l'Arrêté préfectoral du 20 mai 1977 pris pour application du décret n°64-250 du 14 mars 1964,

Vu la demande présentée par M-BRUNIQUEL, géomètre-expert, agissant pour le compte de Mme CARRERA, en vue de créer un lotissement comprenant 2 lots à usage d'habitation dont 1 vendu à M.CAZALET, sur un terrain sis à CLARET, lieudit "LE MATTE DE "FOUIAQUIER" cadastré sous les numéros 497 et 498 de la Section B de 12 979 m² de superficie,

Vu le projet annexé à la demande susvisée,

Vu l'avis du Maire de CLARET,

Vu l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Équipement,

CONSIDÉRANT que le lotissement CARRERA ne nécessite la réalisation d'équipements collectifs ni l'institution de servitudes d'intérêt général et que dans des conditions, peut être fait application des dispositions de l'article R 315-21 du "Code de l'Urbanisme,

ARRETE

ARTICLE 1er - Sous réserve du droit des tiers et de l'observation des prescriptions définies à l'article 2 ci-après est autorisé selon la procédure à dossier simplifiée et selon les dispositions du projet annexé au présent arrêté, la création du lotissement CARRERA comprenant 2 lots à usage d'habitation dont un vendu à M.CAZALET.

ARTICLE 2 - Les constructions projetées sur les lots créés du lotissement en cause devront respecter les dispositions des articles 111-18 et 19 du Code de l'Urbanisme. Les acquéreurs des lots devront raccorder leur construction aux réseaux (eau, électricité) existant dans l'emprise du chemin départemental 107. Ils devront présenter une demande d'assainissement autonome auprès de la Direction de l'Action Sanitaire et Sociale, 85 Avenue d'Assas, à MONTPELLIER.

Toute clôture ou aménagement destiné à limiter le terrain côté C.D. 107 devra être implanté dès maintenant suivant la limite future. Le terrain nécessaire à l'élargissement du C.D.107 sera cédé gratuitement au Domaine public dans les conditions fixées par l'article R 332-15 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 3 -

a) Le présent arrêté sera considéré comme nul et non avenue s'il n'est pas suivi d'exécution dans un délai de deux ans à partir de ce jour.

b) Cet arrêté devra être retranscrit dans les actes de cession des lots, auxquels seront obligatoirement annexés un exemplaire du plan de masse du lotissement.

c) Avant tout commencement des travaux de V.K.D., le lotisseur ou son représentant devra obtenir confirmation alignements à observer, près de l'ingénieur subdivisionnaire intéressé.

ARTICLE 4 - M. le Secrétaire Général de l'Hérault, M. le Maire de Claret, M. le Directeur Départemental de l'Équipement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 5 - Ampliation du présent arrêté sera adressée à M. le Maire de CLARET, M. le Directeur Départemental de l'Équipement, M.BRUNIQUEL géomètre expert 41, avenue de Castelnau 34000 MONTPELLIER.

MONTPELLIER, le 12 août 1977.

Pour ampliation M. le Directeur Départemental et par délégation M. le Chef du Service Administratif chargé de l'U.O.C. P. le Chef de Section U.O.C.P. Signé J. ROUGES

Pour le Préfet par délégation L'ingénieur en Chef Directeur Départemental Pour le Directeur Départemental Le Directeur Adjoint.

Signé : J. APOSTOIMES.

Aux termes d'un acte publié le 23 mars 1965 volume 3617 N° 18, il a été créé une servitude de passage au profil de la parcelle B 498.

Aux termes d'un acte publié le 15 Décembre 1977 valeur 412 N° 160, il a été déposé l'arrêté préfectoral du 12 août 1977.

Les parties aux présentes déclarent être parfaitement au courant de tous les éléments ci-dessus au point de vue servitudes et également urbanisme, et en faire leur affaire personnelle pour bien les connaître.

Département :
HERAULT

Commune :
CLARET

Section : B
Feuille : 000 B 02

Echelle d'origine : 1/2500
Echelle d'édition : 1/2000

Date d'édition : 14/06/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF83CC43
©2017 Ministère de l'Action et des
Comptes publics

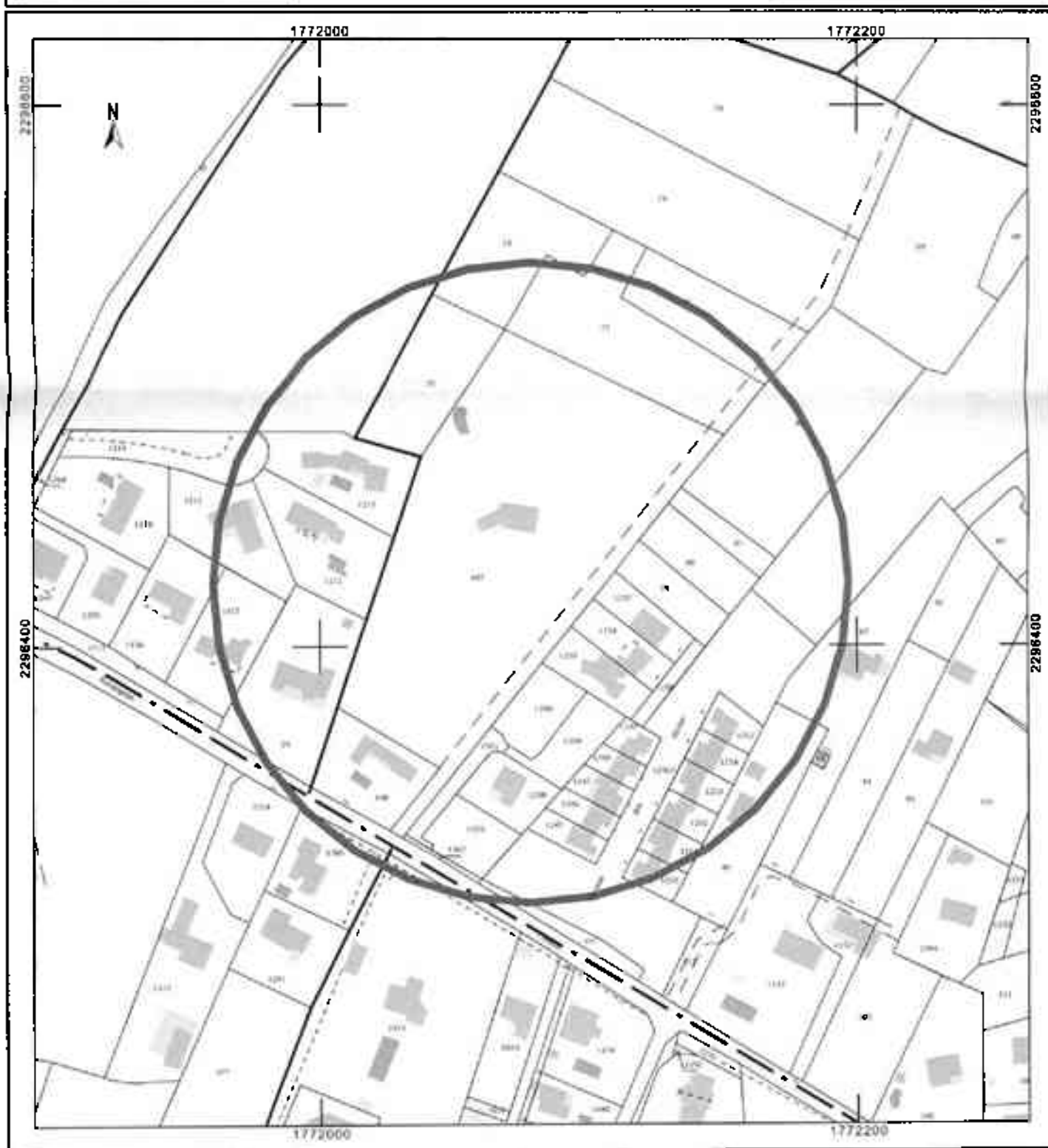
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

PLAN DE SITUATION

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
Montpellier
Centre administratif CHAPTAL BP 70001
34953
34953 MONTPELLIER CEDEX 02
tél. - fax

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr

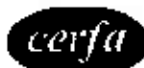




Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère chargé
de l'urbanisme

Déclaration d'intention d'aliéner ou demande d'acquisition d'un bien soumis à l'un des droits de préemption prévus par le code de l'urbanisme



N° 10072*02

[Article A 213.1 du Code de l'urbanisme]

Déclaration d'intention
d'aliéner un bien (1)

Soumis au droit de préemption urbain (D.P.U.) (articles L. 211-1 et suivants du Code de l'urbanisme (2)) ☒Compris dans une zone d'aménagement différé (Z.A.D.) (articles L.212-1- et suivants du Code de l'urbanisme (3)) ☐Compris dans une zone de préemption délimitée au titre des espaces naturels sensibles de départements (articles L. 142-1- et suivants du Code de l'urbanisme(4)) ☐

Demande d'acquisition
d'un bien (1)

Soumis au droit de préemption urbain (D.P.U.) (2) ☐Compris dans une zone d'aménagement différé (Z.A.D.) (3) ☐

Cadre réservé à l'administration

Date de réception

25 JUIN 2019

Numéro d'enregistrement

13 18

Prix moyen au m²

53,52

A. Propriétaire(s)

Personne physique

Nom, prénom

GARRIGUES Jean-Noël

Profession (facultatif) (5)

retraité

Personne morale

Dénomination

Forme juridique

Nom, prénom du représentant

Adresse ou siège social (6)

N° voie

Extension

Type de voie

Nom de voie

Font Mourgue

Lieu-dit ou boîte postale

Mas de la Masse Noire

Code postal

34150

Localité

SAINT-JEAN-DE-FOS (34150)

Si le bien est en indivision, indiquer le(s) nom(s) de l' (des) autres co-indivisaires et sa (leur) quote-part (7):

B. Situation du bien (8)

Adresse précise du bien

N° voie

Extension

Type de voie

Nom de voie

Chemin de l'Embruscalles

Lieu-dit ou boîte postale

Code postal

34270

Localité

CLARET

Superficie totale du bien

01 ha 17 a 25 ca

Références cadastrales de la ou les parcelles

Section

N°

Lieu-dit (quartier, arrondissement)

Superficie totale

B

497

LES MATTES

01 ha 17 a 25 ca

Plan(s) cadastral(aux) joint(s)

OUI ☒NON ☐

C. Désignation du bien

Immeuble Non bâti ☐ Bâti sur terrain propre ☒ Bâti sur terrain d'autrui, dans ce cas indiquer nom et adresse du propriétaire ☐

Occupation du sol en superficie (m²)

Terres

Prés

Vergers

Vignes

Bois

Landes

Carrières

Eaux

Jardins

Terrains à bâtir

Terrains d'agrément

Sol
7500

Bâtiments vendus en totalité (9) ☐

Surface construite au sol (m²)

Surface utile ou habitable (m²)

Nombre de Niveaux ☐ :

Appartements ☐ :

Autres locaux ☐ :

Vente en lot de volumes ☐

Locaux dans un bâtiment en copropriété (10) ☐

N° du lot	Bâtiment	Etage	Quote-part des parties communes	Nature et surface utile ou habitable	Le bâtiment est achevé depuis :	Plus de 4 ans	☐
						Moins de 4 ans	☐
					Le règlement de copropriété a été publié aux hypothèques depuis :	Plus de 10 ans	☐
						Moins de 10 ans	☐

En cas d'indivision, quote-part du bien vendu :

Droits sociaux (11)

Désignation de la société :

Désignation des droits :

Nature

Nombre

Numéro des parts

D. Usage et occupation (12)

Usage

habitation ☒ professionnel ☐ mixte ☐ commercial ☐ agricole ☐ autre (préciser) : ☐ :

Occupation

par le(s) propriétaire(s) ☐ par un (des) locataire(s) ☐ sans occupant ☒ autre (préciser) : ☐ :

Le cas échéant, joindre un état locatif

E. Droits réels ou personnels

Grevant les biens OUI ☒ NON ☐

Préciser la nature voir note jointe

Indiquer si rente viagère antérieure :

F. Modalités de la cession

1 - Vente amiable

Prix de vente ou évaluation (en lettres et en chiffres)

SIX CENT VINGT-SEPT MILLE CINQ CENTS EUROS (627 500,00 EUR)

Dont éventuellement inclus :

Mobilier € Cheptel € Récoltes € Autres €

Si vente indissociable d'autres biens

Adresse précise du bien

(description à porter en annexe) :

Modalités de paiement :

comptant à la signature de l'acte authentique ☐ à terme (préciser) ☐

si commission, montant : ☒ 5 000,00 €

TTC ☐ HT ☒ A la charge de : Acquéreur ☒ vendeur ☐

Paiement en nature ☐

Désignation de la contrepartie de l'aliénation

Évaluation de la contrepartie

Rente viagère ☐

Montant annuel

Montant comptant

Bénéficiaire(s) de la rente

Droit d'usage et d'habitation (à préciser) ☐

Évaluation de l'usage ou de l'usufruit

Vente de la nue-propriété (à préciser) ☐

Échange ☐

Désignation des biens reçus en échange

Montant de la soulte le cas échéant

Propriétaires contre-échangistes

Apport en société ☐

Bénéficiaire

Estimation du bien apporté

Cession de l'entière de terrains contre remise de locaux à construire ☐

Estimation du terrain

Estimation des locaux à remettre

Location-accession - Estimation de l'immeuble objet de la location-accession ☐

2 - Adjudication (13)

Volontaire ☐ Rendue obligatoire par une disposition législative ou réglementaire ☐

Mettant fin à une indivision ne résultant pas d'une donation-partage ☐

Date et lieu de l'adjudication Montant de la mise à prix €

Les

Que le(s) propriétaire(s) nommé(s) à la rubrique 1

Demande(nt) au titulaire du droit de préemption d'acquiescer les biens désignés à la rubrique 3 aux prix et conditions indiqués (14) ☐

A (ont) recherché un acquiesceur disposé à acquiescer les biens désignés à la rubrique 3 aux prix et conditions indiqués ☐

Nom, prénom de l'acquiesceur (15) HECTARE SA

Profession

N° voie

Extension

Type de voie

du Romarin

BP

CLAPIERS

concernant l'opération envisagée par l'acquiesceur (facultatif)

voie

comme

24 juin 20 9

Signature et cachet s'il a

Maître

N° voie 33 A

Extension

Type de voie

Nom de voie Avenue Pasteur

Lieu-dit ou boîte postale

Code postal 34190 Localité GANGES

Notification des décisions du titulaire du droit de

Toutes les décisions relatives à l'exercice du droit de préemption devront être notifiées :

A l'adresse du (des) propriétaire(s) mentionné(s) à la rubrique A

A fait ☐

Une parcelle d'environ 7500 m² à détacher d'un plus grand corps comprenant notamment une maison à usage d'habitation destinée à être démolie par l'acquiesceur.

K. Cadre réservé au titulaire du droit de préemption :

Commune de CLARET

Je soussigné M. André COT, Maire de Claret déclare que la commune de Claret N'EXERCERA PAS son droit de préemption concernant la Déclaration d'intention d'Aliéner n° 19 - 18

Fait à Claret, le

10 JUL. 2019

VENTE Jean-Noël GARRIGUES-SA HECTARE/1001795/

VENDEUR

Monsieur Jean-Noël Joseph **GARRIGUES**, retraité, époux de Madame Sylvie Monique Jeanne **MARINDAZ**, demeurant à SAINT-JEAN-DE-FOS (34150) Font Mourgue Mas de la Masse Noire.

Né à VICHY (03200) le 21 décembre 1942.

Marié à la mairie de PARIS 16ÈME ARRONDISSEMENT (75016) le 30 septembre 1974 sous le régime de la séparation de biens pure et simple défini par les articles 1536 et suivants du Code civil aux termes du contrat de mariage reçu par Maître Pierre **BONSERGENT**, notaire à PARIS, le 12 septembre 1974

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

De nationalité Française.

Résident au sens de la réglementation fiscale.

ACQUEREUR

La Société dénommée **HECTARE SA**, Société par actions simplifiée au capital de 30000000 €, dont le siège est à CLAPIERS (34170), Le Clos des Chanterelles rue du Romarin BP 18, identifiée au SIREN sous le numéro 351 338 660 00019 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MONTPELLIER.

DÉSIGNATION

A CLARET (HÉRAULT) 34270 Chemin de l'Embruscalles,

Une parcelle d'environ 7500 m² à détacher d'un plus grand corps comprenant notamment une maison à usage d'habitation destinée à être démolie par l'acquéreur,

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
B	497	LES MATTES	01 ha 17 a 25 ca

Tel que le **BIEN** existe, avec tous droits y attachés, sans aucune exception ni réserve.

Un extrait de plan cadastral est joint.

DIVISION CADASTRALE À EFFECTUER

Il est ici précisé que la parcelle ci-dessus cadastrée B 497 est d'une contenance totale de 1ha 17a 25ca de laquelle sera distraite la contenance vendue et ce au moyen d'un document d'arpentage à établir aux frais de l'acquéreur par tout géomètre-expert de son choix et qui sera visé dans l'acte constatant la réalisation authentique de la vente.

Cette division s'effectuera conformément au plan établi et approuvé par les parties, lequel est annexé.

SERVITUDE

Concernant le bien sis à CLARET, cadastré section B 497, et B 75,

Aux termes de l'acte reçu par Maître Yves BRISSAC, notaire à MONTPELLIER, en date du sept novembre mil neuf cent soixante-dix-sept, susvisé, contenant vente par Madame Madeleine veuve CARRERA à Madame Léone veuve GARRIGUES, il a précisé ce qui suit ci-après littéralement retranscrit.

CONSTITUTION DE SERVITUDE : SERVITUDE RÉELLE

Pour le service des parcelles B 71 et 81, propriété de la venderesse, lesdites parcelles ayant la même origine de propriété que les parcelles présentement vendues, il est créé un droit de passage de QUATRE (4) mètres de large à prendre sur la parcelle acquise par Madame GARRIGUES.

Conformément à la loi, la teneur intégrale de l'Arrêté Préfectoral, ci-dessus visée, est ici littéralement rapportée :

Vu le Décret n°73 1022 du 8 novembre 1973 relatif à la codification des textes législatifs concernant : l'urbanisme, notamment le titre 1^{er} du livre III dudit Code,

Vu le Décret n°73-1073 du 8 novembre 1973 portant codification des textes réglementaires concernant l'urbanisme,

Vu l'Arrêté préfectoral du 20 mai 1977 pris pour application du décret n°64-250 du 14 mars 1964,

Vu la demande présentée par M. BRUNIQUEL, géomètre-expert, agissant pour le compte de Mme CARRERA, en vue de créer un lotissement comprenant 2 lots usage d'habitation dont 1 vendu à M. CAZALET, sur un terrain sis à CLARET, lieudit "LE MATTE DE FOULAQUIER" cadastré sous les numéros 497 et 498 de la Section B de 12979 m² de superficie,

Vu le projet annexé à la demande susvisée,

Vu l'avis du Maire de CLARET,

Vu l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Équipement,

CONSIDÉRANT que le lotissement CARRERA ne nécessite ni la réalisation d'équipements collectifs ni l'institution de servitudes d'intérêt général et que dans des conditions, peut être fait application des dispositions de l'article R 315-21 du Code de l'Urbanisme,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1^{er}

- Sous réserve du droit des tiers et de l'observation des prescriptions définies à l'article ci-après est autorisé selon la procédure à dossier simplifiée et selon les dispositions du "projet annexé au présent arrêté, la création du lotissement CARRERA comprenant 2 lots à usage d'habitation dont un vendu à M. CAZALET.

ARTICLE 2

- Les constructions projetées sur les lots créés du lotissement en cause devront respecter les dispositions des articles 111-18 et 19 du Code de l'Urbanisme.

Les acquéreurs des lots devront raccorder leur construction aux réseaux (eau, électricité) existant dans l'emprise du chemin départemental 107.

Ils devront présenter une demande d'assainissement autonome auprès de la Direction de l'Action Sanitaire et Sociale, 85 Avenue d'Assas, à MONTPELLIER.

Toute clôture ou aménagement destiné à limiter le terrain côté C.D. 107 devra être implanté dès maintenant suivant la limite future.

SERVITUDE

Le terrain nécessaire à l'élargissement du C.D.1C7 sera cédé gratuitement au Domaine public dans les conditions fixées par l'article R 332-15 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 3

a) Le présent arrêté sera considéré comme nul et non avenu "s'il n'est pas suivi d'exécution dans un délai de deux ans à partir de ce jour.

b) Cet arrêté devra être retranscrit dans les actes de cession des lots, auxquels seront obligatoirement annexés un "exemplaire du plan de masse du lotissement.

c) Avant tout commencement des travaux de V.R.D., le lotisseur ou son représentant devra obtenir confirmation des alignements à observer, près de l'ingénieur subdivisionnaire Intéressé.

ARTICLE 4

- Secrétaire Général de l'Hérault,
- M. le Maire de Claret,
- M. le Directeur Départemental de l'Équipement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 5

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- M. le Maire de CLARET,
- M. le Directeur Départemental de l'Équipement,
- M.BRUNIQUEL géomètre expert 41, avenue de Castelnau 34000 MONTPELLIER,

MONTPELLIER, le 12 août 1977...

Pour ampliation

- P. le Directeur Départemental et par délégation
- P. le Chef du Service Administratif chargé de l'U.O.C.
- P. le Chef de Section U.O.C./5

Signé J. ROUGES

Pour le Préfet par délégation L'ingénieur en Chef Directeur Départemental

Pour le Directeur Départemental Le Directeur Adjoint,

Signé : J. LPOSTOLIDES

Aux termes d'un acte publié le 23 mars 1965 volume 3617 N° 18, il a été créé une servitude de passage au profit de la parcelle B 498.

Aux termes d'un acte publié le 15 Décembre 1977 volume 412 N°160, il a été déposé l'arrêté préfectoral du 12 Aout 1977.

Les parties aux présentes déclarent être parfaitement au courant de tous les éléments ci-dessus au point de vue des servitudes et également urbanisme, et en faire leur affaire personnelle pour bien les connaître.

Département :
HERAULT

Commune :
CLARET

Section : B
Feuille : 000 B 02

Echelle d'origine : 1/2500
Echelle d'édition : 1/2000

Date d'édition : 14/06/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF83CC43
©2017 Ministère de l'Action et des
Comptes publics

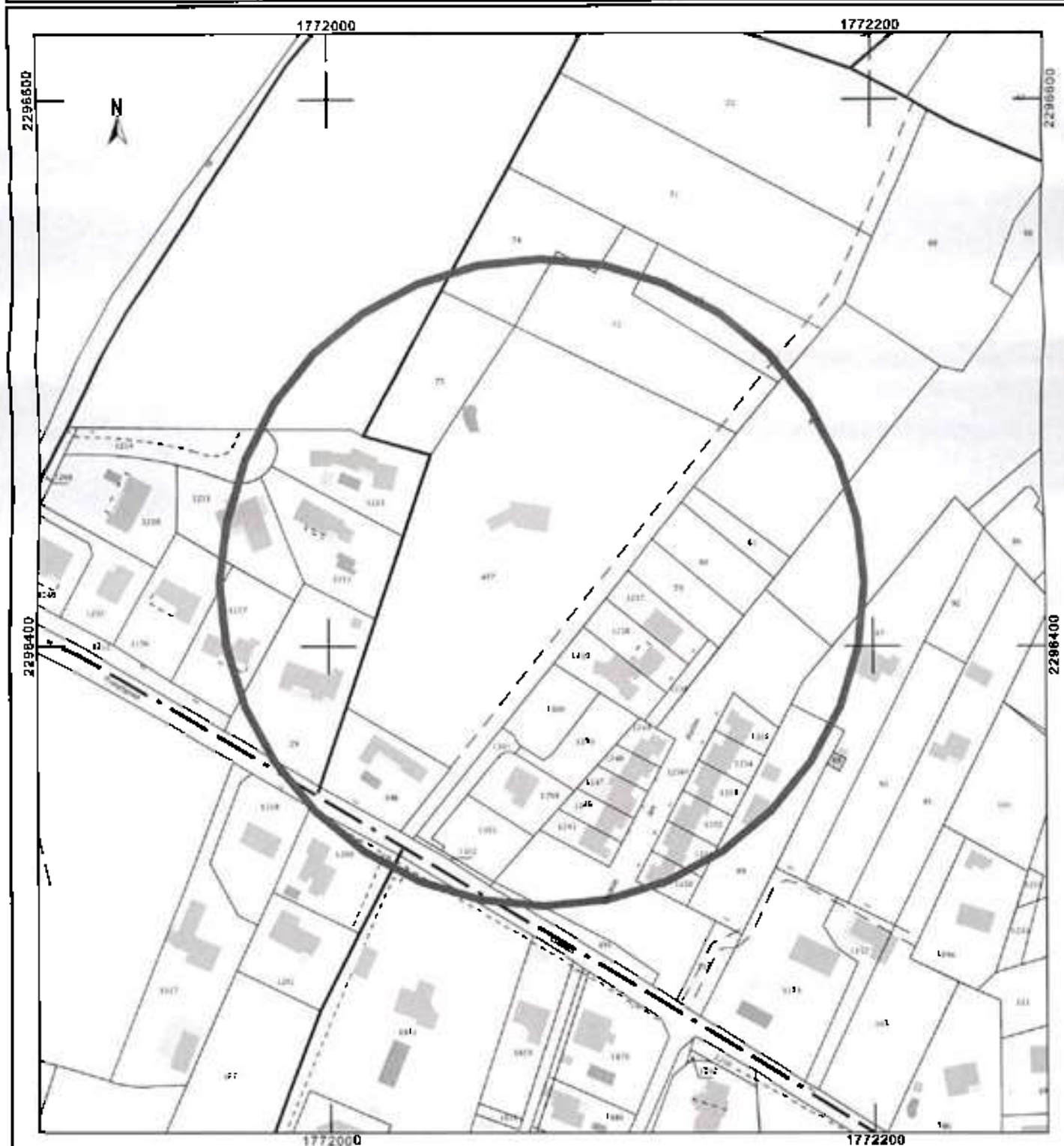
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

PLAN DE SITUATION

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
Montpellier
Centre administratif CHAPTAL BP 70001
34953
34953 MONTPELLIER CEDEX 02
tél. -fax

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



Département :
HERAULT

Commune :
CLARET

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
Montpellier
Centre administratif CHAPTAL BP 70001
34953
34953 MONTPELLIER CEDEX 02
M - fax :

Section : B
Feuille : 000 B 02

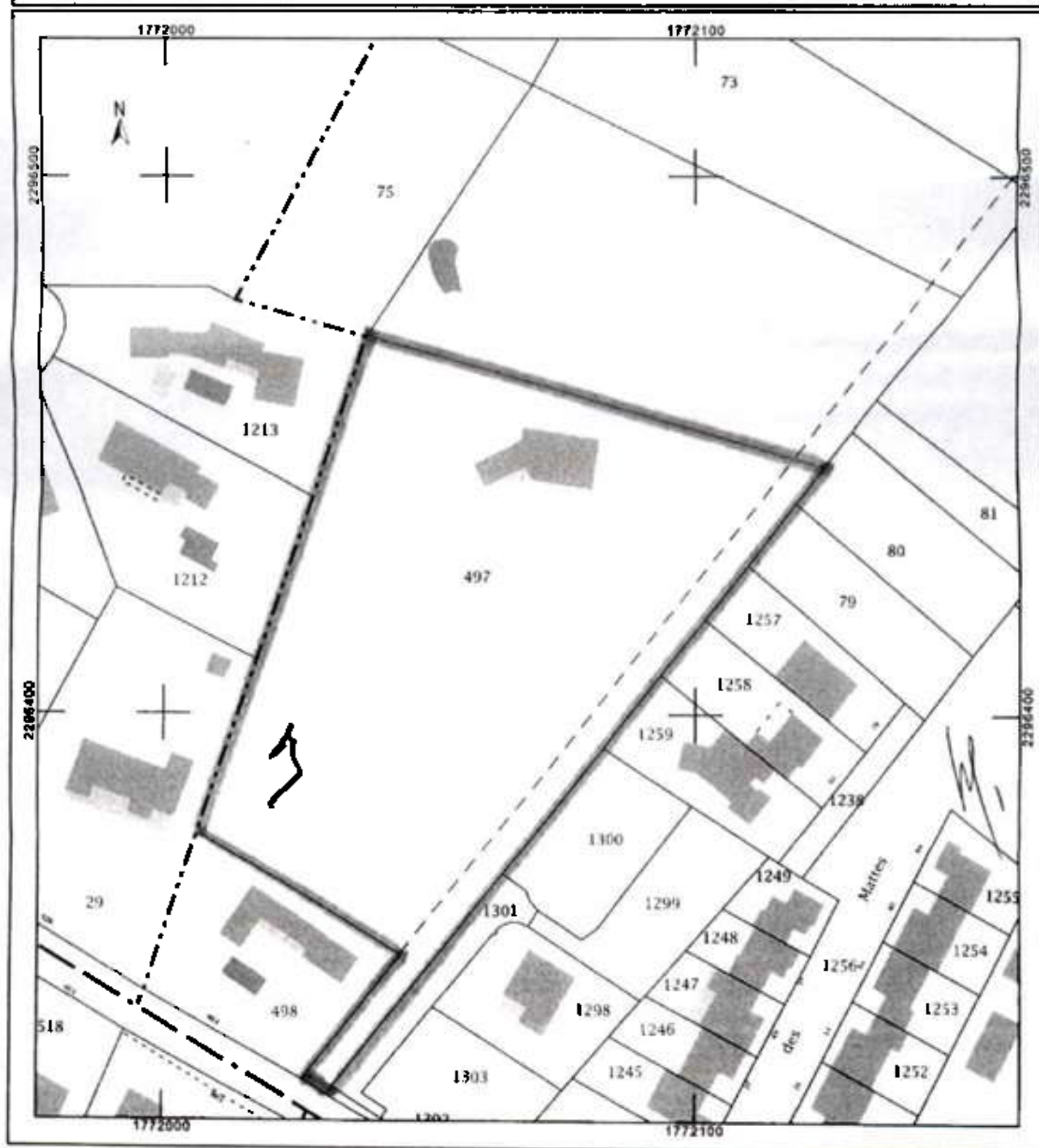
Echelle d'origine : 1/2500
Echelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 22/05/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF83CC43
©2017 Ministère de l'Action et des
Comptes publics

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr





ARRETE *affiché le 21/08/2021*

D'UN PERMIS D'AMENAGER
DÉLIVRÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

COMMUNE DE CLARET

DESCRIPTION DE LA DEMANDE		Référence dossier
Dossier déposé le 27 Octobre 2020 – Complété le 8 janvier 2021 et le 23 février 2021 – Affiché le 30 octobre 2020		N° PA 34078 20 C0002
Par :	SAS HECTARE représentée par Monsieur BACCHINI David	Destination : Lotissement
Demeurant à :	75 ZI Les portes domiciennes -RN 113 BP 300 34741 VENDARGUES CEDEX 20	
Pour :	Réalisation d'un lotissement de 11 lots à usage d'habitation sur la partie de la parcelle B 497 située en zones IIAU2 et Uc du P.L.U.	
Sur un terrain situé à :	avenue des Embruscalles - D 107	
Cadastré :	B497	

Le Maire,

Vu la demande de permis d'aménager susvisée,
Vu le Code de l'Urbanisme,
Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé,
Vu le règlement de la zone 2AU
Vu la réponse du Service Départemental d'Incendie et de Secours en date du 23 novembre 2020
Vu l'avis favorable avec prescriptions d'ENEDIS en date du 18 mai 2021
Vu les avis favorables avec prescriptions de la Direction de l'eau et de l'assainissement de la Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup volet « eau potable » et volet assainissement collectif » en date du 23 décembre 2020
Vu l'avis favorable sous réserve de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer Service eau risques et nature en date du 10 décembre 2020
Vu l'avis favorable de l'Agence départementale Technique de Saint Mathieu de Tréviers en date du 04 décembre 2020
Vu les pièces complémentaires en date du 08 janvier et du 23 février 2021

ARRETE

Article 1 :

Le permis d'aménager est accordé sous réserve de respecter les prescriptions de l'article 2.

Article 2 :

Le nombre maximum de lots autorisé est de 11.

La surface de plancher maximale constructible sur l'ensemble du lotissement est celle définie par le règlement du lotissement, soit 1 590 m².

L'ensemble des prescriptions annexées au présent arrêté, émises par le Service Départemental d'Incendie et de Secours, par la Direction de l'eau et de l'assainissement de la Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup, par ENEDIS, par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer et par l'Agence départementale Technique de Saint Mathieu de Trévières devront être strictement respectées.

La puissance de raccordement en électricité pour laquelle le permis d'aménager a été instruit est de 121 kVA.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Fait à CLARET

Le 20 mai 2021

Le Maire
Philippe TOURRIER



RAPPELS REGLEMENTAIRES

La présente autorisation ne dispense pas de l'obtention préalable de l'autorisation de voirie exigée pour tous travaux à exécuter en bordure du domaine public ou pour l'occupation de celui-ci. Cette autorisation devra être obtenue préalablement à tout commencement de travaux.

COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE : les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire.

L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, le date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

DURÉE DE VALIDITÉ : Par décret n°2016-6 du 5 janvier 2016, la durée de validité des permis de construire, d'aménager ou de démonter et des décisions de non-opposition à une déclaration est portée à trois ans (dérogation aux dispositions de l'article R.424-17 du code de l'urbanisme qui porte le délai à deux ans).

L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans cette période à compter de la notification de l'arrêté. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

L'autorisation peut être prorogée, c'est-à-dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

DROITS DES TIERS : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'enclavement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur la fondement de la présomption établie par les articles 1782 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

SELARL LE FLOCH Thierry – BAILLON Olivier – BICHAT Benjamin
Huissiers de Justice Associés
15 Passage Lonjon
34960 MONTPELLIER CEDEX 2
aml34@huissier-justice.fr

PROCES VERBAL DE CONSTAT



EXPEDITION

PROCES VERBAL DE CONSTAT

L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN

ET LES PREMIER JUIN, DOUZE JUILLET et VINGT AOUT

A LA REQUETE DE :

HECTARE, Société par actions Simplifiée inscrite au RCS de MONTPELLIER sous le numéro B 351 338 660, ayant son siège social « Clos des Chanterelles » 34830 CLAPIERS, prise en la personne de son Président en exercice, Monsieur PORTALES Max, domicilié es qualité audit siège.

Laquelle m'a exposé :

- *Qu'avant que ne débute une opération immobilière (lotissement les Corolles) sur la commune de CLARET (34), la société requérante a effectué sur place, la publicité légale en apposant un panneau d'affichage (permis d'aménager).*
- *Qu'à cet effet, elle me demande de venir constater sur place l'apposition dudit permis dépendant de la circonscription territoriale du site en question et ce conformément aux dispositions légales en la matière.*

Déférant à cette réquisition :

Je, Olivier BAILLON, Huissier de Justice de la SELARL LE FLOCH Thierry, BAILLON Olivier et BICHAT Benjamin, Huissiers de Justice associés titulaires d'un Office d'Huissiers de Justice à la résidence de MONTPELLIER (Hérault), et y demeurant 15 Passage Lonjon soussigné,

Me suis déplacé le 1^{er} juin 2021 :

Avenue des Embruscalles à CLARET (Hérault), où là étant, j'ai procédé aux constatations suivantes :

Conformément aux dispositions fixées par **les articles A.424-18 et R.424-15 du Code de l'Urbanisme**, un panneau demeure à l'adresse fixé sur le mat d'un panneau de signalisation et ses mentions obligatoires demeurent **parfaitement visibles** de la voie publique.

En outre et conformément à **l'article A. 424-15 du Code de l'Urbanisme**, les dimensions dudit panneau d'affichage sont supérieures à 80 centimètres et indique de **façon très lisible** de la voie publique les informations nécessaires relatives aux travaux prochainement engagés.

Conformément aux dispositions fixées par l'article A. 424-16 du Code de l'Urbanisme : le panneau prévu à l'article A. 424-1 indique le nom, la raison sociale ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, le nom de l'architecte auteur du projet architectural (si besoin), la nature du projet et la superficie du terrain ainsi que l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté.

Il indique également, en fonction de la nature du projet :

- a) Si le projet prévoit des constructions, la surface de plancher autorisée ainsi que la hauteur de la ou des constructions, exprimée en mètres par rapport au sol naturel ;
- b) Si le projet porte sur un lotissement, le nombre maximum de lots prévus ;
- c) Si le projet porte sur un terrain de camping ou un parc résidentiel de loisirs, le nombre total d'emplacements et, s'il y a lieu, le nombre d'emplacements réservés à des habitations légères de loisirs
- d) Si le projet prévoit des démolitions, la surface du ou des bâtiments à démolir.

En outre, conformément aux dispositions de l'article A. 424-17 du Code de l'Urbanisme, le panneau d'affichage indique la mention relative au droit de recours.

En effet, ledit panneau porte ladite mention impérative lisible de la voie publique à savoir :

« Le droit de recours : Le délai de recours contentieux est de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain du présent panneau (article R.600-2 du code de l'Urbanisme).

Tout recours administratif ou tout recours contentieux doit, à peine d'irrecevabilité, être notifié à l'auteur de la décision et au bénéficiaire du permis ou de la décision prise sur la déclaration préalable.

Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours (Article R.600-1 du Code de l'Urbanisme) ».

Le panneau installé sur le mat d'un panneau de signalisation devant la parcelle concernée se décrit comme suit :

N° PERMIS : PA 034 078 20 C 0002

EN DATE : 20 05 2021

BENEFICIAIRE : SAS HECTARE

NATURE DES TRAVAUX ET/OU AMENAGEMENTS : LOTISSEMENT LES COROLLES

11 LOTS

SURFACE DE PLANCHER AUTORISEE : 1 590 m²

HAUTEUR DE LA/DES CONSTRUCTIONS : 9, 50 m
SUPERFICIE DES BATIMENTS A DEMOLIR : 200 m²

SUPERFICIE DU TERRAIN : 7 514 m²

NOM DE L'ARCHITECTE, AUTEUR PROJET ARCHITECTURAL : Florence CHIBAUDEL

LE DOSSIER PEUT ETRE CONSULTE A LA MAIRIE DE : CLARET

A l'appui de ces constatations, j'ai pris plusieurs clichés photographiques lesquels sont annexés afin d'assurer une meilleure compréhension de la description dudit panneau faite ci-dessus.

Conformément aux articles visés ci-dessus, l'affichage devant être effectif, continu et sans interruption pendant un délai de 2 mois, je me suis retiré et présenté à nouveau à l'adresse précitée les 12 juillet 2021 et le 20 août 2021 à l'effet de constater à nouveau la bonne apposition desdits panneaux sur le site (conformément aux dispositions de l'article R.424-15 du Code de l'Urbanisme).

Clichés pris le 1^{er} juin 2021 (premier passage, vue général et vue détail du panneau)





Clichés pris le 20 août 2021 (dernier passage attestant d'un affichage continu, vue générale et vue détail du panneau)



PERMIS D'AMÉNAGER

**CONSTAT DRESSÉ PAR
HUISSIER DE JUSTICE**

PA 034 078 20 C 000 2

En date : 20 05 2021

Bénéficiaire : SAS HECTARE

Nature des travaux
et/ou aménagements : LOTISSEMENT "LES COROLLES"
11 lots

Surface de Plancher : 1530 m²

Hauteur de toiture (comblement) : 9 m 50

Surface des bâtiments à aménager : 200 m²

Surface de terrain : 7514 m²

Nom du Titulaire, objet et adresse : FÉRENCE CHAUDEL

Nom d'affichage prévu au tableau : CLARET

CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC

L'ensemble des obligations légales ayant été respecté, j'ai dressé le présent **PROCES VERBAL DE CONSTAT** pour servir et valoir ce que de droit.



Olivier BAILLON
Huissier de Justice



ATTESTATION

Je soussigné, Philippe TOURRIER, Maire de la commune de CLARET (Hérault), atteste que le
Permis d'Aménager n° 03407820C0002

- déposé par SAS HECTARE, domiciliée 75, ZI Les Portes Domitienne – RN 113 – BP 300, 34741 VENDARGUES, le 27 octobre 2020 et affiché le 30 octobre 2020,
- autorisé par arrêté en date du 20 mai 2021 affiché le 21 mai 2021
- envoyé en Préfecture le 20 mai 2021 et visé le 25 mai 2021

n'a fait l'objet à ce jour et à ma connaissance, d'aucun retrait administratif, ni déféré préfectoral ni recours des tiers.

Fait à Claret, le 23 août 2021

Pour servir et valoir ce que de droit

Philippe TOURRIER,
Maire de CLARET

Notification dématérialisée : formulaire simplifié

Type de formulaire : A
Code d'envoi : Nouvelle DIA [1]

Références de la notification

Emetteur : **Muriel DUSSE****RE** (*bernard.paluan@notaires.fr*) [code CRPCEN : 034017] le 27/09/2019
SAFER Destinataire : **OCC**
(Message N°00003)

Version DIA : 1

Nature de l'acte : Vente**Etude de Maître Bernard PALUAN**

Tel : 0467738469
Fax : 0467736893
Mel :

Responsable du dossier : **Maître Bernard PALUAN**
Tel : 0467738469
Fax : 0467736893
Mel : *bernard.paluan@notaires.fr*

Notaire à :
0033 , 33A
Lieu dit Avenue Pasteur
Code commune : 111
Département : 34
34190 GANGES

**Vendeur n°1
Monsieur Jean-Noël Joseph GARRIGUES**

Né le 21/12/1942 à VICHY
Nationalité : Française
Font Mourgue
Code commune : 267
Département : 34
Mas de la Masse Noire
34150 SAINT-JEAN-DE-FOS
Profession : retraité

Indivision vendeur : Non

Acquéreur n°1
HECTARE SA
Représenté(e) par : M. David BACCHINI
RCS : 351338660
Autres personnes morales privées non agricoles [2440]
Adresse :
RUE du Romarin
Code commune : 077
Département : 34
Le Clos des Chanterelles
34830 CLAPIERS

Indivision acquereur : Non

Localisation et désignation des biens

Dépt	Commune	Section	N° Plan	Superficie	Nature	Zone d'urbanisme	Division
34	CLARET	B	497	1 ha 17 a 25 ca	Bois- taillis [055]	agricole (PLU) [A]	non

Superficie totale : 1 ha 17 a 25 ca

Présence de bâti

présence de bâtiment d'habitation : Bâtiments d'habitation non accompagnés de bâtiments d'exploitation [2] (Une maison d'habitation avec terrain attenant)

Document(s) joint(s)

[Renonciation au droit de préemption - Département HERAULT.pdf](#) [Certificat d'urbanisme - Mairie de Claret.pdf](#) [Renonciation au droit de](#)

[préemption - Mairie de Claret \(2\).pdf](#)

Prix principal et charges de l'acquéreur

Prix principal

Montant Principal : SIX CENT VINGT-SEPT MILLE CINQ CENTS EUROS (627 500,00)

Montant TVA :

Base TVA :

Modalité de paiement : Paiement comptant [1]

Charges de l'acquéreur

Commission agence : 5 000,00

Frais de négociation : 0,00

Date et condition d'entrée en jouissance

Date d'entrée en jouissance : à la date de signature

Situation locative

Pas de location sur le bien

Droits à produire : non

Droit au paiement unique : non

Droit de Préemption, Exemptions

Droit de préemption primant celui de la SAFER

Type de droit : (PU) - Personnes morales de droit public bénéficiant d'un droit de préemption sur le bien vendu-Droit de préemption urbain [PU]

Le préempteur prioritaire ne préempte pas

Bénéficiaires

Commune de CLARET

Représenté(e) par : M. André COT Maire de CLARET

RCS : 213400781

Commune [2350]

Adresse :

Code commune : 078

Département : 34

Mairie

Place HERMET

34270 CLARET

Type de droit : (CG) - Personnes morales de droit public bénéficiant d'un droit de préemption sur le bien vendu-ENS [CG]

Le préempteur prioritaire ne préempte pas

Bénéficiaires

Département de l'Herault

Représenté(e) par : M. Vincent GAUDY Vice président du Conseil Départemental

RCS : 223400011

Département [2330]

Adresse :

Code commune : 172

Département : 34

1977 avenue des Moulins

34080 MONTPELLIER

Message reçu : Renonciation de la SAFER**Accord SAFER pour la réalisation de la vente****Accord automatique à la fin du délai (FORCLUSION)**

Code : Non-préemption automatique après délai de 2 mois [1]

Références de la notificationEmetteur : **Muriel DUSSERRE** (*bernard.paluan@notaires.fr*) [code CRPCEN : 034017] le 27/09/2019SAFER Destinataire : **OCC**

(Message N°00003)

Identifiant SAFCOM : **NO 34 19 3558 01**

Version DIA : 1

Message reçu : Accusé de réception de la SAFER**Accusé de réception d'une notification par la SAFER OCC**

Accusé de réception avec fixation du délai de réponse, droits préempteurs purgés [3]

Date de début du délai : 27/09/2019

Date limite de réponse : 27/11/2019

Références de la notification

Emetteur : **Muriel DUSSERRE** (*bernard.paluan@notaires.fr*) [code CRPCEN : 034017] le 27/09/2019

SAFER Destinataire : **OCC**

(Message N°00003)

Identifiant SAFCOM : **NO 34 19 3558 01**

Version DIA : 1

2°) Les biens situés à CLARET,

Lesdits biens appartenaient personnellement à Madame Léone
BONAPE veuve GARRIGUES, savoir :

- les constructions pour les avoir fait édifier,
- Et le terrain pour l' avoir acquis seule alors qu'elle était veuve de Monsieur GARRIGUES, de :

Madame Madeleine GERVAIS, sans profession, veuve en uniques noces de Monsieur Henri CARRERA, demeurant et domiciliée à CLARET (Hérault),

Née à CLARET, le seize avril mil neuf cent.

Aux termes d'un acte reçu par Maître Yves BRISSAC, notaire associé à MONTPELLIER, le sept novembre mil neuf cent soixante dix sept, dont une expédition a été publiée au bureau des Hypothèques de MONTPELLIER, le quinze décembre mil neuf cent soixante dix sept, volume 412 numéro 161.

Moyennant le prix de CINQUANTE MILLE FRANCS payé comptant et quittancé dans l'acte.

Audit acte le vendeur a déclaré notamment que lesdits immeubles étaient libres de tout privilège immobilier spécial et de toute hypothèque conventionnelle, judiciaire ou légale.

ANTERIEUREMENT, lesdits biens appartenaient personnellement à Madame Veuve CARRERA, pour l'avoir recueillie avec d'autres dans la succession de sa mère Madame Alix Albanie ROUSSEL en son vivant veuve non remariée de Monsieur Marius GERVAIS, demeurant à CLARET, y décédée la quatre août mil neuf cent cinquante neuf, laissant sa fille comme seule héritière.

Ainsi qu'il résulte d'un acte de notoriété reçu par Maître BRISSAC, notaire sus-visé, alors notaire à CLARET, le onze août mil neuf cent soixante et un.

A la suite de ce décès, une attestation notariée établie par ledit Maître BRISSAC, le onze août mil neuf cent soixante et un, publiée au Bureau des Hypothèques de MONTPELLIER, le dix neuf février mil neuf cent soixante deux, volume 2869 numéro 19.

RAPPEL DE SERVITUDES

Concernant le bien sis à CLARET, cadastré section B 497 et B 75,

Aux termes de l'acte reçu par Maître Yves BRISSAC, notaire à MONTPELLIER, en date du sept novembre mil neuf cent soixante dix sept, sus-visé, contenant vente par Madame Madeleine veuve CARRERA à Madame Léone veuve GARRIGUES, il a été précisé ce qui suit ci-après littéralement retranscrit.

*CONSTITUTION DE SERVITUDE : SERVITUDE REELLE

"Pour le service des parcelles B 71 et 81, propriété de la vanderesse, lesdites parcelles ayant la même origine de propriété que les parcelles présentement vendues, il est créé un droit de passage de QUATRE (4) mètres de large à prendre sur la parcelle acquise par Madame GARRIGUES.

"Conformément à la loi, la teneur intégrale de l'Arrêté Préfectoral, ci-dessus visée, est ici littéralement rapportée :

"Vu le Décret n°73-1022 du 8 novembre 1973 relatif à la
"codification des textes législatifs concernant l'urbanisme,
"notamment le titre Ier du livre III dudit Code,

"Vu le Décret n°73-1023 du 8 novembre 1973 portant
"codification des textes réglementaires concernant l'urbanisme,

"Vu l'Arrêté préfectoral du 20 mai 1977 pris pour
"application du décret n°64-250 du 14 mars 1964,

"Vu la demande présentée par M.BRUNIQUEL, géomètre-expert,
"agissant pour le compte de Mme CARRERA, en vue de créer un
"lotissement comprenant 2 lots à usage d'habitation dont 1 vendu
"à M.CAZALET, sur un terrain sis à CLARET, lieudit "LE MATTE DE
"FOULAQUIER" cadastré sous les numéros 497 et 498 de la Section B
"de 12 979 m2 de superficie,

"Vu le projet annexé à la demande susvisée,

"Vu l'avis du Maire de CLARET,

"Vu l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Équipement,

"CONSIDERANT que le lotissement CARRERA ne nécessite ni la
"réalisation d'équipements collectifs ni l'institution de
"servitudes d'intérêt général et que dans des conditions, il peut
"être fait application des dispositions de l'article R 315-21 du
"Code de l'Urbanisme,

"ARRETE

"ARTICLE 1er -

"Sous réserve du droit des tiers et de l'observation des
"prescriptions définies à l'article 2 ci-après est autorisé selon
"la procédure à dossier simplifiée et selon les dispositions du
"projet annexé au présent arrêté, la création du lotissement
"CARRERA comprenant 2 lots à usage d'habitation dont un vendu à
"M.CAZALET.

"ARTICLE 2 -

"Les constructions projetées sur les lots créés du
"lotissement en cause devront respecter les dispositions des
"articles 111-18 et 19 du Code de l'Urbanisme.

"Les acquéreurs des lots devront raccorder leur construction
"aux réseaux (eau, électricité) existant dans l'emprise du chemin
"départemental 107.

"Ils devront présenter une demande d'assainissement autonome
"auprès de la Direction de l'Action Sanitaire et Sociale, 85
"Avenue d'Assas, à MONTPELLIER.

"Toute clôture ou aménagement destiné à limiter le terrain
"côté C.D. 107 devra être implanté dès maintenant suivant la
"limite future.

"Le terrain nécessaire à l'élargissement du C.D.107 sera
"cédé gratuitement au Domaine public dans les conditions fixées
"par l'article R 332-15 du Code de l'urbanisme.

"ARTICLE 3 -

"a) Le présent arrêté sera considéré comme nul et non avenu
"s'il n'est pas suivi d'exécution dans un délai de deux ans à
"partir de ce jour.

"b) Cet arrêté devra être retranscrit dans les actes de
"cession des lots, auxquels seront obligatoirement annexés un
"exemplaire du plan de masse du lotissement.

*c) Avant tout commencement des travaux de V.R.O., le lotisseur ou son représentant devra obtenir confirmation des alignements à observer, près de l'ingénieur subdivisionnaire intéressé.

*ARTICLE 4 -

*M. le Secrétaire Général de l'Hérault,
*M. le Maire de Claret,
*M. le Directeur Départemental de l'Equipement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

*ARTICLE 5 -

*Ampliation du présent arrêté sera adressée à :
*M. le Maire de CLARET,
*M. le Directeur Départemental de l'Equipement,
*M. BRUNIQUEL géomètre expert 41, avenue de Castelnau 34000
*MONTPELLIER,

*MONTPELLIER, le 12 août 1977.

*Pour ampliation
*P. le Directeur Départemental
*et par délégation
*P. le Chef du Service Administratif
*chargé de l'U.O.C.
*P. le Chef de Section U.O.C./5
*Signé J. ROUGES

*Pour le Préfet par délégation
*L'ingénieur en Chef Directeur
*Départemental
*Pour le Directeur Départemental
*Le Directeur Adjoint,

Signé : J. APOSTOLIDES.

Aux termes d'un acte publié le 23 mars 1965 volume 3617 N° 18, il a été créé une servitude de passage au profit de la parcelle B 498. Aux termes d'un acte publié le 15 Décembre 1977 volue 412 N° 160, il a été déposé l'arrêté préfectoral du 12 août 1977.

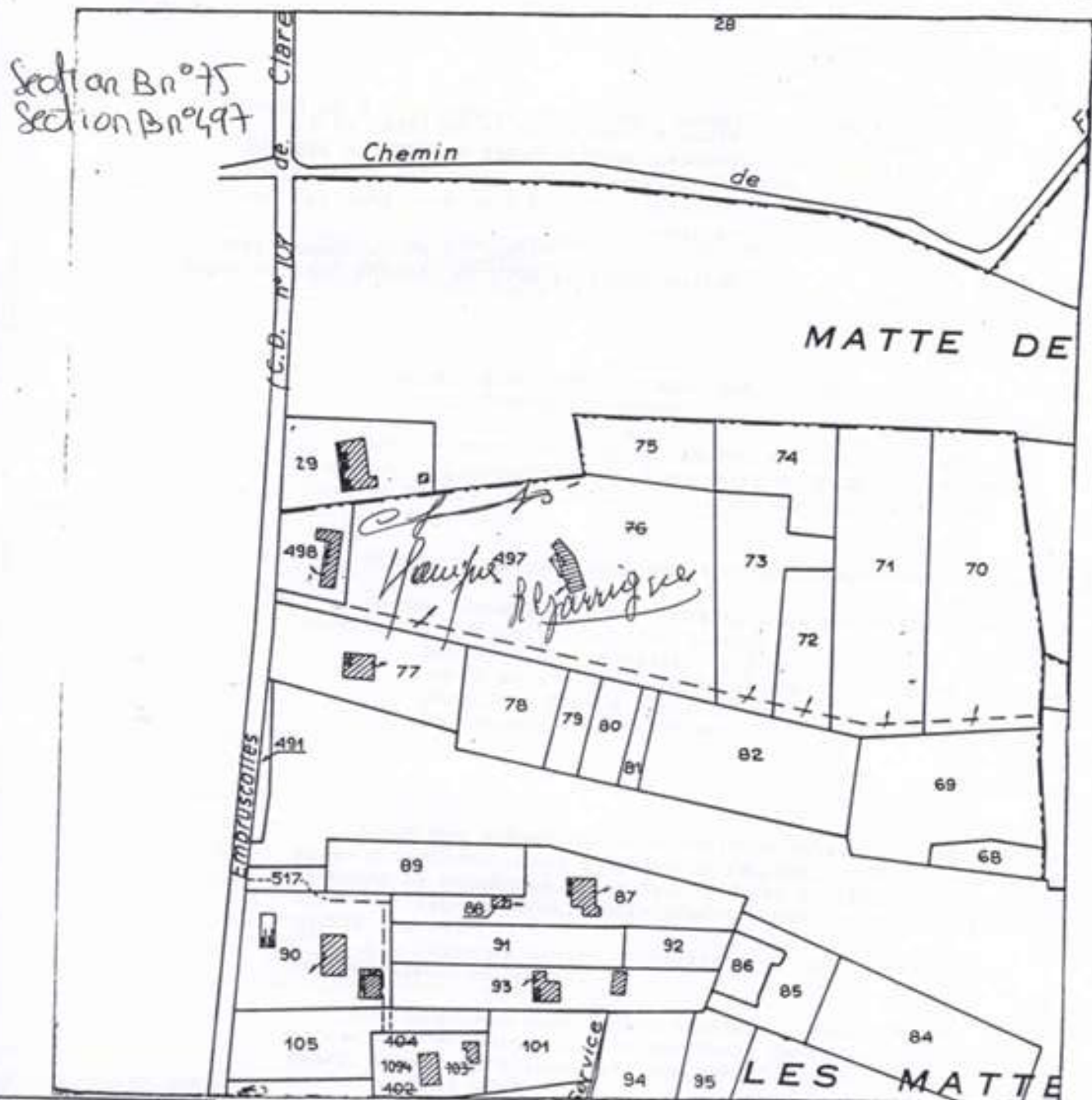
Les parties aux présentes déclarent être parfaitement au courant de tous les éléments ci-dessus au point de vue servitudes et également urbanisme, et en faire leur affaire personnelle pour

DÉPARTEMENT
L'Hérault
COMMUNE
CLARET

DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS
SERVICE DES OPÉRATIONS FISCALES ET FONCIÈRES
CADASTRE

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

00101
1 Sept. 1970
Section B
2^e Feuille
Echelle : 1/2500
13



N° d'ordre au registre des mutations des droits: 92/52 19
Coût du présent extrait: 15 F
Cochet du Service d'origine:

CENTRE DES IMPÔTS FONCIERS
MONTPELLIER II
Section d'Origine
Centre Administratif CHAP
34081 MONTPELLIER CEDEX
Téléphone : 72.61.36

Extrait certifié conforme
au plan cadastral
à la date ci-dessous (1).
à la date du 1^{er} janvier 19__ (2).

A MONTPELLIER
le
L 27/05/97

[Signature]

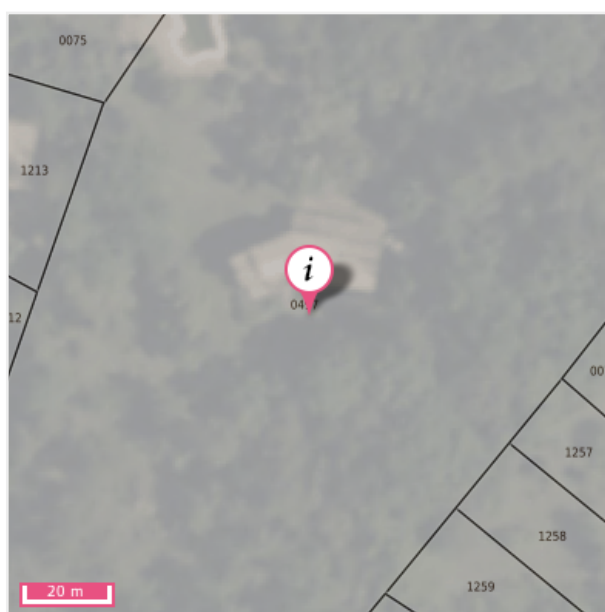
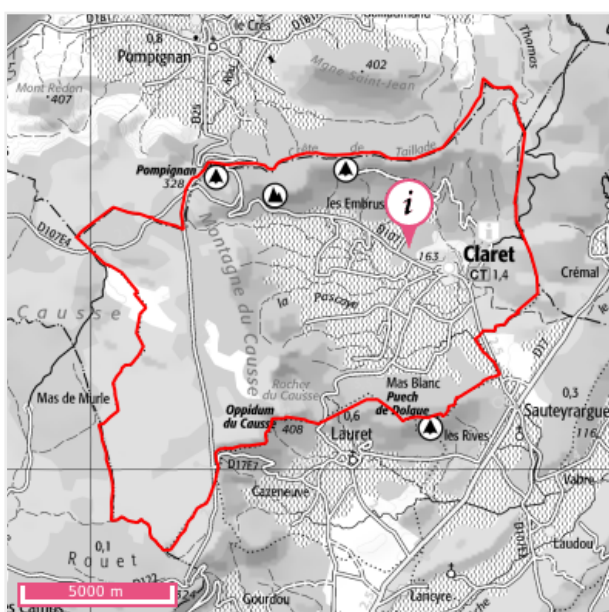


Attention : ce descriptif n'est pas un état des risques et pollutions (ERP) conforme aux articles L-125-5 et R125-26 du code de l'Environnement. Ce descriptif est délivré à titre informatif. Il n'a pas de valeur juridique. Pour plus d'information, consultez les précautions d'usage en annexe de ce document.

Localisation



Commune : CLARET
Préfixe : 000
Section / feuille : B
N°parcelle : 0497



Informations sur la commune

Nom : CLARET

Code Postal : 34270

Département : HERAULT

Région : Occitanie

Code INSEE : 34078

Commune dotée d'un DICRIM : Non

Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles : 9 (*détails en annexe*)

Population à la date du 29/05/2020 : 1389

Quels risques peuvent impacter la localisation ?



Retrait-gonflements des sols
Aléa moyen



Séismes
2 - FAIBLE



Installations industrielles



L'inondation est une submersion, rapide ou lente, d'une zone habituellement hors de l'eau. Elle peut être liée à un phénomène de débordement de cours d'eau, de ruissellement, de remontées de nappes d'eau souterraines ou de submersion marine.

LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR LES INONDATIONS ?

Territoire à Risque important d'Inondation - TRI

Localisation située dans un territoire à risque important d'inondation : Non

Atlas de Zone Inondable - AZI

Localisation exposée à un Atlas de Zone Inondable : Oui

Nom de l'AZI	Aléa	Date de début de programmation	Date de diffusion
34DREAL20070007 - AZI du Vidourle	Inondation		26/07/2004

Informations historiques sur les inondations

Evènements historiques d'inondation dans le département : 56 (Affichage des 10 plus récents)

		Dommages sur le territoire national	
Date de l'évènement (date début / date fin)	Type d'inondation	Approximation du nombre de victimes	Approximation dommages matériels (€)
07/09/2002 - 09/09/2002	Crue pluviale rapide (2 heures < tm < 6 heures),rupture d'ouvrage de défense	de 10 à 99 morts ou disparus	300M-3G
11/11/1999 - 12/11/1999	Crue pluviale éclair (tm < 2 heures),Crue pluviale rapide (2 heures < tm < 6 heures),Lave torrentielle, coulée de boue, lahar,rupture d'ouvrage de défense,Ecoulement sur route,Ruissellement rural,Ruissellement urbain>Action des vagues	de 10 à 99 morts ou disparus	300M-3G
16/12/1997 - 19/12/1997	Crue pluviale (temps montée indéterminé),Action des vagues,Mer/Marée	inconnu	3M-30M
03/11/1994 - 07/11/1994	Crue pluviale (temps montée indéterminé),Lave torrentielle, coulée de boue, lahar,non précisé	de 1 à 9 morts ou disparus	inconnu
31/10/1982 - 27/11/1982	Crue pluviale (temps montée indéterminé),Action des vagues,Mer/Marée	inconnu	inconnu
28/09/1958 - 03/10/1958	Crue pluviale rapide (2 heures < tm < 6 heures),rupture d'ouvrage de défense	de 10 à 99 morts ou disparus	3M-30M
27/09/1900 - 28/09/1900	Crue pluviale (temps montée indéterminé)	inconnu	inconnu
11/09/1875 - 12/09/1875	Crue pluviale éclair (tm < 2 heures),Crue pluviale (temps montée indéterminé)	de 100 à 999 morts ou disparus	inconnu
11/09/1875 - 12/09/1875	Crue pluviale (temps montée indéterminé),Crue pluviale éclair (tm < 2 heures)	de 100 à 999 morts ou disparus	inconnu

LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Inondation : Non



La consistance et le volume des sols argileux se modifient en fonction de leur teneur en eau. Lorsque la teneur en eau augmente, le sol devient souple et son volume augmente. On parle alors de « gonflement des argiles ». Un déficit en eau provoquera un assèchement du sol, qui devient dur et cassant. On assiste alors à un phénomène inverse de rétractation ou « retrait des argiles ».

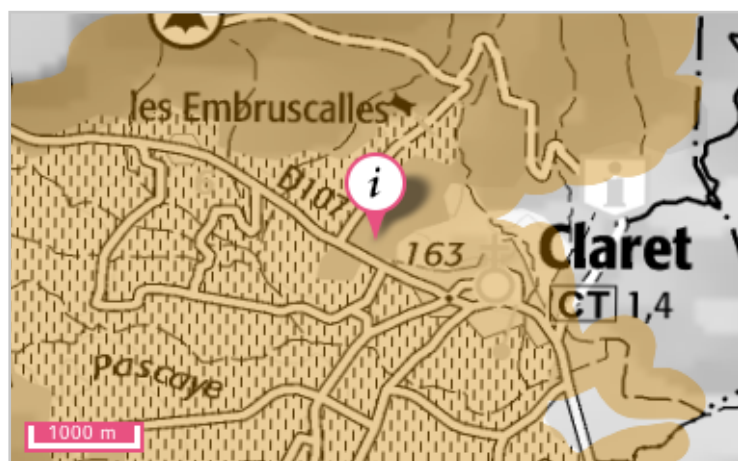
LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR LA PRÉSENCE D'ARGILE ?

Localisation exposée aux retrait-gonflements des sols argileux : **Oui**

Type d'exposition de la localisation : **Aléa moyen**



Un « aléa fort » signifie que des variations de volume ont une très forte probabilité d'avoir lieu. Ces variations peuvent avoir des conséquences importantes sur le bâti (comme l'apparition de fissures dans les murs).



Exposition forte
Exposition moyen
Exposition faible

Source: BRGM

LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Retrait-gonflements des sols argileux : **Non**



Un mouvement de terrain est un déplacement d'une partie du sol ou du sous-sol. Le sol est déstabilisé pour des raisons naturelles (la fonte des neiges, une pluviométrie anormalement forte...) ou occasionnées par l'homme : déboisement, exploitation de matériaux ou de nappes aquifères... Un mouvement de terrain peut prendre la forme d'un affaissement ou d'un effondrement, de chutes de pierres, d'éboulements, ou d'un glissement de terrain.

LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR DES MOUVEMENTS DE TERRAIN ?

Mouvements de terrain recensés dans un rayon de 500 m : Non

LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Mouvements de terrain : Non



Une cavité souterraine désigne en général un « trou » dans le sol, d'origine naturelle ou occasionné par l'homme. La dégradation de ces cavités par affaissement ou effondrement subit, peut mettre en danger les constructions et les habitants.

LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE D'UNE CAVITÉ SOUTERRAINE ?

Cavités recensées dans un rayon de 500 m : Non

LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Cavités souterraines : Non



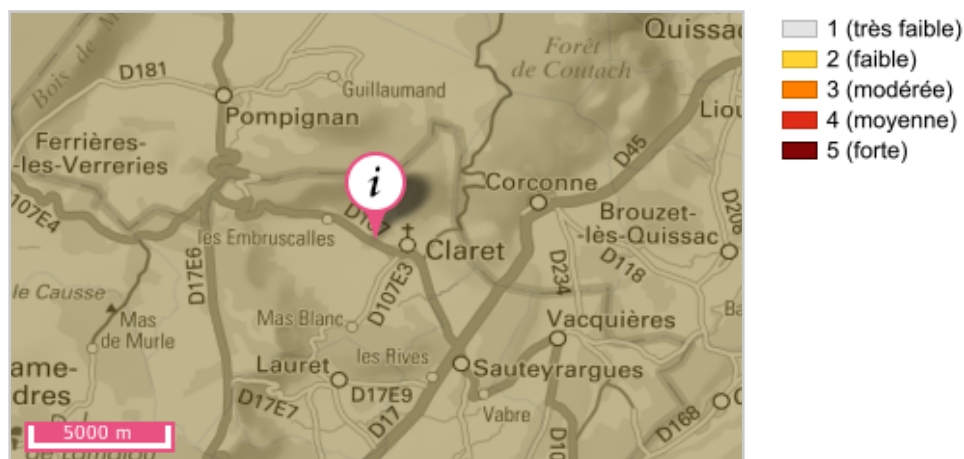
Un séisme ou tremblement de terre se traduit en surface par des vibrations du sol. Ce phénomène résulte de la libération brusque d'énergie accumulée par les contraintes exercées sur les roches.

QUELLE EST L'EXPOSITION SISMIQUE DE LA LOCALISATION ?

Type d'exposition de la localisation : 2 - FAIBLE



Un séisme (ou tremblement de terre) correspond à une fracturation (processus tectonique aboutissant à la formation de fractures des roches en profondeur), le long d'une faille généralement préexistante.



LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Séismes : Non



Cette rubrique recense les différents sites qui accueillent ou ont accueilli dans le passé des activités polluantes ou potentiellement polluantes. Différentes bases de données fournissent les informations sur les Sites pollués ou potentiellement pollués (BASOL), les Secteurs d'information sur les sols (SIS) introduits par l'article L.125-6 du code de l'environnement et les Anciens sites industriels et activités de service (BASIAS).

LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE DE SITES POLLUÉS OU POTENTIELLEMENT POLLUÉS (BASOL) ?

Localisation exposée à des sites pollués ou potentiellement pollués dans un rayon de 500 m : Non

LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE D'ANCIENS SITES INDUSTRIELS ET ACTIVITÉS DE SERVICE (BASIAS) ?

Présence d'anciens sites industriels et activités de service dans un rayon de 500 m : Non

LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR LA RÉGLEMENTATION SUR LES SECTEURS D'INFORMATION
DES SOLS (SIS) ?

Présence de Secteurs d'Information sur les Sols (SIS) dans un rayon de 1000 m : Non



Toute exploitation industrielle ou agricole susceptible de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou des nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains est une installation classée pour la protection de l'environnement. Cette ICPE est classée dans une nomenclature afin de faire l'objet d'un suivi et d'une autorisation par un de l'état en fonction de sa dangerosité.

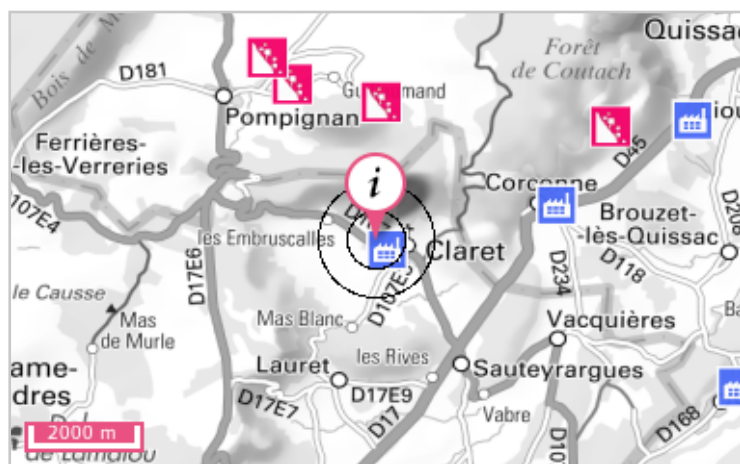
LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR DES INSTALLATIONS INDUSTRIELLES ?

Nombre d'installations industrielles concernant votre localisation dans un rayon de 1000 m : 1

Nombre d'installations industrielles impactant votre localisation dans un rayon de 2.0 km : 1



Les installations industrielles ayant des effets sur l'environnement sont réglementées sous l'appellation Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE). L'exploitation de ces installations est soumise à autorisation de l'Etat. La carte représente les implantations présentes autour de votre localisation. Le rayon choisi a été déterminé en fonction de la pertinence de diffusion de cette information et de l'obligation de diffusion.



Source: BRGM

- Installations classées (Grande échelle)
- Usine Seveso
 - Usine non Seveso
 - Elevage de bovin
 - Elevage de volaille
 - Elevage de porc
 - Carrière
 - Zone de recherche

LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR DES REJETS POLLUANTS ?

Nombre d'installations industrielles rejetant des polluants concernant votre localisation dans un rayon de 5.0 km : 0

LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRT Installations industrielles : Non



Une canalisation de matières dangereuses achemine du gaz naturel, des produits pétroliers ou chimiques à destination de réseaux de distribution, d'autres ouvrages de transport, d'entreprises industrielles ou commerciales, de sites de stockage ou de chargement.

LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE D'UNE CANALISATION DE MATIÈRES DANGEREUSES ?

Localisation exposée à des canalisations de matières dangereuses dans un rayon de 1000 m : Non



Une installation industrielle mettant en jeu des substances radioactives de fortes activités est réglementée au titre des « installations nucléaires de base » (INB) et est alors placée sous le contrôle de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

LA LOCALISATION EST-ELLE CONCERNÉE PAR UNE INSTALLATION NUCLÉAIRE ?

Localisation exposée à des installations nucléaires recensées dans un rayon de 10.0 km : Non

Localisation exposée à des centrales nucléaires recensées dans un rayon de 20.0 km : Non



Le radon est un gaz radioactif issu de la désintégration de l'uranium et du radium présents naturellement dans le sol et les roches. En se désintégrant, il forme des descendants solides, eux-mêmes radioactifs. Ces descendants peuvent se fixer sur les aérosols de l'air et, une fois inhalés, se déposer le long des voies respiratoires en provoquant leur irradiation.

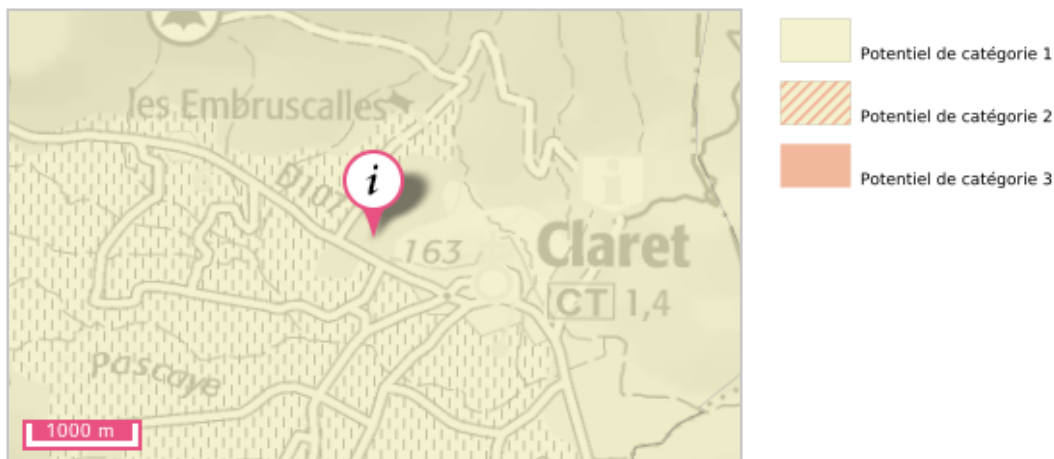
Dans des lieux confinés tels que les grottes, les mines souterraines mais aussi les bâtiments en général, et les habitations en particulier, il peut s'accumuler et atteindre des concentrations élevées atteignant parfois plusieurs milliers de Bq/m³ (becquerels par mètre-cube) (Source : IRSN).

QUEL EST LE POTENTIEL RADON DE LA COMMUNE DE VOTRE LOCALISATION ?

Le potentiel radon de la commune de votre localisation est : **Faible**



La cartographie du potentiel du radon des formations géologiques établie par l'IRSN conduit à classer les communes en 3 catégories. Celle-ci fournit un niveau de risque relatif à l'échelle d'une commune, il ne présage en rien des concentrations présentes dans votre habitation, celles-ci dépendant de multiples autres facteurs (étanchéité de l'interface entre le bâtiment et le sol, taux de renouvellement de l'air intérieur, etc.) (Source : IRSN).



Source: IRSN

Pour en savoir plus : consulter le site de l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire sur le potentiel radon de chaque catégorie.

Document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM)

Le décret n° 90-918 du 11 octobre 1990 a défini un partage de responsabilité entre le préfet et le maire pour l'élaboration et la diffusion des documents d'information. La circulaire d'application du 21 avril 1994 demandait au préfet d'établir un dossier départemental des risques majeurs (DDRM) listant les communes à risque et, le cas échéant, un dossier communal synthétique (DCS). La notification de ce DCS par arrêté au maire concerné, devait être suivie d'un document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) établi par le maire, de sa mise en libre consultation de la population, d'un affichage des consignes et d'actions de communication.

Le décret n° 2004-554 du 09 juin 2004 qui complète le précédent, conforte les deux étapes-clé du DDRM et du DICRIM. Il modifie l'étape intermédiaire du DCS en lui substituant une transmission par le préfet au maire, des informations permettant à ce dernier l'élaboration du DICRIM.

Catastrophe naturelle

Phénomène ou conjonction de phénomènes dont les effets sont particulièrement dommageables.

Cette définition est différente de celle de l'article 1er de la loi n°82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles, qui indique: «sont considérés comme effets des catastrophes naturelles [...] les dommages matériels directs ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises ». La catastrophe est ainsi indépendante du niveau des dommages causés. La notion «d'intensité anormale» et le caractère «naturel» d'un phénomène relèvent d'une décision interministérielle qui déclare «l'état de catastrophe naturelle».

Plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN)

Le plan de prévention des risques naturels (PPRN) créé par la loi du 2 février 1995 constitue aujourd'hui l'un des instruments essentiels de l'action de l'État en matière de prévention des risques naturels, afin de réduire la vulnérabilité des personnes et des biens.

Il est défini par les articles L562-1 et suivants du Code de l'environnement et doit être réalisé dans un délai de 3 ans à compter de la date de prescription. Ce délai peut être prorogé une seule fois de 18 mois. Le PPRN peut être modifié ou révisé.

Le PPRN est une servitude d'utilité publique associée à des sanctions pénales en cas de non-respect de ses prescriptions et à des conséquences en terme d'indemnisations pour catastrophe naturelle.

Le dossier du PPRN contient une note de présentation du contexte et de la procédure qui a été menée, une ou plusieurs cartes de zonage réglementaire délimitant les zones réglementées, et un règlement correspondant à ce zonage.

Ce dossier est approuvé par un arrêté préfectoral, au terme d'une procédure qui comprend l'arrêté de prescription sur la ou les communes concernées, la réalisation d'études pour recenser les phénomènes passés, qualifier l'aléa et définir les enjeux du territoire, en concertation avec les collectivités concernées, et enfin une phase de consultation obligatoire (conseils municipaux et enquête publique).

Le PPRN permet de prendre en compte l'ensemble des risques, dont les inondations, mais aussi les séismes, les mouvements de terrain, les incendies de forêt, les avalanches, etc. Le PPRN relève de la responsabilité de l'État pour maîtriser les constructions dans les zones exposées à un ou plusieurs risques, mais aussi dans celles qui ne sont pas directement exposées, mais où des aménagements pourraient les aggraver. Le champ d'application du règlement couvre les projets nouveaux, et les biens existants. Le PPRN peut également définir et rendre obligatoires des mesures générales de prévention, de protection et de sauvegarde.

Pour obtenir plus de définitions merci de vous référer au glossaire disponible en ligne à l'adresse suivante : <https://www.georisques.gouv.fr/glossaire/>.

Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles : 9

Inondations et coulées de boue : 7

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
34PREF20020062	08/09/2002	09/09/2002	19/09/2002	20/09/2002
34PREF20020007	06/10/2001	06/10/2001	26/04/2002	05/05/2002
34PREF20010011	29/09/2000	29/09/2000	06/07/2001	18/07/2001
34PREF19960179	13/10/1995	15/10/1995	18/03/1996	17/04/1996
34PREF19950046	04/11/1994	06/11/1994	03/05/1995	07/05/1995
34PREF19950045	19/10/1994	20/10/1994	03/05/1995	07/05/1995
34PREF19930013	21/09/1992	23/09/1992	04/02/1993	27/02/1993

Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
34PREF20210010	01/07/2019	30/09/2019	11/02/2021	20/03/2021

Tempête : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
34PREF19820079	06/11/1982	10/11/1982	18/11/1982	19/11/1982

Ce document est une synthèse non exhaustive des risques naturels et/ou technologiques présents autour d'un lieu choisi par l'internaute. Il résulte de l'intersection géographique entre une localisation donnée et des informations aléas, administratives et réglementaires. La localisation par adresse, pointage sur la carte, ou par GPS, présente des imprécisions dues à divers facteurs : lecture du positionnement, qualité du GPS, référentiel utilisé pour la géolocalisation des données. En ce qui concerne les zonages, la précision de la représentation sur Géorisques par rapport aux cartes de zonage papier officielles n'est pas assurée et un décalage entre les couches est possible. Seules les données ayant fait l'objet par les services de l'Etat, d'une validation officielle sous format papier, font foi. Les informations mises à disposition ne sont pas fournies en vue d'une utilisation particulière, et aucune garantie n'est apportée quant à leur aptitude à un usage particulier.

Description des données

Le site georisques.gouv.fr, développé par le BRGM en copropriété avec l'Etat représenté par la direction générale de la prévention des risques (DGPR), présente aux professionnels et au grand public une série d'informations relatives aux risques d'origine naturelle ou technologique sur le territoire français. L'accès et l'utilisation du site impliquent implicitement l'acceptation des conditions générales d'utilisation qui suivent.

Limites de responsabilités

Ni la DGPR, ni le BRGM ni aucune partie ayant concouru à la création, à la réalisation, à la diffusion, à l'hébergement ou à la maintenance de ce site ne pourra être tenu pour responsable de tout dommage direct ou indirect consécutif à l'accès et/ou utilisation de ce site par un internaute. Par ailleurs, les utilisateurs sont pleinement responsables des interrogations qu'ils formulent ainsi que de l'interprétation et de l'utilisation qu'ils font des résultats. La DGPR et le BRGM n'apportent aucune garantie quant à l'exactitude et au caractère exhaustif des informations délivrées. Seules les informations livrées à notre connaissance ont été transposées. De plus, la précision et la représentativité des données n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs, dans la mesure où ces informations n'ont pas systématiquement été validées par la DGPR ou le BRGM. De plus, elles ne sont que le reflet de l'état des connaissances disponibles au moment de leur élaboration, de telle sorte que la responsabilité de la DGPR et du BRGM ne saurait être engagée au cas où des investigations nouvelles amèneraient à revoir les caractéristiques de certaines formations. Même si la DGPR et le BRGM utilisent les meilleures techniques disponibles à ce jour pour veiller à la qualité du site, les éléments qu'il comprend peuvent comporter des inexactitudes ou erreurs non intentionnelles. La DGPR et le BRGM remercient par avance les utilisateurs de ce site qui voudraient bien lui communiquer les erreurs ou inexactitudes qu'ils pourraient relever. Les utilisateurs de ce site consultent à leurs risques et périls. La DGPR et le BRGM ne garantissent pas le fonctionnement ininterrompu ni le fait que le serveur de ce site soit exempt de virus ou d'autre élément susceptible de créer des dommages. La DGPR et le BRGM peuvent modifier le contenu de ce site sans avertissement préalable.

Droits d'auteur

Le «Producteur» garantit au «Réutilisateur» le droit personnel, non exclusif et gratuit, de réutilisation de «l'Information» soumise à la présente licence, dans le monde entier et pour une durée illimitée, dans les libertés et les conditions exprimées ci-dessous. Vous êtes Libre de réutiliser «L'information» :

- Reproduire, copier, publier et transmettre « l'Information » ;
- Diffuser et redistribuer «l'Information» ;
- Adapter, modifier, extraire et transformer à partir de «l'Information», notamment pour créer des «Informations dérivées» ;
- Exploiter « l'Information » à titre commercial, par exemple en la combinant avec d'autres «Informations», ou en l'incluant dans votre propre produit ou application. sous réserve de mentionner la paternité de «l'Information» :
sa source (a minima le nom du «Producteur») et la date de sa dernière mise à jour.

Le «Ré-utilisateur» peut notamment s'acquitter de cette condition en indiquant un ou des liens hypertextes (URL) renvoyant vers «l'Information» et assurant une mention effective de sa paternité. Cette mention de paternité ne doit ni conférer un caractère officiel à la réutilisation de «l'Information», ni suggérer une quelconque reconnaissance ou caution par le «Producteur», ou par toute autre entité publique, du «Ré-utilisateur» ou de sa réutilisation.

Accès et disponibilité du service et des liens

Ce site peut contenir des liens et références à des sites Internet appartenant à des tiers. Ces liens et références sont là dans l'intérêt et pour le confort des utilisateurs et ceci n'implique de la part de la DGPR ou du BRGM ni responsabilité, ni approbation des informations contenues dans ces sites.

Accueil (/) > S'informer (/) >

Pollution des sols, SIS et anciens sites industriels (/risques/pollutions-sols-sis-anciens-sites-industriels)

> Accès aux données (/risques/sites-et-sols-pollues/accueil) >

Inventaire historique des anciens sites industriels et activités de service (BASIAS)

Inventaire historique des anciens sites industriels et activités de service (BASIAS)

← Retour (/risques/sites-et-sols-pollues/accueil)

Accès aux données

Préambule national (https://www.georisques.gouv.fr/Files/Pgeneral.pdf)

Rechercher un site par son identifiant

Saisir identifiant

?

Ouvrir la fiche

Se localiser...

HERAULT (34)

CLARET (34078)

Préambule départemental (http://www.georisques.gouv.fr/Files/P34.pdf)

Sélectionner une commune disparue

Activité principale

Toutes activités

Sélectionner une activité

Ajouter

Retirer

Réinitialiser



Note : en l'absence de géolocalisation au centroïde du site ou à l'adresse, l'emplacement d'un site sur le territoire de la commune n'est pas connu.

2 résultat(s)

Voir carte (/risques/basias/donnees/carte#/com/34078)

Télécharger (/webappReport/ws/basias/sitesdetails/detailsites_2021-09-10.csv?dept=34&commune=34078&activites=&isExport=true&start=0&size=0)

LRO3400052 (https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/basias-detaillee/LRO3400052)	SOFUMA (SUCCURSALE) SARL			CLARET	C20.15Z	Activité terminée	Centroide
LRO3403260 (https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/basias-detaillee/LRO3403260)		Dépôt de déchets		CLARET	E38.48Z E38.I1Z E38.45Z E38.39Z		Pas de géolocalisation

LRO3400052

Fiche Détaillée

Pour connaitre le cadre réglementaire et la méthodologie de l’inventaire historique régional, consultez le [préambule départemental](#).

1 - Identification du site

Unité gestionnaire : LRO
Date de création de la fiche : (*) 01/08/1994

Raison(s) sociale(s) de l'entreprise :		
	Raison sociale	Date connue (*)
	SOFUMA (SUCCURSALE) SARL	

Etat de connaissance : Inventorié
Commentaire : Site visité en 1996

2 - Consultation à propos du site

3 - Localisation du site

Localisation : "les Cadenettes"
Code INSEE : 34078
Commune principale : CLARET (34078)
Zone Lambert initiale : Lambert III

Projection	Lzone (centroïde)	L2e (centroïde)	L93 (centroïde)	L2e (adresse)
X (m)	725 980	726 141	772 666	
Y (m)	173 920	1 873 796	6 306 577	

Carte	Numéro carte	Huitième
ST-MARTIN-DE-LONDRES	963	

Carte consultée	Echelle	Année édition	Présence du site	Référence dossier
IGN 2742 ET	1/25000	1995	Ne sais pas	

4 - Propriété du site

Nom (raison sociale)	Date de référence (*)	Type	Exploitant
RAMBIER Jean-Marie	01/01/1981		Non

Commentaire : *

5 - Activités du site

Etat d'occupation du site : Activité terminée
Date de fin d'activité : (*) 01/01/1980

Historique des activités sur le site :

N° activité	Libellé activité	Code activité	Date début (*)	Date fin (*)	Importance	groupe SEI	Date du début	Ref. dossier	Autres infos
1	Fabrication de produits azotés et d'engrais	C20.15Z	01/01/1111	01/01/1980		1er groupe			

Exploitant(s) du site :

Nom de l'exploitant ou raison sociale	Date de début d'exploitation (*)	Date de fin d'exploitation (*)
RAMBIER Jean-Marie		

Commentaire(s) : Atelier de broyage, ensachage, trituration; dépôt d'engrais

6 - Utilisations et projets

Site en friche : Non
Site réaménagé : Oui
Type de réaménagement : Hangar
Réaménagement sensible : Non
Commentaire : hangar pour matériel agricole

7 - Utilisateurs

8 - Environnement

9 - Etudes et actions

.

10 - Document(s) associé(s)

11 - Bibliographie

Source d'information : Préfecture de l'Hérault. Registre des installations classées de 1968 à 1981. N°d'ordre : 75.118 : nom, adresse et activité de l'exploitant

12 - Synthèse historique

13 - Etudes et actions Basol

- (*) La convention retenue pour l'enregistrement des dates dans la banque de données BASIAS est la suivante :
- si la date n'est pas connue, le champ est saisi ainsi : 01/01/1111, ou sans date indiquée.
 - si les dates ne sont pas connues mais qu'une chronologie relative a pu être établie dans une succession d'activités, d'exploitants, de propriétaires, ...etc., les champs "date" sont successivement :
 - - 01/01/1111,
 - - 01/01/1112,
 - - 01/01/1113,
 - - ou sans date indiquée,
 - si l'année seule est connue, le champ date est : 01/01/année précise,
 - si la date est connue précisément, elle est notée : jour/mois/année.

LRO3403260

Fiche Détaillée

Pour connaitre le cadre réglementaire et la méthodologie de l’inventaire historique régional, consultez le [préambule départemental](#).

1 - Identification du site

Unité gestionnaire : LRO

Date de création de la fiche : (*) 08/07/2019

Nom(s) usuel(s) : Dépôt de déchets

Visite du site : Oui

Date de la visite : (*) 26/08/1996

Autre(s) identification(s) :

Numéro	Organisme ou BD associée
3407801	BDNA
34D067	Inventaire décharges original

Commentaire : Localisation du dépôt : la rouvierette

2 - Consultation à propos du site

3 - Localisation du site

Localisation : Secteur : la rouvierette

Code INSEE : 34078

Commune principale : CLARET (34078)

4 - Propriété du site

5 - Activités du site

Date de première activité : (*) 01/01/1111

Historique des activités sur le site :

N° activité	Libellé activité	Code activité	Date début (*)	Date fin (*)	Importance	groupe SEI	Date du début	Ref. dossier	Autres infos
1	Dépôts de gravats	E38.48Z	01/01/1111						
2	Collecte et stockage des déchets non dangereux dont les ordures ménagères (décharge d'O.M. ; déchetterie)	E38.11Z	01/01/1111						
3	Décharge de déchets industriels spéciaux (D.I.S.)	E38.45Z	01/01/1111						
4	Régénération et/ou stockage d'huiles usagées	E38.39Z	01/01/1111						

Commentaire(s) : Description des déchets : Ordures ménagères+, encombrants ménagers, déchets de jardin+, Déchets Industriels Banals (non dangereux)+, déblais/gravats+++, bidons de fongicide+
Statut de la décharge : ancienne décharge brute / dépôt illégal / décharge illégale
Voir le contenu de la rubrique Synthèse.

6 - Utilisations et projets

Site réaménagé : ?

Commentaire : Site : taille: 3000 m², front de 40m de long et 2m de haut

7 - Utilisateurs

8 - Environnement

9 - Etudes et actions

.

10 - Document(s) associé(s)

11 - Bibliographie

Source Données basées sur : inconnue

d'information Ce site BASIAS a été créé en 2019 à partir d’une autre base de données constituée dans les années 2000 qui compilait les recensements de décharges préexistants sur 18 départements :

Français. D’autres inventaires de décharges non intégrés à ce jour dans BASIAS peuvent exister sur le reste du territoire.

12 - Synthèse historique

Historique : Observations datant des années 1990/2000 :

Autres informations :

>>> le site est divisé en deux parties: un ancien dépôt d'inertes (4000 m² environ) et un dépôt d'inertes et d'encombrants en exploitation

de nombreuses bouteilles en verre ont été déposées sur le site, le jour de la visite

un ruisseau temporaire est situé

>>>

pour l'ancien dépôt d'inertes: reprofilage et couverture avec 0,3m de terre et 0,5m de terre végétale

pour le dépôt en exploitation:
terrassment dans la masse des déchets pour donner une pente homogène au niveau du front
reprofilage général en dome puis couverture avec 0,5m de terre et 0,5m de terre végétale
mise en place d'une végétation herbacée et arborescente sur l'ensemble du site

13 - Etudes et actions Basol

(*) La convention retenue pour l'enregistrement des dates dans la banque de données BASIAS est la suivante :

- si la date n'est pas connue, le champ est saisi ainsi : 01/01/1111, ou sans date indiquée.

- si les dates ne sont pas connues mais qu'une chronologie relative a pu être établie dans une succession d'activités, d'exploitants, de propriétaires, ...etc., les champs "date" sont successivement :

- - 01/01/1111,
- - 01/01/1112,
- - 01/01/1113,
- - ou sans date indiquée,

- si l'année seule est connue, le champ date est : 01/01/année précise,

- si la date est connue précisément, elle est notée : jour/mois/année.



Accueil (/) > S'informer (/) >

Pollution des sols, SIS et anciens sites industriels (/risques/pollutions-sols-sis-anciens-sites-industriels)

> Accès aux données (/risques/sites-et-sols-pollues/accueil) >

Rechercher un terrain présentant une potentielle pollution

Pollution

s des sols, SIS et anciens sites industriels

[← Retour \(/risques/sites-et-sols-pollues/accueil\)](#)

Rechercher un terrain présentant une potentielle pollution

Catégorisation

BASOL

Secteurs d'information sur les Sols (SIS)

Sites pollués ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif.

Localisation :

OCCITANIE

HERAULT

CLARET

Réinitialiser



Aucun résultat trouvé pour cette recherche



(<https://www.georisques.gouv.fr/>)



Accueil (/) > S'informer (/) > Installations classées (/risques/installations) >

Accès aux données

Installations classées

← Retour (/risques/installations)

Accès aux données

Cette base contient les installations soumises à autorisation ou à enregistrement (en construction, en fonctionnement ou en cessation d'activité).
Dernière mise à jour de la base de données : 09/09/2021

Vous pouvez saisir votre préfecture de département ou la DREAL de votre région (service en charge de la prévention des risques technologiques) pour toute demande d'informations spécifiques à un site donné.

Nom de l'établissement ⁽¹⁾

Saisir un nom d'établissement

Localisation

OCCITANIE

HERAULT

CLARET

Activité principale

Sélectionner une activité principale

Rubrique nomenclature IC

Toutes nomenclatures

Sélectionner une nomenclature IC

Ajouter

Retirer

Régime en vigueur de l'établissement ⁽²⁾

Sélectionner un régime

Statut SEVESO

Sélectionner un statut

Priorité nationale

IED-MTD ⁽³⁾

Déclaration annuelle émission

Réinitialiser



1 résultat(s)

Voir carte (/risques/installations/donnees/carte#/admin/com/34078)

Télécharger (/webappReport/ws/installations/sitesdetails/detailsites_2021-09-10.csv?etablissement=®ion=76&departement=34&commune=34078&activite=&nomenclature=®ime=&statut=&prioNational=&ied=&declaration=&isExport=tr

Nom de l'établissement (1)	Code postal	Commune	Régime en vigueur (2)	Statut SEVESO
SCAV LES VIGNERONS DU PIC (/risques/installations/donnees/details/0534.00316)	34270	CLARET	Enregistrement	Non Seveso

(1) En application des dispositions du RGPD, les noms de personnes physiques ne sont pas diffusés

(2) Régime en vigueur de l'établissement : Le régime en vigueur d'un établissement correspond au régime de l'établissement avec prises en compte, depuis le dernier arrêté préfectoral de l'établissement, des évolutions de



Liens

Suivez nous !

Contactez-nous

(https://assistance.brgm.fr/)

Plan du site (/sitemap)

Liens utiles

(https://www.facebook.com/Ecologie.Gouv)

API

(/doc-api)

(http://www.twitter.com/Ecologie_Gouv)

Mentions

légales

(/mentions-



(https://www.linkedin.com/company/ministere-

de-la-transition-ecologique-et-solidaire)

personnelles

(/donnees-



personnelles)

(http://www.youtube.com/user/developpementdurable)



(https://www.georisques.gouv.fr/flux-rss)

Accueil (/) > S'informer (/) > Installations classées (/risques/installations) >

Accès aux données

Installations classées

FICHE DESCRIPTIVE DE L'ETABLISSEMENT (1)

SCAV LES VIGNERONS DU PIC

SIRET : 77596239200020

Localisation

Adresse : LES VIGNERONS DU PIC AVENUE DES EMBRUSCALLES 34270 CLARET

Département : HERAULT

Région : OCCITANIE

Coordonnées (RGF93 Lambert 93)

X : 772306

Y : 6307456

Activités

Activité principale : Vinification

Etat d'activité : En fonctionnement

Service inspection : DDSV

N° inspection : 0534.00316

Dernière inspection : 16/09/2015

Informations complémentaires

Régime en vigueur de l'établissement (2) : Enregistrement

Priorité nationale : Non

Statut SEVESO : Non Seveso

IED - MTD : Non

Situation administrative

Rubrique IC	Alinéa	Date autorisation	Etat d'activité	Régime autorisé (3)	Activité	Volume	Unité
2251 (http://aida.ineris.fr/)	B1		En fonctionnement	Enregistrement	Vins (préparation, conditionnement)	25000.000	hl/an
2921 (http://aida.ineris.fr/)	b		En fonctionnement		La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW	564.000	kW

Aucun document public disponible pour cet établissement.

Vous pouvez saisir votre préfecture de département ou la DREAL de votre région (service en charge de la prévention des risques technologiques) pour toute demande d'informations spécifiques à un site donné.

- (1) En application des dispositions du RGPD, les noms de personnes physiques ne sont pas diffusés
- (2) Régime en vigueur de l'établissement : Le régime en vigueur d'un établissement correspond au régime de l'établissement avec prises en compte, depuis le dernier arrêté préfectoral de l'établissement, des évolutions de la nomenclature des installations classées qui s'appliquent de plein droit
- (3) Régime autorisé d'une rubrique : Le régime autorisé d'une rubrique correspond au régime de la rubrique figurant dans le dernier arrêté préfectoral de l'établissement, sans prise en compte des évolutions de la nomenclature des installations classées qui s'appliquent de plein droit


RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
*Liberté
Égalité
Fraternité*
Contactez-nous
(https://www.ecologie-solidaire.gouv.fr)
Plan du site (/sitemap)



(https://www.georisques.gouv.fr)
(https://www.brgm.fr/aide/Georisques)
(https://www.brgm.fr)

Liens utiles
 (https://www.facebook.com/Ecologie.Gouv)
 (/doc-api)
(http://www.twitter.com/Ecologie_Gouv)
 (https://www.linkedin.com/company/ministere-de-la-transition-ecologique-et-solidaire)
 (http://www.youtube.com/user/developpementdurable)
 (https://www.georisques.gouv.fr/flux-rss)

Suivez nous !



MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Ce QR Code peut servir à vérifier
l'authenticité des données contenues
dans ce document.

ÉTAT DES RISQUES RÉGLEMENTÉS POUR L'INFORMATIONS DES ACQUÉREURS ET DES LOCATAIRES

Établi le 10 septembre 2021

La loi du 30 juillet 2003 a institué une obligation d'information des acquéreurs et locataires (IAL) : le propriétaire d'un bien immobilier (bâti ou non bâti) est tenu d'informer l'acquéreur ou le locataire du bien sur certains risques majeurs auquel ce bien est exposé, au moyen d'un état des risques, ceci afin de bien les informer et de faciliter la mise en œuvre des mesures de protection éventuelles.

Attention! Le non respect de ces obligations peut entraîner une annulation du contrat ou une réfaction du prix.

Ce document est un état des risques pré-rempli mis à disposition par l'État depuis www.georisques.gouv.fr. En complément, il aborde en annexe d'autres risques référencés auxquels la parcelle est exposée.

Il appartient au propriétaire du bien de vérifier l'exactitude de ces informations autant que de besoin et, le cas échéant, de les compléter à partir de celles disponibles sur le site internet de la préfecture ou de celles dont ils disposent, notamment les sinistres que le bien a subis.

Cet état des risques réglementés pour l'information des acquéreurs et des locataires (ERRIAL) est établi pour les parcelles mentionnées ci-dessous.

PARCELLE(S)

34270 CLARET

Code parcelle :
000-B-497



RISQUES FAISANT L'OBJET D'UNE OBLIGATION D'INFORMATION AU TITRE DE L'IAL

SISMICITÉ : 2/5



- | | |
|---|-----------------|
|  | 1 - très faible |
|  | 2 - faible |
|  | 3 - modéré |
|  | 4 - moyen |
|  | 5 - fort |

Un tremblement de terre ou séisme, est un ensemble de secousses et de déformations brusques de l'écorce terrestre (surface de la Terre). Le zonage sismique détermine l'importance de l'exposition au risque sismique.



RECOMMANDATIONS

Sismicité

Pour certains bâtiments de taille importante ou sensibles, des dispositions spécifiques à mettre en oeuvre s'appliquent lors de la construction. Un guide interactif est proposé sur le site Plan Séisme pour identifier précisément les dispositions à prendre en compte selon votre localisation, votre type d'habitat ou votre projet. Il est consultable à l'adresse suivante :

<http://www.planseisme.fr/-Didacticiel-.html>

Pour connaître les consignes à appliquer en cas de séisme, vous pouvez consulter le site : <http://www.planseisme.fr/Que-faire-en-cas-de-seisme.html>

AUTRES INFORMATIONS

POLLUTION DES SOLS



Votre parcelle ne figure pas dans l'inventaire :

- des installations classées soumises à enregistrement ou à autorisation
- des secteurs d'information sur les sols

RISQUES TECHNOLOGIQUES



Il n'y a pas de plan de prévention des risques recensé sur les risques technologiques.

RISQUES MINIERS



Il n'y a pas de plan de prévention des risques recensé sur les risques miniers.

RISQUES NATURELS



Il n'y a pas de plan de prévention des risques recensé sur les risques naturels.

BRUIT



La parcelle n'est pas concernée par un plan d'exposition au bruit d'un aéroport.

INFORMATIONS À PRÉCISER PAR LE VENDEUR / BAILLEUR

INFORMATION RELATIVE AUX SINISTRES INDEMNISÉS PAR L'ASSURANCE SUITE À UNE CATASTROPHE NATURELLE, MINIÈRE OU TECHNOLOGIQUE

Le bien a-t-il fait l'objet d'indemnisation par une assurance suite à des dégâts liés à une catastrophe ? ☐ Oui ☐ Non

Les parties signataires à l'acte certifient avoir pris connaissance des informations restituées dans ce document et certifient avoir été en mesure de les corriger et le cas échéant de les compléter à partir des informations disponibles sur le site internet de la Préfecture ou d'informations concernant le bien, notamment les sinistres que le bien a subis.

SIGNATURES

Vendeur / Bailleur

Date et lieu

Acheteur / Locataire

ANNEXE 1 : RISQUES NE FAISANT PAS L'OBJET D'UNE OBLIGATION D'INFORMATION AU TITRE DE L'IAL

ARGILE : 2/3



- 1 : Exposition faible
- 2 : Exposition moyenne
- 3 : Exposition fort

Les sols argileux évoluent en fonction de leur teneur en eau. De fortes variations d'eau (sécheresse ou d'apport massif d'eau) peuvent donc fragiliser progressivement les constructions (notamment les maisons individuelles aux fondations superficielles) suite à des gonflements et des tassements du sol, et entraîner des dégâts pouvant être importants. Le zonage argile identifie les zones exposées à ce phénomène de retrait-gonflement selon leur degré d'exposition.

Exposition moyenne : La probabilité de survenue d'un sinistre est moyenne, l'intensité attendue étant modérée. Les constructions, notamment les maisons individuelles, doivent être réalisées en suivant des prescriptions constructives ad hoc. Pour plus de détails :

<https://www.cohesion-territoires.gouv.fr/sols-argileux-secheresse-et-construction#e3>



POLLUTION DES SOLS (500 m)



Les pollutions des sols peuvent présenter un risque sanitaire lors des changements d'usage des sols (travaux, aménagements, changement d'affectation des terrains) si elles ne sont pas prises en compte dans le cadre du projet.

Dans un rayon de 500 m autour de votre parcelle, sont identifiés :

- 1 site(s) référencé(s) dans l'inventaire des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)



INONDATIONS



Votre bien est situé sur une commune figurant dans un atlas des zones inondables (AZI) qui modélisent les risques potentiels à partir des dernières inondations connues.

ANNEXE 2 : LISTE DES ARRÊTÉS CAT-NAT PRIS SUR LA COMMUNE

Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles (CAT-NAT) : 9

Tempête : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
34PREF19820079	06/11/1982	10/11/1982	18/11/1982	19/11/1982

Inondations et coulées de boue : 7

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
34PREF19930013	21/09/1992	23/09/1992	04/02/1993	27/02/1993
34PREF19950045	19/10/1994	20/10/1994	03/05/1995	07/05/1995
34PREF19950046	04/11/1994	06/11/1994	03/05/1995	07/05/1995
34PREF19960179	13/10/1995	15/10/1995	18/03/1996	17/04/1996
34PREF20010011	29/09/2000	29/09/2000	06/07/2001	18/07/2001
34PREF20020007	06/10/2001	06/10/2001	26/04/2002	05/05/2002
34PREF20020062	08/09/2002	09/09/2002	19/09/2002	20/09/2002

Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
34PREF20210010	01/07/2019	30/09/2019	11/02/2021	20/03/2021

ANNEXE 3 : SITUATION DU RISQUE DE POLLUTION DES SOLS DANS UN RAYON DE 500 M AUTOUR DE VOTRE BIEN

Base des installations classées soumises à autorisation ou à enregistrement

Nom du site	Fiche détaillée
SCAV LES VIGNERONS DU PIC	https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees/details/0534.00316



PREFET DE L'HERAULT

ARRETE n° 2011-01-799-64

**ARRETE PREFECTORAL RELATIF A L'INFORMATION DES ACQUEREURS ET
LOCATAIRES DE BIENS IMMOBILIERS SUR LES RISQUES NATURELS ET
TECHNOLOGIQUES MAJEURS**

Préfet de l'Hérault,
Officier de la Légion d'Honneur

Commune de Claret

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L 125-5 et R 125-23 à R 125-27 ;

Vu le décret n°2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention des risques ;

Vu le décret n°2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français ;

Vu l'arrêté préfectoral relatif à la liste des communes de l'Hérault où s'applique l'article L125-5 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général

A R R Ê T E :

ARTICLE 1 :

Les éléments nécessaires à l'élaboration de l'état des risques pour l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur le territoire de la commune de Claret sont consignés dans le dossier communal d'informations annexé au présent arrêté.

Ce dossier comprend :

- la mention des risques naturels et des risques technologiques pris en compte,
- l'intitulé des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer.
- la cartographie des zones exposées,

Ce dossier et les documents de référence sont librement consultables en préfecture, sous-préfectures et mairie.

Le dossier communal d'informations est accessible sur le site Internet de la préfecture.

<http://www.herault.pref.gouv.fr/>

ARTICLE 2 :

Ces informations seront mises à jour selon les modalités prévues par l'article R125-5 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 :

Un exemplaire du présent arrêté et du dossier d'information est adressé au maire et à la chambre départementale des notaires.

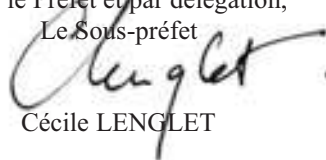
Le présent arrêté sera affiché en mairie. Il sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

ARTICLE 4 :

Mesdames et Messieurs le secrétaire général de la préfecture, le directeur de cabinet, les sous-préfets d'arrondissements, le directeur départemental des territoires et de la mer et le maire de la commune sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 12 avril 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-préfet


Cécile LENGLET



PREFET DE L'HERAULT

DOSSIER COMMUNAL D'INFORMATION

**DES ACQUEREURS ET LOCATAIRES DE BIENS IMMOBILIERS
SUR LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES MAJEURS**

CLARET

Liste des risques naturels et technologiques auxquels la commune est exposée :

I) Risque sismique

Décret n°2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français

I) Risque sismique

Au regard du décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 votre commune est située en **zone de sismicité 2**. **Les structures et les travaux sur l'existant ou changement de destination de bâtiment sont soumis à l'obligation de mettre en œuvre des dispositifs constructifs spécifiques.**

Pour plus d'informations sur ces dispositions vous pouvez consulter « La nouvelle RÉGLEMENTATION PARASISMIQUE applicable aux bâtiments » sur le lien suivant :

http://www.planseisme.fr/IMG/pdf/plaquette_meddtl_dgaln_reglementation_parasismique.pdf

Nature et caractéristiques du risque :

Un séisme, ou tremblement de terre, résulte du mouvement brutal des terrains en profondeur, le plus souvent le long d'une cassure ou faille qui provoque des vibrations du sol.

La **magnitude** (mesurée sur l'échelle de Richter) caractérise la puissance d'un séisme et correspond à l'énergie libérée par le séisme. En fonction de son niveau, les vibrations peuvent durer quelques secondes à plus d'une minutes. Ces vibrations peuvent engendrer la chute d'objets ou affecter les bâtiments jusqu'à leur ruine.

L'intensité (échelle I à XII) permet de mesurer les effets d'un séisme sur les hommes, les constructions ou l'environnement. De manière générale elle diminue à mesure que l'on s'éloigne de l'origine du séisme (épicentre).

Dans l'Hérault depuis 1836, 22 séismes ont été **ressentis** (intensité maximale VI), mais depuis 1980, ce sont plus de 120 séismes, de magnitude faible (2 à 3 en moyenne), qui ont été **enregistrés** dans le département ou en proximité immédiate.

Historiquement l'intensité maximale ressentie dans le département est de niveau VI. Ce fut en particulier le cas :

- à Agde en 1909 et sur la commune de Capetang lors du séisme de Camplong d'Aude en 1950.
- dans au moins 30 communes lors du séisme de Lambesc (Provence) en 1909 (intensité VIII-IX épicentrale) .

Pour cette intensité, les effets correspondent à un fort ressenti humain et peuvent se traduire, pour le bâti, par des fissures dans les murs.

État des risques et pollutions

aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité, potentiel radon et sols pollués

Attention ! s'ils n'impliquent pas d'obligation ou d'interdiction réglementaire particulière, les aléas connus ou prévisibles qui peuvent être signalés dans les divers documents d'information préventive et concerner l'immeuble, ne sont pas mentionnés par cet état.

Cet état, à remplir par le vendeur ou le bailleur, est destiné à être en **annexe** d'un contrat de vente ou de location d'un immeuble.

Cet état est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral

N° du | | mis à jour le | |

Adresse de l'immeuble

Code postal ou Insee

Commune

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention des risques naturels (PPRN)

■ L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR N				¹ Oui	Non
prescrit	anticipé	approuvé	date		
¹ Si oui, les risques naturels pris en considération sont liés à :					
inondations		autres			
> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRN				² Oui	Non
² Si oui, les travaux prescrits ont été réalisés :				Oui	Non
■ L'immeuble est situé dans le périmètre d'un autre PPR N				¹ Oui	Non
prescrit	anticipé	approuvé	date		
¹ Si oui, les risques naturels pris en considération sont liés à :					
inondations		autres			
> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRN				² Oui	Non
² Si oui, les travaux prescrits ont été réalisés :				Oui	Non

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention des risques miniers (PPRM)

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR M				³ Oui	Non
prescrit	anticipé	approuvé	date		
³ Si oui, les risques miniers pris en considération sont liés à :					
mouvement de terrain		autres			
> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRM				⁴ Oui	Non
⁴ Si oui, les travaux prescrits ont été réalisés :				Oui	Non

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT)

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'étude d'un PPR T prescrit et non encore approuvé				⁵ Oui	Non
⁵ Si oui, les risques technologiques pris en considération dans l'arrêté de prescription sont liés à :				Oui	Non
effet toxique		effet thermique		effet de surpression	
> L'immeuble est situé dans le périmètre d'exposition aux risques d'un PPR T approuvé				⁵ Oui	Non
> L'immeuble est situé en secteur d'expropriation ou de délaissement				Oui	Non
> L'immeuble est situé en zone de prescription				Oui	Non
⁶ Si oui la transaction concerne un logement, les travaux prescrits ont été réalisés				Oui	Non
⁶ Si oui la transaction ne concerne pas un logement, l'information sur le type de risques auxquels l'immeuble est exposé ainsi que leur gravité, probabilité et cinétique, est jointe à l'acte de vente ou au contrat de location.				Oui	Non

Situation de l'immeuble au regard du zonage sismique réglementaire

> L'immeuble se situe dans une commune de sismicité classée en :

Zone 1 ☐
très faible

Zone 2 ☐
faible

Zone 3 ☐
modérée

Zone 4 ☐
moyenne

Zone 5 ☐
forte

Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire à potentiel radon

> L'immeuble se situe dans une commune à potentiel radon classée en niveau 3

Oui

Non

Information relative à la pollution des sols

> Le terrain est situé en secteur d'information sur les sols (SIS)

Oui

Non

Information relative aux sinistres indemnisés par l'assurance suite à une catastrophe N/M/T*

> L'information est mentionnée dans l'acte de vente

* catastrophe naturelle minière ou technologique

Oui

Non

Documents de référence permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte

Vendeur/bailleur

date/lieu

Acquéreur/locataire

Information sur les risques naturels, miniers ou technologiques, la sismicité, le potentiel radon, les pollutions de sols,
pour en savoir plus, consultez le site Internet :
www.georisques.gouv.fr

MAIRIE-03-VICHY (03310)
Vérification Acte de Naissance

Réponse

Date de traitement	2021-09-22T09:58:57.884+02:00
Référence réponse	45135560
Numéro d'acte	1190 (année : 1942)

ETAT CIVIL

Titulaire

Nom	GARRIGUES
Prénoms	Jean-Noël, Joseph
Sexe	Masculin
Date de naissance	21/12/1942
Ville de naissance	Vichy
Pays/Dépt	FRANCE - 003

Parent

Nom	GARRIGUES
Prénoms	Marc, Jean, Honoré
Sexe	Masculin
Date de naissance	01/02/1915
Ville de naissance	Montpellier
Pays/Dépt	034

Parent

Nom	BONAFÉ
Prénoms	Léone, Paule, Anna
Sexe	Féminin
Date de naissance	07/06/1914
Ville de naissance	Aniane
Pays/Dépt	034

Mentions

101	03/10/1974	Mariage	* * * Marié à Paris seizième arrondissement le 30 septembre 1974 avec Sylvie Monique Jeanne MARINDAZ. Mention apposée le 3 octobre 1974 par l'officier de l'état civil.
-----	------------	---------	---

Fin des données

45135560	2021-09-22T18:56:07.591+02:00	1632230129430_34017_03310_20584211
NOT	2021-09-22T15:15:29.430133+02:00	not
1001795 / Monsieur GARRIGUES Jean-Noël Joseph / Naissance	03310	
MAIRIE-03-VICHY		
03310_73795_22/09/2021 11:58:43	RP-0.5a	
ARPPR	1	45135560
VAN	00000	
Acte trouvé		
Pdfig 3.6.04 [(C) ANTS 2015]	3.6.04	
3.6.04	20210922115902	
847e450093995983778631331b0a31521fc2e4158767e2bcfd4ba0b7b698c0ea	f2423310deb91ad6f44f7459a119eef174c1aa40967fd1ec8a2094d15e18f10a	

Paris seizième arrondissement (75116)
Vérification Acte de Mariage

Réponse

Date de traitement	2021-09-29T09:39:37.798+02:00
Référence réponse	75116_45135595_0005511722
Numéro d'acte	1095 (année : 1974)

ACTE MARIAGE

Evènement

Date et Heure	30/09/1974 17h30
Lieu	
N° Voie / Voie	
Commune	Paris seizième arrondissement
Pays/Départ	France - 075

Contrat

Contrat (O/N)	0
Informations	Date du contrat de mariage : 12/09/1974 ; Lieu de résidence du notaire : Paris ; Nom du notaire : BONSERGENT ; Prénoms du notaire : pierre ;

Titulaire

Nom	GARRIGUES
Prénoms	Jean-Noël, Joseph
Date de Naissance	21/12/1942
Sexe	Masculin
Ville de Naissance	Vichy
Pays/Départ	France - 003
Informations profession/domicile	
Mode de dissolution de l'union antérieure (Décès/Divorce)	
Nom ex-conjoint	
Prénoms	

Parent

Nom	GARRIGUES
Prénoms	Marc, Jean, Honoré
Sexe	Masculin

Parent

Nom	BONAFÉ
Prénoms	Léone, Paule, Anna
Sexe	Féminin

Conjoint

Nom	MARINDAZ
Prénoms	Sylvie, Monique, Jeanne
Date de Naissance	22/06/1952
Sexe	Féminin
Ville de Naissance	Paris seizième arrondissement
Pays/Départ	France - 075
Informations profession/domicile	
Mode de dissolution de l'union antérieure (Décès/Divorce)	
Nom ex-conjoint	
Prénoms	

Parent

Nom	MARINDAZ
Prénoms	Charles, Henri, Paul
Sexe	Masculin

Parent

Nom	RENOUL
Prénoms	Jacqueline, Marcelle, Odette
Sexe	Féminin

Officier de l'état civil ayant célébré ou établi l'acte

Informations	NR
--------------	----

Mentions

Fin des données

45135595	2021-09-21T18:57:01.242+02:00	1632230159397_34017_75116_20584212
NOT	2021-09-21T15:15:59.397706+02:00	not
1001795 / Monsieur GARRIGUES Jean-Noël Joseph / Mariage	75116	
Paris seizième arrondissement		
75116_45135595_0005511722	RP.0.5a	
DIGPR	RP01	75116_45135595_0005511722
VAM	00000	
Acte trouvé		
Pdfig 3.6.04 [(C) ANTS 2015]	3.6.04	
3.6.04	20210929093937	
e47c75b17a51154d90ed443213ea035197e4fae5a0712bf8355a18989d790388	66c876b4a043f45e01d5954ac62ccab11570a334ab753d01cf34650cbff584bb	



N° de gestion 1989B00907

Extrait Kbis**EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS**

à jour au 4 octobre 2021

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	351 338 660 R.C.S. Montpellier
<i>Date d'immatriculation</i>	18/07/1989
<i>Dénomination ou raison sociale</i>	SAS HECTARE
<i>Forme juridique</i>	Société par actions simplifiée
<i>Capital social</i>	35 100 000,00 Euros
<i>Adresse du siège</i>	Rue du Romarin Bp 18 Clos des Chanterelles 34830 Clapiers
<i>Activités principales</i>	Lotisseur aménageur l'acquisition ou la réalisation d'ensembles immobiliers la location immobilière y de logements sociaux toutes opérations de promotions l'achat de terrains agricoles. Toutes réalisations à caractère immobilier ou agricole le financement la recherche de crédits toutes opérations d'emprunt nécessaires aux activités immobilières marchand de biens. Négociation mise en viabilité de tous biens immobiliers. Assistance administrative secrétariat conseil gestion de toutes sociétés intervenant dans l'immobilier. Acquisition prise de participation prise ou mise en gérance de tous fonds de commerce de nature similaire ou connexe, concession franchisation, prise, achat, mise en valeur, exploitation et vente de tous brevets français et étrangers certificats d'addition et brevets de perfectionnement, méthodes procédés inventions marques de fabrique moyens de fabrication se rattachant directement ou indirectement à l'activité, concession de toutes licences totales ou partielles desdits brevets. Participation de la société par tous moyens à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher à l'objet social par voie de création de sociétés nouvelles d'apport commandite souscription rachat de titres ou droits sociaux fusion alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance.
<i>Durée de la personne morale</i>	Jusqu'au 17/07/2088
<i>Date de clôture de l'exercice social</i>	31 décembre

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTRÔLE, ASSOCIÉS OU MEMBRES**Président**

<i>Nom, prénoms</i>	PORTALES Guilhem, Charles Octave
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 03/05/1981 à Montpellier (34)
<i>Nationalité</i>	Française
<i>Domicile personnel</i>	15 Rue des Cistes 34740 Vendargues

Directeur général

<i>Nom, prénoms</i>	PORTALES Robin, Max, Ghislain
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 31/03/1989 à Montpellier (34)
<i>Nationalité</i>	Française
<i>Domicile personnel</i>	157 Impasse Le Clairval 34730 Prades-le-Lez

Directeur général

<i>Nom, prénoms</i>	PORTALES Laury, Georgette, Simone
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 17/01/1980 à Montpellier (34)
<i>Nationalité</i>	Française
<i>Domicile personnel</i>	124 Chemin des Térébinthes 34830 Clapiers

Directeur général

<i>Nom, prénoms</i>	PORTALES Anne, Nelly, Renée
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 15/05/1983 à Montpellier (34)

Greffé du Tribunal de Commerce de Montpellier9 RUE DE TARRAGONE
34070 MONTPELLIER

N° de gestion 1989B00907

Nationalité	Française
Domicile personnel	130 Chemin des Térébinthes 34830 Clapiers

Directeur général

Dénomination	SAS HECTARE HOLDING
Forme juridique	Société par actions simplifiée
Adresse	251 Rue du Romarin Clos des Chanterelles 34830 Clapiers
Immatriculation au RCS, numéro	449 609 791 RCS Montpellier

Commissaire aux comptes titulaire

Nom, prénoms	GOGUET Pierre
Nationalité	Française
Domicile personnel ou adresse professionnelle	251 Avenue de la Marne 33700 Mérignac

Commissaire aux comptes suppléant

Nom, prénoms	LAFARGUE Philippe
Date et lieu de naissance	Le 16/08/1972 à Mont-de-Marsan (40)
Nationalité	Française
Domicile personnel ou adresse professionnelle	58 Rés Gischia Rue des Pyrénées 40100 Dax

SOCIETE RESULTANT D'UNE FUSION OU D'UNE SCISSION

- Mention n° 29246 du 05/11/2020	Opération de fusion à compter du 30/09/2020. Société(s) ayant participé(s) à l'opération : TERRAINS SUD DE FRANCE, Société à responsabilité limitée, bp 30020 75 Rue les Portes Domitiennes 34741 Vendargues Cedex (RCS Montpellier 398 465 369), GPIM Société à responsabilité limitée, bp 30020 75 Rue les Portes Domitiennes 34741 Vendargues Cedex (RCS Montpellier 398 550 723), OCCITANIE TERRAINS Société à responsabilité limitée, bp 30020 75 Rue les Portes Domitiennes 34741 Vendargues Cedex (RCS Montpellier 824 795 918), SUD COMMERCIALISATION TERRAINS Société à responsabilité limitée, bp 30020 75 Rue les Portes Domitiennes 34741 Vendargues Cedex (RCS Montpellier 384 728 309), VIA TERRE Société à responsabilité limitée, bp 30020 75 Rue les Portes Domitiennes 34741 Vendargues Cedex (RCS Montpellier 384 770 756)
----------------------------------	---

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

Adresse de l'établissement	75 Zone Industrielle les Portes Domitiennes Bp 30020 34741 Vendargues Cedex
Nom commercial	HECTARE
Activité(s) exercée(s)	Lotisseur aménageur l'acquisition ou la réalisation d'ensembles immobiliers la location immobilière y de logements sociaux toutes opérations de promotions l'achat de terrains agricoles. Toutes réalisations à caractère immobilier ou agricole le financement la recherche de crédits toutes opérations d'emprunt nécessaires aux activités immobilières marchand de biens. Négociation mise en viabilité de tous biens immobiliers. Assistance administrative secrétariat conseil gestion de toutes sociétés intervenant dans l'immobilier. Acquisition prise de participation prise ou mise en gérance de tous fonds de commerce de nature similaire ou connexe, concession franchisation, prise, achat, mise en valeur, exploitation et vente de tous brevets français et étrangers certificats d'addition et brevets de perfectionnement, méthodes procédés inventions marques de fabrique moyens de fabrication se rattachant directement ou indirectement à l'activité, concession de toutes licences totales ou partielles desdits brevets. Participation de la société par tous moyens à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher à l'objet social par voie de création de sociétés nouvelles d'apport commandite souscription rachat de titres ou droits sociaux fusion alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance.
Date de commencement d'activité	01/07/1989

Greffé du Tribunal de Commerce de Montpellier

9 RUE DE TARRAGONE
34070 MONTPELLIER

N° de gestion 1989B00907

<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Achat
<i>Précédent propriétaire</i>	
<i>Nom, prénoms</i>	PORTALES Max Jean-Louis
<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	332 140 763
<i>Nom du journal d'annonces légales</i>	Hérault judiciaire & commercial
<i>Date de parution</i>	05/04/2001
<i>Mode d'exploitation</i>	Exploitation directe

IMMATRICULATIONS HORS RESSORT

R.C.S. Carcassonne
R.C.S. Narbonne
R.C.S. Aix-en-Provence
R.C.S. Nîmes
R.C.S. Toulouse
R.C.S. Perpignan

Le Greffier



FIN DE L'EXTRAIT

**BODACC.fr**

Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

[Consulter les annonces](#)[Baromètre BODACC](#)[Accueil](#) > [Consultation des annonces commerciales](#) > Résultats de recherche, page 1

Consultation des annonces commerciales

Résultats de recherche

Renseignez vos critères de recherche et affinez par catégorie d'annonce, date ou référence de publication, secteur géographique. Bodacc.fr publie les actes enregistrés au [RCS](#) depuis le 1^{er} janvier 2008.

Créer une alerte ou enregistrer ses critères de recherche

Lancez votre recherche et cliquez sur le lien [Enregistrer vos critères ou créer une alerte](#) proposé sur la page de résultats. Créez jusqu'à 10 alertes et enregistrez un nombre illimité de recherches.

Témoin de publication unitaire

Les annonces sont accompagnées d'un **témoin de publication unitaire** depuis le 15 novembre 2016 pour le *Bodacc A*, le 11 octobre 2016 pour le *Bodacc B* et le 23 février 2016 pour le *Bodacc C*. Ce témoin de publication est téléchargeable au format PDF.

Pour en savoir plus, consultez la page [Mieux connaître le Bodacc](#).

Critères sélectionnés

Nombre d'annonces trouvées : 0

[Enregistrer vos critères ou créer une alerte](#)

Mots clés



RCS ou RM



Dénomination : GARRIGUES Jean-Noël



Catégorie d'annonce



Catégorie d'annonce : Toutes les catégories ▼

Type d'annonce : Tous les types ▼

Date de publication au Bodacc



Après le

Avant le

Référence de publication



Édition du bulletin : Toutes les éditions ▼

N° du bulletin

N° de l'annonce

Département de dépôt de la formalité

Tous les départements

Ain (01)

Aisne (02)

Allier (03)

Alpes-de-Haute-Provence (04) ▼

[Effacer le formulaire](#)[Lancer la recherche](#)

Les derniers bulletins publiés



Bodacc A
21 juin 2019



Bodacc B
21 juin 2019



Bodacc C
20 juin 2019

[Contact](#)

[Missions](#)

[Mentions légales](#)

[Aide](#)

[Plan du site](#)

[Accessibilité](#)

[Réutilisation des données](#)



Consultation des annonces de rétablissement personnel

Résultats de recherche

Pour rechercher une annonce de rétablissement personnel, renseignez obligatoirement le champ **Département de résidence**.

Les champs **Nom**, **Prénom** et **Date de naissance** sont facultatifs.

Les annonces de rétablissement personnel sont diffusées 2 mois et 1 jour pour les avis sans liquidation judiciaire, 6 mois et 1 jour pour les avis avec liquidation judiciaire.

Les annonces sont accompagnées d'un **témoignage de publication unitaire** téléchargeable au format PDF.

Critères sélectionnés

* Champs obligatoires.

Nom de la personne : GARRIGUES



Prénom de la personne : Jean-Noel



Date de naissance : 21/12/1942

ou Année de naissance :



Département de résidence : 34



Captcha, veuillez indiquer le résultat de cette opération



[Effacer le formulaire](#)

[Lancer la recherche](#)

Nombre d'annonces trouvées : 0

Aucune annonce ne correspond à votre requête.

Les derniers bulletins publiés



Bodacc A
21 juin 2019



Bodacc B
21 juin 2019



Bodacc C
20 juin 2019

**BODACC.fr**

Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

[Consulter les annonces](#)[Baromètre BODACC](#)[Accueil](#) > [Consultation des annonces commerciales](#) > Résultats de recherche, page 1

Consultation des annonces commerciales

Résultats de recherche

Renseignez vos critères de recherche et affinez par catégorie d'annonce, date ou référence de publication, secteur géographique. Bodacc.fr publie les actes enregistrés au **RCS** depuis le 1^{er} janvier 2008.

Créer une alerte ou enregistrer ses critères de recherche

Lancez votre recherche et cliquez sur le lien [Enregistrer vos critères ou créer une alerte](#) proposé sur la page de résultats. Créez jusqu'à 10 alertes et enregistrez un nombre illimité de recherches.

Témoin de publication unitaire

Les annonces sont accompagnées d'un **témoin de publication unitaire** depuis le 15 novembre 2016 pour le Bodacc A, le 11 octobre 2016 pour le Bodacc B et le 23 février 2016 pour le Bodacc C. Ce témoin de publication est téléchargeable au format PDF.

Pour en savoir plus, consultez la page [Meux connaître le Bodacc](#)

Critères sélectionnés	Nombre d'annonces trouvées : 24	Pages: 1 2 3 > >>
Enregistrer vos critères ou créer une alerte Mots clés RCS ou RM Dénomination: SAS HECTARE Catégorie d'annonce Catégorie d'annonce: Toutes les catégories ▼ Type d'annonce: Tous les types ▼ Date de publication au Bodacc Après le Avant le Référence de publication Édition du bulletin: Toutes les éditions ▼ N° du bulletin N° de l'annonce Département de dépôt de la formalité Tous les départements Ain (01) Aisne (02) Allier (03) Alpes-de-Haute-Provence (04) ▼ Effacer le formulaire Lancer la recherche	Date de publication : 19/04/2018 Announces publiées au Bodacc Dénomination sociale : SAS HECTARE n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier Catégorie d'annonce : Modifications Département : 34 Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER Références de publication : BODACC B n°20180076 du 19/04/2018, annonce n°1116 > Voir l'annonce n°1116 du Bodacc B n°20180076 23/12/2017 Dénomination sociale : SAS HECTARE n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier Catégorie d'annonce : Dépôt des comptes Département : 34 Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER Références de publication : BODACC C n°20170125 du 23/12/2017, annonce n°4443 > Voir l'annonce n°4443 du Bodacc C n°20170125 23/12/2017 Dénomination sociale : SAS HECTARE n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier Catégorie d'annonce : Dépôt des comptes Département : 34 Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER Références de publication : BODACC C n°20170125 du 23/12/2017, annonce n°4442 > Voir l'annonce n°4442 du Bodacc C n°20170125 26/08/2016 Dénomination sociale : SAS HECTARE n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier Catégorie d'annonce : Modifications Département : 34 Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER Références de publication :	



Bodacc A
21 juin 2019



Bodacc B
21 juin 2019



Bodacc C
20 juin 2019

BODACC B n°20160167 du 26/08/2016, annonce n°887

> [Voir l'annonce n°887 du Bodacc B n°20160167](#)

26/08/2016 Dénomination sociale : SAS HECTARE HOLDING
n°RCS : 449 609 791 RCS Montpellier
Catégorie d'annonce : Modifications
Département : 34
Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER
Références de publication : BODACC B n°20160167 du 26/08/2016, annonce n°872

> [Voir l'annonce n°872 du Bodacc B n°20160167](#)

27/01/2015 Dénomination sociale : SAS HECTARE
n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier
Catégorie d'annonce : Modifications
Département : 34
Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER
Références de publication : BODACC B n°20150018 du 27/01/2015, annonce n°949

> [Voir l'annonce n°949 du Bodacc B n°20150018](#)

27/01/2015 Dénomination sociale : SAS HECTARE HOLDING
n°RCS : 449 609 791 RCS Montpellier
Catégorie d'annonce : Modifications
Département : 34
Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER
Références de publication : BODACC B n°20150018 du 27/01/2015, annonce n°910

> [Voir l'annonce n°910 du Bodacc B n°20150018](#)

26/07/2013 Dénomination sociale : SAS HECTARE
n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier
Catégorie d'annonce : Dépôt des comptes
Département : 34
Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER
Références de publication : BODACC C n°20130043 du 26/07/2013, annonce n°3464

> [Voir l'annonce n°3464 du Bodacc C n°20130043](#)

18/02/2013 Dénomination sociale : SAS HECTARE HOLDING
n°RCS : 449 609 791 RCS Montpellier
Catégorie d'annonce : Dépôt des comptes
Département : 34
Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER
Références de publication : BODACC C n°20130009 du 18/02/2013, annonce n°2803

> [Voir l'annonce n°2803 du Bodacc C n°20130009](#)

30/04/2012 Dénomination sociale : SAS HECTARE
n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier
Catégorie d'annonce : Dépôt des comptes
Département : 34
Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER
Références de publication : BODACC C n°20120024 du 30/04/2012, annonce n°1006

> [Voir l'annonce n°1006 du Bodacc C n°20120024](#)

Consultation des annonces commerciales

Résultats de recherche

Renseignez vos critères de recherche et affinez par catégorie d'annonce, date ou référence de publication, secteur géographique. Bodacc.fr publie les actes enregistrés au **RCS** depuis le 1^{er} janvier 2008.

Créer une alerte ou enregistrer ses critères de recherche

Lancez votre recherche et cliquez sur le lien [Enregistrer vos critères ou créer une alerte](#) proposé sur la page de résultats. Créez jusqu'à 10 alertes et enregistrez un nombre illimité de recherches.

Témoin de publication unitaire

Les annonces sont accompagnées d'un **témoin de publication unitaire** depuis le 15 novembre 2016 pour le Bodacc A, le 11 octobre 2016 pour le Bodacc B et le 23 février 2015 pour le Bodacc C. Ce témoin de publication est téléchargeable au format PDF.

Pour en savoir plus, consultez la page [Mieux connaître le Bodacc](#)

Critères sélectionnés	Nombre d'annonces trouvées : 24	Pages : << < 1 2 3 4 >> >>>
 Enregistrer vos critères ou créer une alerte		
Mots clés : ?		
RCS ou RM : ?		
Dénomination : SAS HECTARE ?		
Catégorie d'annonce : ?		
Catégorie d'annonce : Toutes les catégories ▼		
Type d'annonce : Tous les types ▼		
Date de publication au Bodacc : ?		
Après le : Avant le :		
Référence de publication : ?		
Édition du bulletin : Toutes les éditions ▼		
N° du bulletin : N° de l'annonce :		
Département de dépôt de la formalité :		
Tous les départements Ain (01) Aisne (02) Allier (03) Alpes-de-Haute-Provence (04) ▼		
Effacer le formulaire	Lancer la recherche	
Date de publication ◆ Annonces publiées au Bodacc		
22/02/2012 Dénomination sociale : SAS HECTARE n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier Catégorie d'annonce : Modifications Département : 34 Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER Références de publication : BODACC B n°20120037 du 22/02/2012, annonce n°972 > Voir l'annonce n°972 du Bodacc B n°20120037		
31/01/2012 Dénomination sociale : SAS HECTARE HOLDING n°RCS : 449 609 791 RCS Montpellier Catégorie d'annonce : Dépôt des comptes Département : 34 Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER Références de publication : BODACC C n°20120008 du 31/01/2012, annonce n°4021 > Voir l'annonce n°4021 du Bodacc C n°20120008		
20/12/2011 Dénomination sociale : SAS HECTARE n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier Catégorie d'annonce : Dépôt des comptes Département : 34 Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER Références de publication : BODACC C n°20110091 du 20/12/2011, annonce n°4087 > Voir l'annonce n°4087 du Bodacc C n°20110091		
06/04/2011 Dénomination sociale : SAS HECTARE n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier Catégorie d'annonce : Modifications Département : 34 Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER Références de publication :		

 **Bodacc A**
21 Jan 2019

 **Bodacc B**
21 Jan 2019

 **Bodacc C**
22 Jan 2019

BODACC B n°20110068 du 06/04/2011, annonce n°914

> [Voir l'annonce n°914 du Bodacc B n°20110068](#)

19/04/2010 Dénomination sociale : SAS HECTARE
n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier
Catégorie d'annonce : Dépôt des comptes
Département : 34
Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER
Références de publication : BODACC C n°20100022 du 19/04/2010, annonce n°3409

> [Voir l'annonce n°3409 du Bodacc C n°20100022](#)

26/03/2010 Dénomination sociale : SAS HECTARE
n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier
Catégorie d'annonce : Modifications
Département : 34
Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER
Références de publication : BODACC B n°20100060 du 26/03/2010, annonce n°1608

> [Voir l'annonce n°1608 du Bodacc B n°20100060](#)

18/12/2009 Dénomination sociale : SAS HECTARE HOLDING
n°RCS : 449 609 791 RCS Montpellier
Catégorie d'annonce : Modifications
Département : 34
Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER
Références de publication : BODACC B n°20090244 du 18/12/2009, annonce n°957

> [Voir l'annonce n°957 du Bodacc B n°20090244](#)

18/11/2009 Dénomination sociale : SAS HECTARE HOLDING
n°RCS : 449 609 791 RCS Montpellier
Catégorie d'annonce : Dépôt des comptes
Département : 34
Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER
Références de publication : BODACC C n°20090086 du 18/11/2009, annonce n°3265

> [Voir l'annonce n°3265 du Bodacc C n°20090086](#)

12/08/2009 Dénomination sociale : SAS HECTARE
n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier
Catégorie d'annonce : Modifications
Département : 34
Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER
Références de publication : BODACC B n°20090153 du 12/08/2009, annonce n°1095

> [Voir l'annonce n°1095 du Bodacc B n°20090153](#)

03/03/2009 Dénomination sociale : SAS HECTARE
n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier
Catégorie d'annonce : Dépôt des comptes
Département : 34
Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER
Références de publication : BODACC C n°20090018 du 03/03/2009, annonce n°3239

> [Voir l'annonce n°3239 du Bodacc C n°20090018](#)



Consultation des annonces commerciales

Résultats de recherche

Renseignez vos critères de recherche et affinez par catégorie d'annonce, date ou référence de publication, secteur géographique. Bodacc.fr publie les actes enregistrés au [RCS](#) depuis le 1^{er} janvier 2008.

Créer une alerte ou enregistrer ses critères de recherche

Lancez votre recherche et cliquez sur le lien [Enregistrer vos critères ou créer une alerte](#) proposé sur la page de résultats. Créez jusqu'à 10 alertes et enregistrez un nombre illimité de recherches.

Témoin de publication unitaire

Les annonces sont accompagnées d'un témoin de publication unitaire depuis le 15 novembre 2016 pour le Bodacc A, le 11 octobre 2016 pour le Bodacc B et le 23 février 2016 pour le Bodacc C. Ce témoin de publication est téléchargeable au format PDF.

Pour en savoir plus, consultez la page [Mieux connaître le Bodacc](#).

Critères sélectionnés

Nombre d'annonces trouvées : 24

Pages : << < 1 2 3 > >>

[Enregistrer vos critères ou créer une alerte](#)

Mots clés

RCS ou RM

Dénomination SAS HECTARE

Catégorie d'annonce

Catégorie d'annonce Toutes les catégories

Type d'annonce Tous les types

Date de publication au Bodacc

Après le

Avant le

Référence de publication

Édition du bulletin Toutes les éditions

N° du bulletin

N° de l'annonce

Département de dépôt de la formalité

Tous les départements

Ain (01)

Aisne (02)

Allier (03)

Alpes-de-Haute-Provence (04)

[Effacer le formulaire](#)[Lancer la recherche](#)

Date de publication • Annonces publiées au Bodacc

20/02/2009

Dénomination sociale : SAS HECTARE

n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier

Catégorie d'annonce : Modifications

Département : 34

Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER

Références de publication : BODACC B n°20090036 du 20/02/2009, annonce n°1262

> [Voir l'annonce n°1262 du Bodacc B n°20090036](#)

10/08/2008

Dénomination sociale : SAS HECTARE HOLDING

n°RCS : 449 609 791 RCS Montpellier

Catégorie d'annonce : Dépôt des comptes

Département : 34

Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER

Références de publication : BODACC C n°20080053 du 10/08/2008, annonce n°4494

> [Voir l'annonce n°4494 du Bodacc C n°20080053](#)

07/03/2008

Dénomination sociale : SAS HECTARE

n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier

Catégorie d'annonce : Dépôt des comptes

Département : 34

Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER

Références de publication : BODACC C n°20080010 du 07/03/2008, annonce n°4568

> [Voir l'annonce n°4568 du Bodacc C n°20080010](#)

05/03/2008

Dénomination sociale : SAS HECTARE

n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier

Catégorie d'annonce : Modifications

Département : 34

Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER

Références de publication :

Les derniers bulletins publiés



Bodacc A
21 juin 2019



Bodacc B
21 juin 2019



Bodacc C
20 juin 2019

BODACC B n°20080040 du 05/03/2008, annonce n°2440

> [Voir l'annonce n°2440 du Bodacc B n°20080040](#)

Pages : << < 1 2 3

[Contact](#)

[Missions](#)

[Mentions légales](#)

[Aide](#)

[Plan du site](#)

[Accessibilité](#)

[Réutilisation des données](#)

[Se connecter](#)**BODACC.fr**

Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

[Consulter les annonces](#)[Baromètre BODACC](#)[Accueil](#) > [Consultation des annonces commerciales](#) > [Résultats de recherche](#) > Annonce n°2440 du Bodacc B n°20080040 publié le 05/03/2008

Consultation des annonces commerciales

Résultat de recherche

[Retour vers la liste de résultats](#)

Modifications et mutations diverses

Bodacc B n°20080040 publié le 05/03/2008

Annonce n°2440

n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier

Dénomination : SAS HECTARE

Forme : Société par actions simplifiée

Capital : 1 700 000 EUR

Administration : Président : PORTALES Max, Directeur général : PORTALES Ghislain (délé), AMBERT Directeur général délégué, PORTALLS Laury Georgette

Simone, Directeur général délégué : PORTALES Guilhem Charles Octave, Directeur général délégué : PORTALES Anne Nelly Renée, Directeur général délégué,

PORTALES robin max ghislain, Commissaire aux comptes titulaire : JONAS Jean-Claude, Commissaire aux comptes suppléant : GOGUET Pierre,

Commentaires : Modification survenue sur l'administration, le capital

[Téléchargez le témoin de publication](#)[Voir la fiche de renseignement sur l'entreprise 'SAS HECTARE' au Registre du commerce sur le site Infogreffe.](#)[Contact](#)[Missions](#)[Mentions légales](#)[Aide](#)[Plan du site](#)[Accessibilité](#)[Réutilisation des données](#)

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES

ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DES JOURNAUX OFFICIELS
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.journal-officiel.gouv.fr



Standard.....	01-40-58-75-00
Annonces.....	01-40-58-77-56
Renseignements documentaires.....	01-40-58-79-79
Abonnements.....	01-40-58-79-20
	(8 h 30 à 12 h 30)
Télécopie.....	01-40-58-77-57

BODACC "B"

Modifications diverses - Radiations

Avis aux lecteurs

Les autres catégories d'insertions sont publiées
dans deux autres éditions séparées selon la répartition suivante

Ventes et cessions	}	BODACC "A"
Créations d'établissements		
Procédures collectives		
Procédures de rétablissement personnel		
Avis relatifs aux successions		
Avis de dépôt des comptes des sociétés		BODACC "C"

Avis aux annonceurs

Toute insertion incomplète, non conforme aux textes en vigueur ou bien illisible sera rejetée

Banque de données BODACC servie par les sociétés :

BIL, EDD, Experian, Optima, ORT, Groupe Sévigné-Payelle, Télésystème-Questel,
Tessi Informatique, Jurismedia et Pouey International.

Conformément à l'article 4 de l'arrêté du 17 mai 1984 relatif à la constitution et à la commercialisation d'une banque de données télématique des informations contenues dans le BODACC, le droit d'accès prévu par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la Direction des journaux officiels.

Le numéro : 2,20 €

Abonnement. – Un an (arrêté du 28 décembre 2007 publié au Journal officiel le 30 décembre 2007) :

France : 334,20 €. Pour l'expédition par voie aérienne (outre-mer) ou pour l'étranger :

paiement d'un supplément modulé selon la zone de destination, tarif sur demande

Tout paiement à la commande facilitera son exécution

2424 - ● 440 034 148 RCS Montpellier. **POINTE DU BOUT**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: 867 allée des Goelands Res Port Gregau 34280 La Grande Motte. *Commentaires*: Transfert du siège social.

2425 - ● 312 162 704 RCS Montpellier. **SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE LE VIDOURLE**. *Forme*: Société civile particulière. *Administration*: Gérant statutaire: BRUNEL Didier. Gérant statutaire: BRUNEL Yvon Pierre. *Adresse du siège social*: 127 rue Pierre et Marie Curie 34000 Lunel. *Commentaires*: Modification survenue sur l'administration et transfert du siège social.

2426 - ● 498 445 501 RCS Montpellier. **SCI DE LA CHAPELLE**. *Forme*: Société civile. *Activité*: la location des immeubles construits et leur mise à disposition au profit des associés. *Commentaires*: Modification survenue sur l'activité.

2427 - ● 432 882 207 RCS Montpellier. **GROUPE EUROPE GEIE**. *Forme*: Groupement européen d'intérêt économique. *Administration*: Gérant: FRAYSSINET Christian Eugène Marie Louis. Contrôleur de gestion et des comptes: EYSSELINCK Hans. Membre: EUROPA STUDENT (). Membre: EUROPE ETUDIANT (). *Commentaires*: Modification survenue sur l'administration.

2428 - ● 484 968 086 RCS Montpellier. **SCP GRANDJEAN**. *Forme*: Société civile professionnelle. *Adresse du siège social*: 300 rue Léon Blum Imm le Thélème 34965 Montpellier. *Commentaires*: Transfert du siège social.

2429 - ● 347 898 207 RCS Montpellier. **OCIMMO**. *Forme*: Société par actions simplifiée. *Capital*: 1417215 euros. *Nature commerciale*: URBANIA MONTPELLIER. *Commentaires*: Modification survenue sur la dénomination, le nom commercial et Fusion - L236-1 à compter du 31/12/2007. Personnels morales ayant participé à l'opération.

2430 - ● 389 719 428 RCS Montpellier. **THERMI-D'OC**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Administration*: Gérant non statutaire: COSTE Lydie Marie-Elisabeth. *Commentaires*: Dissolution de la société.

2431 - ● 489 100 578 RCS Montpellier. **PRO HABITAT**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Administration*: Co-gérant non statutaire: BOUAZZAOUI Aziz. Co-gérant non statutaire: BOUAZZAOUI Kalide. *Commentaires*: Dissolution de la société.

2432 - ● 431 450 618 RCS Montpellier. **APTEC MULTIMEDIA**. *Forme*: Société par actions simplifiée. *Commentaires*: Dissolution de la société suite à réunion de toutes les parts ou actions en une seule main.

2433 - ● 491 843 579 RCS Montpellier. **ADIANU5**. *Forme*: Société par actions simplifiée. *Activité*: Conseil conception et maîtrise d'ouvrage en matière immobilière. Promotion immobilière. l'activité de marchand de biens. *Commentaires*: Modification survenue sur l'activité.

2434 - ● 479 385 429 RCS Montpellier. **MEDIAPOD**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Capital*: 15400 euros. *Commentaires*: Modification survenue sur le capital.

2435 - ● 430 480 996 RCS Montpellier. **PROMOTION COMMERCIALE EN INVESTISSEMENT**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: 181 avenue saint charles 34000 Montpellier. *Adresse de l'établissement principal*: 181 avenue saint charles 34000 Montpellier. *Commentaires*: Transfert de l'établissement principal, transfert du siège social.

2436 - ● 397 616 590 RCS Montpellier. **ALLIANCE DELTA**. *Forme*: Société à responsabilité limitée à associé unique. *Administration*: Gérant statutaire: PARODI Philippe Jean-Baptiste. *Commentaires*: Dissolution de la société.

2437 - ● 452 893 910 RCS Montpellier. **J.N.C.S. UNFRASTRUCTURE ET NOEUDS DE COMMUNICATION POUR LA SECURITE**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Capital*: 8500 euros. *Commentaires*: Modification survenue sur le capital.

2438 - ● 484 138 136 RCS Montpellier. **JB SUD**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Administration*: Gérant non statutaire: MURATET Bernard François Jean René. *Commentaires*: Modification survenue sur l'administration.

2439 - ● 484 856 620 RCS Montpellier. **ATREL**. *Forme*: Société par actions simplifiée. *Adresse du siège social*: 745 avenue de la République de Montferland 34270 Saint-Mathieu-de-Treviers. *Commentaires*: Transfert du siège social.

2440 - ● 351 338 660 RCS Montpellier. **SAS HECTARE**. *Forme*: Société par actions simplifiée. *Capital*: 17000000 euros. *Administration*: Président: PORTALES Max. Directeur général: PORTALES Ghislaine née) LAMBERT. Directeur général délégué: PORTALES Laury Georgette Simone. Directeur général délégué: PORTALES Guilhem Charles Octave. Directeur général délégué: PORTALES Anne Nelly Renée. Directeur général délégué: PORTALES robin max ghislain. Commissaire aux comptes titulaire: JONAS Jean-Claude. Commissaire aux comptes suppléant: GOGUET Pierre. *Commentaires*: Modification survenue sur l'administration, le capital.

2441 - ● 408 967 420 RCS Montpellier. **AZIMUTS**. *Forme*: Société à responsabilité limitée à associé unique. *Adresse de l'établissement principal*: 13 - 15 rue saint guilhem 34000 Montpellier. *Commentaires*: Transfert de l'établissement principal.

2442 - ● 489 054 148 RCS Montpellier. **B.G FINANCE**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Administration*: Gérant non statutaire: GELY Stéphane Charly Marc. *Activité*: Acquisition propriété gestion vente de toutes valeurs mobilières et de tous biens meubles ou immeubles en vue de réaliser des placements financiers Les opérations relatives aux prises de participations dans des sociétés industrielles ou immobilières de personnes ou de capitaux civils ou commerciales Les études techniques ou financières préalables ou concomitantes à ces opérations L'assistance technique commerciale de direction et les apports financiers aux sociétés ou institutions apparentées ou dépendantes juridiquement Les prestations administratives l'ingénierie financière la représentation commerciale La centralisation de marchés par prises de commandes auprès de donneurs d'ordres pour une réalisation de ces marchés par sous-traitance au profit de sociétés ou institutions apparentées ou dépendantes juridiquement L'achat la vente la location la mise à disposition sous toutes ses formes de tous moyens techniques et logistiques. *Commentaires*: Modification survenue sur l'activité, l'administration, la forme juridique.

2443 - ● 493 314 942 RCS Montpellier. **HUGO**. *Forme*: Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée. *Administration*: Gérant non statutaire: JULLIEN Jean-Paul. Gérant non statutaire: JULLIEN guillaume. *Commentaires*: Modification survenue sur l'administration.

2444 - ● 434 039 665 RCS Montpellier. **DIADOM**. *Forme*: Société anonyme. *Capital*: 202138 euros. *Commentaires*: Modification survenue sur le capital.

2445 - ● 434 039 665 RCS Montpellier. **DIADOM**. *Forme*: Société anonyme. *Capital*: 189607 euros. *Commentaires*: Modification survenue sur le capital.

2446 - ● 390 469 583 RCS Montpellier. **SARL STE D'EXPLOITATION DES ETS AZAIS**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Administration*: Gérant non statutaire: AZAIS Jean-Paul. *Commentaires*: Dissolution de la société.

2447 - ● 390 295 061 RCS Montpellier. **VIBER**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Administration*: Gérant non statutaire: ABOU Samuel Elie. *Commentaires*: Modification survenue sur l'administration.

2448 - ● 398 930 412 RCS Montpellier. **PROFIL**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Administration*: Gérant statutaire: RAZI-GADE Cathy Isabelle. *Commentaires*: Dissolution de la société.

2449 - ● 418 749 958 RCS Montpellier. **SCI COTTET-MOINE**. *Forme*: Société civile immobilière. *Administration*: Gérant statutaire: COTTET-MOINE Jean-Claude René. Gérant statutaire: COLOMBEAU Chrystelle Brigitte née) COTTET-MOINE. *Adresse du siège social*: 455 rue Alfred Sauvy Zone d'Activités Commerciales de l'Aéroport Imm le Lancaster 34470 Pérols. *Commentaires*: Modification survenue sur l'administration et transfert du siège social.

2450 - ● 499 163 715 RCS Montpellier. **INTEGRAL TRANSPORT RAZZAK**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Capital*: 19000 euros. *Commentaires*: Modification survenue sur le capital.

2451 - ● 490 493 301 RCS Montpellier. **ESPRIT D'AILLEURS**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Administration*: Gérant non statutaire: TECHER franck guy. *Commentaires*: Modification survenue sur l'administration.

2452 - ● 341 859 817 RCS Montpellier. **SCP DE CHIRURGIENS DENTISTES PESSAYRE - DESCLOS DE LA FONCHAIS**. *Forme*: Société civile professionnelle. *Administration*: Gérant associé: PESSAYRE Françoise Hélène. Gérant associé: DESCLOS DE LA FON-

[Se connecter](#)**BODACC.fr**

REPUBLIQUE FRANÇAISE - Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

[Consulter les annonces](#)[Baromètre BODACC](#)[Accueil](#) > [Consultation des annonces commerciales](#) > [Résultats de recherche](#) > Annonce n°4568 du Bodacc C n°20080010 publié le 07/03/2008

Consultation des annonces commerciales

Résultat de recherche

[Retour vers la liste de résultats](#)

Avis de dépôts des comptes des sociétés

Bodacc C n°20080010 publié le 07/03/2008

Annonce n° 4568

n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier

Dénomination sociale : SAS HECTARE

Forme : Société par actions simplifiée

Adresse du siège social : Clos des Chantarelles rue du Romarin BP 18, 34830 Clapiers

Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31/08/2007

[Téléchargez le témoin de publication](#)[Voir la fiche de renseignements](#) sur l'entreprise 'SAS HECTARE' au Registre du commerce sur le site [Infogreffe](#) [Contact](#)[Missions](#)[Mentions légales](#)[Aide](#)[Plan du site](#)[Accessibilité](#)[Réutilisation des données](#)

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES

ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES

ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DES JOURNAUX OFFICIELS
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.journal-officiel.gouv.fr



Standard.....	01-40-58-75-00
Annonces.....	01-40-58-77-56
Renseignements documentaires.....	01-40-58-79-79
Abonnements.....	01-40-58-79-20
	(8 h 30 à 12 h 30)
Télécopie.....	01-40-58-77-57

BODACC "C"

Avis de dépôts des comptes des sociétés

Avis aux lecteurs

Les autres catégories d'insertions sont publiées
dans deux autres éditions séparées selon la répartition suivante

Ventes et cessions	}	BODACC "A"
Créations d'établissements		
Procédures collectives		
Procédures de rétablissement personnel		
Avis relatifs aux successions		
Modifications diverses	}	BODACC "B"
Radiations		

Avis aux annonceurs

Toute insertion incomplète, non conforme aux textes en vigueur ou bien illisible sera rejetée

Banque de données BODACC servie par les sociétés :

BIL, Européenne de données, Experian, Optima, ORT, Groupe Sévigné-Payelle, Télésystème-Questel,
Tessi Informatique, Jurismedia et Pouey International.

Conformément à l'article 4 de l'arrêté du 17 mai 1984 relatif à la constitution et à la commercialisation d'une banque de données télématique des informations contenues dans le BODACC, le droit d'accès prévu par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la Direction des journaux officiels.

Le numéro : 2,20 €

Abonnement. – Un an (arrêté du 28 décembre 2007 publié au Journal officiel le 30 décembre 2007) :

France : 248,90 €. Pour l'expédition par voie aérienne (outre-mer) ou pour l'étranger :

paiement d'un supplément modulé selon la zone de destination, tarif sur demande

Tout paiement à la commande facilitera son exécution

4544 - ● 348 298 878. RCS Montpellier EUROPE 2 PAYS D'OC. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : Immeuble le Nobel 770 rue Alfred Nobel Parc du Millénaire, 34000 Montpellier. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 décembre 2006.

4545 - ● 348 544 750. RCS Montpellier SA A.J.M. Forme : Société anonyme. Adresse du siège social : le Castelet, 34430 Saint-Jean-de-Vedas. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 mars 2007.

4546 - ● 348 808 478. RCS Montpellier ENTREPRISE FARGIER SARL. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : lotissement Lou Passerat N°6 34130 Mauguin. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 30 septembre 2007.

4547 - ● 348 992 686. RCS Montpellier CASAPIZZA FRANCE SAS. Forme : Société par actions simplifiée. Adresse du siège social : C C le Solis, Bat 1, Bureaux Elytis à N°3 avenue de la Mer, 34970 Lattes. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 décembre 2006.

4548 - ● 349 016 584. RCS Montpellier KIT-MEUBLES. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : RN 113, 34920 Le Cres. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 mars 2007.

4549 - ● 349 119 263. RCS Montpellier PROHABITAT SARL. Forme : Société à responsabilité limitée à associé unique. Adresse du siège social : Zone Artisanale lotissement N°9 rue des Artisans, 34280 La Grande Motte. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 décembre 2006.

4550 - ● 349 245 365. RCS Montpellier ARTISAN TRADITION SUD SARL. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : rue du Patut 34160 Castries. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 décembre 2006.

4551 - ● 349 613 315. RCS Montpellier SARL HOLDING HB. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : le Vigne, 34190 Laroque. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 28 février 2007.

4552 - ● 349 776 443. RCS Montpellier PHIMA SARL. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 3 place de la Mairie 34740 Vendargues. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 30 juin 2007.

4553 - ● 349 984 500. RCS Montpellier ACTISOL. Forme : Société par actions simplifiée. Adresse du siège social : Lieu Dit "les Arts" la Plaine, 34570 Pignat. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 décembre 2006.

4554 - ● 350 141 529. RCS Montpellier LATIPOLIA. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : Lieudit la Calade route de Palavas Carrefour de Lattes, 34970 Lattes. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 décembre 2006.

4555 - ● 350 521 894. RCS Montpellier ORELIA SYS SARL. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 40 place Raspail 34130 Mauguio. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 30 juin 2002.

4556 - ● 350 521 894. RCS Montpellier ORELIA SYS SARL. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 40 place Raspail 34130 Mauguio. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 30 juin 2003.

4557 - ● 350 521 894. RCS Montpellier ORELIA SYS SARL. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 40 place Raspail 34130 Mauguio. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 30 juin 2004.

4558 - ● 350 521 894. RCS Montpellier ORELIA SYS SARL. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 40 place Raspail 34130 Mauguio. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 30 juin 2005.

4559 - ● 350 521 894. RCS Montpellier ORELIA SYS SARL. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 40 place Raspail 34130 Mauguio. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 30 juin 2006.

4560 - ● 350 589 073. RCS Montpellier DECOR 34 SARL. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 7 rue Dessalé Possel 34000 Montpellier. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 décembre 2005.

4561 - ● 350 589 073. RCS Montpellier DECOR 34 SARL. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 7 rue Dessalé Possel 34000 Montpellier. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 décembre 2006.

4562 - ● 350 659 843. RCS Montpellier ENJALBERT - SOCIETE DE GEOMETRES-EXPERTS SARL. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 3041 boulevard Paul Valéry 34000 Montpellier. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 30 juin 2007.

4563 - ● 350 806 683. RCS Montpellier LA COMPAGNIE DU VENT. Forme : Société anonyme. Adresse du siège social : 650 rue Louis Lépine 34000 Montpellier. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 août 2007.

4564 - ● 350 806 683. RCS Montpellier LA COMPAGNIE DU VENT. Forme : Société anonyme. Adresse du siège social : 650 rue Louis Lépine 34000 Montpellier. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 août 2007.

4565 - ● 350 875 266. RCS Montpellier TRANSPORTS JAOUJ SARL. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 60 avenue Louis Cancel 34270 Saint-Mathieu-de-Treviers. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 30 juin 2007.

4566 - ● 351 240 247. RCS Montpellier S.O.D.I.S.A.P.F. Forme : Société par actions simplifiée. Adresse du siège social : 3 rue Richer de Belval 34000 Montpellier. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 30 juin 2007.

4567 - ● 351 316 526. RCS Montpellier SOCIETE BERNARD VIGOUROUX SARL. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : les Rives, 34270 Saint-Mathieu-de-Treviers. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 30 juin 2007.

4568 - ● 351 338 660. RCS Montpellier SAS HECTARE. Forme : Société par actions simplifiée. Adresse du siège social : Clos des Chantrelles rue du Romarin BP 18, 34830 Clapiers. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 août 2007.

4569 - ● 351 426 705. RCS Montpellier GRAPHILUX SARL. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 4 boulevard de la Perruque 34000 Montpellier. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 30 juin 2007.

4570 - ● 351 698 592. RCS Montpellier SARL GARAGE ST MICHEL. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : rue de l'Agathois 34000 Montpellier. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 mars 2007.

4571 - ● 352 185 912. RCS Montpellier EUROP'CASSE SARL. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : rue de l'Agathois 34000 Montpellier. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 mars 2007.

4572 - ● 352 272 025. RCS Montpellier CABINET CLAUDE VERGE. Forme : Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée. Adresse du siège social : Parc du Belvédère Bat B4 - 81 rue Marius Carrié, 34080 Montpellier. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 30 juin 2007.

4573 - ● 352 616 734. RCS Montpellier DIFFUSION REALISATION ARTICLES PROFESSIONNELS D.R.A.P. Sige : DRAP. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 191 chemin des Fournels 34400 Lunel-Viel. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 mars 2007.

4574 - ● 353 476 443. RCS Montpellier ELECTROTECHNIQUE REGULATION AUTOMATION TELESURVEILLANCE SARL. Sige : ERAT. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : rue du Mas de Portaly Zone Industrielle de Tournezy 34000 Montpellier. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 mars 2007.

4575 - ● 353 793 193. RCS Montpellier FPE SARL. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 5 rue des Iris Mudaison, 34130 Mauguio. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 mars 2007.

4576 - ● 377 559 802. RCS Montpellier TELEPHONIE ELECTRICITE SATELLITE TELEVISION SARL. Sige : TEST. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 8 rue du Pouget 34570 Saussan. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 décembre 2005.

4577 - ● 377 559 802. RCS Montpellier TELEPHONIE ELECTRICITE SATELLITE TELEVISION SARL. Sige : TEST. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 8 rue du Pouget 34570 Saussan. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 décembre 2006.

**BODACC.fr**

Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

[Consulter les annonces](#)[Baromètre BODACC](#)[Accueil](#) > [Consultation des annonces commerciales](#) > [Résultats de recherche](#) > Annonce n°3239 du Bodacc C n°20090018 publié le 03/03/2009

Consultation des annonces commerciales

Résultat de recherche

[Retour vers la liste de résultats](#)

Avis de dépôts des comptes des sociétés

Bodacc C n°20090018 publié le 03/03/2009

Annonce n° 3239

n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier

Dénomination sociale : SAS HECTARE

Forme : Société par actions simplifiée

Adresse du siège social : Clos des Chanterelles rue du Romarin BP 18, 34830 Clapiers

Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31/08/2008

[Téléchargez le témoin de publication](#)[Voir la fiche de renseignement sur l'entreprise 'SAS HECTARE' au Registre du commerce sur le site Infogreffe.](#)[Contact](#)[Missions](#)[Mentions légales](#)[Aide](#)[Plan du site](#)[Accessibilité](#)[Réutilisation des données](#)

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES

ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES

ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DES JOURNAUX OFFICIELS

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.journal-officiel.gouv.frJOURNAUX
OFFICIELS

Standard.....	01-40-58-75-00
Annonces.....	01-40-58-77-58
Renseignements documentaires	01-40-58-79-79
Abonnements.....	01-40-58-79-20
	(8 h 30 à 12 h 30)
Télécopie.....	01-40-58-77-57

BODACC "C"

Avis de dépôts des comptes des sociétés

Avis aux lecteurs

Les autres catégories d'insertions sont publiées
dans deux autres éditions séparées selon la répartition suivante

Ventes et cessions	}	BODACC "A"
Créations d'établissements		
Procédures collectives		
Procédures de rétablissement personnel		
Avis relatifs aux successions		
Modifications diverses	}	BODACC "B"
Radiations		

Avis aux annonceurs

Toute insertion incomplète, non conforme aux textes en vigueur ou bien illisible sera rejetée

Banque de données BODACC servie par les sociétés :

Altarea-D&B, EDD, Experian, Optima on Line, Groupe Sévigné-Payelle, Questel, Tessi Informatique, Jurismedia,
Pouey International, Scores et Décisions, Les Echos, Creditsafe, Coface services et Cartegie.

Conformément à l'article 4 de l'arrêté du 17 mai 1984 relatif à la constitution et à la commercialisation d'une banque
de données télématique des informations contenues dans le BODACC, le droit d'accès prévu par la loi n° 78-17
du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la Direction des Journaux officiels.

Le numéro : 2,50 €

Abonnement. – Un an (arrêté du 21 novembre 2008 publié au *Journal officiel* du 27 novembre 2008) :

France : 273,90 €. Pour l'expédition par voie aérienne (outre-mer) ou pour l'étranger :

paiement d'un supplément modulé selon la zone de destination ; tarif sur demande

Paiement à réception de facture. En cas de règlement par virement, indiquer obligatoirement le numéro de facture
dans le libellé de votre virement.

3213 - ● 327 478 491. RCS Montpellier SOCIETE D'EQUIPEMENTS INDUSTRIELS MONTPELLIERAIS. *Sigle*: S.E.I.M. *Forme*: Société par actions simplifiée. *Adresse du siège social*: 265 rue de Massaran 34740 Vendargues. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 30 avril 2008.

3214 - ● 328 052 188. RCS Montpellier MARTINEZ. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: avenue Villeneuve d'Angoulême Mas Devon 34100 Montpellier. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 30 septembre 2008.

3215 - ● 328 518 139. RCS Montpellier ETEC COIFFURE -ECOLE TECHNIQUE D'ESTHETIQUE COSMETIQUE ET COIFFURE PRI-VEE. *Forme*: Société par actions simplifiée. *Adresse du siège social*: 24-26 avenue du Pont Juvénal 34000 Montpellier. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 30 juin 2008.

3216 - ● 328 611 199. RCS Montpellier IMMOBILIER, GESTION, SERVICES SARL. *Sigle*: I.G.S. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: Immeuble "Les Echelles de la Ville" place Paul Ber, Quartier d'Antigone, 34000 Montpellier. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 30 juin 2008.

3217 - ● 330 841 511. RCS Montpellier CHAPTAL BUREAUTIQUE SARL. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: 30 rue Victor Hugo 34130 Mauguio. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 30 juin 2008.

3218 - ● 332 772 953. RCS Montpellier SOCIETE D'EQUIPEMENT EN MATERIEL AUDIO VISUEL PROFESSIONNEL. *Sigle*: SEMAP. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: 909 avenue des Platanes Boirargues, 34970 Lattes. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 30 juin 2008.

3219 - ● 338 072 648. RCS Montpellier GARAGE DES RIVES DU THAU. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: 38 avenue de Montpellier 34140 Mèze. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 30 juin 2008.

3220 - ● 338 328 685. RCS Montpellier BODX IMMOBILIER. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: Zone d'Activités Commerciales du Canal des Quilles Rea Mer Et Soleil - les Flages, 34200 Sète. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 30 avril 2008.

3221 - ● 339 198 103. RCS Montpellier DEFI NUMERIQUE. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: 1132 rue de la Castelle Zone Industrielle Garosud, 34070 Montpellier. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 30 septembre 2008.

3222 - ● 339 982 720. RCS Montpellier MASSANE LOISIRS SA. *Forme*: Société anonyme. *Adresse du siège social*: Domaine de Massane, 34670 Baillargues. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2007.

3223 - ● 342 073 244. RCS Montpellier CHAMBOULEYRON SARL. *Sigle*: FCH. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: Zae du Larzat lotissement N2, 34750 Villeneuve-les-Maguelone. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 mars 2008.

3224 - ● 343 223 384. RCS Montpellier EXA-EXPERT AUDIT SARL. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: 274 rue Guillaume Janvier Résidence de France "le Béarn", 34000 Montpellier. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 30 juin 2008.

3225 - ● 344 273 511. RCS Montpellier CAP DE LA CORNICHE. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: 75 allée Wilhelm Roentgen Immeuble le Symbiose - le Millénaire, 34965 Montpellier. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 mars 2008.

3226 - ● 344 769 328. RCS Montpellier SERRURERIE DELMAS. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: Zone Artisanale lotissement 50 RN 113, 34140 Mèze. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 30 septembre 2008.

3227 - ● 344 851 985. RCS Montpellier TECHNIQUE D'ETANCHEITE ISOLATION INGENIERIE E.T.I. *Sigle*: E.T.I. *Forme*: Société par actions simplifiée. *Adresse du siège social*: 80 impasse des Millepertuis Parc Technique des Terres de Roy, 34740 Vendargues. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 30 septembre 2008.

3228 - ● 344 949 540. RCS Montpellier SOLANDIS SARL. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: 162 rue de la Mine Zone Artisanale du Rouergas, 34980 Saint-Gély-du-Fesc. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 30 juin 2008.

3229 - ● 347 624 447. RCS Montpellier ARTEC. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: Domaine de Sorlech Mas des Pins, 34970 Lattes. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 30 juin 2008.

3230 - ● 347 753 949. RCS Montpellier VAYZANLAINES SARL. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: Centre Commercial PAILLAD'1 Ave du Lauragnais, 34080 Montpellier. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 août 2008.

3231 - ● 348 046 624. RCS Montpellier SMX - DECOR SARL. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: Espace Commercial de Fréjorgues route de Fréjorgues, 34130 Mauguio. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 30 septembre 2008.

3232 - ● 348 628 652. RCS Montpellier COPY ET COPIEURS SARL. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: Quartier d'Entreprise Zone d'Activités Commerciales de Tournezy, 34000 Montpellier. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2005.

3233 - ● 349 596 304. RCS Montpellier AUDIT EXPERTS CONSULTANTS SARL. *Sigle*: A-B-C. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: Centre d'Affaires les Portes du Millénaire Bâtiment B 496 avenue de la Pompiagne, 34170 Castelnau-le-Lez. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 30 septembre 2008.

3234 - ● 350 223 210. RCS Montpellier SOCIETE DE FINANCEMENT DES COLLECTIVITES SARL. *Sigle*: SOFIC. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: 787 chemin des Surveillants - la Pétrole II 34400 Lunel. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2007.

3235 - ● 350 388 005. RCS Montpellier SARL CHARCUTERIE JOUR-DAN. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: Zae Domaine des Trois Fontaines, 34230 Le Pouget. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 30 juin 2008.

3236 - ● 350 521 894. RCS Montpellier ORELIA SYS SARL. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: 1350 avenue Albert Einstein Pat du Millénaire Bâtiment 4, 34000 Montpellier. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 30 juin 2007.

3237 - ● 350 986 766. RCS Montpellier HOTEL RESTAURANT LE LEZ SARL. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: 1666 avenue de l'Europe 34170 Castelnau-le-Lez. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 30 juin 2008.

3238 - ● 351 316 526. RCS Montpellier SOCIETE BERNARD VIGOUROUX SARL. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: les Rives Sauteyrargues, 34270 Saint-Mathieu-de-Treviers. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 30 juin 2008.

3239 - ● 351 338 660. RCS Montpellier SAS HECTARE. *Forme*: Société par actions simplifiée. *Adresse du siège social*: Clos des Chanterelles rue du Romarin BP 18, 34830 Clapiers. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 août 2008.

3240 - ● 351 426 804. RCS Montpellier BAASAUTO SA. *Forme*: Société anonyme. *Adresse du siège social*: Lieu l'Aube Rouge Rn113, 34170 Castelnau-le-Lez. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2007.

3241 - ● 352 246 409. RCS Montpellier SARL CAEPFROU. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: 254 rue Michel Teule 34184 Montpellier Cedex 4. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2008.

3242 - ● 352 574 925. RCS Montpellier CBR CONSTRUCTION BATIMENT RENOVATION. *Sigle*: CBR. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: les Garrigues Basses Sussargues, 34160 Castries. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 30 juin 2007.

3243 - ● 352 574 925. RCS Montpellier CBR CONSTRUCTION BATIMENT RENOVATION. *Sigle*: CBR. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: les Garrigues Basses Sussargues, 34160 Castries. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 30 juin 2008.

3244 - ● 352 729 784. RCS Montpellier GALVAN-YVON. *Forme*: Société par actions simplifiée. *Adresse du siège social*: Zone d'Activités Commerciales Fréjorgues - Est rue de la Jasse, 34130 Mauguio. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2007.

3245 - ● 353 476 443. RCS Montpellier ELECTROTECHNIQUE REGULATION AUTOMATION TELESURVEILLANCE SARL. *Sigle*: ERAT. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège*



[Se connecter](#)



BODACC.fr

Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

[Consulter les annonces](#)

[Baromètre BODACC](#)

[Accueil](#) > [Consultation des annonces commerciales](#) > [Résultats de recherche](#) > Annonce n°1095 du Bodacc B n°20090153 publié le 12/08/2009

Consultation des annonces commerciales

Résultat de recherche

[< Retour vers la liste de résultats](#)

Modifications et mutations diverses

Bodacc B n°20090153 publié le 12/08/2009

Annonce n° 1095

n°RCS : 351 336 680 RCS Montpellier

Dénomination : SAS HECTARE

Forme : Société par actions simplifiée

Capital : 20700000 EUR

Commentaires : Modification survenue sur le capital



[Téléchargez le témoin de publication](#)

[Voir la fiche de renseignement sur l'entreprise 'SAS HECTARE' au Registre du commerce sur le site Infogreffe.](#)

[Contact](#)

[Missions](#)

[Mentions légales](#)

[Aide](#)

[Plan du site](#)

[Accessibilité](#)

[Réutilisation des données](#)

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES

ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES

ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DES JOURNAUX OFFICIELS
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.journal-officiel.gouv.fr
www.bodacc.fr



Standard.....	01-40-58-75-00
Annonces.....	01-40-58-77-56
Renseignements documentaires.....	01-40-58-79-79
Abonnements.....	01-40-58-79-20
	(8 h 30 à 12 h 30)
Télécopie.....	01-40-58-77-57

BODACC "B"

Modifications diverses - Radiations

Avis aux lecteurs

Les autres catégories d'insertions sont publiées
dans deux autres éditions séparées selon la répartition suivante

Ventes et cessions	}	BODACC "A"
Créations d'établissements		
Procédures collectives		
Procédures de rétablissement personnel		
Avis relatifs aux successions		
Avis de dépôt des comptes des sociétés		BODACC "C"

Banque de données BODACC servie par les sociétés :

Altarea-D&B, EDD, Experian, Optima on Line, Groupe Sévigné-Payelle, Questel, Tessi Informatique, Jurismédia,
Fouey International, Scores et Décisions, Les Echos, Creditsafe, Coface services et Cartegie.

Conformément à l'article 4 de l'arrêté du 17 mai 1984 relatif à la constitution et à la commercialisation d'une banque de données télématique des informations contenues dans le BODACC, le droit d'accès prévu par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la Direction des Journaux officiels.

Le numéro : 2,50 €

Abonnement. – Un an (arrêté du 21 novembre 2008 publié au *Journal officiel* du 27 novembre 2008) :

France : 367,70 €. Pour l'expédition par voie aérienne (outre-mer) ou pour l'étranger :
paiement d'un supplément modulé selon la zone de destination ; tarif sur demande

Paiement à réception de facture. En cas de règlement par virement, indiquer obligatoirement le numéro de facture
dans le libellé de votre virement.



www.bodacc.fr

Toutes les annonces civiles et commerciales sur Internet

1089 - ● 510 329 022 RCS Montpellier. ELUX COIFFURE. Forme : Société à responsabilité limitée. Activité : Salon de coiffure mixte. Commentaires : Mise en activité de la société. Date de commencement d'activité : 3 juin 2008.

1090 - ● 509 156 568 RCS Montpellier. LV COIFFURE. Forme : Société à responsabilité limitée. Activité : Salon de coiffure mixte. Commentaires : Mise en activité de la société. Date de commencement d'activité : 1^{er} juillet 2009.

1091 - ● 429 750 839 RCS Montpellier. APOH-TECHNOLOGIES SA. Forme : Société anonyme. Capital : 629235 euros. Commentaires : Modification survenue sur le capital.

1092 - ● 444 235 246 RCS Montpellier. EURL NEPHROLOGIE-DIALYSE ST-GUILHEM. Forme : Société à responsabilité limitée. Administration : Gérant(e) : ARGILES CISCART Angel Gérant(e) : SERVEL Marie Françoise née MODOT. Commentaires : Modification survenue sur l'administration.

1093 - ● 420 825 358 RCS Montpellier. MAJUNGA. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 209 quai d'honneur résidence l'acapulco 34280 La Grande Motte. Adresse de l'établissement principal : 209 quai d'honneur résidence l'acapulco 34280 La Grande Motte. Commentaires : Transfert du siège social, transfert de l'établissement principal.

1094 - ● 479 595 886 RCS Montpellier. C.E. DISTRIBUTION. Forme : Société à responsabilité limitée. Capital : 50000 euros. Commentaires : Modification survenue sur le capital.

1095 - ● 351 338 660 RCS Montpellier. SAS HECTARE. Forme : Société par actions simplifiée. Capital : 20700000 euros. Commentaires : Modification survenue sur le capital.

1096 - ● 507 859 403 RCS Montpellier. ACPG PROMOTION. Forme : Société à responsabilité limitée. Administration : Gérant statutaire : CONESA André. Adresse du siège social : 14 rue des Micocoullers 34470 Pérols. Commentaires : Dissolution de la société.

1097 - ● 400 121 653 RCS Montpellier. SCI LOU. Forme : Société civile. Administration : Gérant statutaire associé : SOUCHE Marine Christiane Françoise née BURE. Adresse du siège social : 21 rue des Lions 34140 Mèze. Adresse de l'établissement principal : 21 rue des Lions 34140 Mèze. Commentaires : Modification survenue sur l'administration et transfert du siège social, transfert de l'établissement principal.

1098 - ● 494 855 927 RCS Montpellier. PACO. Forme : Société à responsabilité limitée. Administration : Gérant non statutaire : MALBRANCO Patrick Guy Gérant non statutaire : DE ANDRADE Ricardo Georges. Adresse du siège social : 35 rue Saint-Guilhem 34000 Montpellier. Commentaires : Dissolution de la société.

1099 - ● 384 458 550 RCS Montpellier. SCI SYLMA. Forme : Société civile. Administration : Gérant statutaire associé : SOUCHE Marine Christiane Françoise née BURE. Adresse du siège social : 21 rue des Lions 34140 Mèze. Adresse de l'établissement principal : 21 rue des Lions 34140 Mèze. Commentaires : Modification survenue sur l'administration et transfert du siège social, transfert de l'établissement principal.

1100 - ● 442 140 489 RCS Montpellier. P.N.R. Forme : Société à responsabilité limitée. Administration : Gérant non statutaire : BELLOCQ Jean-Pierre. Commentaires : Modification survenue sur l'administration.

1101 - ● 484 354 733 RCS Montpellier. LA MARMITE. Forme : Société à responsabilité limitée à associé unique. Commentaires : Cessation d'activité.

1102 - ● 316 920 883 RCS Montpellier. THIERRY HAMELLE PLAISANCE. Forme : Société par actions simplifiée. Administration : Président : CORDEL Claude Jean Commissaire aux comptes titulaire : JUMEL Jean-Marie Commissaire aux comptes suppléant : ANDRE Joëlle. Commentaires : Modification survenue sur l'administration.

1103 - ● 488 744 442 RCS Montpellier. ATOUT JARDIN. Forme : Société à responsabilité limitée. Administration : Gérant(e) : ASTIER Mireille Co-Gérant : DESRUELLES didier pierre henri. Commentaires : Modification survenue sur l'administration.

1104 - ● 494 541 568 RCS Montpellier. SRDP. Forme : Société à responsabilité limitée. Capital : 15000 euros. Commentaires : Modification survenue sur le capital.

1105 - ● 457 801 371 RCS Montpellier. CLINIQUE RECH. Forme : Société par actions simplifiée. Administration : Président : RICHME Gilles Marie-Bernard Commissaire aux comptes titulaire : DELOTTE & ASSOCIES (SA) Commissaire aux comptes suppléant : SALUSTRO REYDEL (SA). Commentaires : Modification survenue sur la dénomination, l'administration.

1106 - ● 493 762 009 RCS Montpellier. ENERGIE CONSULTING. Forme : Société à responsabilité limitée à associé unique. Administration : Gérant non statutaire : KRAFFT Olivier Yves. Adresse du siège social : 16 rue Albert Leenhardt 34000 Montpellier. Commentaires : Dissolution de la société.

1107 - ● 457 801 389 RCS Montpellier. MAISON DE SANTE RECH. Forme : Société par actions simplifiée. Administration : Président : RICHME Gilles Marie-Bernard Commissaire aux comptes titulaire : DELOTTE & ASSOCIES (SA) Commissaire aux comptes suppléant : SALUSTRO REYDEL (SA). Commentaires : Modification survenue sur l'administration.

1108 - ● 498 196 997 RCS Montpellier. ESPERANCE. Forme : Société à responsabilité limitée. Commentaires : Cessation d'activité de la société.

1109 - ● 432 197 069 RCS Montpellier. NET REPORT. Forme : Société par actions simplifiée. Capital : 260016 euros. Commentaires : Modification survenue sur le capital.

1110 - ● 434 160 594 RCS Montpellier. BIOTOPE HABITAT. Forme : Société à responsabilité limitée. Administration : Gérant non statutaire : GACHE Pierre. Adresse du siège social : 64 rue Jacques Tati 34070 Montpellier. Commentaires : Dissolution de la société.

1111 - ● 503 982 340 RCS Montpellier. NET MUSIC. Forme : Société à responsabilité limitée. Administration : Gérant non statutaire : BERTIN Roxane Violette Aurélie Raymonde. Activité : Vente et location en magasin de matériels de sonorisation et d'éclairage, interventions extérieures, formation de DJ et toutes autres activités annexes vente et conception de site internet, de maquettes de publicité et logo et de toutes autres activités annexes. Commentaires : Modification survenue sur l'activité, l'administration.

1112 - ● 510 505 548 RCS Montpellier. PEROLS DISTRIBUTION. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 580 avenue Marcel Pagnol 34470 Pérols. Commentaires : Transfert du siège social.

1113 - ● 439 037 094 RCS Montpellier. GROUPEMENT FONCIER RURAL DE L'ALQUIER. Forme : Groupement foncier rural. Administration : Gérant associé : MARTIN Gérard Gérant associé : LANZERE Gaëlle née MARTIN. Commentaires : Modification survenue sur l'administration.

1114 - ● 382 660 850 RCS Montpellier. TRANSPORTS INTERNATIONAUX JOULIE ET FILS SA. Forme : Société par actions simplifiée. Capital : 12000 euros. Commentaires : Modification survenue sur le capital.

1115 - ● 398 835 900 RCS Montpellier. EURO-MER. Forme : Société à responsabilité limitée. Nom commercial : EURO-MER & CIEL. Commentaires : Modification survenue sur le nom commercial.

1116 - ● 479 737 611 RCS Montpellier. JMP CONSULT. Forme : Société à responsabilité limitée. Commentaires : Cessation d'activité de la société.

1117 - ● 347 434 367 RCS Montpellier. SOGIFRA. Forme : Société à responsabilité limitée. Capital : 67622,45 euros. Commentaires : Modification survenue sur le capital.

1118 - ● 348 332 727 RCS Montpellier. CA FRANCE. Forme : Société à responsabilité limitée. Capital : 50000 euros. Commentaires : Modification survenue sur le capital.

1119 - ● 389 542 994 RCS Montpellier. EURL SOZI. Forme : Société à responsabilité limitée. Administration : Gérant(e) : ZINI Gérard. Adresse du siège social : Cap de la Corniche 34200 Sète. Commentaires : Dissolution de la société.

1120 - ● 465 800 852 RCS Montpellier. LANGUEDOCIENNE DES VIANDES ET DERIVES. Forme : Société à responsabilité limitée. Capital : 105006,91 euros. Commentaires : Modification survenue sur le capital.

1121 - ● 493 249 890 RCS Montpellier. CORE. Forme : Société anonyme à directoire et à conseil de surveillance. Administration : Président et membre du directoire : SOUVIRON Gil Pierre Jean



Consultation des annonces commerciales

Résultat de recherche

[Retour vers la liste de résultats](#)

Modifications et mutations diverses

Bodacc B n°20100060 publié le 26/03/2010

Annonce n°1608

N°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier

Dénomination : SAS HECTARE

Forme : Société par actions simplifiée

Capital : 22000000 EUR

Commentaires : Modification survenue sur le capital

[Téléchargez le témoin de publication](#)[Voir la fiche de renseignement sur l'entreprise 'SAS HECTARE' au Registre du commerce sur le site Infogreffe.](#)

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES

ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES

ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DE L'INFORMATION
LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.dila.premier-ministre.gouv.fr
www.bodacc.fr



Standard.....	01-40-58-75-00
Annonces.....	01-40-58-77-58
Accueil commercial.....	01-40-15-70-10
Abonnements.....	01-40-15-67-77
	(8 h 30 à 12 h 30)
Télécopie.....	01-40-15-72-75

BODACC "B"

Modifications diverses - Radiations

Avis aux lecteurs

Les autres catégories d'insertions sont publiées
dans deux autres éditions séparées selon la répartition suivante

Ventes et cessions	}	BODACC "A"
Créations d'établissements		
Procédures collectives		
Procédures de rétablissement personnel		
Avis relatifs aux successions		
Avis de dépôt des comptes des sociétés		BODACC "C"

Banque de données BODACC servie par les sociétés :

Altarea-D&B, EDD, Extelia, Questel, Tessi Informatique, Jurismedia, Pouey International, Scores et Décisions,
Les Echos, Creditsafe, Coface services, Cartegie, La Base Marketing, Infolegale, France Telecom Orange, Telinn et Maxisoft.

Conformément à l'article 4 de l'arrêté du 17 mai 1984 relatif à la constitution et à la commercialisation d'une banque de données télématique des informations contenues dans le BODACC, le droit d'accès prévu par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la Direction de l'information légale et administrative.



Le numéro : 2,80 €

Abonnement – Un an (arrêté du 19 novembre 2009 publié au Journal officiel du 21 novembre 2009) :

France : 380 €. Pour l'expédition par voie aérienne (outre-mer) ou pour l'étranger :
paiement d'un supplément modulé selon la zone de destination : tarif sur demande

Paiement à réception de facture. En cas de règlement par virement, indiquer obligatoirement le numéro de facture
dans le libellé de votre virement.

www.bodacc.fr

Toutes les annonces civiles et commerciales sur Internet

1601 - ● 415 200 237 RCS Montpellier. **COMPTABILITE AUDIT CONSEILS LANGUEDOC C.A.C. LANGUEDOC**. Forme : Société à responsabilité limitée. Administration : Gérant statutaire : SAHLI-GERVAIS Karim né(e) SAHLI. Commentaires : Modification survenue sur l'administration.

1602 - ● 497 779 124 RCS Montpellier. **SCM CABINET DE PSYCHOLOGUES LLOR LEBAZ**. Forme : Société civile de moyens. Administration : Gérant associé : LLOR Cécilia, Marie. Commentaires : Modification survenue sur l'administration.

1603 - ● 411 189 988 RCS Montpellier. **ALONSO - LIQUITAY**. Forme : Société civile. Commentaires : Modification survenue sur la dénomination.

1604 - ● 352 834 733 RCS Montpellier. **SOCIETE CIVILE PARTICULIERE FAMILIALE BRIDAMIA**. Forme : Société civile particulière. Adresse du siège social : 488 route de Nîmes BP50016 34171 Castelnau-le-Lez Cedex. Adresse de l'établissement principal : 488 route de Nîmes BP50016 34171 Castelnau-le-Lez Cedex. Commentaires : Transfert du siège social, transfert de l'établissement principal.

1605 - ● 326 492 535 RCS Montpellier. **ME DANY ELDIN ME PIERRE BAUDIA ME BRIGITTE MATZKE-GUILLEMAIN ME SANDRINE SCHUYTEN HUISSIER DE JUSTICE ASSOCIES SCP TITULAIRE D'UN OFFICE**. Forme : Société civile professionnelle. Administration : Gérant associé : LE REC Dany, Valentine né(e) ELDIN Gérant associé : BAUDIA Pierre-Jean-Michel Associé : GUILLEMAIN Brigitte, Paule né(e) MATZKE Associé : SCHUYTEN Sandrine, Michelle né(e) VAN DEN BRANDE. Commentaires : Modification survenue sur la dénomination, l'administration.

1606 - ● 316 265 255 RCS Montpellier. **LE CANASTEL**. Forme : Société à responsabilité limitée. Commentaires : Cessation d'activité de la société.

1607 - ● 518 127 329 RCS Montpellier. **LA VIGNE ROUGE**. Forme : Société à responsabilité limitée. Activité : bar restaurant traiteur. Commentaires : Mise en activité de la société. Date de commencement d'activité : 22 janvier 2010.

1608 - ● 351 338 660 RCS Montpellier. **SAS HECTARE**. Forme : Société par actions simplifiée. Capital : 22000000 euros. Commentaires : Modification survenue sur le capital.

1609 - ● 483 254 462 RCS Montpellier. **NOVAPHARM CONSEILS**. Forme : Société à responsabilité limitée. Administration : Co-gérant statutaire : GUIDERDONI Philippe, Lucien, Jean Co-gérant statutaire : GUIDERDONI Françoise né(e) MINUIT. Adresse du siège social : 39 rue des Peupliers 34830 Clapiers. Commentaires : Dissolution de la société.

1610 - ● 501 551 246 RCS Montpellier. **DE PAS A PAS**. Forme : Société à responsabilité limitée. Administration : Gérant statutaire : BENAHMED Mohamed, Nassim. Adresse du siège social : 5 rue En Gondeau 34000 Montpellier. Commentaires : Dissolution de la société.

1611 - ● 444 247 381 RCS Montpellier. **CAMOIN-PEREZ ASSOCIES**. Forme : Société à responsabilité limitée. Administration : Gérant non statutaire : PEREZ Christian, Emile Gérant non statutaire : CAMOIN alain, antoine, jean. Commentaires : Modification survenue sur l'administration.

1612 - ● 401 392 295 RCS Montpellier. **ECOBIO LAB MEDITERRANEE**. Forme : Société à responsabilité limitée. Administration : Gérant (e) : DEXANT Patricia né(e) DIONISI. Commentaires : Modification survenue sur l'administration.

1613 - ● 487 469 249 RCS Montpellier. **SARL ASSISESPORTIVE**. Forme : Société à responsabilité limitée. Administration : Gérant non statutaire : REYNES Frédéric, christophe, charles. Commentaires : Modification survenue sur l'administration.

1614 - ● 348 276 536 RCS Montpellier. **SOCIETE D'INVESTISSEMENT D'OCCITANIE**. Forme : Société anonyme à directoire et à conseil de surveillance. Administration : Membre et président du conseil de surveillance : JEANJEAN Hugues, Paul, Joseph Membre du Directoire : JEANJEAN philippe, fernand, cecil, maurice Membre du Directoire : PLANTADE raymond, claude Membre du Conseil de Surveillance : PLANTADE Marie-Elisabeth né(e) JEANJEAN Président du Directoire : JEANJEAN Frédéric Vice-président du directoire : JEANJEAN Brigitte, Nicole, Paule Membre du Directoire : JEANJEAN Bernard, Pierre, Roger Membre du Conseil de

Surveillance : RAMANI Bernadette né(e) JEANJEAN Commissaire aux comptes titulaire : ERNST & YOUNG AUDIT représenté par DELRIEU Jean-Maurice Commissaire aux comptes titulaire : SCP DONNADIEU-DEHORS-ALVAREZ-LAVABRE (SCP) représenté par ALVAREZ Alexis Commissaire aux comptes suppléant : CARLES Thierry Commissaire aux comptes suppléant : PESKINE Antoine. Commentaires : Modification survenue sur l'administration.

1615 - ● 511 720 385 RCS Montpellier. **LE MURANO**. Forme : Société à responsabilité limitée. Activité : restauration traditionnelle formation culinaire. Commentaires : Mise en activité de la société. Date de commencement d'activité : 1^{er} juillet 2009.

1616 - ● 517 692 638 RCS Montpellier. **AUDIT SUD ST JEAN**. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 25 rue André Chanson immeuble le Passiflore 34430 Saint-Jean-de-Vedas. Adresse de l'établissement principal : 25 rue André Chanson immeuble le Passiflore 34430 Saint-Jean-de-Vedas. Commentaires : Transfert du siège social, transfert de l'établissement principal.

1617 - ● 502 460 892 RCS Montpellier. **PE HABITAT**. Forme : Société à responsabilité limitée. Commentaires : Cessation d'activité de la société.

1618 - ● 349 889 766 RCS Montpellier. **SARL LOUKA**. Forme : Société à responsabilité limitée. Administration : Gérant non statutaire : DE SAN FELIX Sergio. Adresse du siège social : 86B avenue de l'Europe 34280 La Grande Motte. Commentaires : Dissolution de la société.

1619 - ● 512 509 563 RCS Montpellier. **ARTISANS INGENIEURS CONSTRUCTION**. Forme : Société à responsabilité limitée. Administration : Co-gérant statutaire : LAGET François, Jean, Damien Co-gérant statutaire : PEREIRA BRANCO Jean-Baptiste, Luis. Commentaires : Modification survenue sur l'administration.

1620 - ● 389 873 142 RCS Montpellier. **DIAGNOSTIC MEDICAL SYSTEMS**. Forme : Société anonyme. Administration : Président du conseil d'administration et Administrateur : DAGUISE Gérard, André Directeur général : ANSEL Jean-Paul, Christian, André Administrateur : DUMAS Jean-Luc, Bruno Administrateur : ROY Jean-Noël, Roger Commissaire aux comptes titulaire : CONSULTANTS AUDITEURS ASSOCIES (SARL) représenté par JEANNET Gérard Commissaire aux comptes titulaire : DONNADIEU DEHORS ALVAREZ (SELARL) Commissaire aux comptes suppléant : PERRIN Jean-Jacques Commissaire aux comptes suppléant : SOCIETE AXIOME AUDIT (SA). Commentaires : Modification survenue sur l'administration.

1621 - ● 397 912 924 RCS Montpellier. **ANED**. Forme : Société à responsabilité limitée. Administration : Gérant statutaire : ZAJDERMANN Eric Commissaire aux comptes titulaire : SOCIETE MR FRANCOIS DEBREGEAS-CABINET AUDIT ANALYSES ASSOCIES (SA) Commissaire aux comptes suppléant : VIALA françoise. Commentaires : Modification survenue sur l'administration.

1622 - ● 504 983 487 RCS Montpellier. **AMINE**. Forme : Société à responsabilité limitée. Commentaires : Cessation d'activité de la société.

1623 - ● 509 532 651 RCS Montpellier. **IBERO CONSEIL**. Forme : Société à responsabilité limitée. Administration : Gérant non statutaire : DEL RIO FERNANDEZ Arturo. Adresse du siège social : 8 rue des devalades 34160 Sussargues. Adresse de l'établissement principal : 8 rue des devalades 34160 Sussargues. Commentaires : Modification survenue sur l'administration et transfert du siège social, transfert de l'établissement principal.

1624 - ● 393 222 740 RCS Montpellier. **TOTEM MEDITERRANEE**. Forme : Société à responsabilité limitée. Commentaires : Modification survenue sur la dénomination.

1625 - ● 453 252 439 RCS Montpellier. **TENDR'AUBRAC**. Forme : Société à responsabilité limitée. Administration : Gérant non statutaire : RENAULT laurent, bruno, xavier. Activité : Boucherie charcuterie en gros ou détail, préparation et vente de plats cuisinés, alimentation générale, fruits et légumes, bazar. Commentaires : Modification survenue sur l'activité, la dénomination, l'administration.

1626 - ● 480 672 989 RCS Montpellier. **EUROGEST**. Forme : Société à responsabilité limitée. Administration : Gérant non statutaire : LORCA Jean. Commentaires : Modification survenue sur l'administration.

[Se connecter](#)**BODACC.fr**

Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

[Consulter les annonces](#)[Baromètre BODACC](#)[Accueil](#) > [Consultation des annonces commerciales](#) > [Résultats de recherche](#) > Annonce n°3408 du Bodacc C n°20100022 publiée le 19/04/2010

Consultation des annonces commerciales

Résultat de recherche

[Retour vers la liste de résultats](#)

Avis de dépôts des comptes des sociétés

Bodacc C n°20100022 publiée le 19/04/2010

Annonce n° 3408

n°RCS : 351 335 660 RCS Montpellier

Dénomination sociale : SAS HECTARE

Forme : Société par actions simplifiée

Adresse du siège social : Clos des Chanterelles rue du Romanin BP 18 34830 Clapiers

Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31/08/2009

[Téléchargez le timbre de publication](#)[Voir la fiche de renseignement sur l'entreprise 'SAS HECTARE' au Registre du commerce sur le site Infogreffe.fr](#)[Contact](#)[Missions](#)[Mentions légales](#)[Aide](#)[Plan du site](#)[Accessibilité](#)[Réutilisation des données](#)

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES

ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DE L'INFORMATION
LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.dila.premier-ministre.gouv.fr
www.bodacc.fr



Standard	01-40-58-75-00
Annonces	01-40-58-77-56
Accueil commercial.....	01-40-15-70-10
Abonnements.....	01-40-15-67-77
	(8 h 30 à 12 h 30)
Télécopie	01-40-15-72-75

BODACC "C"

Avis de dépôts des comptes des sociétés

Avis aux lecteurs

Les autres catégories d'insertions sont publiées
dans deux autres éditions séparées selon la répartition suivante

Ventes et cessions	}	BODACC "A"
Créations d'établissements		
Procédures collectives		
Procédures de rétablissement personnel		
Avis relatifs aux successions		
Modifications diverses.....	}	BODACC "B"
Radiations		

Banque de données BODACC servie par les sociétés :

Altarea-D&B, EDD, Estelia, Questel, Tessi Informatique, Jurismédia, Pouey International, Scores et Décisions,
Les Echos, Creditsafe, Coface services, Cartegie, La Base Marketing, Infolegale, France Telecom Orange, Telino et Maxisoft

Conformément à l'article 4 de l'arrêté du 17 mai 1984 relatif à la constitution et à la commercialisation d'une banque de données télématique des informations contenues dans le BODACC, le droit d'accès prévu par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la Direction de l'information légale et administrative.

Le numéro : 2,80 €

Abonnement. – Un an (arrêté du 19 novembre 2009 publié au Journal officiel du 21 novembre 2009) :

France : 300,30 €. Pour l'expédition par voie aérienne (autre-mer) ou pour l'étranger :
paiement d'un supplément modulé selon la zone de destination : tarif sur demande

Paiement à réception de facture. En cas de règlement par virement, indiquer obligatoirement le numéro de facture
dans le libellé de votre virement.



www.bodacc.fr

Toutes les annonces civiles et commerciales sur Internet

3397 - ● 339 198 103. RCS Montpellier DEF NUMERIQUE. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 1132 rue de la Castelle Zone Industrielle Garsud 34070 Montpellier. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 30 septembre 2009.

3398 - ● 339 292 047. RCS Montpellier DAC SARL. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : Centre Commercial Grand Sud route de Carnon 34970 Lattes. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 30 septembre 2009.

3399 - ● 342 246 709. RCS Montpellier CONVERGENCE SARL. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 9 rue de l'Université 34000 Montpellier. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 août 2009.

3400 - ● 342 746 393. RCS Montpellier MUSITELLI ENTREPRISE. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : rue N. Bouzigues 34140 Méze. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 30 septembre 2009.

3401 - ● 344 273 511. RCS Montpellier CAP DE LA CORNICHE. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 75 allée Wilhelm Roentgen Immeuble le Symbiose - le Millénaire 34965 Montpellier. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 mars 2009.

3402 - ● 347 859 621. RCS Montpellier MONTPELLIER NUMISMATIQUE SARL. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 4 rue Barralerie 34000 Montpellier. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 30 septembre 2009.

3403 - ● 348 395 286. RCS Montpellier MEDICAL DIFFUSION 34 SARL. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 3 rue Gerhardt 34000 Montpellier. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 30 septembre 2009.

3404 - ● 348 405 549. RCS Montpellier BONIFACE LOUIS SARL. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 994 Ave Louis Abrie 34400 Lunel. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 30 septembre 2009.

3405 - ● 349 203 265. RCS Montpellier A13R SARL. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : lotissement 12 Voie Romaine Zone d'Activités Commerciales Saint-Antoine 34130 Saint-Aunes. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 30 septembre 2009.

3406 - ● 349 437 707. RCS Montpellier SARL BERNI. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 9 rue Honoré Euzet 34200 Sète. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 décembre 2009.

3407 - ● 349 642 835. RCS Montpellier MARTHY SARL. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : Etap Hôtel, route de Palavas, Zone d'Activités Commerciales de Saint-hubert 34970 Lattes. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 décembre 2007.

3408 - ● 350 622 700. RCS Montpellier FRANCE PLAY BOAT. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 23 rue des Trimarans Zae 34540 Balaruc-les-Bains. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 30 septembre 2009.

3409 - ● 351 338 660. RCS Montpellier SAS HECTARE. Forme : Société par actions simplifiée. Adresse du siège social : Clos des Chanterelles rue du Romarin BP 18 34830 Clapiers. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 août 2009.

3410 - ● 351 535 505. RCS Montpellier PIECES SERVICE SARL. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 16 rue de la Marbrerie 34740 Vendargues. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 30 juin 2009.

3411 - ● 351 630 793. RCS Montpellier BRASSERIE LEPIC SARL. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 29 avenue Lepic 34000 Montpellier. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 30 juin 2009.

3412 - ● 352 258 461. RCS Montpellier MARTIN SARL. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 33 rue du 8 Mai 1945 34980 Saint-gély-du-Fesc. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 30 septembre 2009.

3413 - ● 352 541 924. RCS Montpellier FIDUCIAIRE DU LITTORAL FIDURAL. Sigle : FIDURAL. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 3 place Baroncelli 34130 Mauguio. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 30 septembre 2009.

3414 - ● 352 710 065. RCS Montpellier LES JARDINS DU VIDOURLE. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : RN 113 Pont de Lunel 34400 Lunel. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 août 2009.

3415 - ● 353 335 581. RCS Montpellier VINCENT GOLF SARL. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 1565 avenue des Platanes Boirargues 34970 Lattes. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 30 septembre 2009.

3416 - ● 353 392 657. RCS Montpellier STUDIO B. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : les Jardins d'Emeraude 1 rue Delmas 34000 Montpellier. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 30 septembre 2008.

3417 - ● 353 392 657. RCS Montpellier STUDIO B. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : les Jardins d'Emeraude 1 rue Delmas 34000 Montpellier. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 30 septembre 2009.

3418 - ● 353 647 530. RCS Montpellier GRANI SA. Forme : Société anonyme. Adresse du siège social : Clos de l'Aube Rouge 34170 Castelnau-le-Lez. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 décembre 2008.

3419 - ● 354 063 497. RCS Montpellier SIG LANGUEDOC. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : zi du Barnier lotissement N 17 34110 Frontignan. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 30 septembre 2009.

3420 - ● 378 468 706. RCS Montpellier PAPETERIE LAURANS SARL. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 273 rue de Las Sorbes 34000 Montpellier. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 30 septembre 2009.

3421 - ● 378 596 555. RCS Montpellier ALFARO FRERES SARL. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 14 avenue Marcellin Albert 34150 Gignac. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 30 septembre 2009.

3422 - ● 379 035 496. RCS Montpellier SARL JEANSON. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 7 boulevard du Riverain 34560 Poussan. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 30 juin 2009.

3423 - ● 379 756 307. RCS Montpellier JFP CONSTRUCTIONS SARL. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : Zone Artisanale Mijoulan 5 rue des Carrières 34680 Saint-Georges-d'Orques. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 30 septembre 2009.

3424 - ● 379 869 167. RCS Montpellier FRANCE FACADES SARL. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 200 rue des Aramons 34400 Saint-Just. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 30 septembre 2009.

3425 - ● 379 884 778. RCS Montpellier ATELIER HAIR STYLE. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 5 rue Montgolfier 34000 Montpellier. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 décembre 2008.

3426 - ● 380 073 718. RCS Montpellier C.H.T.HOLDING. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 3 avenue de la Gare 34800 Aspiran. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 30 juin 2009.

3427 - ● 380 251 066. RCS Montpellier CENTRE DE BEAUTE MARIE AGNES. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 2 boulevard Montalange 34700 Lodève. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 décembre 2008.

3428 - ● 380 735 050. RCS Montpellier SOCIETE FINANCIERE DU PLAT. Forme : Société par actions simplifiée. Adresse du siège social : le Plat Argelliers 34380 Saint-Martin-de-Londres. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 décembre 2008.

3429 - ● 381 336 478. RCS Montpellier SARL CESSI. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : Lieudit la Plaine 34140 Loupiat. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 décembre 2008.

3430 - ● 381 439 363. RCS Montpellier CH RENOVATION SARL. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 790 rue de la Marbrerie 34740 Vendargues. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 30 septembre 2009.

3431 - ● 381 582 204. RCS Montpellier DSPG DIFFUSION SARL. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 39 rue du port 34280 La Grande Motte. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 octobre 2009.

3432 - ● 382 501 997. RCS Montpellier AGENCE VINICOLE PEPIN PAVIA. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 224 chemin des Cazarels B impasse du Four 34270 Saint-Jean-de-Cuculles. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 30 septembre 2009.

**BODACC.fr**

Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

[Consulter les annonces](#)[Baromètre BODACC](#)[Accueil](#) > [Consultation des annonces commerciales](#) > [Résultats de recherche](#) > Annonce n°914 du Bodacc B n°20110068 publiée le 06/04/2011

Consultation des annonces commerciales

Résultat de recherche

[< Retour vers la liste de résultats](#)

Modifications et mutations diverses

Bodacc B n°20110068 publié le 06/04/2011

Annonce n° 914

n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier

Dénomination : SAS HECTARE

Forme : Société par actions simplifiée

Capital : 25000000 EUR

Commentaires : Modification survenue sur le capital

[Téléchargez le témoin de publication](#)[Voir la fiche de renseignement sur l'entreprise 'SAS HECTARE' au Registre du commerce sur le site Infogreffe](#) [Contact](#)[Missions](#)[Mentions légales](#)[Aide](#)[Plan du site](#)[Accessibilité](#)[Réutilisation des données](#)

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES

ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES

ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DE L'INFORMATION
LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.bodacc.fr



Standard.....	01-40-58-75-00
Annonces.....	01-40-58-77-56
Accueil commercial.....	01-40-15-70-10
Abonnements.....	01-40-15-67-77
	(8 h 30 à 12 h 30)
Télécopie.....	01-40-15-72-75

BODACC "B"

Modifications diverses - Radiations

Avis aux lecteurs

Les autres catégories d'insertions sont publiées
dans deux autres éditions séparées selon la répartition suivante

Vente et cessions.....	}	BODACC "A"
Créations d'établissements.....		
Procédures collectives.....		
Procédures de rétablissement personnel.....		
Avis relatifs aux successions.....		
Avis de dépôt des comptes des sociétés.....		BODACC "C"

Banque de données BODACC servie par les sociétés :

Altarea-D&B, EDD, Extelia, Questel, Tessi Informatique, Juriamedia, Pouey International, Scores et Décisions,
Les Echos, Creditsafe, Coface services, Cartegie, La Base Marketing, Infolegale, France Telecom Orange, Telino et Maxisoft.

Conformément à l'article 4 de l'arrêté du 17 mai 1984 relatif à la constitution et à la commercialisation d'une banque de données télématique des informations contenues dans le BODACC, le droit d'accès prévu par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la Direction de l'information légale et administrative.



Le numéro : 3,10 €

Abonnement. – Un an (arrêté du 26 octobre 2010 publié au *Journal officiel* du 28 octobre 2010) :

France : 393,60 €. Pour l'expédition par voie aérienne (outre-mer) ou pour l'étranger :
paiement d'un supplément modulé selon la zone de destination : tarif sur demande

Paiement à réception de facture. En cas de règlement par virement, indiquer obligatoirement le numéro de facture
dans le libellé de votre virement.

www.bodacc.fr

Toutes les annonces civiles et commerciales sur Internet

903 - * 316 317 825 RCS Montpellier. SOCIETE BOISSON SARL. Forme : Société à responsabilité limitée. Administration : Gérant non statutaire : BOISSON Jean-Claude, Albin Gérant non statutaire : BOISSON Elisabeth, Marie-Rose née(e) ROUX Gérant non statutaire : NUFER Stéphane, Paul Commissaire aux comptes titulaire : CABINET BASTIDE ET ALBRIZIO (SARL) Commissaire aux comptes suppléant : BOUDIER xavier. Activité : Électricité industrielle, chauffage industriel, installation, entretien d'usines génie climatique froid industriel et électro-technique automatisé, tuyauterie industrielle eau, gaz et tous fluides, frison, nh3, plomberie, zinguerie, salle blanche, phytotron (craissos de culture), photovoltaïque, géothermie, solaire. Commentaires : Modification survenue sur l'activité, l'administration.

904 - * 518 101 605 RCS Montpellier. ATAUM. Forme : Société à responsabilité limitée. Administration : Gérant statutaire : BOUSQUET Florian, Jocelyn, Gérard Liquidateur : LEMAIRE Geoffrey, Pierre, Jean. Adresse du siège social : 557 avenue du Bois Couchant Parc March Land 2 Bâtiment B 34280 La Grande Motte. Commentaires : Dissolution de la société.

905 - * 503 952 392 RCS Montpellier. SOGISA. Forme : Société à responsabilité limitée. Administration : Gérant statutaire : EDOUARD Marianne. Commentaires : Modification survenue sur l'administration.

906 - * 378 525 521 RCS Montpellier. HOTEL DE LA COMEDIE II SARL. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 16 rue des Clapasses 34670 Saint-Bris. Commentaires : Transfert du siège social.

907 - * 314 903 212 RCS Montpellier. FABIENNE BOTTA, DOMINIQUE JULIEN ET MYCHELE EPPHERRE-CAUSSIL NOTAIRES. Forme : Société civile professionnelle. Administration : Gérant associé : BOTTA Fabienne, Pauline Gérant associé : JULIEN Dominique, Jean-Michel Gérant associé : EPPHERRE-CAUSSIL Michèle, Marianne, Irène née(e) EPPHERRE. Commentaires : Modification survenue sur la dénomination, l'administration.

908 - * 518 186 648 RCS Montpellier. LARTHAUTEQ. Forme : Société à responsabilité limitée. Administration : Gérant non statutaire : BENARD Emmanuel, Jean-Jacques. Adresse du siège social : 70 avenue de la Gare 34560 Montbazin. Commentaires : Dissolution de la société.

909 - * 432 114 718 RCS Montpellier. NEW BOARD CAFE. Forme : Société à responsabilité limitée. Commentaires : Cessation d'activité.

910 - * 520 328 345 RCS Montpellier. SOCIETE CIVILE LACAZE 2. Forme : Société civile. Administration : Gérant statutaire associé : LACAZE Catherine, Andrée née(e) LEFEBVRE. Commentaires : Modification survenue sur la dénomination, l'administration.

911 - * 502 674 039 RCS Montpellier. BILLY DEFANNAGE. Forme : Société à responsabilité limitée. Administration : Co-gérant non statutaire : GIL Monique, Omer née(e) LUTBERT Co-gérant non statutaire : GIL Cédric, Albert. Adresse du siège social : Mas de Colombiers 34590 Marailargues. Commentaires : Dissolution de la société.

912 - * 481 632 768 RCS Montpellier. PALAVAS CAMPING. Forme : Société civile. Administration : Gérant non associé : FUCHS Benoît, Marie, Michel. Commentaires : Modification survenue sur l'administration.

913 - * 448 095 521 RCS Montpellier. MEDESIS PHARMA. Forme : Société anonyme. Capital : 6910840 euros. Commentaires : Modification survenue sur le capital.

914 - * 351 338 660 RCS Montpellier. SAS HECTARE. Forme : Société par actions simplifiée. Capital : 25000000 euros. Commentaires : Modification survenue sur le capital.

915 - * 309 204 832 RCS Montpellier. SOCIETE D'INFORMATIQUE SPECIALISEE DANS LE TRAITEMENT DES ENTREPRISES MEDITERRANEENNES. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 287 Ave de Bozargues 34000 Montpellier. Commentaires : Dissolution de la société suite à réunion de toutes les parts ou actions en une seule main.

916 - * 440 353 324 RCS Montpellier. F.P. HOLDING. Forme : Société anonyme. Administration : Président du Conseil d'Administration : CASTEL Patrick, Mathurin Administrateur : CASTEL Françoise, Marguerite, Nicole, Donatienne née(e) CHATELLIER Administrateur : PAYRAUDEAU Pascal, André, Antoine Administrateur : GAILLAC DISTRIBUTION (SA) représenté par MAUILLON

Hubert, Gilles, Jacques Commissaire aux comptes titulaire : G.F.A. AQUITAINE Commissaire aux comptes titulaire : LMR AUDIT (SARL) Commissaire aux comptes suppléant : MARFAING Gauthier Commissaire aux comptes suppléant : LECOMTE Véronique. Commentaires : Modification survenue sur l'administration.

917 - * 508 880 648 RCS Montpellier. LP EXPANSION. Forme : Société par actions simplifiée. Administration : Président : PARNOT Lilian, Robert Directeur général : MARTINEZ Cathy, Laurence, Marie, José Commissaire aux comptes titulaire : FRANCOIS GIRARD AUDIT CONSEIL (SARL) Commissaire aux comptes suppléant : GIRARD François Co-commissaire aux comptes titulaire : A.F.H. (SARL) Co-commissaire aux comptes suppléant : MAUREL Alain. Commentaires : Modification survenue sur l'administration.

918 - * 504 349 853 RCS Montpellier. DE DEUX MAINS. Forme : Société à responsabilité limitée. Administration : Gérant non statutaire : ENOCH gwenael. Adresse du siège social : 754 rue de Las Sorbes Apt 21 Bâtiment F Res de l'Agriculture 34080 Montpellier. Commentaires : Modification survenue sur l'administration et transfert du siège social.

919 - * 306 349 747 RCS Montpellier. COMPTOIR DES MATERIAUX. Forme : Société anonyme à directoire et à conseil de surveillance. Administration : Membre du conseil de direction : GOMEZ Gilbert Président du Conseil de Surveillance : GOMEZ Elian Directeur général unique du directoire : GOMEZ Richard Membre du Conseil de Surveillance : GOMEZ Monique née(e) PAPPALARDO Commissaire aux comptes titulaire : MASSOT Dominique Commissaire aux comptes suppléant : BOUDET Guillaume. Commentaires : Modification survenue sur la forme juridique, l'administration.

920 - * 451 492 862 RCS Montpellier. LUMAX. Forme : Société à responsabilité limitée. Administration : Gérant statutaire : IARIA Eric. Adresse du siège social : Zae les Coustellers 132 rue de la Bourguine 34160 Castries. Commentaires : Dissolution de la société.

921 - * 420 055 931 RCS Montpellier. SARL OPTIQUE SAINT PAUL. Forme : Société à responsabilité limitée. Commentaires : Cessation d'activité de la société.

922 - * 507 990 505 RCS Montpellier. RADIATEURS LAAZIZ. Forme : Société à responsabilité limitée. Administration : Co-gérant non statutaire : LAAZIZ Soumia née(e) HNIDA Co-gérant non statutaire : LAAZIZ Mohamed. Adresse du siège social : 47 rue du Faubourg St Jaumes Résidence St Jaumes - Les Anémones 34000 Montpellier. Commentaires : Dissolution de la société.

923 - * 530 831 395 RCS Montpellier. AD CONCEPTS IMMOBILIERS. Forme : Société à responsabilité limitée. Administration : Gérant statutaire : DESSALCES Aline née(e) RANDRIANJANAKA. Commentaires : Modification survenue sur l'administration.

924 - * 397 990 300 RCS Montpellier. VERTEX. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse de l'établissement principal : 11 rue Charles de Coulomb 34070 Montpellier. Commentaires : Etablissement principal donné en location-gérance.

925 - * 444 277 743 RCS Montpellier. SARL SOFIMO. Forme : Société à responsabilité limitée. Administration : Gérant statutaire : GANTOU Estelle, Marie-Suzanne née(e) CANAC. Adresse du siège social : Res le Kursaal, Bâtiment A, 27 avenue Samuel Bassaget 34280 Carnon. Commentaires : Dissolution de la société.

926 - * 500 103 494 RCS Montpellier. CLUB DES PARCS. Forme : Société à responsabilité limitée. Administration : Gérant non statutaire : BLANC Verouchka, Vanessa née(e) GERVAIS Gérant non statutaire : BLANC Serge. Commentaires : Modification survenue sur l'administration.

927 - * 504 860 792 RCS Montpellier. LE CONTINENT. Forme : Société à responsabilité limitée. Commentaires : Cessation d'activité de la société.

928 - * 449 335 199 RCS Montpellier. SARL CHEZ FLORENT. Forme : Société à responsabilité limitée. Administration : Gérant non statutaire : RODRIGUEZ Fulgencio. Adresse du siège social : 3 rue du Labadou 34150 Saint-Jean-de-Fos. Commentaires : Dissolution de la société.

929 - * 503 676 694 RCS Montpellier. MONDI CONSTRUCTIONS. Forme : Société à responsabilité limitée. Administration : Gérant non statutaire : ASSOUL Mehdi. Commentaires : Modification survenue sur l'administration.

[Se connecter](#)**BODACC.fr**

Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

[Consulter les annonces](#)[Baromètre BODACC](#)[Accueil](#) > [Consultation des annonces commerciales](#) > [Résultats de recherche](#) > Annonce n°4067 du Bodacc C n°20110091 publié le 20/12/2011

Consultation des annonces commerciales

Résultat de recherche

[Retour vers la liste de résultats](#)

Avis de dépôts des comptes des sociétés

Bodacc C n°20110091 publié le 20/12/2011

Annonce n° 4067

n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier

Dénomination sociale : SAS HECTARE

Forme : Société par actions simplifiée

Adresse du siège social : Clos des Charterelles rue du Romarin BP 16 34830 Cleppes

Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31/08/2010

[Téléchargez le mémoire de justification](#)[Voir la fiche de renseignements sur l'entreprise 'SAS HECTARE' au Registre du commerce sur le site Infogreffe](#) [Contact](#)[Mentions](#)[Mentions légales](#)[Aide](#)[Plan du site](#)[Accessibilité](#)[Réutilisation des données](#)

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES

ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES

ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DE L'INFORMATION
LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.dila.premier-ministre.gouv.fr
www.bodacc.fr



Standard.....	01-40-58-75-00
Annonces.....	01-40-58-77-58
Accueil commercial.....	01-40-15-70-10
Abonnements.....	01-40-15-67-77 (8 h 30 à 12 h 30)
Télécopie.....	01-40-15-72-75

BODACC "C"

Avis de dépôts des comptes des sociétés

Avis aux lecteurs

Les autres catégories d'insertions sont publiées
dans deux autres éditions séparées selon la répartition suivante

Vente et cessions.....	}	BODACC "A"
Créations d'établissements.....		
Procédures collectives.....		
Procédures de rétablissement personnel.....		
Avis relatifs aux successions.....		
Modifications diverses.....	}	BODACC "B"
Radiations.....		

Banque de données BODACC servie par les sociétés :

Altarex-D&B, EDD, Extella, Questel, Tessi Informatique, Jurismedia, Pouey International, Scores et Décisions,
Les Echos, Creditsafe, Coface services, Cartegie, La Base Marketing, Infolegale, France Telecom Orange, Telino et Maxisoft.

Conformément à l'article 4 de l'arrêté du 17 mai 1984 relatif à la constitution et à la commercialisation d'une banque de données télématique des informations contenues dans le BODACC, le droit d'accès prévu par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la Direction de l'information légale et administrative.



Le numéro : 3,10 €

Abonnement – Un an (arrêté du 26 octobre 2010 publié au *Journal officiel* du 28 octobre 2010) :

France : 313,60 €. Pour l'expédition par voie aérienne (outre-mer) ou pour l'étranger :
paiement d'un supplément modulé selon la zone de destination ; tarif sur demande

Paiement à réception de facture. En cas de règlement par virement, indiquer obligatoirement le numéro de facture
dans le libellé de votre virement.

www.bodacc.fr

Toutes les annonces civiles et commerciales sur Internet

4067 - ● 351 336 660. RCS Montpellier SAS HECTARE. Forme : Société par actions simplifiée. Adresse du siège social : Clos des Chanterelles rue du Romarin BP 18 34830 Clapiers. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 août 2010.

4068 - ● 351 447 438. RCS Montpellier ANTIGONE CONNEXION BILINGUE SARL. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 65 - 85 place de Thésalie 34000 Montpellier. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 décembre 2010.

4069 - ● 351 698 592. RCS Montpellier SARL GARAGE ST MICHEL. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : rue de l'Agathois 34000 Montpellier. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 mars 2011.

4070 - ● 351 889 241. RCS Montpellier ROUVIER SARL. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : Zone Industrielle route de Montpellier 34700 Lodève. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 décembre 2008.

4071 - ● 351 889 241. RCS Montpellier ROUVIER SARL. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : Zone Industrielle route de Montpellier 34700 Lodève. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 décembre 2009.

4072 - ● 351 889 241. RCS Montpellier ROUVIER SARL. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : Zone Industrielle route de Montpellier 34700 Lodève. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 décembre 2010.

4073 - ● 352 323 562. RCS Montpellier PALABRI. Forme : Société par actions simplifiée. Adresse du siège social : Lieudit l'Aube Rouge RN 113 34170 Castelnau-le-Lez. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 décembre 2010.

4074 - ● 352 537 807. RCS Montpellier S.M.G. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 54 chemin des Parrans 34820 Ausas. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 décembre 2010.

4075 - ● 353 020 068. RCS Montpellier LA GLORINETTE. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 201 place de la Libération Saint-Just 34400 Lunel. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 décembre 2010.

4076 - ● 353 788 391. RCS Montpellier DIFFUSION AUTOMOBILE DU MIDI. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : Zone Industrielle des Eaux Blanches 34200 Sète. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 décembre 2010.

4077 - ● 377 543 798. RCS Montpellier MISTRAL INVESTISSEMENTS SA. Forme : Société anonyme. Adresse du siège social : le Stratégie Concept Parc Millénaire I Bâtiment 3 1300 rue Albert Einstein 34000 Montpellier. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 décembre 2010.

4078 - ● 377 867 825. RCS Montpellier GAZ MEDICAL SERVICES SARL. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : Zone Artisanale Saint-Antoine lotissement N° 37 34130 Saint-Aunès. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 mars 2011.

4079 - ● 377 951 983. RCS Montpellier TRANSPORTS PEYSSON. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 21 les Eaux Blanches 34200 Sète. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 décembre 2010.

4080 - ● 378 228 613. RCS Montpellier CABINET SIRAGUSA SARL. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 83 rue Yves Montand Zone d'Activités Commerciales Parc 2000 34080 Montpellier. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 décembre 2010.

4081 - ● 378 501 282. RCS Montpellier BOUCHERIE CAIZERGUES MARCEL ET FILS SARL. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 6 place de la Mairie 34150 Aniane. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 mars 2011.

4082 - ● 378 598 551. RCS Montpellier MENUISERIE EBENISTERIE DES COTEAUX. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : Zone Artisanale des Coteaux lotissement N°2 34430 Saint-Jean-de-Vedas. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 décembre 2010.

4083 - ● 378 715 155. RCS Montpellier BATIR ENTREPRISES SARL. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 355 rue Verdémiaire le Belén 34000 Montpellier. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 décembre 2010.

4084 - ● 379 300 379. RCS Montpellier S U B G I B. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 6 rue Saturne 34110 Frontignan-la-Peyrade. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 30 septembre 2010.

4085 - ● 379 577 992. RCS Montpellier AUX DELICES. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 8 place Saint-Jean 34130 Lansargues. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 30 juin 2011.

4086 - ● 379 843 154. RCS Montpellier AU CROISSANT OLE. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 31 rue John Steinbeck 34130 Mauguio. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 30 septembre 2010.

4087 - ● 380 040 071. RCS Montpellier TRANSPORTS EXPRESS MEDITERRANEE. Sigle : T.E.M. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 15 rue de la Brise Marine 34200 Sète. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 mars 2011.

4088 - ● 380 047 795. RCS Montpellier TAVAKOLI SARL. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 5B Grand rue 34830 Clapiers. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 décembre 2010.

4089 - ● 380 148 932. RCS Montpellier SOFRA. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 75 allée Wilhem Roentgen 34000 Montpellier. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 décembre 2008.

4090 - ● 380 148 932. RCS Montpellier SOFRA. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 75 allée Wilhem Roentgen 34000 Montpellier. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 décembre 2009.

4091 - ● 380 148 932. RCS Montpellier SOFRA. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 75 allée Wilhem Roentgen 34000 Montpellier. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 décembre 2010.

4092 - ● 380 193 045. RCS Montpellier BALCO SARL. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 5 rue des Arbousiers 34270 Saint-Mathieu-de-Treviers. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 décembre 2010.

4093 - ● 380 567 495. RCS Montpellier GESTION PATRIMOINE IMMOBILIER. Forme : Société par actions simplifiée. Adresse du siège social : 56 rue Paul Eluard 34080 Montpellier. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 mars 2011.

4094 - ● 380 985 853. RCS Montpellier SOCIETE BOISSERON-NAISE D'ALIMENTATION ANIMALE SARL. Sigle : SBAA. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : Ave Frédéric Mistral Boisseron 34160 Castries. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 mars 2011.

4095 - ● 381 122 142. RCS Montpellier RESIDENCE LA QUINTESSENCE SA. Forme : Société anonyme. Adresse du siège social : Lieu Dit l'Esplanade 34270 Saint-Mathieu-de-Treviers. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 décembre 2010.

4096 - ● 381 156 637. RCS Montpellier PHARMACIE GUILLON DAUMAS SARL. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 1B place du Pont Tréguat 34920 Le Cres. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 mars 2011.

4097 - ● 381 430 966. RCS Montpellier INGENIERIE INFRASTRUCTURE INFORMATIQUE SARL. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 38 rue de la Méditerranée 34070 Montpellier. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 mars 2011.

4098 - ● 381 468 099. RCS Montpellier SUD COUTURE. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : Centre Commercial Montlaur 34540 Balaruc-les-Bains. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 décembre 2010.

4099 - ● 381 954 593. RCS Montpellier JF IMPRESSION. Forme : Société par actions simplifiée. Adresse du siège social : 296 rue Patrice Lumumba 34000 Montpellier. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 30 juin 2011.

4100 - ● 382 031 185. RCS Montpellier ENTREPRISE DAMOIS SARL. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : Parc Saint-Jean Mas de Grille 34430 Saint-Jean-de-Vedas. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 mars 2011.

4101 - ● 382 047 199. RCS Montpellier LOCAZUR HOTEL SARL. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : Terre Plein de la Capitainerie 34280 La Grande Motte. Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 décembre 2010.

[Se connecter](#)[Consulter les annonces](#)[Baromètre BODACC](#)[Accueil](#) > [Consultation des annonces commerciales](#) > [Résultats de recherche](#) > Annonce n°972 du Bodacc B n°20120037 publié le 22/02/2012

Consultation des annonces commerciales

Résultat de recherche

[< Retour vers la liste de résultats](#)

Modifications et mutations diverses

Bodacc B n°20120037 publié le 22/02/2012

Annonce n° 972

n°RCS : 351 338 560 RCS Montpellier

Dénomination : SAS HECTARE

Forme : Société par actions simplifiée

Capital : 30000000 EUR

Commentaires : Modification: survenue sur le capital.

[Téléchargez le témoin de publication](#)[Voir la fiche de renseignement sur l'entreprise 'SAS HECTARE' au Registre du commerce sur le site Infogreffe.](#)[Contact](#)[Missions](#)[Mentions légales](#)[Aide](#)[Plan du site](#)[Accessibilité](#)[Réutilisation des données](#)

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES

ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES

ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DE L'INFORMATION
LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.dila.premier-ministre.gouv.fr
www.bodacc.fr



Standard	01-40-58-75-00
Annonces	01-40-58-77-56
Accueil commercial	01-40-15-70-10
Abonnements	01-40-15-67-77
	(8 h 30 à 12 h 30)
Télécopie	01-40-58-77-57

BODACC "B"

Modifications diverses - Radiations

Avis aux lecteurs

Les autres catégories d'insertions sont publiées
dans deux autres éditions séparées selon la répartition suivante

Vente et cessions.....	}	BODACC "A"
Créations d'établissements		
Procédures collectives		
Procédures de rétablissement personnel		
Avis relatifs aux successions		
Avis de dépôt des comptes des sociétés		BODACC "C"

Banque de données BODACC servie par les sociétés :

Altarea-D&B, EDD, Extelia, Questel, Tessi Informatique, Jurismédia, Pouey International, Scores et Décisions,
Les Echos, Creditsafe, Coface services, Cartegie, La Base Marketing, Infolegale, France Telecom Orange, Telino et Maxisoft.

Conformément à l'article 4 de l'arrêté du 17 mai 1984 relatif à la constitution et à la commercialisation d'une banque de données télématique des informations contenues dans le BODACC, le droit d'accès prévu par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la Direction de l'information légale et administrative.

Le numéro : 3,50 €

Abonnement. - Un an (arrêté du 17 novembre 2011 publié au Journal officiel du 19 novembre 2011) :

France : 415,90 €. Pour l'expédition par voie aérienne (outre-mer) ou pour l'étranger :
paiement d'un supplément modulé selon la zone de destination, tant sur demande

Paiement à réception de facture. En cas de règlement par virement, indiquer obligatoirement le numéro de facture
dans le libellé de votre virement.



www.bodacc.fr

Toutes les annonces civiles et commerciales sur Internet

dence Oxygène 1401 avenue du Mondial 98 - CS 68214 34965 Montpellier Cedex 2. *Commentaires* : Transfert du siège social, transfert de l'établissement principal.

955 - ● 504 858 572 RCS Montpellier **FAUBERT SERVICES**. *Forme* : Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social* : résidence Eden A 130 rue Robert Fages 34280 La Grande Motte. *Adresse de l'établissement principal* : 130 avenue Robert Fages résidence Eden A 34280 La Grande Motte. *Commentaires* : Transfert du siège social, transfert de l'établissement principal.

956 - ● 451 758 460 RCS Montpellier **SOLEIA IMMOBILIER.COM**. *Forme* : Société à responsabilité limitée. *Administration* : Gérant statutaire : MAIGNE Jean-Michel, François Gérant statutaire : SEGOBIA Frédérique née DRENNES. *Commentaires* : Modification survenue sur l'administration.

957 - ● 422 614 826 RCS Montpellier **MAGIK METAL**. *Forme* : Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social* : 174 rue Pina Bausch 34080 Montpellier. *Adresse de l'établissement principal* : 174 rue Pina Bausch 34080 Montpellier. *Commentaires* : Transfert du siège social, transfert de l'établissement principal.

958 - ● 508 777 513 RCS Montpellier **NOUVELLE TERRE**. *Forme* : Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social* : 210 avenue des Cocardières Zone d'Activités Economiques Via Domitia 34160 Castries. *Adresse de l'établissement principal* : 210 avenue des Cocardières Zone d'Activités Economiques Via Domitia 34160 Castries. *Commentaires* : Transfert du siège social, transfert de l'établissement principal.

959 - ● 523 787 083 RCS Montpellier **CITYA DEVELOPPEMENT AFFAIRES NOUVELLES**. *Forme* : Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social* : 57 rue Favre de Castor 34080 Montpellier. *Commentaires* : Dissolution de la société suite à réunion de toutes les parts ou actions en une seule main.

960 - ● 515 096 642 RCS Montpellier **BH INFORMATIQUE**. *Forme* : Société à responsabilité limitée. *Capital* : 26000 euros. *Commentaires* : Modification survenue sur le capital.

961 - ● 452 695 687 RCS Montpellier **UN POINT, UN TRAIT**. *Forme* : Société à responsabilité limitée. *Administration* : Gérant non statutaire : MERCY Eric, Pierre, Henri. *Commentaires* : Modification survenue sur l'administration.

962 - ● 444 278 261 RCS Montpellier **DEDIENNE CARDIO**. *Forme* : Société à responsabilité limitée. *Administration* : Gérant statutaire : FONFREIDE Gerard, Christian-Jacques. *Adresse du siège social* : 95 rue André Malraux 34130 Mauguio. *Commentaires* : Dissolution de la société.

963 - ● 491 991 691 RCS Montpellier **J.A.D.E.** *Forme* : Société à responsabilité limitée. *Administration* : Gérant(e) : DE TORRES Frédéric. *Adresse du siège social* : 1 rue de Provence 34200 Sète. *Commentaires* : Dissolution de la société.

964 - ● 493 731 145 RCS Montpellier **ESPACE SOINS**. *Forme* : Société d'exercice libéral à responsabilité limitée. *Administration* : Gérant non statutaire : BIVIC Elsa, Sophie Gérant non statutaire : BENE Laurence, Christelle née VILLEDIEU Gérant non statutaire : REFREGERS Thierry, Felix, Edgard Gérant non statutaire : FLORES Joseph, Vincent, Jérôme Gérant non statutaire : ZENGER Marlène, Gisela, Katharine Gérant non statutaire : BOYER Laurent. *Commentaires* : Modification survenue sur l'administration.

965 - ● 486 800 054 RCS Montpellier **CLINIQUE DU PARC**. *Forme* : Société anonyme. *Capital* : 100000 euros. *Commentaires* : Modification survenue sur le capital.

966 - ● 517 692 638 RCS Montpellier **AUDIT SUD ST JEAN**. *Forme* : Société à responsabilité limitée. *Administration* : Gérant statutaire : JARRIE Claire, Estelle, Sarah Gérant statutaire : LEONEL Nicolas, Pierre, Merlin Co-Gérant : DEHORS Michel, Lucien, Marie, Bernard. *Commentaires* : Modification survenue sur l'administration.

967 - ● 500 613 476 RCS Montpellier **SCM THERAPIES NOUVELLES**. *Forme* : Société civile de moyens. *Administration* : Gérant associé : AUDIBERT Geneviève, Marie Gérant associé : CORNIBERT Emmanuel, Stéphane Gérant associé : THEBAUD Maryse, Madeleine, Noëlle Gérant associé : LEROUX Anne-Marie, Germaine Gérant associé : NEZEREAU Mélanie. *Commentaires* : Modification survenue sur l'administration.

968 - ● 509 605 648 RCS Montpellier **GDS-MILTA**. *Forme* : Société à responsabilité limitée. *Administration* : Co-gérant statutaire : MOREAU Guillaume, Henri, Daniel. *Commentaires* : Modification survenue sur l'administration.

969 - ● 445 260 672 RCS Montpellier **DUBOC**. *Forme* : Société à responsabilité limitée. *Administration* : Gérant statutaire : DUBOC Françoise, Lucie, Simone née ORANGE. *Commentaires* : Modification survenue sur l'administration.

970 - ● 420 169 633 RCS Montpellier **ALLO FLUVIASSISTANCE SARL**. *Forme* : Société à responsabilité limitée. *Capital* : 10000 euros. *Commentaires* : Modification survenue sur le capital.

971 - ● 501 686 651 RCS Montpellier **BBM**. *Forme* : Société civile. *Adresse du siège social* : 3 rue du Commerce 34000 Montpellier. *Adresse de l'établissement principal* : 3 rue du Commerce 34000 Montpellier. *Commentaires* : Transfert du siège social, transfert de l'établissement principal.

972 - ● 351 338 680 RCS Montpellier **SAS HECTARE**. *Forme* : Société par actions simplifiée. *Capital* : 3000000 euros. *Commentaires* : Modification survenue sur le capital.

973 - ● 498 433 630 RCS Montpellier **BMB**. *Forme* : Société civile. *Adresse du siège social* : 3 rue du Commerce 34000 Montpellier. *Adresse de l'établissement principal* : 3 rue du Commerce 34000 Montpellier. *Commentaires* : Transfert du siège social, transfert de l'établissement principal.

974 - ● 478 026 990 RCS Montpellier **STRADA ARCHITECTURE**. *Forme* : Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social* : 26 allée Jules Milhau Immeuble Le Triangle 34000 Montpellier. *Adresse de l'établissement principal* : 26 allée Jules Milhau Immeuble Le Triangle 34000 Montpellier. *Commentaires* : Transfert du siège social, transfert de l'établissement principal.

975 - ● 517 657 565 RCS Montpellier **VAHDANI**. *Forme* : Société civile. *Administration* : Gérant statutaire associé : VAHDANI Amir, Reza. *Commentaires* : Modification survenue sur la dénomination, l'administration.

976 - ● 479 554 412 RCS Montpellier **TFF**. *Forme* : Société à responsabilité limitée à associé unique. *Adresse du siège social* : 26 allée Jules Milhau Immeuble Le Triangle 34000 Montpellier. *Adresse de l'établissement principal* : 26 allée Jules Milhau Immeuble Le Triangle 34000 Montpellier. *Commentaires* : Transfert du siège social, transfert de l'établissement principal.

977 - ● 505 094 565 RCS Montpellier **LABEL ROUTE**. *Forme* : Société coopérative d'intérêt collectif à responsabilité limitée. *Administration* : Gérant non statutaire : RIVIERE Jacques, André, Joseph. *Commentaires* : Modification survenue sur l'administration.

978 - ● 479 500 704 RCS Montpellier **SCIFF**. *Forme* : Société à responsabilité limitée à associé unique. *Administration* : Gérant non statutaire : GARZILLO Simon, Benjamin. *Commentaires* : Modification survenue sur l'administration.

979 - ● 490 641 758 RCS Montpellier **BL PIECES AUTO**. *Forme* : Société à responsabilité limitée. *Administration* : Gérant non statutaire : LOPEZ Jean-Marc Co-Gérant : LOPEZ Kevin, Alain, Jean. *Commentaires* : Modification survenue sur l'administration.

980 - ● 397 581 265 RCS Montpellier **SARL LOISIRS DE NUIT**. *Forme* : Société à responsabilité limitée. *Nom commercial* : OSMOSE. *Commentaires* : Modification survenue sur le nom commercial.

981 - ● 537 993 339 RCS Montpellier **SARL "SAN JAMES"**. *Forme* : Société à responsabilité limitée. *Activité* : Débit de boissons, restauration, licence IV, salle de danse. *Adresse de l'établissement principal* : 42 avenue Georges Clemenceau 34000 Montpellier. *Commentaires* : Mise en activité de la société. *Date de commencement d'activité* : 16 septembre 2011.

982 - ● 442 880 811 RCS Montpellier **COPHIL**. *Forme* : Société civile. *Administration* : Gérant statutaire : BOIX Jean, Ange, Gérard. *Adresse du siège social* : 89 rue Gaston Baissette 34130 Mauguio. *Commentaires* : Dissolution de la société.

983 - ● 504 169 764 RCS Montpellier **SOCIETE CIVILE CONSULTANT - BATIMENT & INDUSTRIE**. *Forme* : Société civile. *Administration* : Gérant associé : BEDU Claude, André. *Adresse du siège social* : 59 rue du Mazet 34980 Saint-Clément-de-Rivière. *Commentaires* : Dissolution de la société.

984 - ● 776 059 222 RCS Montpellier **B 3 R**. *Forme* : Société à responsabilité limitée. *Administration* : Gérant statutaire : BARRIAL Daniel, Marcel Gérant statutaire : LALLEMENT Didier, Bernard Gérant statutaire : DE TURCKHEIM Guillaume, Raymond, Gérard Gérant statutaire : DANIS Jeremy, Ronald. *Commentaires* : Modification survenue sur l'administration.

[Se connecter](#)**BODACC.fr**

Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

[Consulter les annonces](#)[Baromètre BODACC](#)[Accueil](#) > [Consultation des annonces commerciales](#) > [Résultats de recherche](#) > Annonce n°1006 du Bodacc C n°20120024 publié le 30/04/2012

Consultation des annonces commerciales

Résultat de recherche

[< Retour vers la liste de résultats](#)

Avis de dépôts des comptes des sociétés

Bodacc C n°20120024 publié le 30/04/2012

Annonce n° 1006

n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier

Dénomination sociale : SAS HECTARE

Forme : Société par actions simplifiée

Adresse du siège social : Clos des Chanterelles rue du Romarin BP 10 34830 Clapiers

Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31/07/2011

[Téléchargez le témoin de publication](#)[Voir la fiche de renseignement sur l'entreprise 'SAS HECTARE' au Registre du commerce sur le site Infogreffe](#) [Contact](#)[Missions](#)[Mentions légales](#)[Aide](#)[Plan du site](#)[Accessibilité](#)[Réutilisation des données](#)

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES

ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES

ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DE L'INFORMATION
LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.dila.premier-ministre.gouv.fr
www.bodacc.fr



Standard.....	01-40-58-75-00
Annonces.....	01-40-58-77-56
Accueil commercial.....	01-40-15-70-10
Abonnements.....	01-40-15-67-77
	(8 h 30 à 12 h 30)
Télécopie.....	01-40-58-77-57

BODACC "C"

Avis de dépôts des comptes des sociétés

Avis aux lecteurs

Les autres catégories d'insertions sont publiées
dans deux autres éditions séparées selon la répartition suivante

Vente et cessions.....	}	BODACC "A"
Créations d'établissements.....		
Procédures collectives.....		
Procédures de rétablissement personnel.....		
Avis relatifs aux successions.....		
Modifications diverses.....	}	BODACC "B"
Radiations.....		

Banque de données BODACC servie par les sociétés :

Altarea-D&B, EDD, Extelia, Questel, Tessi Informatique, Jurismédia, Pouey International, Scores et Décisions,
Les Echos, Creditsafe, Coface services, Cartegie, La Base Marketing, Infolegale, France Telecom Orange, Telino et Maxisoft.

Conformément à l'article 4 de l'arrêté du 17 mai 1984 relatif à la constitution et à la commercialisation d'une banque de données télématique des informations contenues dans le BODACC, le droit d'accès prévu par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la Direction de l'information légale et administrative



Le numéro : 3,50 €

Abonnement. – Un an (arrêté du 17 novembre 2011 publié au *Journal officiel* du 19 novembre 2011) :

France : 331,30 € Pour l'expédition par voie aérienne (outre-mer) ou pour l'étranger :
paiement d'un supplément modulé selon la zone de destination : tarif sur demande

Paiement à réception de facture. En cas de règlement par virement, indiquer obligatoirement le numéro de facture
dans le libellé de votre virement.

www.bodacc.fr

Toutes les annonces civiles et commerciales sur Internet

981 - ● 349 325 605. RCS Montpellier **INNOVATIONS DECOUVERTES ET EXPERIENCES SARL**. *Sigle*: IDEE. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: 9 boulevard Sartail 34000 Montpellier. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2010.

982 - ● 349 544 411. RCS Montpellier **JEAN LUC GIROD SARL**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: 32 rue des Gabares Résidence du Port, Antigone 34000 Montpellier. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 30 septembre 2009.

983 - ● 349 544 411. RCS Montpellier **JEAN LUC GIROD SARL**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: 32 rue des Gabares Résidence du Port, Antigone 34000 Montpellier. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 30 septembre 2010.

984 - ● 349 544 411. RCS Montpellier **JEAN LUC GIROD SARL**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: 32 rue des Gabares Résidence du Port, Antigone 34000 Montpellier. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 30 septembre 2011.

985 - ● 349 825 455. RCS Montpellier **LE CAMARGUAIS SARL**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: route de Palavas - Lieudit Gramenet 34970 Lattes. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 30 septembre 2011.

986 - ● 350 170 135. RCS Montpellier **ETABLISSEMENTS COURBEY**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: route de Carnon 34970 Lattes. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 30 juin 2011.

987 - ● 350 177 135. RCS Montpellier **MARC FRERES SARL**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: route de Rabieux 34650 Lunas. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2008.

988 - ● 350 177 135. RCS Montpellier **MARC FRERES SARL**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: route de Rabieux 34650 Lunas. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2009.

989 - ● 350 177 135. RCS Montpellier **MARC FRERES SARL**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: route de Rabieux 34650 Lunas. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2010.

990 - ● 350 258 190. RCS Montpellier **S.N. CONSTRUCTIONS SARL**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: Inter Centre route de SAINT-GEORGES-D'Orques 34990 Juvignac. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2011.

991 - ● 350 565 644. RCS Montpellier **SELARL DE RHUMATOLOGIE ET DE MEDECINE THERMALE**. *Forme*: Société d'exercice libéral à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: Res Lou Biau - Hall N° 3 34540 Balaruc-les-Bains. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2010.

992 - ● 350 588 984. RCS Montpellier **GERVAIS CONSTRUCTION SARL**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: 48 impasse des Coccinelles 34000 Montpellier. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2011.

993 - ● 350 635 967. RCS Montpellier **EUROPE FORMULE 1 DISTRIBUTION SARL E.F.D.** *Sigle*: EFD. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: 100 route Nationale 113 34920 Le Cres. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 mars 2011.

994 - ● 350 735 338. RCS Montpellier **ESTHETIC 2000**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: 11 traverse de l'Artimon 34970 Lattes. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2003.

995 - ● 350 735 338. RCS Montpellier **ESTHETIC 2000**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: 11 traverse de l'Artimon 34970 Lattes. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2004.

996 - ● 350 735 338. RCS Montpellier **ESTHETIC 2000**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: 11 traverse de l'Artimon 34970 Lattes. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2005.

997 - ● 350 735 338. RCS Montpellier **ESTHETIC 2000**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: 11 traverse de l'Artimon 34970 Lattes. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2006.

998 - ● 350 735 338. RCS Montpellier **ESTHETIC 2000**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: 11 traverse de l'Artimon 34970 Lattes. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2007.

999 - ● 350 735 338. RCS Montpellier **ESTHETIC 2000**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: 11 traverse de l'Artimon 34970 Lattes. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2008.

1000 - ● 350 735 338. RCS Montpellier **ESTHETIC 2000**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: 11 traverse de l'Artimon 34970 Lattes. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2009.

1001 - ● 350 735 338. RCS Montpellier **ESTHETIC 2000**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: 11 traverse de l'Artimon 34970 Lattes. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2010.

1002 - ● 351 014 477. RCS Montpellier **CENTRE D'ENTRETIEN ET DE RENOVATION DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS CERBTP**. *Sigle*: CERBTP. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: 36 avenue du Pont Juvénal 34000 Montpellier. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2010.

1003 - ● 351 106 380. RCS Montpellier **LA CONSTRUCTION METALLIQUE ARTISANALE**. *Sigle*: CMA. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: 10 chemin du Regina 34110 Vie-la-Gardiole. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 30 septembre 2011.

1004 - ● 351 189 923. RCS Montpellier **SYSTOLIC SARL**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: 19 avenue Joseph Reboul 34920 Le Cres. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2010.

1005 - ● 351 277 314. RCS Montpellier **SO.GI.CO**. *Forme*: Société par actions simplifiée. *Adresse du siège social*: 202 avenue des Moulins 34086 Montpellier. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2011.

1006 - ● 351 338 660. RCS Montpellier **SAS HECTARE**. *Forme*: Société par actions simplifiée. *Adresse du siège social*: Clos des Chanterelles rue du Romarin BP 18 34830 Clapiers. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 juillet 2011.

1007 - ● 351 476 437. RCS Montpellier **PROFIMA SARL**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: 1 rue du Cherché Midi 34000 Montpellier. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2009.

1008 - ● 351 476 437. RCS Montpellier **PROFIMA SARL**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: 1 rue du Cherché Midi 34000 Montpellier. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2010.

1009 - ● 351 521 398. RCS Montpellier **DOMINIQUE TORREILLES SARL**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: 11 boulevard Henri IV 34000 Montpellier. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2009.

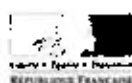
1010 - ● 351 521 398. RCS Montpellier **DOMINIQUE TORREILLES SARL**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: 11 boulevard Henri IV 34000 Montpellier. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 mars 2011.

1011 - ● 351 754 312. RCS Montpellier **B R ELECTRICITE SARL**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: 149 rue Gay Lussac logt 12 34090 Montpellier. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 30 septembre 2011.

1012 - ● 351 859 582. RCS Montpellier **SOCIETE AUXILIAIRE DE SERVICES POUR L'IMMOBILIER SARL**. *Sigle*: S.A.S.I. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: 445 chemin de Brouté Cabré 34400 Lunel. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 mars 2011.

1013 - ● 351 859 665. RCS Montpellier **LES AMBULANCES SAINT JEAN**. *Forme*: Société à responsabilité limitée à associé unique. *Adresse du siège social*: 5B rue Lamasse 34740 Vendargues. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 mars 2011.

1014 - ● 352 244 768. RCS Montpellier **SOCIETE GESTION B S.G.B. SARL**. *Sigle*: SGB. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: 76 boulevard de Strasbourg 34400 Lunel. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2008.



Consultation des annonces commerciales

Résultat de recherche

< [Retour vers la liste de résultats](#)

Modifications et mutations diverses

Bodacc B n°20150018 publiée le 27/01/2015

Annonce n° 949

n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier

Dénomination : SAS HECTARE

Forme : Société par actions simplifiée

Administration : Président : SAS HECTARE HOLDING (SAS) Directeur général : PORTALES Ghislaine née LAMBERT Directeur général délégué : PORTALES Laury,

Georgette, Simone Directeur général délégué : PORTALES Guilhem, Charles, Octave Directeur général délégué : PORTALES Anne, Nelly, Renée Directeur général

délégué : PORTALES robin, max, ghislain Commissaire aux comptes titulaire : JONAS Jean-Claude Commissaire aux comptes suppléant : GOGUET Pierre

Commentaires : Modification survenue sur l'administration



[Téléchargez le témoin de publication](#)

[Voir la fiche de renseignement sur l'entreprise 'SAS HECTARE' au Registre du commerce sur le site Infogreffe](#)

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES

ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DE L'INFORMATION
LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.dila.premier-ministre.gouv.fr
www.bodacc.fr



Standard.....	01-40-58-75-00
Annonces.....	01-40-58-77-58
Accueil commercial.....	01-40-15-70-10
Abonnements.....	01-40-15-67-77
	(9 h à 12 h 30)
Télécopie.....	01-40-58-77-57

BODACC "B"

Modifications diverses - Radiations

Avis aux lecteurs

Les autres catégories d'insertions sont publiées
dans deux autres éditions séparées selon la répartition suivante

Vente et cessions.....	}	BODACC "A"
Créations d'établissements		
Procédures collectives		
Procédures de rétablissement personnel		
Avis relatifs aux successions		
Avis de dépôt des comptes des sociétés		BODACC "C"

Banque de données BODACC servie par les sociétés :

Altarea-D&B, EDD, Infogreffe, Questel SAS, Tessi (Defiterh), Pouey International, Scores & Décisions,
Les Echos, Creditsafe France, Coface Services, Cartegie, Infolegale & Marketing, France Telecom SA Kiosque Internet Entreprises, Telino,
Docapost, Bureau Van Dijk EE (Bureau Van Dijk Electronic publishing), Tinubu, Data Project, Clic Formalités et Binq Media BV.
Conformément à l'article 4 de l'arrêté du 17 mai 1984 relatif à la constitution et à la commercialisation d'une banque
de données télématique des informations contenues dans le BODACC, le droit d'accès prévu par la loi n° 78-17
du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la Direction de l'information légale et administrative.



7 771791 501801

Le numéro : 3,90 €

Abonnement. – Six mois (arrêté du 8 décembre 2014 publié au Journal officiel du 10 décembre 2014) :

France : 225,50 €. Pour l'expédition par voie aérienne (outre-mer) ou pour l'étranger :
paiement d'un supplément modulé selon la zone de destination : tarif sur demande

Paiement à réception de facture. En cas de règlement par virement, indiquer obligatoirement le numéro de facture
dans le libellé de votre virement.

www.bodacc.fr

Toutes les annonces civiles et commerciales sur Internet

932 - ● 449 354 208 RCS Montpellier. **SISMOCEAN**. Forme : Société à responsabilité limitée. Adresse du siège social : 18 rue des Roches 34680 Saint-Georges-d'Orques. Adresse de l'établissement principal : 18 rue des Roches 34680 Saint-Georges-d'Orques. Commentaires : Transfert du siège social, transfert de l'établissement principal.

933 - ● 351 372 677 RCS Montpellier. **HEXIS**. Forme : Société anonyme. Capital : 1000000 euros. Commentaires : Modification survenue sur le capital.

934 - ● 491 177 721 RCS Montpellier. **VERDUN PREMIUM**. Forme : Société civile. Administration : Gérant, Associé : BELEN Valérie, Andrée. Commentaires : Modification survenue sur l'administration.

935 - ● 753 254 408 RCS Montpellier. **L'ANNEXE**. Forme : Société à responsabilité limitée. Administration : Gérant : MILLET Laurent, Pierre. Commentaires : Modification survenue sur l'administration.

936 - ● 750 652 638 RCS Montpellier. **MGH ENTREPRISE**. Forme : Société à responsabilité limitée. Commentaires : Cessation d'activité de la société.

937 - ● 340 310 002 RCS Montpellier. **SIMLHENE SARL**. Forme : Société à responsabilité limitée. Administration : Gérant : ZYLBERMAN Bernard. Gérant : ZYLBERMAN Albert, Alain Liquidateur : ZYLBERMAN Albert, Alain. Adresse du siège social : 4 Grand rue Jean Moulin 34000 Montpellier. Commentaires : Dissolution de la société.

938 - ● 482 044 112 RCS Montpellier. **CARROSSERIE DES 3 PONTS**. Forme : Société à responsabilité limitée. Capital : 25000 euros. Adresse du siège social : 60 rue des Creisses 34690 Fabrègues. Adresse de l'établissement principal : 60 rue des Creisses 34690 Fabrègues. Commentaires : Modification survenue sur la dénomination, le capital et transfert du siège social, transfert de l'établissement principal.

939 - ● 340 000 744 RCS Montpellier. **PASSIONS SARL**. Forme : Société à responsabilité limitée. Activité : Marchand de biens. Adresse du siège social : 300 rue Auguste Broussonnet 34090 Montpellier. Adresse de l'établissement principal : 300 rue Auguste Broussonnet 34090 Montpellier. Commentaires : Transfert du siège social, reprise de l'activité après suspension. Date de commencement d'activité : 16 mars 2012.

940 - ● 382 270 536 RCS Montpellier. **CAFES BIBAL**. Forme : Société à responsabilité limitée. Administration : Gérant : BERTRAND Philippe, Paul, Antony, Jean-Louis. Gérant : BERTRAND Thomas, Michel, André Commissaire aux comptes titulaire : AXIOME AUDIT ET STRATEGIE (SARL) Commissaire aux comptes suppléant : BELEN Pierrick. Commentaires : Modification survenue sur la forme juridique, l'administration.

941 - ● 500 717 517 RCS Montpellier. **SCI A.M.P.** Forme : Société civile. Administration : Gérant, Associé : VAN CAPELLEVEEN Annemieke. Gérant, Associé : BRU Gérard, Jean, François. Commentaires : Modification survenue sur l'administration.

942 - ● 316 675 354 RCS Montpellier. **PEROLS**. Forme : Société en nom collectif. Administration : Gérant, Associé : ENTREPRISE ET DEVELOPPEMENT - E.D. (SAS) représenté par CALCEI Bernard. Associé : LOKAVI (SAS). Adresse du siège social : 40 rue du Pradas 34470 Pérols. Adresse de l'établissement principal : 40 rue du Pradas 34470 Pérols. Commentaires : Modification survenue sur la dénomination, la forme juridique, l'administration et transfert du siège social, transfert de l'établissement principal.

943 - ● 529 801 961 RCS Montpellier. **EGM ENTREPRISE GENERALE MERIDIONALE**. Forme : Société par actions simplifiée. Administration : Président : GAILLARD Vincent, Albert Commissaire aux comptes titulaire : AUDIT CONSEIL STRATEGIE (SARL) Commissaire aux comptes suppléant : Société d'Expertise Comptable et d'Audit Labau-Maury (SARL). Commentaires : Modification survenue sur l'administration.

944 - ● 437 718 372 RCS Montpellier. **SARL LES FLOTS**. Forme : Société à responsabilité limitée. Nom commercial : AGARTTHA COFFEE. Activité : La vente à emporter et à consommer sur place de tous produits alimentaires, ainsi que l'activité de salon de thé et de restauration rapide. Vente au détail et demi-gros de produits d'épicerie fine. Commentaires : Modification survenue sur le nom commercial, l'activité.

945 - ● 482 429 388 RCS Montpellier. **HOME & CO**. Forme : Société à responsabilité limitée. Administration : Gérant : CRIMI Charlene, Marlène. Adresse du siège social : 418 rue du Mas de Verchant - BP 12 Chez FR Sud Elec 34935 Montpellier. Adresse de l'établissement principal : 418 rue du Mas de Verchant - BP 12 Chez FR Sud Elec

34935 Montpellier. Commentaires : Modification survenue sur la dénomination, l'administration et transfert du siège social, transfert de l'établissement principal.

946 - ● 306 731 613 RCS Montpellier. **SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE LE BALZAC**. Forme : Société civile. Administration : Gérant : NAJARIN Jacqueline, Eliette née) MONTELOON. Gérant, Associé : USHER Laurence, Juliette, Araxi née) NAJARIN. Commentaires : Modification survenue sur l'administration.

947 - ● 493 175 483 RCS Montpellier. **PHILEA SOLUTIONS**. Forme : Société par actions simplifiée à associé unique. Capital : 200000 euros. Activité : Entrepôtage non frigorifique, manutention, activités auxiliaires au transport, groupage et dégroupage de marchandises, archivage, destruction de documents, ramassage de matériels techniques, étiquetage et compostage de tous produits et documents. Transport de fret par poids lourds (pl) et véhicules légers (vl) de transport de voyageurs, commissionnaire de transport. Adresse du siège social : 3 rue de la Fontaine Parc d'Activités de Massane 34670 Baillargues. Adresse de l'établissement principal : 3 rue de la Fontaine Parc d'Activités de Massane 34670 Baillargues. Commentaires : Modification survenue sur l'activité, le capital et transfert du siège social, transfert de l'établissement principal.

948 - ● 807 810 346 RCS Montpellier. **FOLLYBUN'S**. Forme : Société à responsabilité limitée. Activité : Restauration rapide sur place et à emporter. Adresse de l'établissement principal : 23 avenue Saint Lazare Résidence Le Parc des Roses - Bâtiment C4 - Appartement 153 34000 Montpellier. Commentaires : Mise en activité de la société. Date de commencement d'activité : 5 janvier 2015.

949 - ● 351 338 660 RCS Montpellier. **SAS HECTARE**. Forme : Société par actions simplifiée. Administration : Président : SAS HECTARE HOLDING (SAS) Directeur général : PORTALES Ghislaine née) LAMBERT Directeur général délégué : PORTALES Laury, George, Simone Directeur général délégué : PORTALES Guilhem, Charles, Octave Directeur général délégué : PORTALES Anne, Nelly, Renée Directeur général délégué : PORTALES robin, max, ghislain Commissaire aux comptes titulaire : JONAS Jean-Claude Commissaire aux comptes suppléant : GOGUET Pierre. Commentaires : Modification survenue sur l'administration.

950 - ● 539 937 698 RCS Montpellier. **SVF**. Forme : Société par actions simplifiée. Activité : Gestion de réseaux sociaux. La conception, l'édition, le développement et l'exploitation de sites internet et mobiles dans tous domaines d'activités permettant notamment des prévisions météorologiques ; La conception, le développement, l'édition, l'exploitation de logiciels d'applications multimédias, ainsi que plus généralement de tous développements à caractère informatique et/ou multimédia sur tout support connu ou inconnu à ce jour et dans tous domaines d'activités, l'hébergement de sites internet. Commentaires : Modification survenue sur l'activité.

951 - ● 387 888 977 RCS Montpellier. **SCI MALDES**. Forme : Société civile immobilière. Administration : Associé, Gérant : MALDES George, George née) BOULADOU. Associé, Gérant : IMPAGLIAZZO Ulrich, Ludovic. Commentaires : Modification survenue sur l'administration.

952 - ● 508 996 691 RCS Montpellier. **SCI DU PUECH RIAUX**. Forme : Société civile. Administration : Gérant, Associé : VAN CAPELLEVEEN Annemieke. Gérant, Associé : BRU Gérard, Jean, François. Commentaires : Modification survenue sur l'administration.

953 - ● 538 457 847 RCS Montpellier. **SOCIETE PUBLIQUE LOCALE D'EXPLOITATION DES THERMES DE BALARUC LES BAINS**. Forme : Société publique locale. Adresse du siège social : 1 rue du Mont Saint-Clair 34540 Balaruc-les-Bains. Adresse de l'établissement principal : 1 rue du Mont Saint-Clair 34540 Balaruc-les-Bains. Commentaires : Transfert du siège social, transfert de l'établissement principal.

954 - ● 530 366 665 RCS Montpellier. **M.F.C.T.** Forme : Société à responsabilité limitée. Administration : Gérant : ROHAN Guillaume, Aurélien. Commentaires : Modification survenue sur l'administration.

955 - ● 798 744 306 RCS Montpellier. **E.P.S.H.** Forme : Société à responsabilité limitée. Administration : Gérant : BEL MOUHAND Said. Commentaires : Modification survenue sur l'administration.

956 - ● 410 125 207 RCS Montpellier. **LES BORDS DU GOLF**. Forme : Société civile immobilière. Administration : Gérant, Associé : ICADE PROMOTION (SASU). Adresse du siège social : 355 rue Vendémiaire le Belém 34000 Montpellier. Commentaires : Modification survenue sur l'administration et dissolution de la société suite à réunion de toutes les parts ou actions en une seule main.



Consultation des annonces commerciales

Résultat de recherche

[Retour vers la liste de résultats](#)

Avis de dépôts des comptes des sociétés

Bodacc C n°20130043 publié le 26/07/2013

Annonce n° 3464

n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier

Dénomination sociale : SAS HECTARE

Forme : Société par actions simplifiée

Adresse du siège social : Clos des Chanterelles rue du Romanin BP 18 34830 Clapiers

Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le 31/07/2012

[Téléchargez le témoin de publication](#)[Voir la fiche de renseignement sur l'entreprise 'SAS HECTARE' au Registre du commerce sur le site Infogreffe.](#)

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES

ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DE L'INFORMATION
LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.dila.premier-ministre.gouv.fr
www.bodacc.fr



Standard.....	01-40-58-75-00
Annonces.....	01-40-58-77-56
Accueil commercial.....	01-40-15-70-10
Abonnements.....	01-40-15-87-77 (9 h à 12 h 30)
Télécopie.....	01-40-58-77-57

BODACC "C"

Avis de dépôts des comptes des sociétés

Avis aux lecteurs

Les autres catégories d'insertions sont publiées
dans deux autres éditions séparées selon la répartition suivante

Vente et cessions.....	}	BODACC "A"
Créations d'établissements		
Procédures collectives		
Procédures de rétablissement personnel		
Avis relatifs aux successions		
Modifications diverses	}	BODACC "B"
Radiations		

Banque de données BODACC servie par les sociétés :

Altarea-D&B, EDD, Extelia, Questel, Tessi Informatique, Jurismedia, Pouey International, Scores et Décisions,
Les Echos, Creditsafe, Coface services, Cartegie, La Base Marketing, Infolegale, France Telecom Orange, Teillno et Maxisoft.

Conformément à l'article 4 de l'arrêté du 17 mai 1984 relatif à la constitution et à la commercialisation d'une banque de données télématique des informations contenues dans le BODACC, le droit d'accès prévu par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la Direction de l'information légale et administrative.



Le numéro : 3,65 €

Abonnement - Un an (arrêté du 11 décembre 2012 publié au Journal officiel du 13 décembre 2012) :

France : 342 €. Pour l'expédition par voie aérienne (outre-mer) ou pour l'étranger :
paiement d'un supplément modulé selon la zone de destination : tarif sur demande

Paiement à réception de facture. En cas de règlement par virement, indiquer obligatoirement le numéro de facture
dans le libellé de votre virement.

www.bodacc.fr

Toutes les annonces civiles et commerciales sur Internet

3432 - ● 342 642 915. RCS Montpellier **VIRAGE SARL**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: 20 Plan Pastourel Et 19 rue Vallat 34000 Montpellier. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2012.

3433 - ● 343 613 113. RCS Montpellier **LYON VII - PIZZAPAPA SARL**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: route de Mauguio 34670 Baillargues. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 30 septembre 2012.

3434 - ● 343 681 292. RCS Montpellier **A PROPOS SARL**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: Mas des Cavaliers 50 rue François Coli - lotissement 4/4 34130 Mauguio. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2012.

3435 - ● 343 758 645. RCS Montpellier **C. L. E. Sigle**: CLE. *Forme*: Société par actions simplifiée. *Adresse du siège social*: 337 rue Charles Nungesser 34135 Mauguio. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2012.

3436 - ● 343 883 542. RCS Montpellier **LE VERADIER**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: 1 Promenade J.B. Marty 34200 Sète. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 30 septembre 2012.

3437 - ● 344 307 343. RCS Montpellier **ALINE ET MARC MOULIS SARL**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: les Boutiques de Trifontaine route de Ganges Saint-Clément-la-Rivière 34980 Saint-Gély-du-Fesc. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2012.

3438 - ● 344 332 994. RCS Montpellier **LES FLOTS D'AZUR**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: Plage de la Corniche - R.N. 112 34200 Sète. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2012.

3439 - ● 344 629 118. RCS Montpellier **SOGEGONE & CIE**. *Forme*: Société en nom collectif. *Adresse du siège social*: boulevard Jean Mermoz 34000 Montpellier. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2012.

3440 - ● 344 842 588. RCS Montpellier **LE JARDIN DE CELLE-NEUVE SARL**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: 70 rue Vignebelle 34980 Saint-Clément-de-Rivière. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 mars 2012.

3441 - ● 345 038 434. RCS Montpellier **ETABLISSEMENT MICHEL ENJOLRAS SPORTS SARL**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: 35 rue de l'Oliveraie Espace les Jasses 34130 Valergues. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2012.

3442 - ● 345 095 533. RCS Montpellier **HOTEL DES FRESNES SARL**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: Ave du Puch Villa, Parc Euromedecine 34000 Montpellier. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2012.

3443 - ● 345 214 977. RCS Montpellier **MEDITERRANEE TOURNIER INVESTISSEMENTS**. *Sigle*: MTI. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: 9 rue des Etrilles les Mas de Palavas 34250 Palavas-les-Flots. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2012.

3444 - ● 345 255 087. RCS Montpellier **CAFES BIBAL VENDING**. *Forme*: Société par actions simplifiée. *Adresse du siège social*: 194 avenue des Romarins Ecoparc Départemental 34130 Saint-Aunès. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2012.

3445 - ● 345 335 335. RCS Montpellier **TANIA SARL**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: 30 place du Marche 34700 Lodève. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2012.

3446 - ● 347 531 774. RCS Montpellier **LE CARAVANIER SARL**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: 628 rue de Centrayrargues 34070 Montpellier. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2012.

3447 - ● 347 582 165. RCS Montpellier **F. GUIBERT SARL**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: rue des Roches, Zone Artisanale du Mijoulan, les Hauts de Mijoulan 34680 Saint-Georges-d'Orques. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2012.

3448 - ● 347 596 132. RCS Montpellier **AD RECEPTION SARL**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: Zone Artisanale les Baronnes Tranche 2, lotissement N°1 34730 Prades-le-Lez. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2012.

3449 - ● 347 780 678. RCS Montpellier **POUGET METALLURGIE SARL**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: route de Saint-guilhem Lieu-Dit "la Terrasse" 34150 Arriane. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2012.

3450 - ● 348 166 703. RCS Montpellier **GOUPIL ET YSENGRIN SARL**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: 628 rue de Centrayrargues 34070 Montpellier. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2012.

3451 - ● 348 751 926. RCS Montpellier **SARL INFORMATIQUE SERVICE**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: 45 rue Jérémie Benham Parc de l'Aéroport 34470 Pérols. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2012.

3452 - ● 349 023 598. RCS Montpellier **SOCIETE D'EXPLOITATION LA JOIE DES SABLES**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: rue N. 112 Plage de la Corniche 34200 Sète. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2012.

3453 - ● 349 565 655. RCS Montpellier **NICE XI PIZZAPAPA**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: route de Mauguio 34670 Baillargues. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 30 septembre 2012.

3454 - ● 349 651 380. RCS Montpellier **CANONGE ET FILS SARL**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: 276 chemin de la Fourche Saint-julian 34400 Lunel. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2012.

3455 - ● 349 753 426. RCS Montpellier **LA MAISON ENSOLEILLEE**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: 20 rue Jean-Sébastien Bach 34110 Frontignan. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2012.

3456 - ● 350 258 190. RCS Montpellier **S.N. CONSTRUCTIONS SARL**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: Inter Centre route de SAINT-GEORGES-D'Orques 34990 Juvignac. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2012.

3457 - ● 350 277 471. RCS Montpellier **LBP SARL**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: route de Lodève 34080 Montpellier. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2012.

3458 - ● 350 354 734. RCS Montpellier **SOCIETE DE TRAVAUX DU LITTORAL SARL**. *Sigle*: STL. *Forme*: Société à responsabilité limitée à associé unique. *Adresse du siège social*: 126 rue du Lantissargues Maurin 34970 Lattes. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2012.

3459 - ● 350 388 005. RCS Montpellier **SARL CHARCUTERIE JOURDAN**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: Zac Domaine des Trois Fontaines 34230 Le Pouget. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 30 juin 2012.

3460 - ● 350 491 817. RCS Montpellier **WEEK END MOTO SARL**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: Rond Point Rieucoulon rue Flening 34430 Saint-jean-de-Vedas. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2012.

3461 - ● 350 595 286. RCS Montpellier **SOCIETE GIAONI ET FILS SARL**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: 9 rue de la Drayé 34920 Le Cres. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2011.

3462 - ● 351 266 549. RCS Montpellier **SOCIETE HOTELIERE DE MONTERRIER SARL**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: Rond Point d'Agropolis - route de Mende Monterrier-sur-Lez 34980 Saint-Gély-du-Fesc. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2012.

3463 - ● 351 277 314. RCS Montpellier **SO.GL.CO**. *Forme*: Société par actions simplifiée. *Adresse du siège social*: 202 avenue des Moulins 34086 Montpellier. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2012.

3464 - ● 351 338 660. RCS Montpellier **SAS HECTARE**. *Forme*: Société par actions simplifiée. *Adresse du siège social*: Clos des Chanterelles rue du Romarin BP 18 34830 Clapiers. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 juillet 2012.

3465 - ● 351 822 937. RCS Montpellier **TECHNOPOSE ENTREPRISE SARL**. *Forme*: Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social*: chemin des Fourques 34160 Boisseron. *Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le*: 31 décembre 2012.



Consultation des annonces commerciales

Résultat de recherche

[< Retour vers la liste de résultats](#)

Modifications et mutations diverses

Bodacc B n°20160167 publié le 26/08/2016

Annonce n° 887

n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier

Dénomination : SAS HECTARE

Forme : Société par actions simplifiée

Administration : Président : SAS HECTARE HOLDING (SAS) Directeur général : PORTALES Laury, Georgette, Simone Directeur général : PORTALES Guilhem, Charles, Octave Directeur général : PORTALES Anne, Nelly, Renée Directeur général : PORTALES robin, max, ghislain Commissaire aux comptes titulaire : JONAS Jean-Claude Commissaire aux comptes suppléant : GOGUET Pierre

Commentaires : Modification survenue sur l'administration

[Téléchargez le témoin de publication](#)[Voir la fiche de renseignement sur l'entreprise 'SAS HECTARE' au Registre du commerce sur le site Infogreffe](#) 

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES

ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DE L'INFORMATION
LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.dila.premier-ministre.gouv.fr
www.bodacc.fr



Standard..... 01-40-58-75-00
Annonces..... 01-40-58-77-58
Accueil commercial..... 01-40-15-70-10
Télécopie..... 01-40-58-79-14

BODACC "B"

Modifications diverses - Radiations

Avis aux lecteurs

Les autres catégories d'insertions sont publiées
dans deux autres éditions séparées selon la répartition suivante

Vente et cessions.....	}	BODACC "A"
Créations d'établissements		
Procédures collectives		
Procédures de rétablissement personnel		
Avis relatifs aux successions		
Avis de dépôt des comptes des sociétés		BODACC "C"

Conformément à l'article 4 de l'arrêté du 17 mai 1984 relatif à la constitution et à la commercialisation d'une banque de données télématique des informations contenues dans le BODACC, le droit d'accès prévu par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la Direction de l'information légale et administrative.

Avis aux lecteurs

Les parutions du BODACC ont cessé d'être imprimées depuis le 1^{er} juillet 2015.
Chaque jour, retrouvez les derniers bulletins diffusés en page d'accueil du site www.bodacc.fr

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE LIBOURNE

Modifications et mutations diverses

859 - * 595 650 318 RCS Libourne. **ABZAC S.A.** Forme : Société anonyme. Capital : 3547455 euros. Administration : modification de l'Administrateur Roubin, Michel. Adresse du siège social : 33230 Abzac. Commentaires : modification survenue sur l'administration.

860 - * 337 662 514 RCS Libourne. **GFA DU CHATEAU HAUT VILLET.** Forme : Groupement foncier agricole. Capital : 486312,36 euros. Administration : Gérant partant : Devoldere, Charlotte Sophie, nomination du Gérant : Cathiard, nom d'usage : Garcin, Sylviane Simone. Adresse du siège social : moulin Villet 33330 Saint-Etienne-de-Lisse. Commentaires : modification survenue sur l'administration.

861 - * 445 039 001 RCS Libourne. **S.C.I. ENZOTHEO.** Forme : Société civile immobilière. Capital : 1000 euros. Administration : modification du Gérant associé indéfiniment responsable Lemaire, nom d'usage : Mohammed, Catherine, modification du Gérant Mohammed, Brahim. Adresse du siège social : parc 10 Lotissement Du 33870 Vayres. Adresse de l'établissement principal : parc 10 Lotissement Du 33870 Vayres. Commentaires : modification survenue sur l'adresse du siège et l'administration.

862 - * 505 354 126 RCS Libourne. **PHILIPPE DELAUNAY.** Forme : Société civile d'exploitation agricole. Capital : 8000 euros. Administration : modification du Gérant associé indéfiniment responsable Delaunay, Philippe Jean Marie. Adresse du siège social : Mons 33390 Berson. Commentaires : modification survenue sur la dénomination, la forme juridique et l'administration.

863 - * 511 394 512 RCS Libourne. **CONCEPT HABITAT.** Forme : Société à responsabilité limitée. Capital : 250 euros. Administration : modification du Liquidateur Dehez, Catherine. Adresse du siège social : 5 le Pin 33920 Saint-Girons-d'Aiguevives. Adresse de l'établissement principal : 5 le Pin 33920 Saint-Girons-d'Aiguevives. Commentaires : Cessation d'activité et dissolution de la société. Date d'effet : 1^{er} janvier 2015.

864 - * 811 822 170 RCS Libourne. **ALLIANCE ETIQUETTES.** Forme : Société par actions simplifiée. Capital : 10938230 euros. Adresse du siège social : 1 avenue du Docteur Coustou 33220 Pineuilh. Commentaires : modification survenue sur le capital (augmentation).

865 - * 821 674 058 RCS Libourne. **SARL DUBERNET.** Forme : Société à responsabilité limitée. Capital : 1100 euros. Activité : Installation de structures métalliques Chaudronnées et de tuyauterie et de serrurerie, réparation, entretien, maintenance, fabrication de pièces Chaudronnées, entretien de chaudières industrielles et de véhicules et remorques en tout genre. Adresse du siège social : 4 rue du Gènébra 33750 Saint-Quentin de Baron. Adresse de l'établissement principal : 4 rue du Gènébra 33750 Saint-Quentin de Baron. Commentaires : Mise en activité de la société, modification survenue sur la prise d'activité, l'activité de l'établissement principal, l'adresse de l'établissement et la date de début d'activité. Date de commencement d'activité : 1^{er} août 2016.

34 - HÉRAULT

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER

Modifications et mutations diverses

866 - * 318 091 071 RCS Montpellier. **PERIDIER (Claude, Jean).** Activité : Vente de savons et dérivés, brocante et alimentaire sur les marchés. Commentaires : Modification survenue sur l'activité.

867 - * 807 667 910 RCS Montpellier. **AB SERVICES AUTO.** Forme : Société à responsabilité limitée. Administration : Gérant : BOUHLAL Alia née(e) RAHMANE BOUALI. Commentaires : Modification survenue sur l'administration.

868 - * 537 979 130 RCS Montpellier. **D-DAY VISION.** Forme : Société à responsabilité limitée à associé unique. Administration : Gérant : FAURE Stéphanie, Virginie. Adresse du siège social : 445 rue Hélène Boucher 34130 Mauguio. Adresse de l'établissement principal : 445 rue Hélène Boucher 34130 Mauguio. Commentaires : Modification survenue sur l'administration et transfert du siège social, transfert de l'établissement principal.

869 - * 821 741 337 RCS Montpellier. **LE STANC - CARBONNIER.** Forme : Société civile professionnelle d'avocats. Nom commercial : LE STANC & ASSOCIES. Commentaires : Modification survenue sur le nom commercial, la date de début d'activité. Date de commencement d'activité : 1^{er} août 2016.

870 - * 452 479 504 RCS Montpellier. **INTRASENSE.** Forme : Société anonyme à conseil d'administration. Capital : 406610,15 euros. Administration : Président du conseil d'administration, Directeur général, Administrateur : CHEMOUNY Stéphane, Jacques, Paul Directeur général délégué : LAMBOEUF Christophe Administrateur : MAYETTE Patrick, André, Bernard, Richard Administrateur : THIERRY Jean-Pierre Administrateur : MICHELON Nicolas, Georges, Jean Commissaire aux comptes titulaire : DELOITTE & ASSOCIES (SA) Commissaire aux comptes suppléant : MENON Frédéric Commissaire aux comptes suppléant : BEAS (SARL). Commentaires : Modification survenue sur le capital, l'administration.

871 - * 534 230 032 RCS Montpellier. **THESIS INGENIERIE.** Forme : Société à responsabilité limitée. Capital : 1335 euros. Commentaires : Modification survenue sur le capital.

872 - * 449 609 791 RCS Montpellier. **SAS HECTARE HOLDING.** Forme : Société par actions simplifiée. Administration : Président : PORTALES Max, Jean-Louis Directeur général : PORTALES Anne, Nelly, Renée Directeur général : PORTALES Guilhem, Charles, Octave Directeur général : PORTALES Laury, Georgette, Simone Directeur général : PORTALES Robin, Max, Ghislain Commissaire aux comptes titulaire : JONAS Jean-Claude Commissaire aux comptes suppléant : MOLLET Alain. Commentaires : Modification survenue sur l'administration.

873 - * 488 092 446 RCS Montpellier. **ATELIER 19.** Forme : Société par actions simplifiée. Adresse du siège social : 490 route de Mauguio Lieudit Les Garrigues 34130 Saint-Aunès. Adresse de l'établissement principal : 490 route de Mauguio Lieudit Les Garrigues 34130 Saint-Aunès. Commentaires : Transfert du siège social, transfert de l'établissement principal.

874 - * 793 195 801 RCS Montpellier. **ACRETION.** Forme : Société par actions simplifiée. Capital : 327318 euros. Activité : Édition de logiciels informatiques, prestations de services, notamment la formation initiale, professionnelle, la formation continue, maintenance. Adresse du siège social : 921 rue de la Croix de Lavit 34090 Montpellier. Adresse de l'établissement principal : 921 rue de la Croix de Lavit 34090 Montpellier. Commentaires : Modification survenue sur l'activité, le capital et transfert du siège social, transfert de l'établissement principal.

875 - * 809 191 158 RCS Montpellier. **LES FRERES VIGNERONS DU ROUSSILLON.** Forme : Société à responsabilité limitée. Commentaires : Modification survenue sur la dénomination.

876 - * 385 047 204 RCS Montpellier. **VIGO.** Forme : Société civile immobilière. Activité : Acquisition, achat, propriété, gestion et exploitation de tous biens et droits immobiliers. Commentaires : Modification survenue sur l'activité.

877 - * 457 801 678 RCS Montpellier. **PARFUMERIE MONTERNIER SARL.** Forme : Société à responsabilité limitée. Administration : Gérant : ECO Vincent, Marcel, Alain. Commentaires : Modification survenue sur l'administration.

878 - * 810 361 717 RCS Montpellier. **AUTERRAL.** Forme : Société par actions simplifiée. Administration : Président : HUGUET Brigitte, Rose-Marie née(e) DEVILLIERE. Commentaires : Modification survenue sur l'administration et cessation d'activité de la société.

879 - * 793 589 227 RCS Montpellier. **BDP CONCEPT.** Forme : Société à responsabilité limitée. Administration : Gérant : DELIEUZE Pascal, Léon, Maurice Gérant : POINSOT Yann, Vincent. Commentaires : Modification survenue sur l'administration.

880 - * 817 965 544 RCS Montpellier. **PH MOB.** Forme : Société à responsabilité limitée. Administration : Gérant : CAYLA Véronique, Pascale, Jacqueline. Commentaires : Modification survenue sur l'administration.

881 - * 511 748 030 RCS Montpellier. **AMIXYS.** Forme : Société à responsabilité limitée. Capital : 32000 euros. Commentaires : Modification survenue sur le capital.

882 - * 483 893 061 RCS Montpellier. **COEUR DU MIDI.** Forme : Société à responsabilité limitée. Administration : Gérant : BOUAIYA Loïc. Commentaires : Modification survenue sur l'administration.

883 - * 821 739 935 RCS Montpellier. **MAZOYER AUTOMOBILES.** Forme : Société par actions simplifiée. Commentaires : Modification survenue sur la date de début d'activité.

884 - * 820 715 944 RCS Montpellier. **DISTRIPRO SPA.** Forme : Société par actions simplifiée. Commentaires : Modification survenue sur la dénomination.

[Se connecter](#)**BODACC.fr**

Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

[Consulter les annonces](#)[Baromètre BODACC](#)[Accueil](#) > [Consultation des annonces commerciales](#) > [Résultats de recherche](#) > Annonce n°4443 du Bodecc C n°20170125 publié le 23/12/2017

Consultation des annonces commerciales

Résultat de recherche

[< Retour vers la liste de résultats](#)

Avis de dépôts des comptes des sociétés

Bodecc C n°20170125 publié le 23/12/2017

Annonce n° 4443

n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier

Dénomination sociale : SAS HECTARE

Forme : Société par actions simplifiée

Adresse du siège social : Clos des Chanterelles rue du Romarin BP 16 34830 Clapiers

Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31/12/2014

[Téléchargez le témoin de publication](#)[Voir la fiche de renseignement sur l'entreprise 'SAS HECTARE' au Registre du commerce sur le site infogreffe](#) [Contact](#)[Missions](#)[Mentions légales](#)[Aide](#)[Plan du site](#)[Accessibilité](#)[Réutilisation des données](#)

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES

ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DE L'INFORMATION
LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
28, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.dila.premier-ministre.gouv.fr
www.bodacc.fr



Standard 01-40-58-75-00
Annonces 01-40-58-77-56
Accueil commercial 01-40-15-70-10
Télécopie 01-40-58-79-14

BODACC « C »

Annonce n° 4442

34 – HÉRAULT

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER

Dépôt des comptes des sociétés

351 338 660 RCS Montpellier.

SAS HECTARE.

Forme : Société par actions simplifiée.

Adresse du siège social : Clos des Chanterelles rue du Romarin BP 18, 34830 Clapiers.

Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 juillet 2013.

[Se connecter](#)**BODACC.fr**

Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

[Consulter les annonces](#)[Baromètre BODACC](#)[Accueil](#) > [Consultation des annonces commerciales](#) > [Résultats de recherche](#) > Annonce n°4442 du Bodacc C n°20170125 publié le 23/12/2017

Consultation des annonces commerciales

Résultat de recherche

[Retour vers la liste de résultats](#)

Avis de dépôts des comptes des sociétés

Bodacc C n°20170125 publié le 23/12/2017

Annonce n° 4442

n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier

Dénomination sociale : SAS HECTARE

Forme : Société par actions simplifiée

Adresse du siège social : Clos des Chanterelles rue du Romarin BP 18 34830 Clapiers

Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31/07/2013

[Téléchargez le libretto de publication](#)[Voir la fiche de renseignement sur l'entreprise 'SAS HECTARE' au Registre du commerce sur le site InfoGreffe.fr](#)[Contact](#)[Missions](#)[Mentions légales](#)[Aide](#)[Plan du site](#)[Accessibilité](#)[Réutilisation des données](#)

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES

ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES

ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DE L'INFORMATION
LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.dila.premier-ministre.gouv.fr
www.bodacc.fr



Standard 01-40-58-75-00
Annonces 01-40-58-77-56
Accueil commercial 01-40-15-70-10
Télécopie 01-40-58-79-14

BODACC « C »

Annonce n° 4443

34 – HÉRAULT

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER

Dépôt des comptes des sociétés

351 338 660 RCS Montpellier.

SAS HECTARE.

Forme : Société par actions simplifiée.

Adresse du siège social : Clos des Chanterelles rue du Romarin BP 18, 34830 Clapiers.

Comptes annuels et rapports de l'exercice clos le : 31 décembre 2014.

[Se connecter](#)[Consulter les annonces](#)[Baromètre BODACC](#)

[Accueil](#) > [Consultation des annonces commerciales](#) > [Résultats de recherche](#) > Annonce n°1116 du Bodacc B n°20160076 publié le 19/04/2018

Consultation des annonces commerciales

Résultat de recherche

[Retour vers la liste de résultats](#)

Modifications et mutations diverses

Bodacc B n°20160076 publié le 19/04/2018

Annonce n°1116

n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier

Dénomination : SAS HECTARE

Forme : Société par actions simplifiée

Administration : Président : SAS HECTARE HOLDING (SAS) ; Directeur général : PORTALES Laury, Georgette, Simone ; Directeur général : PORTALES Guilhem, Charles Octave ; Directeur général : PORTALES Anne, Nelly, Renée ; Directeur général : PORTALES Robin, Max, Ghislain ; Commissaire aux comptes titulaire : GOGUET Pierre ; Commissaire aux comptes suppléant : LAFARGUE Philippe

Commentaires : Modification survenue sur l'administration



[Téléchargez le témoin de publication](#)

[Voir la fiche de renseignement sur l'entreprise 'SAS HECTARE' au Registre du commerce sur le site Infogreffe](#)

[Contact](#)[Missions](#)[Mentions légales](#)[Aide](#)[Plan du site](#)[Accessibilité](#)[Réutilisation des données](#)

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES

ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DE L'INFORMATION
LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.dila.premier-ministre.gouv.fr
www.bodacc.fr



Standard..... 01-40-58-75-00
Annonces..... 01-40-58-77-56
Accueil commercial 01-40-15-70-10
Télécopie..... 01-40-58-79-14

BODACC « B »

Annonce n° 1116

34 - Hérault

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER

Modifications et mutations diverses

351 338 660 RCS Montpellier.

SAS HECTARE.

Forme : Société par actions simplifiée.

Administration : Président : SAS HECTARE HOLDING (SAS) ; Directeur général : PORTALES Laury, Georgette, Simone ; Directeur général : PORTALES Guilhem, Charles Oclave ; Directeur général : PORTALES Anne, Nelly, Renée ; Directeur général : PORTALES Robin, Max, Ghislain ; Commissaire aux comptes titulaire : GOGUET Pierre ; Commissaire aux comptes suppléant : LAFARGUE Philippe.

Commentaires : Modification survenue sur l'administration.

Rapport de Repérage Amiante Avant réalisation de démolition dans un immeuble bâti

Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.

REFERENCES DE LA MISSION

Numéro de dossier : 1358498
Date d'intervention : 13/09/2021

DONNEUR D'ORDRE

HECTARE
34740 VENDARGUES

EXPERT



SZWED grégory
06 36 15 25 86
Certification n° : CPDI2358
Décernée par : ICERT

PROPRIETAIRE

Monsieur GARRIGUES
CHEZ SOCIETE HECTARE
34740 VENDARGUES

LIEU D'INTERVENTION

AVENUE DES EMBRUSCALLES
SECTION B n°497 partie
34270 CLARET



> SYNTHÈSE DE CONCLUSION

Détail état de conservation des matériaux repérés (détail en page x)						
Etat	EP	AC1	AC2	N=1	N=2	N=3
Nombre	17	0	0	0	0	0

OBLIGATIONS RÉGLEMENTAIRES :

N=1 : Vous devez contrôler l'état de conservation des matériaux tous les 3 ans
N=2 : Vous devez faire réaliser une mesure d'empoussièrement sous...
N=3 : Vous devez faire effectuer des travaux de retrait ou de confinement sous 3 ans
RECOMMANDATIONS RÉGLEMENTAIRES :
EP : Vous devez contrôler l'état de conservation des matériaux tous les 3 ans
AC1 : Vous devez recouvrir le matériau d'une couche de protection.
AC2 : Vous devez supprimer ou remplacer le composant.

Par : SZWED grégory



Révision	Date	Objet
Rapport V0	13/09/2021	Établissement du Dossier Technique

TEXTES DE REFERENCES

Examen réalisé conformément à l'application du décret N°2017-899 du 9 mai 2017 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations et de la liste C de l'annexe 13-9 du code de la santé publique

PROGRAMME DE REPERAGE

Liste des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante suivant la NFX 46-020 d'Aout 2017
Ainsi que le périmètre de démolition fourni par le donneur d'ordre le jour de la commande retranscrit au paragraphe 3 du présent rapport

Important : Dans le cadre du diagnostic amiante avant travaux les états de conservation ne sont donnés qu'à titre informatif dans le cas où les matériaux amiantés seraient conservés à l'issue des travaux. Ces états de conservation ne peuvent en aucun cas se substituer à l'analyse des risques des entreprises intervenantes.

1. IDENTIFICATION DES PARTIES PRENANTES ET DES INTERVENANTS

PARTIE PRENANTE	SOCIETE	ADRESSE
Donneur d'ordre	HECTARE	HECTARE 34740 VENDARGUES
Propriétaire	Monsieur GARRIGUES	CHEZ SOCIETE HECTARE 34740 VENDARGUES
Accompagnateur	Sur place avec client final	

EXPERT

Nos experts passent une certification de personnes qui consiste à valider les compétences et de répondre aux obligations réglementaires.



NOM DE L'EXPERT	ORGANISME DE CERTIFICATION	NUMERO DE CERTIFICATION	DATE D'OBTENTION DE LA CERTIFICATION	DATE DE VALIDITE DE LA CERTIFICATION
SZWED grégory	I.Cert	CPDI2358	14/02/2020	13/02/2027

ASSURANCE DU DIAGNOSTIQUEUR

Le contrat d'assurance "Responsabilité des diagnostiqueurs immobiliers" permet de satisfaire à l'obligation d'assurance de responsabilité civile professionnelle instituée par l'article R271-2 du Code de la Construction et de l'Habitation relatif aux conditions d'établissement du dossier de diagnostic technique (DDT)



COMPAGNIE	NUMERO DE POLICE	DATE DE VALIDITE
Axa	3912280604	31/12/2021

LABORATOIRE

Adx groupe passe par un laboratoire privé afin de garantir l'indépendance et la neutralité d'Adx groupe



LABORATOIRE	N°ACCREDITATION COFRAC	ADRESSE
Institut technique des gaz et de l'air (ITGA)	1-5970	Parc d'affaires - Espace Performances - Bât K 35768 SAINT-GREGOIRE

Nota : Pour la réalisation de cette expertise, le groupe ADX Groupe n'a fait appel à aucun sous-traitant (sauf pour l'analyse des échantillons traités par un laboratoire indépendant, le cas échéant).

> SOMMAIRE

1. IDENTIFICATION DES PARTIES PRENANTES ET DES INTERVENANTS	2
2. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES ET OBSERVATIONS	4
3. DESCRIPTIF DES TRAVAUX ET PROGRAMME DE REPERAGE SUR LESQUELS PORTENT LES INVESTIGATIONS	4
4. CONCLUSIONS DU REPERAGE	7
5. QUANTIFICATION DES MATERIAUX AMIANTES	7
6. CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE	16
7. DESCRIPTION DES INVESTIGATIONS REALISEES	18
8. ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX ET PRODUITS	43
9. RAPPORTS D'ANALYSES	45
10. ANNEXE/ ATTESTATION D'ASSURANCE/ CERTIFICATION	51

**AdxGroupe c'est aussi des professionnels pour vous
accompagner sur vos projets dans :**

BÂTIMENT



IMMOBILIER



ENVIRONNEMENT



INDUSTRIE



NUMÉRISATION ET GESTION DES DONNÉES



FORMATION



2. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES ET OBSERVATIONS

Adresse du bien :

AVENUE DES EMBRUSCALLES
SECTION B n°497 partie
34270 CLARET

Numéro de mission : 1358498

Référence client : Devis 20210712_092548

Références cadastrales : Non communiquées

Visite effectuée le : 13/09/2021

Rapport édité le : 22/09/2021

Numéro de lot : Numéro B497

Documents demandés	Documents remis
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	-
Documents décrivant les ouvrages, produits, matériaux et protections physiques mises en place	-
Eléments d'information nécessaires à l'accès aux parties de l'immeuble bâti en toute sécurité	-

Observations :

La piscine et le cabanon attenants à celle-ci ne se situent pas sur le terrain à démolir. Non traité dans ce dossier

Des investigations approfondies ont été effectuées entre la maçonnerie et les menuiseries et il en résulte une absence de joint périphérique.

3. DESCRIPTIF DES TRAVAUX ET PROGRAMME DE REPERAGE SUR LESQUELS PORTENT LES INVESTIGATIONS

Locaux ou parties de locaux concernés par les travaux :

Rez de chaussée :	Entrée, Dégagement, WC, Buanderie, Salle d'eau, Chambre 1, Chambre 2, Cuisine, Séjour, Terrasse
1er étage :	Mezzanine, Salle de bains, Chambre 1, Chambre 2, Chambre 3, Balcon
Extérieur :	Façade Sud, Façade Nord, Façade Est, Façade Ouest, Toiture

Définition du périmètre et du programme de repérage :

Niveau	Pièce	Zone
Rez de chaussée	Entrée	Mur porteur; PS
	Dégagement	Mur porteur; PS
	Buanderie	Mur porteur; PS
	Chambre 1	Mur porteur; PS
	Chambre 2	Mur porteur; PS
	Séjour	Mur porteur; PS
1er étage	Mezzanine	Mur porteur; PS
	Chambre 1	Mur porteur; PS
Rez de chaussée	Entrée	Cloison; PS
	Dégagement	Cloison; PS
	Buanderie	Cloison; PS
	Chambre 1	Cloison; PS
	Chambre 2	Cloison; PS
	Séjour	Cloison; PS
1er étage	Chambre 1	Cloison; PS
Rez de chaussée	WC	Mur porteur; PH

Niveau	Pièce	Zone
	Salle d'eau	Mur porteur; PH
	Cuisine	Mur porteur; PH
1er étage	Salle de bains	Mur porteur; PH
Rez de chaussée	WC	Cloison; PH
	Salle d'eau	Cloison; PH
	Cuisine	Cloison; PH
1er étage	Salle de bains	Cloison; PH
Rez de chaussée	Entrée	Plafond; PS
	Dégagement	Plafond; PS
	Buanderie	Plafond; PS
	Chambre 1	Plafond; PS
	Chambre 2	Plafond; PS
	Séjour	Plafond; PS
1er étage	Mezzannine	Plafond; PS
	Chambre 1	Plafond; PS
Rez de chaussée	WC	Plafond; PH
	Salle d'eau	Plafond; PH
	Cuisine	Plafond; PH
1er étage	Salle de bains	Plafond; PH
Rez de chaussée	Entrée	Sol
	Dégagement	Sol
	WC	Sol
	Buanderie	Sol
	Chambre 1	Sol
	Chambre 2	Sol
	Cuisine	Sol
	Séjour	Sol
	Chambre 1	Sol
1er étage	Chambre 1	Sol
Rez de chaussée	Salle d'eau	Sol
	Entrée	Plinthes
	Dégagement	Plinthes
	WC	Plinthes
	Buanderie	Plinthes
	Chambre 1	Plinthes
	Chambre 2	Plinthes
	Cuisine	Plinthes
	Séjour	Plinthes
1er étage	Mezzannine	Plinthes
	Chambre 1	Plinthes
Rez de chaussée	Salle d'eau	Plinthes
	Cuisine	Faïences ABCDE
	Salle d'eau	Faïence DEFGH
Extérieur	Façade Sud	Façades
	Façade Nord	Façades
	Façade Est	Façades
	Façade Ouest	Façades
Rez de chaussée	Terrasse	Sol
1er étage	Balcon	Sol
Rez de chaussée	Terrasse	Plinthes
1er étage	Salle de bains	Sol
	Salle de bains	Plinthes
	Salle de bains	Faïence BCD
	Chambre 2	Mur porteur; PS
	Chambre 3	Mur porteur; PS
	Chambre 2	Plafond; PS
	Chambre 3	Plafond; PS
	Mezzannine	Sol
	Balcon	Plinthes

Descriptif des travaux :

Décomposition en deux étapes d'une mission de repérage amiante en vue de la démolition du bâtiment cité en tête de rapport:

Etape 1 : Investigations approfondies de la superstructure du bâtiment. Les sols sont inclus à ce périmètre de repérage.

Etape 2 : Investigations approfondies de l'infrastructure du bâtiment .Afin de posséder l'intégralité de l'information amiante, cette mission de repérage complémentaire sera nécessaire après démolition des éléments de la superstructure. Cette mission complémentaire portera sur les éléments de l'infrastructures tels que les semelles, soubassement, réseaux enterrés. La mise à jour des divers éléments pourra nécessiter l'intervention d'une pelle mécanique.

Ce rapport correspondant à l'étape 1 du repérage amiante avant démolition.

Important:

Dans le cadre de cette mission, le donneur d'ordre doit communiquer à ADX Groupe un état descriptif exhaustif écrit des travaux projetés que nous avons décrit ci-dessus.

Si le descriptif ci-dessus venait à être manquant ou incomplet, aucune réclamation ne pourra être portée par le donneur d'ordre. En effet, ce rapport ne porte que sur la liste des locaux ou parties de locaux décrit ci-dessus exclusivement, tout autre local ou partie de local devra être considéré comme non visité et ne faisant pas partie du repérage.

Si des travaux supplémentaires au descriptif ci-dessus devaient être réalisés, des investigations complémentaires seraient à prévoir afin de compléter le présent repérage.

Liste des pièces non visités

Localisation	Description
Néant	-

Liste des locaux, parties de locaux, composants ou parties de composants n'ayant pas pu être inspectés dans le cadre d'un repérage réglementaire :

Localisation	Parties du local	Raison
Néant	-	

4. CONCLUSIONS DU REPERAGE

Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, lorsqu'il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante, la nature de ces matériaux et produits ainsi que leur localisation sont décrites ci-après.

Dans le cas où des matériaux contenant de l'amiante ont été repérés, il convient de confier le désamiantage à une entreprise certifiée. Le repérage est conforme à la réglementation dans le cadre de cette mission. Toutefois, il n'est jamais possible d'être parfaitement exhaustif, dans la mesure où un sondage n'est représentatif qu'à l'endroit précis du support investigué. Il convient donc de rester toujours très vigilant lors des travaux quant à l'éventuelle mise à jour de matériaux suspects ce qui nécessitera un repérage complémentaire.

Tableau 1 – Synthèse des ZPSO Contenant de l'Amiante

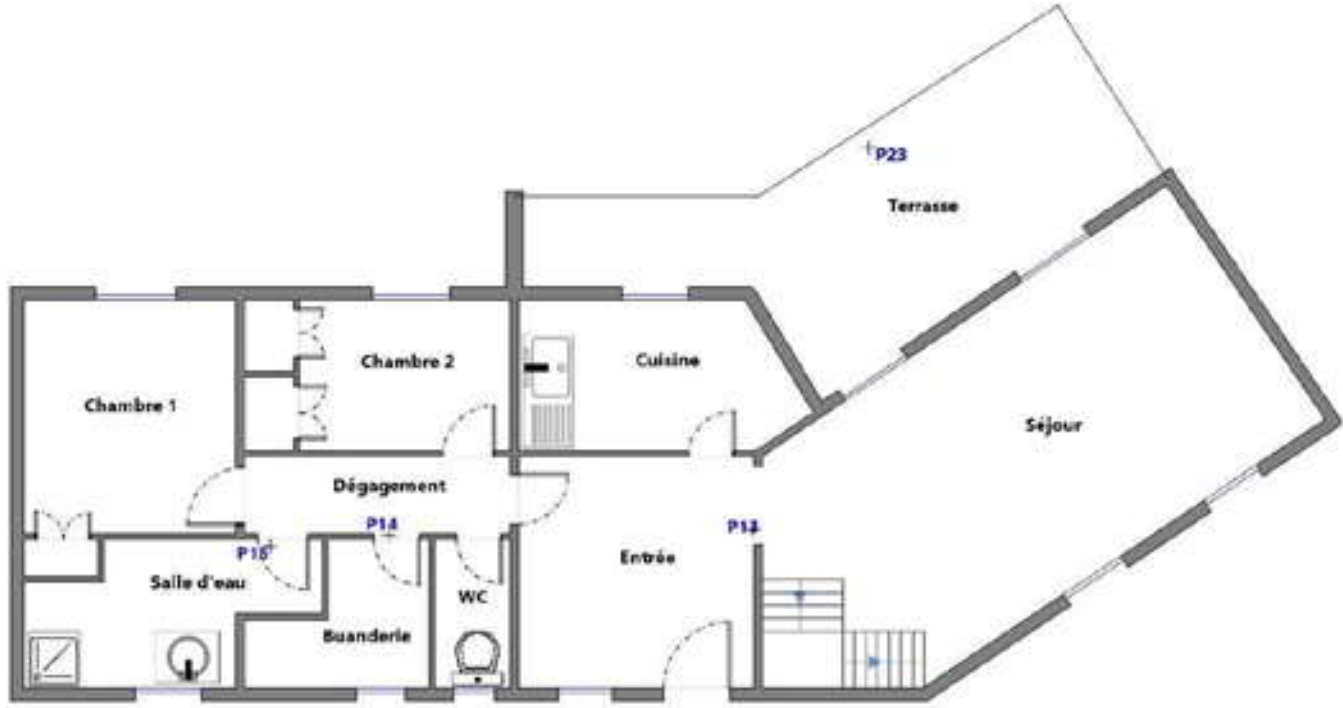
ZPSO	Niveau	Localisation	Zone	Description du prélèvement réalisé
ZPSO009	Rez de chaussée -- 1er étage	Entrée; Dégagement; WC; Buanderie; Chambre 1; Chambre 2; Cuisine; Séjour -- Mezzanine; Chambre 1	Plinthes	Analyse : P016 - Colle grise non séparable + couche plâtruse blanche non séparable + joint cassant gris + peinture en faible quantité non séparable (Présence d'amiante) Analyse : P017 - Colle grise non séparable + couche plâtruse blanche non séparable + joint cassant blanc (Présence d'amiante)
ZPSO010	Rez de chaussée	Salle d'eau	Plinthes	Analyse : P018 - Peinture en faible quantité non séparable + colle grise non séparable + couche plâtruse blanche non séparable (Présence d'amiante)
ZPSO013	Extérieur	Façade Sud; Façade Nord; Façade Est; Façade Ouest	Façades	Analyse : P021 - Matériau compact beige (Présence d'amiante) Analyse : P022 - Matériau compact beige (Présence d'amiante)
ZPSO015	Rez de chaussée	Terrasse	Plinthes	Analyse : P024 - Colle grise (Présence d'amiante)
ZPSO016	1er étage	Salle de bains	Sol	Analyse : P027 - Colle beige non séparable + ragréage gris hétérogène non séparable + joint cassant gris non séparable (Présence d'amiante)

5. QUANTIFICATION DES MATERIAUX AMIANTES

Afin de répondre à la réglementation et selon l'arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis, l'opérateur de repérage procède à l'estimation de la quantité de matériaux et produits contenant de l'amiante dans le cas où le donneur d'ordre prévoit le retrait des matériaux ou produits en question afin d'évaluer les quantités prévisibles de déchets amianté.

Des matériaux amiantés ont été repéré, Adx-groupe doit procéder à la quantification de ceux-ci, nous vous invitons à appeler votre chargé d'affaire dédié ou nos bureaux afin de prévoir une mission complémentaire.

	Planche de repérage des matériaux et produits amiantés
Affaire	1358498
Opération	SZWED grégory
Site	AVENUE DES EMBRUSCALLES SECTION B n°497 partie 34270 CLARET
Date de réalisation	22/09/2021
Matériaux et produits contenant de l'amiante	
	Surface amianté
	Linéaire / paroi amianté (type 1)
	Linéaire / paroi amianté (type 2)
	Conduit amianté
Sondages destructifs / Prélèvements	
	Prélèvement Positif
	Prélèvement négatif
	Sondage destructif
Types de murs	
	Mur Porteur
	Mur Cloison (type 1)
	Mur Cloison (type 2)
	Gaine technique
Éléments ou pièces non visités	
	Local non visitée
	Élément non visité

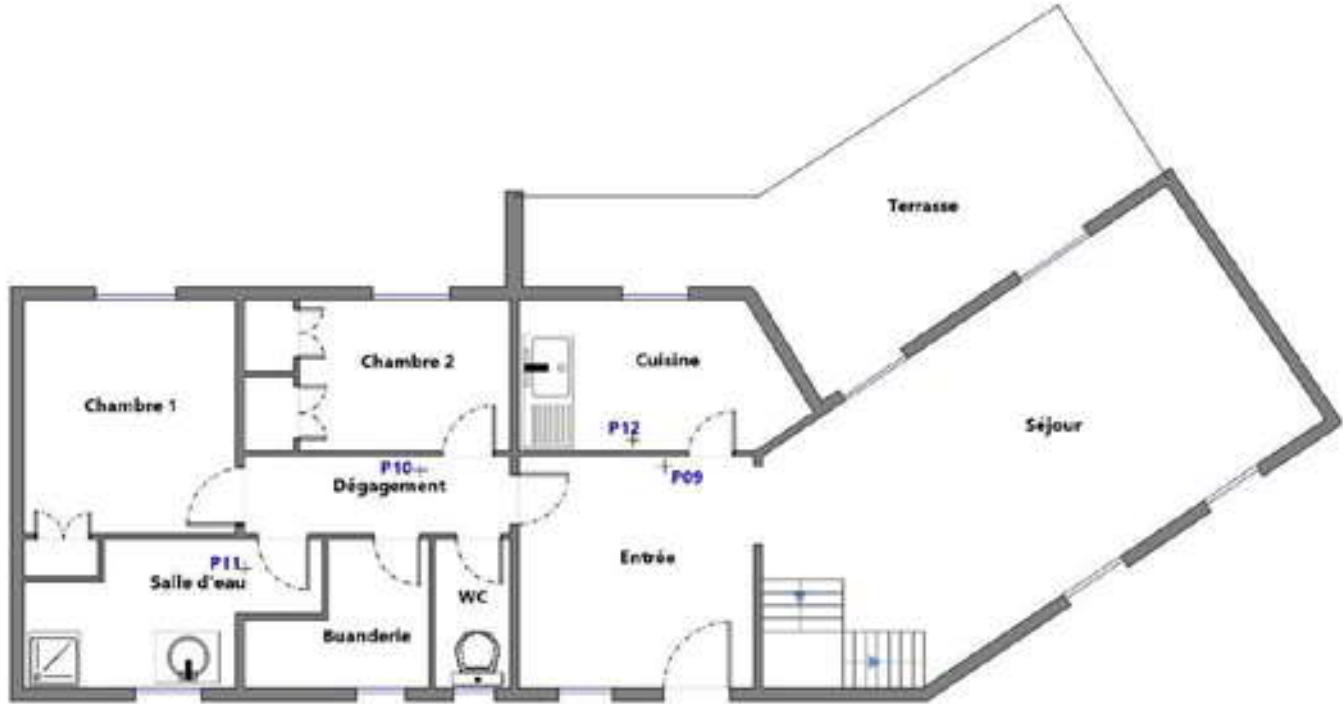


Rez-de-chaussée Sol

Le plan de l'étage Rez-de-chaussée Mur illustre la disposition des pièces et les zones de pose de revêtement de sol. Les pièces sont : Chambre 1, Chambre 2, Cuisine, Séjour, Entrée, Débarquement, Salle d'eau, Buanderie, WC, et Terrasse. Les zones de pose sont délimitées par des lignes rouges et numérotées (P01 à P24). Des légendes indiquent les matériaux recommandés pour chaque zone :

- P01, P02, P03, P04, P05, P06, P07, P08, P09, P10, P11, P12, P13, P14, P15, P16, P17, P18, P19, P20, P21, P22, P23, P24 :** Colle grise + couche plâtrée blanche + joint cassant gris + peinture (Colle de plinthe) EP (cf. tableau des analyses).
- P018 :** Peinture + colle grise + couche plâtrée blanche (Colle de plinthe) EP (cf. tableau des analyses).
- P017 :** Colle grise + couche plâtrée blanche + joint cassant blanc (Colle de plinthe) EP (cf. tableau des analyses).
- ZP50009 Plinthe + colle EP :** Indiqué pour les zones de plinthe.

	Planche de repérage des matériaux et produits amiantés
Affaire	1358498
Opération	SZWED grégory
Site	AVENUE DES EMBRUSCALLES SECTION B n°497 partie 34270 CLARET
Date de réalisation	22/09/2021
Matériaux et produits contenant de l'amiante	
	Surface amianté
	Linéaire / paroi amianté (type 1)
	Linéaire / paroi amianté (type 2)
	Conduit amianté
Sondages destructifs / Prélèvements	
	Prélèvement Positif
	Prélèvement négatif
	Sondage destructif
Types de murs	
	Mur Porteur
	Mur Cloison (type 1)
	Mur Cloison (type 2)
	Gaine technique
Eléments ou pièces non visités	
	Local non visitée
	Elément non visité



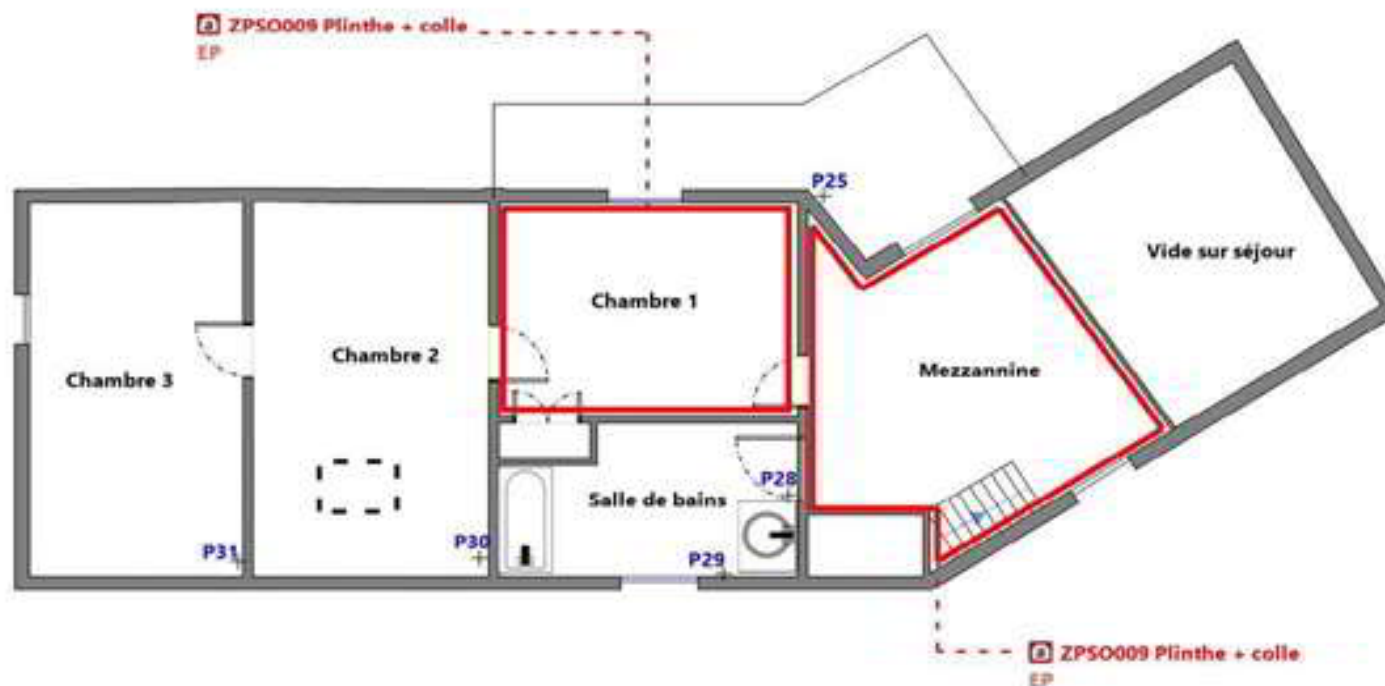
Rez-de-chaussée Plafond

	Planche de repérage des matériaux et produits amiantés
Affaire	1358498
Opération	SZWED grégory
Site	AVENUE DES EMBRUSCALLES SECTION B n°497 partie 34270 CLARET
Date de réalisation	22/09/2021
Matériaux et produits contenant de l'amiante	
	Surface amianté
	Linéaire / paroi amianté (type 1)
	Linéaire / paroi amianté (type 2)
	Conduit amianté
Sondages destructifs / Prélèvements	
	Prélèvement Positif
	Prélèvement négatif
	Sondage destructif
Types de murs	
	Mur Porteur
	Mur Cloison (type 1)
	Mur Cloison (type 2)
	Gaine technique
Eléments ou pièces non visités	
	Local non visitée
	Elément non visité



1er Etage Sol

	Planche de repérage des matériaux et produits amiantés
Affaire	1358498
Opération	SZWED grégory
Site	AVENUE DES EMBRUSCALLES SECTION B n°497 partie 34270 CLARET
Date de réalisation	22/09/2021
Matériaux et produits contenant de l'amiante	
	Surface amianté
	Linéaire / paroi amianté (type 1)
	Linéaire / paroi amianté (type 2)
	Conduit amianté
Sondages destructifs / Prélèvements	
	Prélèvement Positif
	Prélèvement négatif
	Sondage destructif
Types de murs	
	Mur Porteur
	Mur Cloison (type 1)
	Mur Cloison (type 2)
	Gaine technique
Éléments ou pièces non visités	
	Local non visitée
	Élément non visité



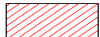
1er Etage Mur

	Planche de repérage des matériaux et produits amiantés
Affaire	1358498
Opération	SZWED grégory
Site	AVENUE DES EMBRUSCALLES SECTION B n°497 partie 34270
	CLARET
Date de réalisation	22/09/2021
Matériaux et produits contenant de l'amiante	
	Surface amianté
	Linéaire / paroi amianté (type 1)
	Linéaire / paroi amianté (type 2)
	Conduit amianté
Sondages destructifs / Prélèvements	
	Prélèvement Positif
	Prélèvement négatif
	Sondage destructif
Types de murs	
	Mur Porteur
	Mur Cloison (type 1)
	Mur Cloison (type 2)
	Gaine technique
Eléments ou pièces non visités	
	Local non visitée
	Elément non visité



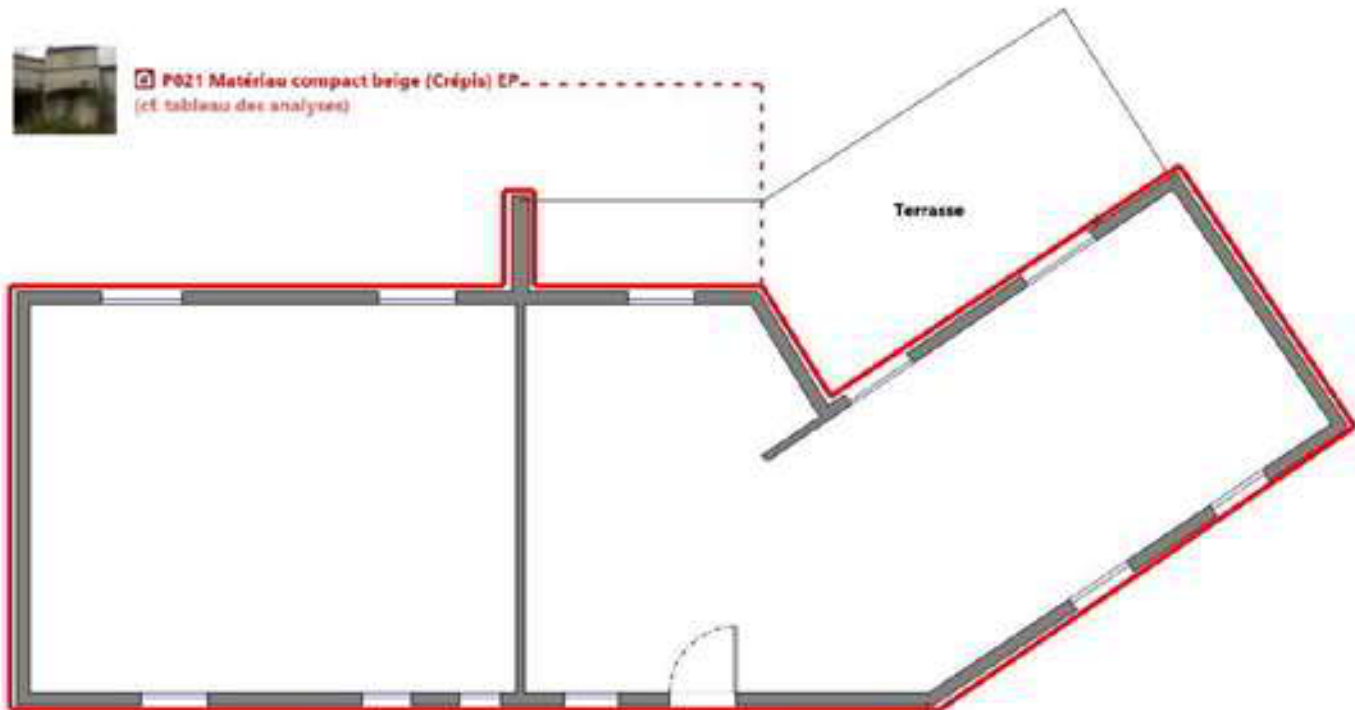
1er Etage Plafond

1er Etage Plafond

	Planche de repérage des matériaux et produits amiantés	
Affaire	1358498	
Opération	SZWED grégory	
Site	AVENUE DES EMBRUSCALLES	
	SECTION B n°497 partie	
	34270	
	CLARET	
Date de réalisation	22/09/2021	
Matériaux et produits contenant de l'amiante		
	Surface amianté	
	Linéaire / paroi amianté (type 1)	
	Linéaire / paroi amianté (type 2)	
	Conduit amianté	
Sondages destructifs / Prélèvements		
	Px	Prélèvement Positif
	Px	Prélèvement négatif
	S	Sondage destructif
Types de murs		
	Mur Porteur	
	Mur Cloison (type 1)	
	Mur Cloison (type 2)	
	Gaine technique	
Eléments ou pièces non visités		
	Local non visitée	
	Elément non visité	



 **P021 Matériau compact beige (Crépis) EP-**
(cf. tableau des analyses)



 **P022 Matériau compact beige (Crépis) EP-**
(cf. tableau des analyses)

Façade

Tableau des analyses effectuées:

Prélèvement	Description Expert	Description laboratoire	Résultat Laboratoire
P001	Identifiant: ZPSO001 Description: Peinture + enduits à base de plâtre	- Peinture non séparable + enduit plâtreux blanc : Absence d'amiante	Absence d'amiante
P002	Identifiant: ZPSO001 Description: Peinture + enduits à base de plâtre	- Peinture non séparable + enduit plâtreux blanc : Absence d'amiante	Absence d'amiante
P003	Identifiant: ZPSO002 Description: Peinture + enduits à base de plâtre	- Peinture non séparable + enduit plâtreux blanc : Absence d'amiante	Absence d'amiante
P004	Identifiant: ZPSO002 Description: Peinture + enduits à base de plâtre	- Peinture non séparable + enduit plâtreux blanc : Absence d'amiante	Absence d'amiante
P005	Identifiant: ZPSO003 Description: Peinture + enduits à base de plâtre	- Peinture non séparable + enduit plâtreux blanc : Absence d'amiante	Absence d'amiante
P006	Identifiant: ZPSO003 Description: Peinture + enduits à base de plâtre	- Peinture en vrac non séparable + enduit plâtreux blanc en vrac : Absence d'amiante	Absence d'amiante
P007	Identifiant: ZPSO004 Description: Peinture + enduits à base de plâtre	- Peinture non séparable + enduit plâtreux blanc : Absence d'amiante	Absence d'amiante
P008	Identifiant: ZPSO004 Description: Peinture + enduits à base de plâtre	- Peinture non séparable + enduit plâtreux blanc : Absence d'amiante	Absence d'amiante
P009	Identifiant: ZPSO005 Description: Peinture + enduits à base de plâtre	- Peinture en vrac non séparable + enduit plâtreux blanc en vrac : Absence d'amiante	Absence d'amiante
P010	Identifiant: ZPSO005 Description: Peinture + enduits à base de plâtre	- Peinture en vrac non séparable + enduit plâtreux blanc en vrac : Absence d'amiante	Absence d'amiante
P011	Identifiant: ZPSO006 Description: Peinture + enduits à base de plâtre	- Peinture en vrac non séparable + enduit plâtreux blanc en vrac : Absence d'amiante	Absence d'amiante
P012	Identifiant: ZPSO006 Description: Peinture + enduits à base de plâtre	- Peinture en vrac non séparable + enduit plâtreux blanc en vrac : Absence d'amiante	Absence d'amiante
P013	Identifiant: ZPSO007 Description: carrelage + Chappe	- Colle grise : Absence d'amiante	Absence d'amiante
P014	Identifiant: ZPSO007 Description: carrelage + Chappe	- Colle grise : Absence d'amiante	Absence d'amiante
P015	Identifiant: ZPSO008 Description: carrelage + Chappe	- Colle beige non séparable + ragréage gris hétérogène non séparable : Absence d'amiante	Absence d'amiante
P016	Identifiant: ZPSO009 Description: Plinthe + colle	- Colle grise non séparable + couche plâtreuse blanche non séparable + joint cassant gris + peinture en faible quantité non séparable : Présence d'amiante	Présence d'amiante
P017	Identifiant: ZPSO009 Description: Plinthe + colle	- Colle grise non séparable + couche plâtreuse blanche non séparable + joint cassant blanc : Présence d'amiante	Présence d'amiante
P018	Identifiant: ZPSO010 Description: Plinthe + colle	- Peinture en faible quantité non séparable + colle grise non séparable + couche plâtreuse blanche non séparable : Présence d'amiante	Présence d'amiante
P019	Identifiant: ZPSO011 Description: Faïence + colle de faïence + plâtre	- Colle blanche non séparable + couche plâtreuse blanche non séparable + joint cassant gris : Absence d'amiante	Absence d'amiante
P020	Identifiant: ZPSO012 Description: Faïence + colle de faïence + plâtre	- Colle beige non séparable + couche plâtreuse blanche non séparable : Absence d'amiante	Absence d'amiante
P021	Identifiant: ZPSO013 Description: Crépis extérieur	- Matériau compact beige : Présence d'amiante	Présence d'amiante
P022	Identifiant: ZPSO013 Description: Crépis extérieur	- Matériau compact beige : Présence d'amiante	Présence d'amiante
P023	Identifiant: ZPSO014 Description: carrelage + chappe	- Colle grise : Absence d'amiante	Absence d'amiante
P024	Identifiant: ZPSO015 Description: Plinthe + colle	- Colle grise : Présence d'amiante	Présence d'amiante
P025	Identifiant: ZPSO022 Description: Plinthe + colle	- Colle blanche avec poussières : Absence d'amiante	Absence d'amiante
P026	Identifiant: ZPSO014 Description: carrelage + chappe	- Colle beige non séparable + ragréage gris hétérogène non séparable + joint cassant gris en faible quantité : Absence d'amiante	Absence d'amiante
P027	Identifiant: ZPSO016 Description: carrelage + Chappe	- Colle beige non séparable + ragréage gris hétérogène non séparable + joint cassant gris non séparable : Présence d'amiante	Présence d'amiante
P028	Identifiant: ZPSO017 Description: Plinthe + colle	- Colle beige non séparable + couche plâtreuse blanche non séparable + joint cassant blanc : Absence d'amiante	Absence d'amiante
P029	Identifiant: ZPSO018 Description: Faïence + colle de faïence + plâtre	- Colle beige non séparable + couche plâtreuse blanche non séparable : Absence d'amiante	Absence d'amiante
P030	Identifiant: ZPSO019 Description: Peinture + Enduit de jointoiement + Bande + plaques de plâtre	- Peinture en vrac non séparable + enduit plâtreux blanc en vrac non séparable + matériau plâtreux blanc avec couche cartonnée non séparable : Absence d'amiante	Absence d'amiante
P031	Identifiant: ZPSO019 Description: Peinture + Enduit de jointoiement + Bande + plaques de plâtre	- Peinture non séparable + enduit plâtreux blanc non séparable + papier non séparable + matériau plâtreux blanc avec couche cartonnée non séparable : Absence d'amiante	Absence d'amiante
P032	Identifiant: ZPSO020 Description: Peinture + Enduit de jointoiement + Bande + plaques de plâtre	- Peinture non séparable + enduit plâtreux blanc non séparable + papier non séparable + matériau plâtreux blanc avec couche cartonnée non séparable : Absence d'amiante	Absence d'amiante
P033	Identifiant: ZPSO020 Description: Peinture + Enduit de jointoiement + Bande + plaques de plâtre	- Peinture non séparable + enduit plâtreux blanc non séparable + papier non séparable + matériau plâtreux blanc avec couche cartonnée non séparable : Absence d'amiante	Absence d'amiante

6. CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE

Programme de repérage :

Le programme de repérage de la mission décrite en tête du présent rapport est exhaustif et nécessite des sondages destructifs et/ou des démontages particuliers, de manière à suivre rigoureusement le périmètre de démolition définis avec le donneur d'ordre et l'annexe A de la norme NF X 46-020 d'Aout 2017 et la liste C de l'annexe 13-9 du code de la santé publique.

Lorsque, dans des cas très exceptionnels et justifiés certaines parties d'ouvrages ne sont pas accessibles avant que les travaux ne commencent, l'opérateur de repérage émet les réserves et préconise les investigations complémentaires qui devront être réalisées entre les différentes étapes des travaux.

Ne font pas partie du repérage :

- Les machineries en place (ascenseur / ventilation) (en service et nécessitant une habilitation particulière pour y pénétrer)
- Les locaux « Poste de Transformation » (en service et nécessitant une habilitation particulière pour y pénétrer)
- Les locaux ou parties de locaux n'ayant pu être inspectés et listés dans le tableau page précédente
- Les ouvrages et réseaux enterré

Sondages :

Dans un premier temps, l'opérateur de repérage recherche et constate de visu la présence de matériaux et produits qui correspondent aux composants ou parties de composants listés sur l'annexe A de la norme NF X 46-020 d'Aout 2017 et la liste C de l'annexe 13-9 du code de la santé publique qui sont susceptibles de contenir de l'amiante. S'il a connaissance d'autres produits ou matériaux réputés contenir de l'amiante, il les repère également. L'inspection des ouvrages doit être exhaustive. Le repérage peut nécessiter des sondages destructifs ou des démontages particuliers. Notamment, il convient de procéder aux investigations suivantes :

- Les pléniums doivent être inspectés
- Les gaines techniques doivent être contrôlées
- Les cloisons démontables doivent être examinées (têtes, pieds et joints de la cloison, réservations) ;

- Les éléments de façade, gaines maçonnées, joints de cloisons devront être sondés ou démontés s'il y a présomption de présence de matériaux contenant de l'amiante.

Lorsque, dans des cas très exceptionnels, qui doivent être justifiés, certaines parties d'ouvrages ne sont pas accessibles avant que la démolition / les travaux ne commence(nt), l'opérateur de repérage émet les réserves correspondantes et préconise les investigations complémentaires qui devront être réalisées entre les différentes étapes de la démolition/les travaux.

Chaque sondage est décrit dans la section 7 « *Description des investigations réalisées* ». Ils sont réalisés en partant de la surface du support jusqu'à l'élément structural du bâtiment.

En respect de l'Annexe C de la norme NF X 46-020, les prélèvements réalisés dans le cadre du présent repérage concernent tout ou partie de l'épaisseur des matériaux.

Les mesures de prévention collective, le choix des équipements de protection individuelle et du matériel à utiliser sont issus de l'évaluation des risques réalisée préalablement à l'intervention, selon le mode opératoire d'ADX Groupe dans lequel est détaillée la méthodologie de prélèvements.

Établissement des zones présentant des similitudes d'ouvrage (ZPSO)

La recherche et la détermination des ZPSO est une démarche réalisée au cours de l'ensemble des étapes de la mission, dans le but final d'aboutir à l'identification et la localisation des ZPSO contenant ou non de l'amiante. Chaque ZPSO sera donc identifiée par un ouvrage de référence, choisi comme le plus représentatif des ouvrages similaires. Parmi les ouvrages composant l'immeuble bâti, l'opérateur de repérage prend en compte un certain nombre de critères pour déterminer chacun des ouvrages de référence

Le nombre de sondages à réaliser sera directement impacté par le caractère continu ou discontinu de la ZPSO.



MESURES A PRENDRE EN FONCTION DE L'ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX AMIANTES :

Important : Dans le cadre du diagnostic amiante avant travaux, les états de conservation ne sont donnés qu'à titre informatif dans le cas où les matériaux amiantés seraient conservés à l'issue des travaux. Ces états de conservation ne peuvent en aucun cas se substituer à l'analyse des risques des entreprises intervenantes.

FLOCAGES, CALORIFUGEAGES & FAUX-PLAFONDS CONTENANT DE L'AMIANTE (MESURES OBLIGATOIRES)

N=1 : Contrôle triennal de l'état de conservation
N=2 : Effectuer des mesures d'empoussièrement de l'air
N=3 : Effectuer des travaux de retrait ou de confinement sous 36 mois
(Voir fiche(s) d'évaluation ci-après)

AUTRES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE (MESURES D'ORDRE GENERALE)

EP : Surveiller l'évolution de l'état de conservation.
AC1: Recouvrir le matériau d'une couche de protection.
AC2 : Supprimer ou remplacer le composant.

Ecart, adjonction ou suppression par rapport à la norme NF X 46-020 :

Information relative aux conditions spécifiques du repérage, telles que les conditions d'inaccessibilité, l'impossibilité de réaliser un prélèvement destructif, etc. :

Dans le cadre du diagnostic amiante avant travaux les états de conservation ne sont donnés qu'à titre informatif dans le cas où les matériaux amiantés seraient conservés à l'issue des travaux.

ADX GROUPE a choisi d'utiliser les critères non subjectifs de l'évaluation de l'état de conservation des matériaux de la liste B. Ces états de conservation ne peuvent en aucun cas se substituer à l'analyse des risques des entreprises intervenantes.

Observations	Oui	Non	Sans Objet
Plan de prévention réalisé avant intervention sur site	-	-	X
Vide sanitaire accessible			X
Combles ou toiture accessibles et visitables			X

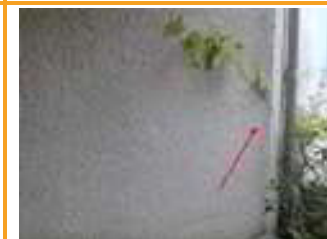
7. DESCRIPTION DES INVESTIGATIONS REALISEES

Descriptif des sondages et prélèvements effectués pour les ouvrages objet de la mission selon l'annexe A de la norme NFX 46 020 d'Aout 2017 et la liste C de l'annexe 13-9 du code de la santé publique

1 - Couvertures, Toitures, Terrasses et étanchéités

Sans objet

2 - Parois verticales extérieures et Façades

ZPSO013 : Crépis extérieur							
Niveau : Extérieur							
Localisation	n° de sondage	Zone	Prélèvement effectué / Sondage et extension	Echantillon	Etat de conservation	Analyse	Photo
Façade Sud	1	Façades	Oui Extérieur - Façade Sud : Façades	<u>Identifiant:</u> ZPSO013 <u>Echantillon:</u> 1358498/P021, réf. labo.: IT142109-20622 1358498/P022, réf. labo.: IT142109-20623 <u>Description:</u> Crépis extérieur <u>Composant de la construction:</u> 2 - Parois verticales extérieures et Façades - Façades lourdes y compris poteaux <u>Partie à sonder:</u> Crépis extérieur <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire	EP	<u>Analyse:</u> P021 <u>Partie analysée par le laboratoire:</u> - Matériau compact beige : Présence d'amiante	
Façade Nord	2	Façades	Oui Extérieur - Façade Nord : Façades	<u>Identifiant:</u> ZPSO013 <u>Echantillon:</u> 1358498/P021, réf. labo.: IT142109-20622 1358498/P022, réf. labo.: IT142109-20623 <u>Description:</u> Crépis extérieur <u>Composant de la construction:</u> 2 - Parois verticales extérieures et Façades - Façades lourdes y compris poteaux <u>Partie à sonder:</u> Crépis extérieur <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire	EP	<u>Analyse:</u> P022 <u>Partie analysée par le laboratoire:</u> - Matériau compact beige : Présence d'amiante	

Façade Est	3	Façades	Sondage et extension de la ZPSO du ou des prélèvement(s) : P021, P022	<u>Identifiant:</u> ZPSO013 <u>Echantillon:</u> 1358498/P021, réf. labo.: IT142109-20622 1358498/P022, réf. labo.: IT142109-20623 <u>Description:</u> Crépis extérieur <u>Composant de la construction:</u> 2 - Parois verticales extérieures et Façades - Façades lourdes y compris poteaux <u>Partie à sonder:</u> Crépis extérieur <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire	EP	<u>Analyse:</u> P021, P022	Idem photo : P021; P022
Façade Ouest	4	Façades	Sondage et extension de la ZPSO du ou des prélèvement(s) : P021, P022	<u>Identifiant:</u> ZPSO013 <u>Echantillon:</u> 1358498/P021, réf. labo.: IT142109-20622 1358498/P022, réf. labo.: IT142109-20623 <u>Description:</u> Crépis extérieur <u>Composant de la construction:</u> 2 - Parois verticales extérieures et Façades - Façades lourdes y compris poteaux <u>Partie à sonder:</u> Crépis extérieur <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire	EP	<u>Analyse:</u> P021, P022	Idem photo : P021; P022

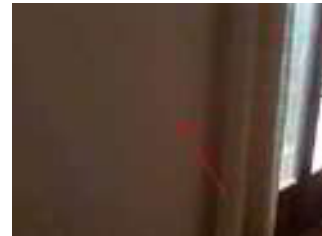
3 - Parois verticales intérieures

ZPSO001 : Peinture + enduits à base de plâtre

Niveau : Rez de chaussée, 1er étage

Localisation	n° de sondage	Zone	Prélèvement effectué / Sondage et extension	Echantillon	Etat de conservation	Analyse	Photo
Entrée	1	Mur porteur; PS	Sondage et extension de la ZPSO du ou des prélèvement(s) : P001, P002	<u>Identifiant:</u> ZPSO001 <u>Echantillon:</u> 1358498/P001, réf. labo.: IT142109-20602 1358498/P002, réf. labo.: IT142109-20603 <u>Description:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Composant de la construction:</u> 3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnés <u>Partie à sonder:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P001, P002	Idem photo : P002; P001

Dégagement	2	Mur porteur; PS	Sondage et extension de la ZPSO du ou des prélèvement(s) : P001, P002	<u>Identifiant:</u> ZPSO001 <u>Echantillon:</u> 1358498/P001, réf. labo.: IT142109-20602 1358498/P002, réf. labo.: IT142109-20603 <u>Description:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Composant de la construction:</u> 3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnés <u>Partie à sonder:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P001, P002	Idem photo : P002; P001
Buanderie	3	Mur porteur; PS	Sondage et extension de la ZPSO du ou des prélèvement(s) : P001, P002	<u>Identifiant:</u> ZPSO001 <u>Echantillon:</u> 1358498/P001, réf. labo.: IT142109-20602 1358498/P002, réf. labo.: IT142109-20603 <u>Description:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Composant de la construction:</u> 3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnés <u>Partie à sonder:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P001, P002	Idem photo : P002; P001
Chambre 1	4	Mur porteur; PS	Sondage et extension de la ZPSO du ou des prélèvement(s) : P001, P002	<u>Identifiant:</u> ZPSO001 <u>Echantillon:</u> 1358498/P001, réf. labo.: IT142109-20602 1358498/P002, réf. labo.: IT142109-20603 <u>Description:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Composant de la construction:</u> 3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnés <u>Partie à sonder:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P001, P002	Idem photo : P002; P001

Chambre 2	5	Mur porteur; PS	Oui Rez de chaussée - Chambre 2 : Mur porteur; PS	<u>Identifiant:</u> ZPSO001 <u>Echantillon:</u> 1358498/P001, réf. labo.: IT142109-20602 1358498/P002, réf. labo.: IT142109-20603 <u>Description:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Composant de la construction:</u> 3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnés <u>Partie à sonder:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P002 <u>Partie analysée par le laboratoire:</u> - Peinture non séparable + enduit plâtreux blanc : Absence d'amiante	
Séjour	6	Mur porteur; PS	Oui Rez de chaussée - Séjour : Mur porteur; PS	<u>Identifiant:</u> ZPSO001 <u>Echantillon:</u> 1358498/P001, réf. labo.: IT142109-20602 1358498/P002, réf. labo.: IT142109-20603 <u>Description:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Composant de la construction:</u> 3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnés <u>Partie à sonder:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P001 <u>Partie analysée par le laboratoire:</u> - Peinture non séparable + enduit plâtreux blanc : Absence d'amiante	
Mezzanine	7	Mur porteur; PS	Sondage et extension de la ZPSO du ou des prélèvement(s) : P001, P002	<u>Identifiant:</u> ZPSO001 <u>Echantillon:</u> 1358498/P001, réf. labo.: IT142109-20602 1358498/P002, réf. labo.: IT142109-20603 <u>Description:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Composant de la construction:</u> 3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnés <u>Partie à sonder:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P001, P002	Idem photo : P002; P001

Chambre 1	8	Mur porteur; PS	Sondage et extension de la ZPSO du ou des prélèvement(s) : P001, P002	<u>Identifiant:</u> ZPSO001 <u>Echantillon:</u> 1358498/P001, réf. labo.: IT142109-20602 1358498/P002, réf. labo.: IT142109-20603 <u>Description:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Composant de la construction:</u> 3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnés <u>Partie à sonder:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P001, P002	Idem photo : P002; P001
-----------	---	--------------------	---	---	--	-------------------------------	-------------------------

ZPSO002 : Peinture + enduits à base de plâtre

Niveau : Rez de chaussée, 1er étage

Localisation	n° de sondage	Zone	Prélèvement effectué / Sondage et extension	Echantillon	Etat de conservation	Analyse	Photo
Entrée	1	Cloison; PS	Oui Rez de chaussée - Entrée : Cloison; PS	<u>Identifiant:</u> ZPSO002 <u>Echantillon:</u> 1358498/P003, réf. labo.: IT142109-20604 1358498/P004, réf. labo.: IT142109-20605 <u>Description:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Composant de la construction:</u> 3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnés <u>Partie à sonder:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P003 <u>Partie analysée par le laboratoire:</u> - Peinture non séparable + enduit plâtreux blanc : Absence d'amiante	
Dégagement	2	Cloison; PS	Oui Rez de chaussée - Dégagement : Cloison; PS	<u>Identifiant:</u> ZPSO002 <u>Echantillon:</u> 1358498/P003, réf. labo.: IT142109-20604 1358498/P004, réf. labo.: IT142109-20605 <u>Description:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Composant de la construction:</u> 3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnés <u>Partie à sonder:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P004 <u>Partie analysée par le laboratoire:</u> - Peinture non séparable + enduit plâtreux blanc : Absence d'amiante	
Buanderie	3	Cloison; PS	Sondage et extension de la ZPSO du ou des prélèvement(s) : P003, P004	<u>Identifiant:</u> ZPSO002 <u>Echantillon:</u> 1358498/P003, réf. labo.: IT142109-20604 1358498/P004, réf. labo.: IT142109-20605 <u>Description:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Composant de la construction:</u> 3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnés <u>Partie à sonder:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P003, P004	Idem photo : P003; P004
Chambre 1	4	Cloison; PS	Sondage et extension de la ZPSO du ou des prélèvement(s) : P003, P004	<u>Identifiant:</u> ZPSO002 <u>Echantillon:</u> 1358498/P003, réf. labo.: IT142109-20604 1358498/P004, réf. labo.: IT142109-20605 <u>Description:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Composant de la construction:</u> 3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnés <u>Partie à sonder:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P003, P004	Idem photo : P003; P004

Chambre 2	5	Cloison; PS	Sondage et extension de la ZPSO du ou des prélèvement(s) : P003, P004	<u>Identifiant:</u> ZPSO002 <u>Echantillon:</u> 1358498/P003, réf. labo.: IT142109-20604 1358498/P004, réf. labo.: IT142109-20605 <u>Description:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Composant de la construction:</u> 3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnés <u>Partie à sonder:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P003, P004	Idem photo : P003; P004
Séjour	6	Cloison; PS	Sondage et extension de la ZPSO du ou des prélèvement(s) : P003, P004	<u>Identifiant:</u> ZPSO002 <u>Echantillon:</u> 1358498/P003, réf. labo.: IT142109-20604 1358498/P004, réf. labo.: IT142109-20605 <u>Description:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Composant de la construction:</u> 3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnés <u>Partie à sonder:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P003, P004	Idem photo : P003; P004
Chambre 1	7	Cloison; PS	Sondage et extension de la ZPSO du ou des prélèvement(s) : P003, P004	<u>Identifiant:</u> ZPSO002 <u>Echantillon:</u> 1358498/P003, réf. labo.: IT142109-20604 1358498/P004, réf. labo.: IT142109-20605 <u>Description:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Composant de la construction:</u> 3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnés <u>Partie à sonder:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P003, P004	Idem photo : P003; P004

ZPSO003 : Peinture + enduits à base de plâtre

Niveau : Rez de chaussée, 1er étage

Localisation	n° de sondage	Zone	Prélèvement effectué / Sondage et extension	Echantillon	Etat de conservation	Analyse	Photo
WC	1	Mur porteur; PH	Sondage et extension de la ZPSO du ou des prélèvement(s) : P005, P006	<u>Identifiant:</u> ZPSO003 <u>Echantillon:</u> 1358498/P005, réf. labo.: IT142109-20606 1358498/P006, réf. labo.: IT142109-20607 <u>Description:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Composant de la construction:</u> 3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnés <u>Partie à sonder:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P005, P006	Idem photo : P006; P005
Salle d'eau	2	Mur porteur; PH	Oui Rez de chaussée - Salle d'eau : Mur porteur; PH	<u>Identifiant:</u> ZPSO003 <u>Echantillon:</u> 1358498/P005, réf. labo.: IT142109-20606 1358498/P006, réf. labo.: IT142109-20607 <u>Description:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Composant de la construction:</u> 3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnés <u>Partie à sonder:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P006 <u>Partie analysée par le laboratoire:</u> - Peinture en vrac non séparable + enduit plâtreux blanc en vrac : Absence d'amiante	
Cuisine	3	Mur porteur; PH	Oui Rez de chaussée - Cuisine : Mur porteur; PH	<u>Identifiant:</u> ZPSO003 <u>Echantillon:</u> 1358498/P005, réf. labo.: IT142109-20606 1358498/P006, réf. labo.: IT142109-20607 <u>Description:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Composant de la construction:</u> 3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnés <u>Partie à sonder:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P005 <u>Partie analysée par le laboratoire:</u> - Peinture non séparable + enduit plâtreux blanc : Absence d'amiante	
Salle de bains	4	Mur porteur; PH	Sondage et extension de la ZPSO du ou des prélèvement(s) : P005, P006	<u>Identifiant:</u> ZPSO003 <u>Echantillon:</u> 1358498/P005, réf. labo.: IT142109-20606 1358498/P006, réf. labo.: IT142109-20607 <u>Description:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Composant de la construction:</u> 3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnés <u>Partie à sonder:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P005, P006	Idem photo : P006; P005

ZPSO004 : Peinture + enduits à base de plâtre

Niveau : Rez de chaussée, 1er étage

Localisation	n° de sondage	Zone	Prélèvement effectué / Sondage et extension	Echantillon	Etat de conservation	Analyse	Photo
WC	1	Cloison; PH	Sondage et extension de la ZPSO du ou des prélèvement(s) : P007, P008	<u>Identifiant:</u> ZPSO004 <u>Echantillon:</u> 1358498/P007, réf. labo.: IT142109-20608 1358498/P008, réf. labo.: IT142109-20609 <u>Description:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Composant de la construction:</u> 3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnés <u>Partie à sonder:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P007, P008	Idem photo : P007; P008
Salle d'eau	2	Cloison; PH	Oui Rez de chaussée - Salle d'eau : Cloison; PH	<u>Identifiant:</u> ZPSO004 <u>Echantillon:</u> 1358498/P007, réf. labo.: IT142109-20608 1358498/P008, réf. labo.: IT142109-20609 <u>Description:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Composant de la construction:</u> 3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnés <u>Partie à sonder:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P007 <u>Partie analysée par le laboratoire:</u> - Peinture non séparable + enduit plâtreux blanc : Absence d'amiante	
Cuisine	3	Cloison; PH	Oui Rez de chaussée - Cuisine : Cloison; PH	<u>Identifiant:</u> ZPSO004 <u>Echantillon:</u> 1358498/P007, réf. labo.: IT142109-20608 1358498/P008, réf. labo.: IT142109-20609 <u>Description:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Composant de la construction:</u> 3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnés <u>Partie à sonder:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P008 <u>Partie analysée par le laboratoire:</u> - Peinture non séparable + enduit plâtreux blanc : Absence d'amiante	
Salle de bains	4	Cloison; PH	Sondage et extension de la ZPSO du ou des prélèvement(s) : P007, P008	<u>Identifiant:</u> ZPSO004 <u>Echantillon:</u> 1358498/P007, réf. labo.: IT142109-20608 1358498/P008, réf. labo.: IT142109-20609 <u>Description:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Composant de la construction:</u> 3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnés <u>Partie à sonder:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P007, P008	Idem photo : P007; P008

ZPSO009 : Plinthe + colle							
Niveau : Rez de chaussée, 1er étage							
Localisation	n° de sondage	Zone	Prélèvement effectué / Sondage et extension	Echantillon	Etat de conservation	Analyse	Photo
Entrée	1	Plinthes	Oui Rez de chaussée - Entrée : Plinthes	<u>Identifiant:</u> ZPSO009 <u>Echantillon:</u> 1358498/P016, réf. labo.: IT142109-20617 1358498/P017, réf. labo.: IT142109-20618 <u>Description:</u> Plinthe + colle <u>Composant de la construction:</u> 3 - Parois verticales intérieures - Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres <u>Partie à sonder:</u> Plinthe + colle <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire	EP	<u>Analyse:</u> P016 <u>Partie analysée par le laboratoire:</u> - Colle grise non séparable + couche plâtreuse blanche non séparable + joint cassant gris + peinture en faible quantité non séparable : Présence d'amiante	
Dégagement	2	Plinthes	Oui Rez de chaussée - Dégagement : Plinthes	<u>Identifiant:</u> ZPSO009 <u>Echantillon:</u> 1358498/P016, réf. labo.: IT142109-20617 1358498/P017, réf. labo.: IT142109-20618 <u>Description:</u> Plinthe + colle <u>Composant de la construction:</u> 3 - Parois verticales intérieures - Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres <u>Partie à sonder:</u> Plinthe + colle <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire	EP	<u>Analyse:</u> P017 <u>Partie analysée par le laboratoire:</u> - Colle grise non séparable + couche plâtreuse blanche non séparable + joint cassant blanc : Présence d'amiante	
WC	3	Plinthes	Sondage et extension de la ZPSO du ou des prélèvement(s) : P016, P017	<u>Identifiant:</u> ZPSO009 <u>Echantillon:</u> 1358498/P016, réf. labo.: IT142109-20617 1358498/P017, réf. labo.: IT142109-20618 <u>Description:</u> Plinthe + colle <u>Composant de la construction:</u> 3 - Parois verticales intérieures - Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres <u>Partie à sonder:</u> Plinthe + colle <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire	EP	<u>Analyse:</u> P016, P017	Idem photo : P016; P017
Buanderie	4	Plinthes	Sondage et extension de la ZPSO du ou des prélèvement(s) : P016, P017	<u>Identifiant:</u> ZPSO009 <u>Echantillon:</u> 1358498/P016, réf. labo.: IT142109-20617 1358498/P017, réf. labo.: IT142109-20618 <u>Description:</u> Plinthe + colle <u>Composant de la construction:</u> 3 - Parois verticales intérieures - Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres <u>Partie à sonder:</u> Plinthe + colle <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire	EP	<u>Analyse:</u> P016, P017	Idem photo : P016; P017

Chambre 1	5	Plinthes	Sondage et extension de la ZPSO du ou des prélèvement(s) : P016, P017	<u>Identifiant:</u> ZPSO009 <u>Echantillon:</u> 1358498/P016, réf. labo.: IT142109-20617 1358498/P017, réf. labo.: IT142109-20618 <u>Description:</u> Plinthe + colle <u>Composant de la construction:</u> 3 - Parois verticales intérieures - Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres <u>Partie à sonder:</u> Plinthe + colle <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire	EP	<u>Analyse:</u> P016, P017	Idem photo : P016; P017
Chambre 2	6	Plinthes	Sondage et extension de la ZPSO du ou des prélèvement(s) : P016, P017	<u>Identifiant:</u> ZPSO009 <u>Echantillon:</u> 1358498/P016, réf. labo.: IT142109-20617 1358498/P017, réf. labo.: IT142109-20618 <u>Description:</u> Plinthe + colle <u>Composant de la construction:</u> 3 - Parois verticales intérieures - Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres <u>Partie à sonder:</u> Plinthe + colle <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire	EP	<u>Analyse:</u> P016, P017	Idem photo : P016; P017
Cuisine	7	Plinthes	Sondage et extension de la ZPSO du ou des prélèvement(s) : P016, P017	<u>Identifiant:</u> ZPSO009 <u>Echantillon:</u> 1358498/P016, réf. labo.: IT142109-20617 1358498/P017, réf. labo.: IT142109-20618 <u>Description:</u> Plinthe + colle <u>Composant de la construction:</u> 3 - Parois verticales intérieures - Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres <u>Partie à sonder:</u> Plinthe + colle <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire	EP	<u>Analyse:</u> P016, P017	Idem photo : P016; P017
Séjour	8	Plinthes	Sondage et extension de la ZPSO du ou des prélèvement(s) : P016, P017	<u>Identifiant:</u> ZPSO009 <u>Echantillon:</u> 1358498/P016, réf. labo.: IT142109-20617 1358498/P017, réf. labo.: IT142109-20618 <u>Description:</u> Plinthe + colle <u>Composant de la construction:</u> 3 - Parois verticales intérieures - Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres <u>Partie à sonder:</u> Plinthe + colle <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire	EP	<u>Analyse:</u> P016, P017	Idem photo : P016; P017

Mezzanine	9	Plinthes	Sondage et extension de la ZPSO du ou des prélèvement(s) : P016, P017	<u>Identifiant:</u> ZPSO009 <u>Echantillon:</u> 1358498/P016, réf. labo.: IT142109-20617 1358498/P017, réf. labo.: IT142109-20618 <u>Description:</u> Plinthe + colle <u>Composant de la construction:</u> 3 - Parois verticales intérieures - Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres <u>Partie à sonder:</u> Plinthe + colle <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire	EP	<u>Analyse:</u> P016, P017	Idem photo : P016; P017
Chambre 1	10	Plinthes	Sondage et extension de la ZPSO du ou des prélèvement(s) : P016, P017	<u>Identifiant:</u> ZPSO009 <u>Echantillon:</u> 1358498/P016, réf. labo.: IT142109-20617 1358498/P017, réf. labo.: IT142109-20618 <u>Description:</u> Plinthe + colle <u>Composant de la construction:</u> 3 - Parois verticales intérieures - Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres <u>Partie à sonder:</u> Plinthe + colle <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire	EP	<u>Analyse:</u> P016, P017	Idem photo : P016; P017

ZPSO010 : Plinthe + colle

Niveau : Rez de chaussée

Localisation	n° de sondage	Zone	Prélèvement effectué / Sondage et extension	Echantillon	Etat de conservation	Analyse	Photo
Salle d'eau	1	Plinthes	Oui Rez de chaussée - Salle d'eau : Plinthes	<u>Identifiant:</u> ZPSO010 <u>Réf. échantillon:</u> 1358498/P018 <u>Réf. laboratoire:</u> IT142109-20619 <u>Description:</u> Plinthe + colle <u>Composant de la construction:</u> 3 - Parois verticales intérieures - Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres <u>Partie à sonder:</u> Plinthe + colle <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire	EP	<u>Analyse:</u> P018 <u>Partie analysée par le laboratoire:</u> - Peinture en faible quantité non séparable + colle grise non séparable + couche plâtruse blanche non séparable : Présence d'amiante	

ZPSO011 : Faïence + colle de faïence + plâtre

Niveau : Rez de chaussée

Localisation	n° de sondage	Zone	Prélèvement effectué / Sondage et extension	Echantillon	Etat de conservation	Analyse	Photo
Cuisine	1	Faïences ABCDE	Oui Rez de chaussée - Cuisine : Faïences ABCDE	<u>Identifiant:</u> ZPSO011 <u>Réf. échantillon:</u> 1358498/P019 <u>Réf. laboratoire:</u> IT142109-20620 <u>Description:</u> Faïence + colle de faïence + plâtre <u>Composant de la construction:</u> 3 - Parois verticales intérieures - Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres <u>Partie à sonder:</u> Faïence + colle de faïence + plâtre <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P019 <u>Partie analysée par le laboratoire:</u> - Colle blanche non séparable + couche plâtreuse blanche non séparable + joint cassant gris : Absence d'amiante	

ZPSO012 : Faïence + colle de faïence + plâtre

Niveau : Rez de chaussée

Localisation	n° de sondage	Zone	Prélèvement effectué / Sondage et extension	Echantillon	Etat de conservation	Analyse	Photo
Salle d'eau	1	Faïence DEFGH	Oui Rez de chaussée - Salle d'eau : Faïence DEFGH	<u>Identifiant:</u> ZPSO012 <u>Réf. échantillon:</u> 1358498/P020 <u>Réf. laboratoire:</u> IT142109-20621 <u>Description:</u> Faïence + colle de faïence + plâtre <u>Composant de la construction:</u> 3 - Parois verticales intérieures - Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres <u>Partie à sonder:</u> Faïence + colle de faïence + plâtre <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P020 <u>Partie analysée par le laboratoire:</u> - Colle beige non séparable + couche plâtreuse blanche non séparable : Absence d'amiante	

ZPSO015 : Plinthe + colle

Niveau : Rez de chaussée

Localisation	n° de sondage	Zone	Prélèvement effectué / Sondage et extension	Echantillon	Etat de conservation	Analyse	Photo
Terrasse	1	Plinthes	Oui Rez de chaussée - Terrasse : Plinthes	<u>Identifiant:</u> ZPSO015 <u>Echantillon:</u> 1358498/P024, réf. labo.: IT142109-20625 1358498/P025, réf. labo.: IT142109-20626 <u>Description:</u> Plinthe + colle <u>Composant de la construction:</u> 3 - Parois verticales intérieures - Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres <u>Partie à sonder:</u> Plinthe + colle <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire	EP	<u>Analyse:</u> P024 <u>Partie analysée par le laboratoire:</u> - Colle grise : Présence d'amiante	

ZPSO017 : Plinthe + colle

Niveau : 1er étage

Localisation	n° de sondage	Zone	Prélèvement effectué / Sondage et extension	Echantillon	Etat de conservation	Analyse	Photo
Salle de bains	1	Plinthes	Oui 1er étage - Salle de bains : Plinthes	<u>Identifiant:</u> ZPSO017 <u>Réf. échantillon:</u> 1358498/P028 <u>Réf. laboratoire:</u> IT142109-20629 <u>Description:</u> Plinthe + colle <u>Composant de la construction:</u> 3 - Parois verticales intérieures - Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres <u>Partie à sonder:</u> Plinthe + colle <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P028 <u>Partie analysée par le laboratoire:</u> - Colle beige non séparable + couche plâtreuse blanche non séparable + joint cassant blanc : Absence d'amiante	

ZPSO018 : Faïence + colle de faïence + plâtre

Niveau : 1er étage

Localisation	n° de sondage	Zone	Prélèvement effectué / Sondage et extension	Echantillon	Etat de conservation	Analyse	Photo
Salle de bains	1	Faïence BCD	Oui 1er étage - Salle de bains : Faïence BCD	<u>Identifiant:</u> ZPSO018 <u>Réf. échantillon:</u> 1358498/P029 <u>Réf. laboratoire:</u> IT142109-20630 <u>Description:</u> Faïence + colle de faïence + plâtre <u>Composant de la construction:</u> 3 - Parois verticales intérieures - Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres <u>Partie à sonder:</u> Faïence + colle de faïence + plâtre <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P029 <u>Partie analysée par le laboratoire:</u> - Colle beige non séparable + couche plâtruse blanche non séparable : Absence d'amiante	

ZPSO019 : Peinture + Enduit de jointoiment + Bande + plaques de plâtre

Niveau : 1er étage

Localisation	n° de sondage	Zone	Prélèvement effectué / Sondage et extension	Echantillon	Etat de conservation	Analyse	Photo
Chambre 2	1	Mur porteur; PS	Oui 1er étage - Chambre 2 : Mur porteur; PS	<u>Identifiant:</u> ZPSO019 <u>Echantillon:</u> 1358498/P030, réf. labo.: IT142109-20631 1358498/P031, réf. labo.: IT142109-20632 <u>Description:</u> Peinture + Enduit de jointoiment + Bande + plaques de plâtre <u>Composant de la construction:</u> 3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnés <u>Partie à sonder:</u> Peinture + Enduit de jointoiment + Bande + plaques de plâtre <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P030 <u>Partie analysée par le laboratoire:</u> - Peinture en vrac non séparable + enduit plâtreux blanc en vrac non séparable + matériau plâtreux blanc avec couche cartonnée non séparable : Absence d'amiante	
Chambre 3	2	Mur porteur; PS	Oui 1er étage - Chambre 3 : Mur porteur; PS	<u>Identifiant:</u> ZPSO019 <u>Echantillon:</u> 1358498/P030, réf. labo.: IT142109-20631 1358498/P031, réf. labo.: IT142109-20632 <u>Description:</u> Peinture + Enduit de jointoiment + Bande + plaques de plâtre <u>Composant de la construction:</u> 3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnés <u>Partie à sonder:</u> Peinture + Enduit de jointoiment + Bande + plaques de plâtre <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P031 <u>Partie analysée par le laboratoire:</u> - Peinture non séparable + enduit plâtreux blanc non séparable + papier non séparable + matériau plâtreux blanc avec couche cartonnée non séparable : Absence d'amiante	

ZPSO022 : Plinthe + colle

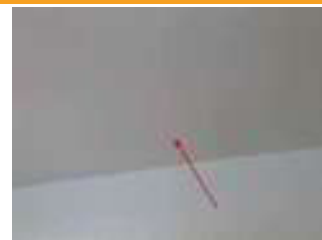
Niveau : 1er étage

Localisation	n° de sondage	Zone	Prélèvement effectué / Sondage et extension	Echantillon	Etat de conservation	Analyse	Photo
Balcon	1	Plinthes	Oui 1er étage - Balcon : Plinthes	<u>Identifiant:</u> ZPSO022 <u>échantillon:</u> 1358498/P025 <u>Description:</u> Plinthe + colle <u>Composant de la construction:</u> 3 - Parois verticales intérieures - Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres <u>Partie à sonder:</u> Plinthe + colle <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P025 <u>Partie analysée par le laboratoire:</u> - Colle blanche avec poussières : Absence d'amiante	

4 - Plafonds et faux plafonds

ZPSO005 : Peinture + enduits à base de plâtre

Niveau : Rez de chaussée, 1er étage

Localisation	n° de sondage	Zone	Prélèvement effectué / Sondage et extension	Echantillon	Etat de conservation	Analyse	Photo
Entrée	1	Plafond; PS	Oui Rez de chaussée - Entrée : Plafond; PS	<u>Identifiant:</u> ZPSO005 <u>Echantillon:</u> 1358498/P009, réf. labo.: IT142109-20610 1358498/P010, réf. labo.: IT142109-20611 <u>Description:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Composant de la construction:</u> 4 - Plafonds et faux plafonds - Plafonds <u>Partie à sonder:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P009 <u>Partie analysée par le laboratoire:</u> - Peinture en vrac non séparable + enduit plâtreux blanc en vrac : Absence d'amiante	
Dégagement	2	Plafond; PS	Oui Rez de chaussée - Dégagement : Plafond; PS	<u>Identifiant:</u> ZPSO005 <u>Echantillon:</u> 1358498/P009, réf. labo.: IT142109-20610 1358498/P010, réf. labo.: IT142109-20611 <u>Description:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Composant de la construction:</u> 4 - Plafonds et faux plafonds - Plafonds <u>Partie à sonder:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P010 <u>Partie analysée par le laboratoire:</u> - Peinture en vrac non séparable + enduit plâtreux blanc en vrac : Absence d'amiante	

Buanderie	3	Plafond; PS	Sondage et extension de la ZPSO du ou des prélèvement(s) : P009, P010	<u>Identifiant:</u> ZPSO005 <u>Echantillon:</u> 1358498/P009, réf. labo.: IT142109-20610 1358498/P010, réf. labo.: IT142109-20611 <u>Description:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Composant de la construction:</u> 4 - Plafonds et faux plafonds - Plafonds <u>Partie à sonder:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P009, P010	Idem photo : P009; P010
Chambre 1	4	Plafond; PS	Sondage et extension de la ZPSO du ou des prélèvement(s) : P009, P010	<u>Identifiant:</u> ZPSO005 <u>Echantillon:</u> 1358498/P009, réf. labo.: IT142109-20610 1358498/P010, réf. labo.: IT142109-20611 <u>Description:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Composant de la construction:</u> 4 - Plafonds et faux plafonds - Plafonds <u>Partie à sonder:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P009, P010	Idem photo : P009; P010
Chambre 2	5	Plafond; PS	Sondage et extension de la ZPSO du ou des prélèvement(s) : P009, P010	<u>Identifiant:</u> ZPSO005 <u>Echantillon:</u> 1358498/P009, réf. labo.: IT142109-20610 1358498/P010, réf. labo.: IT142109-20611 <u>Description:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Composant de la construction:</u> 4 - Plafonds et faux plafonds - Plafonds <u>Partie à sonder:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P009, P010	Idem photo : P009; P010
Séjour	6	Plafond; PS	Sondage et extension de la ZPSO du ou des prélèvement(s) : P009, P010	<u>Identifiant:</u> ZPSO005 <u>Echantillon:</u> 1358498/P009, réf. labo.: IT142109-20610 1358498/P010, réf. labo.: IT142109-20611 <u>Description:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Composant de la construction:</u> 4 - Plafonds et faux plafonds - Plafonds <u>Partie à sonder:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P009, P010	Idem photo : P009; P010

Mezzanine	7	Plafond; PS	Sondage et extension de la ZPSO du ou des prélèvement(s) : P009, P010	<u>Identifiant:</u> ZPSO005 <u>Echantillon:</u> 1358498/P009, réf. labo.: IT142109-20610 1358498/P010, réf. labo.: IT142109-20611 <u>Description:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Composant de la construction:</u> 4 - Plafonds et faux plafonds - Plafonds <u>Partie à sonder:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P009, P010	Idem photo : P009; P010
Chambre 1	8	Plafond; PS	Sondage et extension de la ZPSO du ou des prélèvement(s) : P009, P010	<u>Identifiant:</u> ZPSO005 <u>Echantillon:</u> 1358498/P009, réf. labo.: IT142109-20610 1358498/P010, réf. labo.: IT142109-20611 <u>Description:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Composant de la construction:</u> 4 - Plafonds et faux plafonds - Plafonds <u>Partie à sonder:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P009, P010	Idem photo : P009; P010

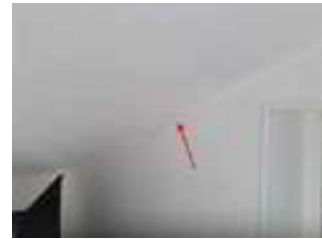
ZPSO006 : Peinture + enduits à base de plâtre

Niveau : Rez de chaussée, 1er étage

Localisation	n° de sondage	Zone	Prélèvement effectué / Sondage et extension	Echantillon	Etat de conservation	Analyse	Photo
WC	1	Plafond; PH	Sondage et extension de la ZPSO du ou des prélèvement(s) : P011, P012	<u>Identifiant:</u> ZPSO006 <u>Echantillon:</u> 1358498/P011, réf. labo.: IT142109-20612 1358498/P012, réf. labo.: IT142109-20613 <u>Description:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Composant de la construction:</u> 4 - Plafonds et faux plafonds - Plafonds <u>Partie à sonder:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P011, P012	Idem photo : P011; P012
Salle d'eau	2	Plafond; PH	Oui Rez de chaussée - Salle d'eau : Plafond; PH	<u>Identifiant:</u> ZPSO006 <u>Echantillon:</u> 1358498/P011, réf. labo.: IT142109-20612 1358498/P012, réf. labo.: IT142109-20613 <u>Description:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Composant de la construction:</u> 4 - Plafonds et faux plafonds - Plafonds <u>Partie à sonder:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P011 <u>Partie analysée par le laboratoire:</u> - Peinture en vrac non séparable + enduit plâtreux blanc en vrac : Absence d'amiante	
Cuisine	3	Plafond; PH	Oui Rez de chaussée - Cuisine : Plafond; PH	<u>Identifiant:</u> ZPSO006 <u>Echantillon:</u> 1358498/P011, réf. labo.: IT142109-20612 1358498/P012, réf. labo.: IT142109-20613 <u>Description:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Composant de la construction:</u> 4 - Plafonds et faux plafonds - Plafonds <u>Partie à sonder:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P012 <u>Partie analysée par le laboratoire:</u> - Peinture en vrac non séparable + enduit plâtreux blanc en vrac : Absence d'amiante	
Salle de bains	4	Plafond; PH	Sondage et extension de la ZPSO du ou des prélèvement(s) : P011, P012	<u>Identifiant:</u> ZPSO006 <u>Echantillon:</u> 1358498/P011, réf. labo.: IT142109-20612 1358498/P012, réf. labo.: IT142109-20613 <u>Description:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Composant de la construction:</u> 4 - Plafonds et faux plafonds - Plafonds <u>Partie à sonder:</u> Peinture + enduits à base de plâtre <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P011, P012	Idem photo : P011; P012

ZPSO020 : Peinture + Enduit de jointoiement + Bande + plaques de plâtre

Niveau : 1er étage

Localisation	n° de sondage	Zone	Prélèvement effectué / Sondage et extension	Echantillon	Etat de conservation	Analyse	Photo
Chambre 2	1	Plafond; PS	Oui 1er étage - Chambre 2 : Plafond; PS	<u>Identifiant:</u> ZPSO020 <u>Echantillon:</u> 1358498/P032, réf. labo.: IT142109-20633 1358498/P033, réf. labo.: IT142109-20634 <u>Description:</u> Peinture + Enduit de jointoiement + Bande + plaques de plâtre <u>Composant de la construction:</u> 4 - Plafonds et faux plafonds - Plafonds <u>Partie à sonder:</u> Peinture + Enduit de jointoiement + Bande + plaques de plâtre <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P032 <u>Partie analysée par le laboratoire:</u> - Peinture non séparable + enduit plâtreux blanc non séparable + papier non séparable + matériau plâtreux blanc avec couche cartonnée non séparable : Absence d'amiante	
Chambre 3	2	Plafond; PS	Oui 1er étage - Chambre 3 : Plafond; PS	<u>Identifiant:</u> ZPSO020 <u>Echantillon:</u> 1358498/P032, réf. labo.: IT142109-20633 1358498/P033, réf. labo.: IT142109-20634 <u>Description:</u> Peinture + Enduit de jointoiement + Bande + plaques de plâtre <u>Composant de la construction:</u> 4 - Plafonds et faux plafonds - Plafonds <u>Partie à sonder:</u> Peinture + Enduit de jointoiement + Bande + plaques de plâtre <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P033 <u>Partie analysée par le laboratoire:</u> - Peinture non séparable + enduit plâtreux blanc non séparable + papier non séparable + matériau plâtreux blanc avec couche cartonnée non séparable : Absence d'amiante	

5 - Planchers et planchers techniques

ZPSO007 : carrelage + Chappe

Niveau : Rez de chaussée, 1er étage

Localisation	n° de sondage	Zone	Prélèvement effectué / Sondage et extension	Echantillon	Etat de conservation	Analyse	Photo
Entrée	1	Sol	Oui Rez de chaussée - Entrée : Sol	<u>Identifiant:</u> ZPSO007 <u>Echantillon:</u> 1358498/P013, réf. labo.: IT142109-20614 1358498/P014, réf. labo.: IT142109-20615 <u>Description:</u> carrelage + Chappe <u>Composant de la construction:</u> 5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols <u>Partie à sonder:</u> carrelage + Chappe <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P013 <u>Partie analysée par le laboratoire:</u> - Colle grise : Absence d'amiante	
Dégagement	2	Sol	Oui Rez de chaussée - Dégagement : Sol	<u>Identifiant:</u> ZPSO007 <u>Echantillon:</u> 1358498/P013, réf. labo.: IT142109-20614 1358498/P014, réf. labo.: IT142109-20615 <u>Description:</u> carrelage + Chappe <u>Composant de la construction:</u> 5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols <u>Partie à sonder:</u> carrelage + Chappe <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P014 <u>Partie analysée par le laboratoire:</u> - Colle grise : Absence d'amiante	
WC	3	Sol	Sondage et extension de la ZPSO du ou des prélèvement(s) : P013, P014	<u>Identifiant:</u> ZPSO007 <u>Echantillon:</u> 1358498/P013, réf. labo.: IT142109-20614 1358498/P014, réf. labo.: IT142109-20615 <u>Description:</u> carrelage + Chappe <u>Composant de la construction:</u> 5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols <u>Partie à sonder:</u> carrelage + Chappe <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P013, P014	Idem photo : P013; P014
Buanderie	4	Sol	Sondage et extension de la ZPSO du ou des prélèvement(s) : P013, P014	<u>Identifiant:</u> ZPSO007 <u>Echantillon:</u> 1358498/P013, réf. labo.: IT142109-20614 1358498/P014, réf. labo.: IT142109-20615 <u>Description:</u> carrelage + Chappe <u>Composant de la construction:</u> 5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols <u>Partie à sonder:</u> carrelage + Chappe <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P013, P014	Idem photo : P013; P014

Chambre 1	5	Sol	Sondage et extension de la ZPSO du ou des prélèvement(s) : P013, P014	<u>Identifiant:</u> ZPSO007 <u>Echantillon:</u> 1358498/P013, réf. labo.: IT142109-20614 1358498/P014, réf. labo.: IT142109-20615 <u>Description:</u> carrelage + Chappe <u>Composant de la construction:</u> 5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols <u>Partie à sonder:</u> carrelage + Chappe <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P013, P014	Idem photo : P013; P014
Chambre 2	6	Sol	Sondage et extension de la ZPSO du ou des prélèvement(s) : P013, P014	<u>Identifiant:</u> ZPSO007 <u>Echantillon:</u> 1358498/P013, réf. labo.: IT142109-20614 1358498/P014, réf. labo.: IT142109-20615 <u>Description:</u> carrelage + Chappe <u>Composant de la construction:</u> 5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols <u>Partie à sonder:</u> carrelage + Chappe <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P013, P014	Idem photo : P013; P014
Cuisine	7	Sol	Sondage et extension de la ZPSO du ou des prélèvement(s) : P013, P014	<u>Identifiant:</u> ZPSO007 <u>Echantillon:</u> 1358498/P013, réf. labo.: IT142109-20614 1358498/P014, réf. labo.: IT142109-20615 <u>Description:</u> carrelage + Chappe <u>Composant de la construction:</u> 5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols <u>Partie à sonder:</u> carrelage + Chappe <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P013, P014	Idem photo : P013; P014
Séjour	8	Sol	Sondage et extension de la ZPSO du ou des prélèvement(s) : P013, P014	<u>Identifiant:</u> ZPSO007 <u>Echantillon:</u> 1358498/P013, réf. labo.: IT142109-20614 1358498/P014, réf. labo.: IT142109-20615 <u>Description:</u> carrelage + Chappe <u>Composant de la construction:</u> 5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols <u>Partie à sonder:</u> carrelage + Chappe <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P013, P014	Idem photo : P013; P014
Chambre 1	9	Sol	Sondage et extension de la ZPSO du ou des prélèvement(s) : P013, P014	<u>Identifiant:</u> ZPSO007 <u>Echantillon:</u> 1358498/P013, réf. labo.: IT142109-20614 1358498/P014, réf. labo.: IT142109-20615 <u>Description:</u> carrelage + Chappe <u>Composant de la construction:</u> 5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols <u>Partie à sonder:</u> carrelage + Chappe <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P013, P014	Idem photo : P013; P014

ZPSO008 : carrelage + Chappe

Niveau : Rez de chaussée

Localisation	n° de sondage	Zone	Prélèvement effectué / Sondage et extension	Echantillon	Etat de conservation	Analyse	Photo
Salle d'eau	1	Sol	Oui Rez de chaussée - Salle d'eau : Sol	<u>Identifiant:</u> ZPSO008 <u>Réf. échantillon:</u> 1358498/P015 <u>Réf. laboratoire:</u> IT142109-20616 <u>Description:</u> carrelage + Chappe <u>Composant de la construction:</u> 5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols <u>Partie à sonder:</u> carrelage + Chappe <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P015 <u>Partie analysée par le laboratoire:</u> - Colle beige non séparable + ragréage gris hétérogène non séparable : Absence d'amiante	

ZPSO014 : carrelage + chappe

Niveau : Rez de chaussée, 1er étage

Localisation	n° de sondage	Zone	Prélèvement effectué / Sondage et extension	Echantillon	Etat de conservation	Analyse	Photo
Terrasse	1	Sol	Oui Rez de chaussée - Terrasse : Sol	<u>Identifiant:</u> ZPSO014 <u>Echantillon:</u> 1358498/P023, réf. labo.: IT142109-20624 1358498/P026, réf. labo.: IT142109-20627 <u>Description:</u> carrelage + chappe <u>Composant de la construction:</u> 5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols <u>Partie à sonder:</u> carrelage + chappe <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P023 <u>Partie analysée par le laboratoire:</u> - Colle grise : Absence d'amiante	
Balcon	2	Sol	Oui 1er étage - Balcon : Sol	<u>Identifiant:</u> ZPSO014 <u>Echantillon:</u> 1358498/P023, réf. labo.: IT142109-20624 1358498/P026, réf. labo.: IT142109-20627 <u>Description:</u> carrelage + chappe <u>Composant de la construction:</u> 5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols <u>Partie à sonder:</u> carrelage + chappe <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire		<u>Analyse:</u> P026 <u>Partie analysée par le laboratoire:</u> - Colle beige non séparable + ragréage gris hétérogène non séparable + joint cassant gris en faible quantité : Absence d'amiante	

ZPSO016 : carrelage + Chappe

Niveau : 1er étage

Localisation	n° de sondage	Zone	Prélèvement effectué / Sondage et extension	Echantillon	Etat de conservation	Analyse	Photo
Salle de bains	1	Sol	Oui 1er étage - Salle de bains : Sol	<u>Identifiant:</u> ZPSO016 <u>Réf. échantillon:</u> 1358498/P027 <u>Réf. laboratoire:</u> IT142109-20628 <u>Description:</u> carrelage + Chappe <u>Composant de la construction:</u> 5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols <u>Partie à sonder:</u> carrelage + Chappe <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire	EP	<u>Analyse:</u> P027 <u>Partie analysée par le laboratoire:</u> - Colle beige non séparable + ragréage gris hétérogène non séparable + joint cassant gris non séparable : Présence d'amiante	

ZPSO021 : Parquet bois

Niveau : 1er étage

Localisation	n° de sondage	Zone	Prélèvement effectué / Sondage et extension	Echantillon	Etat de conservation	Analyse	Photo
Mezzanine	1	Sol	Aucun prélèvement	<u>Identifiant:</u> ZPSO021 <u>Description:</u> Parquet bois <u>Composant de la construction:</u> 5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols <u>Partie à sonder:</u> Parquet bois <u>Justificatif:</u> Élément non amianté par nature		Élément non amianté par nature	

6 - Conduits et accessoires intérieurs

Sans objet

7 - Ascenseurs, monte-charges et escaliers mécaniques

Sans objet

8 - Équipements divers et accessoires

Sans objet

9 - Fondations et soubassements

Sans objet

10 - Aménagements, voiries et réseaux divers

Sans objet

11 - Composants Hors norme

Sans objet

Légende : « ! - matériaux indissociables* » l'échantillon multicouche a été envoyé au laboratoire avec une demande d'analyse sur chaque couche séparément. Cependant, le laboratoire n'ayant pas réussi à distinguer chacune d'entre-elle, le retour de l'analyse a été généralisé à l'ensemble de l'échantillon. Des investigations complémentaires pourront être réalisées sur simple demande.

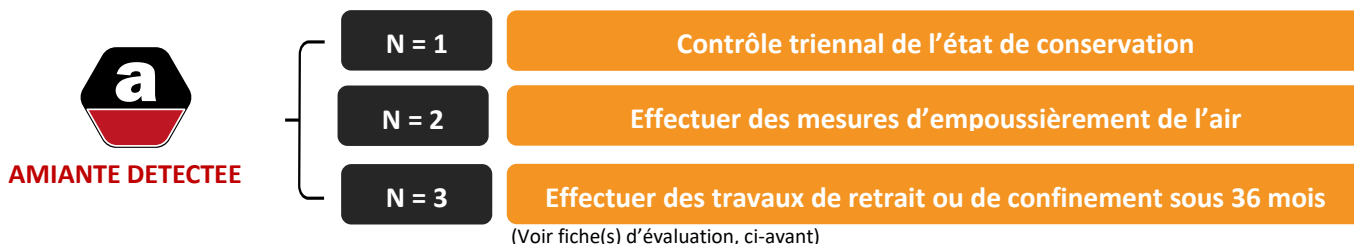
8. ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX ET PRODUITS

Important : Dans le cadre du diagnostic amiante avant travaux, les états de conservation ne sont donnés qu'à titre informatif dans le cas où les matériaux amiantés seraient conservés à l'issue des travaux. Ces états de conservation ne peuvent en aucun cas se substituer à l'analyse des risques des entreprises intervenantes.

EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX OU PRODUITS DE LA LISTE A

Aucune évaluation n'a été réalisée

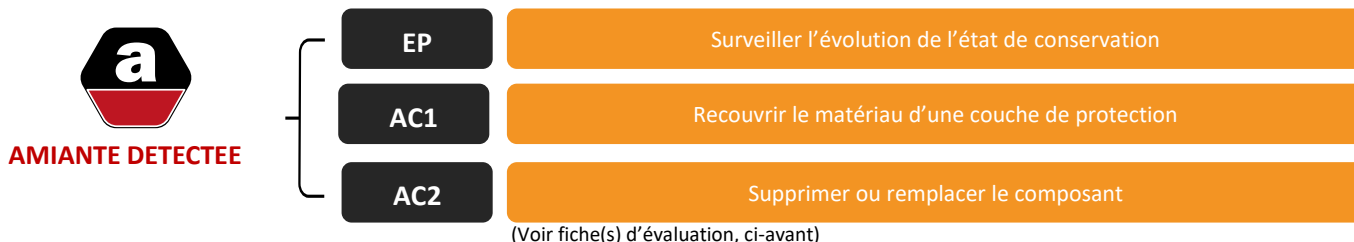
FLOCAGES, CALORIFUGEAGES & FAUX-PLAFONDS CONTENANT DE L'AMIANTE (MESURES OBLIGATOIRES)



EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX OU PRODUITS DE LA LISTE B

Aucune évaluation n'a été réalisée

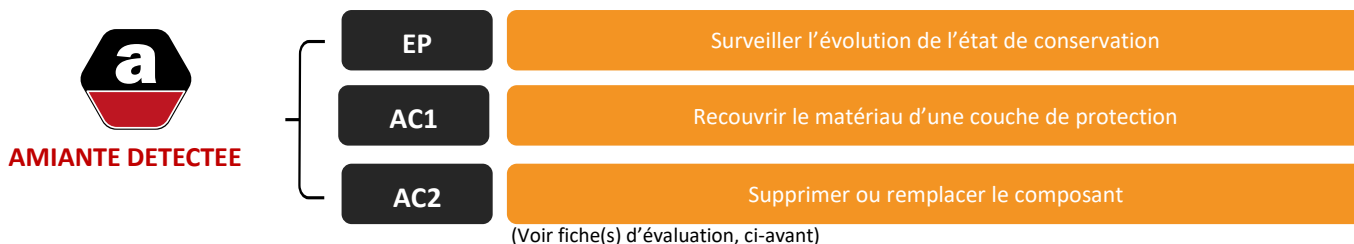
AUTRES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE (MESURES D'ORDRE GENERALE)



EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX OU PRODUITS DE LA LISTE C

Aucune évaluation n'a été réalisée

AUTRES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE (MESURES D'ORDRE GENERALE)



INFORMATION QUANT AUX ETATS DE DEGRADATION :

OBLIGATIONS EUT EGARD AU DECRET OBLIGATIONS EUT EGARD DE L'ARRETES DU 12 DECEMBRE 2012, DU MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SANTE. (CONCERNANT LES MATERIAUX FRIABLES) :

En fonction notamment, de l'accessibilité du matériau, de son degré de dégradation, de son exposition à des chocs et à des vibrations et enfin à l'existence de mouvement d'air dans la zone homogène, l'action à entreprendre est définie par zones réputées homogènes.

En fonction du résultat obtenu du diagnostic, une note de 1 à 3 est attribuée :

- Une note égale à **UN** (1) se traduit par un contrôle périodique de l'état de conservation du matériau dans les conditions prévues à l'article 3.
- Une note égale à **DEUX** (2) oblige, selon les modalités prévues à l'article 5, à une surveillance du niveau d'empoussièrement dans l'atmosphère par un organisme agréé en microscopie électronique à transmission.
- Une note égale à **TROIS** (3) oblige, le propriétaire à procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante, selon les modalités prévues au dernier alinéa de l'article 5. Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées doivent être mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir le plus bas possible, et dans tous les cas à un niveau inférieur à 5 fibres / litre.

RECOMMANDATIONS EUT EGARD DE L'ARRETES DU 12 DECEMBRE 2012, DU MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SANTE. (CONCERNANT LES MATERIAUX NON FRIABLES) :

- Soit une « **évaluation périodique** », lorsque, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit.
- Soit une « **action corrective de premier niveau** », lorsque, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés.
- Soit à une « **action corrective de second niveau** », qui concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation.

9. RAPPORTS D'ANALYSES



L'accreditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour la réalisation des analyses de matériaux (selon le protocole) par le laboratoire.

RAPPORT SYNTHÉTIQUE D'ANALYSE NUMÉRO ITI-421-28117 EN DATE DU 20/09/2021

RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR PRELEVEMENT(S) DE MATÉRIAU(X)

Ce rapport ne concerne que les échantillons envoyés à l'analyse tels qu'ils ont été reçus au laboratoire.
Le laboratoire n'est pas responsable des données fournies par le client qui sont simplement représentatives et non officielles commerciales.

Client : ADX GROUPE PARC STAVOIRE 32100 CHATELAIN-GUYENNE	N°1 Commande COFRAC : ITI-421-28117 N°1 Commande Client : 1358498_2021_06_15_1878_3573
---	---

Date remise(s) : Réçu au laboratoire le : 15/09/2021

Préparation(s) : Effractions de l'épave à l'air représentatives de l'échantillon prélevé sur le site de l'opération 2019.
a. Pour une analyse au Microscopie Optique à Lumière Polarisée (MOLP), Prétraitement au montage adhésif sur lame de microscopie.
b. Pour une analyse au Microscopie Électronique à Transmission Analytique (MET/ET) au montage de la lame de la presse d'essai.
c. Pour une analyse au Microscopie Électronique à Transmission Analytique (MET/ET) au montage de la lame de la presse d'essai.

Technique(s) : Microscopie Optique à Lumière Polarisée (MOLP) - Appendice 21 : Morphologie et couleur des grains.

Analyse(s) : La structure de fibres d'amiante est observée et les grains de la fibre sont analysés au MOLP (MOLP) et au MET/ET (MET/ET).

a. Microscopie Électronique à Transmission Analytique (MET/ET) au montage de la lame de la presse d'essai.

b. La structure de fibres d'amiante est observée et les grains de la fibre sont analysés au MET/ET (MET/ET).

c. La structure de fibres d'amiante est observée et les grains de la fibre sont analysés au MET/ET (MET/ET).

Remarque(s) :

N°1 échantillon client / N°1 échantillon client	N°1 Commande COFRAC / N°1 Commande Client	Préparation(s)	Technique(s) analytique(s) (Méthode de préparation et type d'analyse)	Analyses / Ventes d'analyse	Commentaire(s) analytiques
1. 1358498 - AVENUE DES EMBRUSCALLES SECTION B n°497 partie 34270 CLARET / P001 - Peinture - enduit à base de plâtre - Bande d'essai - Échantillon 1	ITI-421-28117-00001	Peinture / Enduit plâtreux blanc	Peinture non séparable - Enduit plâtreux blanc	META (MOLP) : 15/09/2021 Nombre de préparations : 4 Nombre de supports d'analyse : 2	Analyses : META (MOLP)
2. 1358498 - AVENUE DES EMBRUSCALLES SECTION B n°497 partie 34270 CLARET / P002 - Peinture - enduit à base de plâtre - Bande d'essai - Échantillon 2	ITI-421-28117-00002	Peinture / Enduit plâtreux blanc	Peinture non séparable - Enduit plâtreux blanc	META (MOLP) : 15/09/2021 Nombre de préparations : 4 Nombre de supports d'analyse : 2	Analyses : META (MOLP)
3. 1358498 - AVENUE DES EMBRUSCALLES SECTION B n°497 partie 34270 CLARET / P003 - Peinture - enduit à base de plâtre - Bande d'essai - Échantillon 3	ITI-421-28117-00003	Peinture / Enduit plâtreux blanc	Peinture non séparable - Enduit plâtreux blanc	META (MOLP) : 15/09/2021 Nombre de préparations : 4 Nombre de supports d'analyse : 2	Analyses : META (MOLP)

La reproduction de ce rapport sans autorisation est strictement interdite. Les copies ne doivent pas être reproduites partiellement sans l'autorisation du laboratoire.

Sauf demande particulière et accord du client, les échantillons non analysés perdent le statut de rapport pendant 10 ans.

ITA : 10/10/2021

Page 1/1

RAPPORT SYNTHÉTIQUE D'ANALYSE NUMÉRO ITI-421-28117 EN DATE DU 20/09/2021

RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR PRÉLEVEMENT(S) DE MATÉRIAU(X)

	Ref dossier client / Ref analyse client	Ref dossier BSC / Dossier BSC	Préciser matériau	Technique analytique (Méthode de préparation et durée d'analyse)	Résultat / Valeur d'analyse	Éléments analysés
4	1358498 - AVENUE DES EMBRUSCALLES SECTION B n°497 partie 34270 CLARET / P004 - Peinture = enduit à base de plâtre - Revêtement intérieur - Escalier	ITI-421-09-20009 / Peinture / Enduit plâtreux blanc	Peinture non séparable = Enduit plâtreux blanc	META (pH) : 17/05/2021 Nombre de préparations : 1 Nombre de supports d'analyse : 2	Amiante non détecté (0.01 %)	Analyses : DVS (6)
5	1358498 - AVENUE DES EMBRUSCALLES SECTION B n°497 partie 34270 CLARET / P005 - Peinture = enduit à base de plâtre - Revêtement intérieur - Escalier	ITI-421-09-20009 / Peinture / Enduit plâtreux blanc	Peinture non séparable = Enduit plâtreux blanc	META (pH) : 17/05/2021 Nombre de préparations : 1 Nombre de supports d'analyse : 3	Amiante non détecté (0.01 %)	Autres fibres indétectées détectées par ML (2) Analyses : BSC (6)
6	1358498 - AVENUE DES EMBRUSCALLES SECTION B n°497 partie 34270 CLARET / P006 - Peinture = enduit à base de plâtre - Revêtement intérieur - Solaire	ITI-421-09-20007 / Peinture en vrac / Enduit plâtreux blanc en vrac	Peinture en vrac non séparable = Enduit plâtreux blanc en vrac	META (pH) : 17/05/2021 Nombre de préparations : 1 Nombre de supports d'analyse : 2	Amiante non détecté (0.01 %)	Analyses : BSC (5)
7	1358498 - AVENUE DES EMBRUSCALLES SECTION B n°497 partie 34270 CLARET / P007 - Peinture = enduit à base de plâtre - Revêtement intérieur - Solaire	ITI-421-09-20009 / Peinture / Enduit plâtreux blanc	Peinture non séparable = Enduit plâtreux blanc	META (pH) : 17/05/2021 Nombre de préparations : 1 Nombre de supports d'analyse : 2	Amiante non détecté (0.01 %)	Analyses : BSC (6)
8	1358498 - AVENUE DES EMBRUSCALLES SECTION B n°497 partie 34270 CLARET / P008 - Peinture = enduit à base de plâtre - Revêtement intérieur - Escalier	ITI-421-09-20009 / Peinture / Enduit plâtreux blanc	Peinture non séparable = Enduit plâtreux blanc	META (pH) : 17/05/2021 Nombre de préparations : 1 Nombre de supports d'analyse : 2	Amiante non détecté (0.01 %)	Analyses : BSC (6)
9	1358498 - AVENUE DES EMBRUSCALLES SECTION B n°497 partie 34270 CLARET / P009 - Peinture = enduit à base de plâtre - Revêtement intérieur - Escalier	ITI-421-09-20010 / Peinture en vrac / Enduit plâtreux blanc en vrac	Peinture en vrac non séparable = Enduit plâtreux blanc en vrac	META (pH) : 17/05/2021 Nombre de préparations : 1 Nombre de supports d'analyse : 2	Amiante non détecté (0.01 %)	Autres fibres indétectées détectées par ML (2) Analyses : DVS (5)
10	1358498 - AVENUE DES EMBRUSCALLES SECTION B n°497 partie 34270 CLARET / P010 - Peinture = enduit à base de plâtre - Revêtement intérieur - Escalier	ITI-421-09-20011 / Peinture en vrac / Enduit plâtreux blanc en vrac	Peinture en vrac non séparable = Enduit plâtreux blanc en vrac	META (pH) : 17/05/2021 Nombre de préparations : 1 Nombre de supports d'analyse : 2	Amiante non détecté (0.01 %)	Autres fibres indétectées détectées par ML (2) Analyses : TRC (5)

La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous la forme intégrale. Les rapports ne doivent pas être reproduits partiellement sans l'approbation de l'émetteur.

Sauf demande particulière et accord du client, les documents sont conservés pendant 10 ans et les rapports pendant 10 ans.

ITI-421-09-20011

Page 24/4

RAPPORT SYNTHÉTIQUE D'ANALYSE NUMÉRO ITI-421-28117 EN DATE DU 20/09/2021

RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR PRÉLEVEMENT(S) DE MATÉRIAU(X)

Ref dossier client / Ref Embruscalles client	Ref dossier BSC / Embruscalles BSC	Fraction analysée	Technique analytique (Méthode de préparation et durée d'analyse)	Résultat / Valeur d'analyse	Remarque(s) analytique(s)
11 (30488) - AVENUE DES EMBRUSCALLES SECTION B n°497 partie 34270 CLARET / P011 - Plâtreux + enduit à base de plâtre + Bande d'armes - Colle d'union	ITI-421-69-28112	Peinture en vrac / Enduit plâtreux blanc en vrac	MSTA (pale) (11/09/2021) Nombre de préparations : 1 Nombre de supports d'analyse : 2	Amiante non détecté (1) (2)	Amiante Fibres isolables distinguées par M. (2) Analyse : TRG (2)
12 (30488) - AVENUE DES EMBRUSCALLES SECTION B n°497 partie 34270 CLARET / P012 - Plâtreux + enduit à base de plâtre + Bande d'armes - Colle	ITI-421-69-28113	Peinture en vrac / Enduit plâtreux blanc en vrac	MSTA (pale) (11/09/2021) Nombre de préparations : 1 Nombre de supports d'analyse : 2	Amiante non détecté (1) (2)	Amiante Fibres isolables distinguées par M. (2) Analyse : TRG (2)
13 (30488) - AVENUE DES EMBRUSCALLES SECTION B n°497 partie 34270 CLARET / P013 - Carrelage + Chape + Bande d'armes - Colle	ITI-421-69-28114	Colle grise	MSTA (pale) (11/09/2021) Nombre de préparations : 1 Nombre de supports d'analyse : 2	Amiante non détecté (1) (2)	Analyse : BSC
14 (30488) - AVENUE DES EMBRUSCALLES SECTION B n°497 partie 34270 CLARET / P014 - Carrelage + Chape + Bande d'armes - Colle	ITI-421-69-28115	Colle grise	MSTA (pale) (11/09/2021) Nombre de préparations : 1 Nombre de supports d'analyse : 2	Amiante non détecté (1) (2)	Amiante Fibres isolables distinguées par M. (2) Analyse : BSC
15 (30488) - AVENUE DES EMBRUSCALLES SECTION B n°497 partie 34270 CLARET / P015 - Carrelage + Chape + Bande d'armes - Colle	ITI-421-69-28116	Colle beige non séparée + Ragnage gris isolé beige non séparée	MSTA (pale) (11/09/2021) Nombre de préparations : 1 Nombre de supports d'analyse : 2	Amiante non détecté (1) (2)	Analyse : BSC
16 (30488) - AVENUE DES EMBRUSCALLES SECTION B n°497 partie 34270 CLARET / P016 - Plâtreux + colle + Bande d'armes - Colle	ITI-421-69-28117	Colle grise / Couche plâtreuse blanche / Joint ciment gris / Peinture en faible quantité	MSTA (pale) (11/09/2021) Nombre de préparations : 2 Nombre de supports d'analyse : 4	Présence de fibres d'amiante : Chrysotile	Analyse : BSC
17 (30488) - AVENUE DES EMBRUSCALLES SECTION B n°497 partie 34270 CLARET / P017 - Plâtreux + colle + Bande d'armes - Colle	ITI-421-69-28118	Colle grise non séparée + Couche plâtreuse blanche non séparée + Joint ciment gris + Peinture en faible quantité non séparée	MSTA (pale) (11/09/2021) Nombre de préparations : 1 Nombre de supports d'analyse : 2	Présence de fibres d'amiante : Chrysotile	Analyse : BSC

La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous la forme intégrale. Les copies ou des parties reproduites partiellement sans l'approbation de l'émetteur.

Sauf demande particulière et accord du client, les documents sont conservés pendant 10 ans et les rapports pendant 10 ans.

ITF 100 01 01 01

Page 36

RAPPORT SYNTHÉTIQUE D'ANALYSE NUMÉRO ITI-421-28117 EN DATE DU 20/09/2021

RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR PRÉLEVEMENT(S) DE MATÉRIAU(X)

	Ref dossier client / Ref exécution client	Ref dossier BSC / Exemple BSC	Fraction analysée	Technique analytique (Méthode de préparation et durée d'analyse)	Résultat / Valeur d'analyse	Éléments analysés
18	(338498 - AVENUE DES EMBRUSCALLES SECTION B n°497 parcelle 34270 CLARET / P018 - Plaque + colle + Revêtement - Sol d'eau	ITI-421-09-28117	Peinture en faible quantité non séparable + Colle grise non séparable + Couche plâtrée blanche non séparable	META (pale) (17/05/2021) Nombre de préparations : 1 Nombre de supports d'analyse : 4	Présence de fibres d'amiante : Chrysotile	Analyse : IAD (R)
19	(338498 - AVENUE DES EMBRUSCALLES SECTION B n°497 parcelle 34270 CLARET / P019 - Plaque + colle + Revêtement - Plaque d'eau	ITI-421-09-28117	Colle blanche non séparable + Couche plâtrée blanche non séparable + Joint ciment gris	META (pale) (17/05/2021) Nombre de préparations : 1 Nombre de supports d'analyse : 2	Amiante non détecté [] []	Analyse : BSC (R)
20	(338498 - AVENUE DES EMBRUSCALLES SECTION B n°497 parcelle 34270 CLARET / P020 - Plaque + colle + Revêtement - Plaque d'eau	ITI-421-09-28117	Colle beige non séparable + Couche plâtrée blanche non séparable	META (pale) (17/05/2021) Nombre de préparations : 1 Nombre de supports d'analyse : 2	Amiante non détecté [] []	Analyse : BSC (R)
21	(338498 - AVENUE DES EMBRUSCALLES SECTION B n°497 parcelle 34270 CLARET / P021 - Copeaux non séparés - Plaque Sol	ITI-421-09-28117	Matières compact beige	META (pale) (17/05/2021) Nombre de préparations : 1 Nombre de supports d'analyse : 2	Présence de fibres d'amiante : Chrysotile	Analyse : IAD (R)
22	(338498 - AVENUE DES EMBRUSCALLES SECTION B n°497 parcelle 34270 CLARET / P022 - Copeaux non séparés - Plaque Sol	ITI-421-09-28117	Matières compact beige	META (pale) (17/05/2021) Nombre de préparations : 1 Nombre de supports d'analyse : 2	Présence de fibres d'amiante : Chrysotile	Analyse : IAD (R)
23	(338498 - AVENUE DES EMBRUSCALLES SECTION B n°497 parcelle 34270 CLARET / P023 - carrelage + chappe + Revêtement Terrasse	ITI-421-09-28117	Colle grise	META (pale) 20/09/2021 Nombre de préparations : 2 Nombre de supports d'analyse : 4	Amiante non détecté [] []	Analyse : BSC (R)
24	(338498 - AVENUE DES EMBRUSCALLES SECTION B n°497 parcelle 34270 CLARET / P024 - Plaque + colle + Revêtement - Terrasse	ITI-421-09-28117	Colle grise	META (pale) (17/05/2021) Nombre de préparations : 1 Nombre de supports d'analyse : 2	Présence de fibres d'amiante : Chrysotile	Analyse : BSC (R)
25	(338498 - AVENUE DES EMBRUSCALLES SECTION B n°497 parcelle 34270 CLARET / P025 - Plaque + colle + Revêtement - Sol d'eau	ITI-421-09-28117	Colle blanche avec gravillans	META (pale) (17/05/2021) Nombre de préparations : 1 Nombre de supports d'analyse : 2	Amiante non détecté [] []	Analyse : BSC (R)

La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous la forme intégrale. Les extraits ne doivent pas être reproduits partiellement sans l'approbation de l'expert.

Sauf demande particulière et écrite du client, les documents sont conservés pendant 10 ans et les rapports pendant 10 ans.

ITI-421-09-28117

Page 48/48

RAPPORT SYNTHÉTIQUE D'ANALYSE NUMÉRO ITI-421-28117 EN DATE DU 20/09/2021

RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR PRÉLEVEMENT(S) DE MATÉRIAU(X)

	Ref dossier client / Ref analyse client	Ref dossier BSC / Désignation BSC	Préciser matériau	Technique analytique (Méthode de préparation et/ou d'analyse)	Résultat / Valeur d'analyse	Remarque(s) analytique(s)
16	1358498 - AVENUE DES EMBRUSCALLES SECTION B n°497 partie 34270 CLARET / P126 - carrelage - Chape - revêtement - Béton	ITI-421-69-28477 - Carrelage / Colle beige / Ravalement gris hétérogène / Joint caoutchouc gris en faible quantité	Colle beige non séparable + Ravalement gris hétérogène non séparable + Joint caoutchouc gris en faible quantité	META (pâte 17/05/2021) Nombre de préparations : 1 Nombre de supports d'analyse : 2	Amiante non détecté (0 %)	Analyse : BSC (6)
17	1358498 - AVENUE DES EMBRUSCALLES SECTION B n°497 partie 34270 CLARET / P127 - carrelage - Chape - revêtement - Béton	ITI-421-69-28478 - Carrelage / Colle beige / Ravalement gris hétérogène / Joint caoutchouc gris	Colle beige non séparable + Ravalement gris hétérogène non séparable + Joint caoutchouc gris non séparable	META (pâte 17/05/2021) Nombre de préparations : 1 Nombre de supports d'analyse : 2	Présence de fibres d'amiante : 0 (positif)	Analyse : BSC (6)
18	1358498 - AVENUE DES EMBRUSCALLES SECTION B n°497 partie 34270 CLARET / P128 - Plâtre - colle - revêtement - Béton	ITI-421-69-28479 - Carrelage / Colle beige / Couche plâtrée blanche / Joint caoutchouc blanc	Colle beige non séparable + Couche plâtrée blanche non séparable + Joint caoutchouc blanc	META (pâte 16/05/2021) Nombre de préparations : 2 Nombre de supports d'analyse : 4	Amiante non détecté (0 %)	Analyse : BSC (6)
19	1358498 - AVENUE DES EMBRUSCALLES SECTION B n°497 partie 34270 CLARET / P129 - Plâtre - colle de fixation - chape - revêtement - Béton	ITI-421-69-28480 - Peinture en faible quantité / Carrelage / Colle beige / Couche plâtrée blanche	Colle beige non séparable + Couche plâtrée blanche non séparable	META (pâte 17/05/2021) Nombre de préparations : 1 Nombre de supports d'analyse : 2	Amiante non détecté (0 %)	Analyse : BSC (6)
20	1358498 - AVENUE DES EMBRUSCALLES SECTION B n°497 partie 34270 CLARET / P130 - Plâtre - colle de préparation - Joint - plaque de plâtre - revêtement - Chape 2	ITI-421-69-28481 - Peinture en vrac / Enduit plâtré blanc en vrac / Matériau plâtré blanc avec corce cortonée	Peinture en vrac non séparable + Enduit plâtré blanc en vrac non séparable + Matériau plâtré blanc avec corce cortonée non séparable	META (pâte 17/05/2021) Nombre de préparations : 1 Nombre de supports d'analyse : 2	Amiante non détecté (0 %)	Analyse : BSC (6)
21	1358498 - AVENUE DES EMBRUSCALLES SECTION B n°497 partie 34270 CLARET / P131 - Plâtre - colle de préparation - Joint - plaque de plâtre - revêtement - Chape 3	ITI-421-69-28482 - Peinture / Enduit plâtré blanc / Papier / Matériau plâtré blanc avec corce cortonée	Peinture non séparable + Enduit plâtré blanc non séparable + Papier non séparable + Matériau plâtré blanc avec corce cortonée non séparable	META (pâte 17/05/2021) Nombre de préparations : 1 Nombre de supports d'analyse : 2	Amiante non détecté (0 %)	Analyse : BSC (6)

La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous la forme intégrale. Les extraits ne doivent pas être reproduits partiellement sans l'approbation de l'expert.

Sauf demande particulière au cours du devis, les documents non concernés pendant 5 ans et les rapports pendant 10 ans.

ITF 1 (01/01/2019)

Page 5/6

10. ANNEXE/ ATTESTATION D'ASSURANCE/ CERTIFICATION

Votre Assurance

RESPONSABILITE CIVILE
ENTREPRISE



ATTESTATION

COURTIER

CNA
178 BOULEVARD PEREIRE
75017 PARIS
Tél : 01 40 68 02 02
Fax : 01 40 68 05 00
Email : CONTACT@CNASSUR.COM
Portefeuille : 0114921220

Vos références :

Contrat n° 3912280604
Client n° 0626460020

AXA France IARD, atteste que :

SAS ADX GROUPE
COMPTABILITE FOURNISSEURS
PARC SAINT FIACRE
53200 CHATEAU GONTIER

a souscrit un contrat d'assurance Responsabilité Civile 1ère ligne n° 3912280604 et un contrat Responsabilité Civile 2ème ligne n° 3912431104, garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber du fait de l'exercice des activités garanties par ce contrat :

Les diagnostics techniques immobiliers obligatoires

- Repérage amiante avant-vente
- Constat des risques d'exposition au plomb
- Diagnostic de performance énergétique
- Etat de l'installation intérieure de gaz
- Etat de l'installation intérieure d'électricité
- Etat du bâtiment relatif à la présence de termites
- Etat des risques naturels, miniers et technologiques
- L'Infiltrométrie

Les autres diagnostics

- Inventaire des Matières Potentiellement Dangereuses dans les navires conformément à la Résolution MEPC.197(62) de l'OIM
- Dossier Technique Amiante (DTA)
- Diagnostic Technique Globale (DTG)*
- Dossier Amiante Partie Privative (DAPP)
- Contrôle du plomb après travaux
- Contrôle de l'état de conservation des matériaux contenant de l'amiante

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92227 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92227 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

Garanties au contrat 1-- Ligne N° 3912280604

Montant des garanties : « Lorsqu'un même sinistre met en jeu simultanément différentes garanties, l'engagement maximum de l'assureur n'excède pas, pour l'ensemble des dommages, le plus élevé des montants prévus pour ces garanties » ainsi qu'il est précisé à l'article 6.3 des conditions générales.

NATURE DES GARANTIES	LIMITES DES GARANTIES
Tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs confondus (autres que ceux visés au paragraphe « Autres garanties » ci-après)	9.000.000 € par année d'assurance et par sinistre
Dont : Dommages corporels	9.000.000 € par année d'assurance et par sinistre
Dommages matériels et immatériels consécutifs confondus	1.200.000 € par année d'assurance et par sinistre
Autres garanties :	
Atteinte accidentelle à l'environnement (tous dommages confondus)	750.000 € par année d'assurance
Responsabilité civile professionnelle (tous dommages confondus)	<u>par expert</u> 300.000 € par sinistre et 500.000 € par année d'assurance
Dommages aux biens confiés (selon extension aux conditions particulières)	150.000 € par sinistre
Reconstitution de documents/ médias confiés (selon extension aux conditions particulières)	30.000 € par sinistre

Garanties au contrat 2-- Ligne N° 3912431104

La garantie de l'Assureur s'exerce à concurrence des montants suivants : **pour la seule garantie Responsabilité Civile Professionnelle :**

Tous dommages confondus : 3 000 000 € par sinistre et par année d'assurance et par filiale, membre du GIE
Dont :
- Dommages résultant d'atteintes à l'environnement accidentelles sur les sites des clients de l'assuré : 1 500 000 € par sinistre et par année d'assurance et par filiale, membre du GIE

Il est précisé que ces montants interviennent :

- en excédent des montants de garantie du contrat de 1ère ligne.
- après épuisement des montants de garantie fixés par année d'assurance dans le contrat de 1ère ligne. En cas d'intervention du présent contrat au premier euro, il sera fait application des franchises du contrat de 1ère ligne.

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92227 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92227 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

- Repérage de l'amiante avant travaux
- Repérage de l'amiante avant démolition
- Repérage du plomb avant travaux
- Diagnostic accessibilité handicapés
- Constat de l'état parasitaire dans les immeubles bâtis et non bâtis
- Attestations de surface : Loi Carrez, surface habitable, surface utile.
- Diagnostic Technique Immobilier (Loi SRU)
- Etat des lieux locatifs
- Diagnostic de pollution des sols
- Audit de pré acquisition
- Recherche des métaux lourds
- Dossier de mutation
- Diagnostic technique en vue de la mise en copropriété
- Audit de la partie privative en assainissement collectif
- Etats des lieux dans le cadre des dispositifs Robien et Scellier
- Attestation de décence du logement (critères de surface et d'habitabilité)
- Diagnostic sécurité piscine
- Test d'étanchéité à l'air des bâtiments
- Attestation de conformité à la Réglementation Thermique
- Réalisation de documents uniques d'évaluation des Risques Professionnels
- Formation aux métiers du Diagnostic
- L'Analyse de la qualité de l'air et La Recherche de fuites
- Vérification de la VMC
- Pose de détecteurs incendie
- Sapiteur Amiante
- Rédaction de Plan de Prévention des Risques, nécessaire lors de l'intervention d'une entreprise extérieure sur le site d'une entreprise utilisatrice
- Actes de prélèvement légionnelle
- Portabilité de l'eau
- Mesures d'empoussièrement
- Habilitation COFRAC : contrôles électriques suivants :
 - VI(BT) : Vérifications initiales des installations électriques permanentes limitées à la basse tension et sur demande de l'inspection du travail des installations électriques permanentes ou temporaires limitées à la basse tension, installations alimentées depuis un branchement à puissance limitée ou un branchement à puissance surveillée.
 - VP (BT) : Vérifications périodiques des installations électriques permanentes limitées la basse tension, alimentées depuis un branchement puissance limitée ou un branchement à puissance surveillée, sans modification de structure et réalisées sur la base des rapports de vérification précédents
 - VT (BT) : Vérifications, avant mise en service, des installations électriques temporaires limitées à la basse tension, alimentées depuis un branchement à puissance limitée ou un branchement à puissance surveillée.
- Diagnostic amiante sur des navires selon Décret n° 2017-1442 du 3 octobre 2017 relatif à la prévention des risques liés à l'amiante à bord des navires sous la marque ADX Expertise.
- Réalisation de maquette numérique dans le cadre du BIM (Building information Modeling)
- Diagnostic déchets avant démolition
- Etude thermique du bâtiment
- Prélèvements COVID dans des espaces professionnels et dans les règles de protection édictées par les autorités publiques.
- Examens visuels après désamiantage

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Les garanties s'exercent à concurrence des montants figurants ci-dessous de la présente.
Sa validité cesse pour les risques situés à l'Etranger dès lors que l'assurance de ces derniers doit être souscrite conformément à la Législation Locale auprès d'Assureurs agréés dans la nation considérée.

La présente attestation est valable pour la période du **01/01/2021 au 31/12/2021 inclus**, sous réserve du paiement des primes 2021 et des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à NANTERRE le 4 janvier 2021
Pour la Société:



Certificat de compétences Diagnosticueur Immobilier

N° CPDI 2358

Version 002

Je soussigné, **Philippe TROYAUX**, Directeur Général d'I.Cert, atteste que :

Monsieur SZWED Grégory

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert dénommé CPE DI DR 01, dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

Amiante avec mention	Amiante Avec Mention** Date d'effet : 14/02/2020 - Date d'expiration : 13/02/2027
Amiante sans mention	Amiante Sans Mention* Date d'effet : 14/02/2020 - Date d'expiration : 13/02/2027
DPE individuel	Diagnostic de performance énergétique sans mention : DPE individuel Date d'effet : 13/03/2020 - Date d'expiration : 12/03/2027
Electricité	Etat de l'installation intérieure électrique Date d'effet : 26/02/2020 - Date d'expiration : 25/02/2027
Gaz	Etat de l'installation intérieure gaz Date d'effet : 19/02/2020 - Date d'expiration : 18/02/2027
Plomb	Plomb : Constat du risque d'exposition au plomb Date d'effet : 19/02/2020 - Date d'expiration : 18/02/2027
Termites	Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment - France métropolitaine Date d'effet : 26/02/2020 - Date d'expiration : 25/02/2027

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.
Edité à Saint-Grégoire, le 17/03/2020.

Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification ou Arrêté du 8 novembre 2019 relatif aux compétences des personnes physiques opérateurs de repérage, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux, dans les immeubles bâtis ou Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification. Ou Arrêté du 2 juillet 2018 modifié définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.



Certification de personnes
Diagnosticueur
Portée disponible sur www.icert.fr



Parc d'Affaires, Espace Performance – Bât K – 35760 Saint-Grégoire



Assainissement - Réhabilitation de sites - Géologie - Géotechnique

DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT

Commune de Claret

HECTARE

Projet Lotissement « Les Corolles »

Avenue des Embruscalles

**Avis sur la sensibilité des sols au
risque retrait gonflement**

Loi ÉLAN

Étude G1 ES et PGC

Norme NF P 94-500 11/2013

Août 2021

ARGEO

161, rue du Levant - 30420 Calvisson

Tél : 04.66.01.97.88 - Fax : 04.66.01.97.54 -

E-Mail : olivier.martin@argeo.fr

Site : www.argeo.fr

SOMMAIRE

1-INTRODUCTION.....	3
2- SITUATION ET CONTEXTE GÉOLOGIQUE.....	3
2.1 Situation géographique.....	3
2.2 Situation cadastrale.....	4
2.3 Contexte géologique.....	4
3- RÉSULTATS DES SONDAGES.....	5
4 – CLASSIFICATION DES SOLS.....	6

1-INTRODUCTION

Dans le cadre d'un projet de création d'un lotissement de 11 lots, sur un terrain de la commune de Claret dans le département de l'Hérault, nous avons réalisé une étude géotechnique du site, avec comme objectif de vérifier la présence de sols argileux, ou non, et si ces sols appartiennent à l'ensemble des « argiles gonflantes ».

Cette prestation correspond à une étude géotechnique préalable type G1, phase d'étude de site (ES) et phase principes généraux de construction (PGC) (Norme NF P 94–500 de Novembre 2013).

Pour cette mission, nous avons réalisé des sondages à la pelle mécanique, complétés par des observations géologiques de surface et des recherches bibliographiques. Ces sondages nous ont permis de connaître la nature et l'organisation spatiale des sols ainsi que la présence éventuelle d'une nappe superficielle. Le but étant également d'effectuer si besoin la prise d'échantillons de sols représentatifs pour analyses en laboratoire. En fonction de la classification GTR obtenue de ces sols, on peut vérifier si la sous-classe déterminée correspond à des sols argileux et dans l'affirmative, s'ils appartiennent à la sous-classe des « argiles gonflantes ».

Ce rapport reste un document de description géologique et lithologique du site, avec un avis sur les comportements géotechniques prévisibles, mais ne constitue en aucun cas une étude géotechnique spécifique de fondations en ce qui concerne les futures maisons.

Cette étude a été réalisée à la demande de la Société Hectare, ZI Les Portes Domitiennes, RN 113, 34 741 Vendargues.

2- SITUATION ET CONTEXTE GÉOLOGIQUE

2.1 Situation géographique

Le terrain objet de l'étude est situé à environ 800 m à l'Ouest/Nord-Ouest du centre village de Claret, en bordure de l'Avenue des Embruscalles (voir plan de situation en annexe).

2.2 Situation cadastrale

D'un point de vue cadastral, il s'agit de la parcelle 497 de la section B, présentant une surface totale de 11 725 m². Notons que cette parcelle sera divisée en deux parties et que ce futur lotissement de 11 lots sera établi dans la partie Sud du terrain, représentant environ trois quarts de la parcelle B 497.

Actuellement, une maison est déjà présente au centre de la parcelle. Le terrain est très arboré de chênes verts et embroussaillé, notamment par de la sausepareille. On observe également des tas de pierres, que l'on appelle dans la région « clapas », ainsi que quelques zones de clairières enherbées, sur le côté Ouest de la parcelle. La surface du terrain présente une légère pente vers le Sud-Ouest.

Il est prévu ici la création de 11 lots à bâtir qui seront desservis par une voirie centrale. Les eaux issues des surfaces imperméabilisées seront collectées vers un bassin de rétention des eaux pluviales, situé dans l'angle Sud-Est du terrain.

2.3 Contexte géologique

D'un point de vue géologique, nous sommes situés au sein des formations du Crétacé inférieur, représentées ici par les séries carbonatées du Berriasien et du Valanginien.

Il s'agit d'un vaste ensemble de calcaires argileux, de marnes et de calcaires miroitants. Les calcaires argileux ont une patine gris-cendrée et microgrenue, et sont intercalés à des bancs marneux et bioclastiques.

Au niveau du site d'étude, ce substratum calcaire est recouvert par un horizon alluvio-colluvionnaire et d'altération, d'épaisseur pluri-décimétrique à métrique, datant du Quaternaire.

D'un point de vue hydrogéologique, ces formations carbonatées du Crétacé ne présentent pas de niveau aquifère en surface, mais seulement au sein de leurs réseaux karstiques fracturés et relativement profonds ici.

Au regard de la carte « géorisques » du BRGM concernant la problématique liée aux argiles gonflantes, la zone d'étude est

classée en zone d'aléa moyen, comme visible sur l'extrait de carte fournis en annexe de ce rapport.

La classification GTR déterminée permettra donc de vérifier où se placent ces sols du point de vue risque au retrait-gonflement (voir chapitre classification des sols).

3- RÉSULTATS DES SONDAGES

(Logs lithologiques et plan d'implantation fournis en annexe)

Tous les sondages ont révélé la présence le substratum calcaire du Berriasien-Valanginien à faible profondeur. Ces calcaires sont parfois présents à l'affleurement.

Au dessus, on observe, sous une épaisseur de 0,10 mètre de terre végétale, un recouvrement colluvionnaire et d'altération limono-graveleux, contenant de nombreux cailloutis et blocs calcaires anguleux, de taille centimétrique à pluri-décimétriques. La matrice est souvent limoneuse et de couleur marron rouille.

Ce recouvrement présente une épaisseur allant de 0,10 à 0,50 m/TN (TN : Terrain Naturel actuel).

Au-delà, nous avons systématiquement rencontré le substratum calcaire induré, avec au début, un débit en cailloutis et en dalles, puis progressivement un refus sur le calcaire très compact.

Aucune arrivée d'eau ni suintement n'a été observé en sondages (août 2021). Rappelons que la présence d'eau dans les sols peut dépendre de la saisonnalité et de la puissance de certains épisodes pluvieux.

Au niveau de ces massifs calcaires épais, la nappe est surtout contenue au niveau du réseau karstique et sa position est très souvent relativement profonde.

4 – CLASSIFICATION DES SOLS

Nos observations de terrain ont mis en évidence des calcaires du Berriasien-Valanginien (Crétacé inférieur), qui sont soit à l'affleurement, soit à faible profondeur (entre 0,30 et 0,50 mètres de profondeur).

Ces calcaires offrent de très bonnes caractéristiques géotechniques et devront nécessiter l'emploi de brise roche hydraulique pour leur terrassement.

Même s'ils peuvent être fracturés ou fissurés, ces calcaires ont montré une forte compacité visuelle et ils constitueront un bon niveau d'assise pour les futures fondations.

Il conviendra toutefois, de vérifier en fond de fouille de fondation, la présence de ce rocher de manière uniforme afin d'y faire reposer les fondations. La présence de zones limono-argileuses en fond de fouille pourrait créer des « points durs » de part et d'autre, qui sont à éviter. Si tel est le cas, une simple purge jusqu'au rocher permettra de palier à cet éventuel problème, sachant que le substratum rocheux induré ne peut être loin.

De par la présence du substratum calcaire très proche de la surface ou à l'affleurement, qui constituera les futures assises des fondations, nous n'avons pas prélevé d'échantillon pour analyse en laboratoire géotechnique.

La classification géotechnique GTR (Guides des Terrassements Routiers) de cette roche sera de type R₂. En retenant un calcaire de densité moyenne à dure, on obtient une classification au moins de type R₂₂ à R₂₁.

Cette étude et ses conclusions valent pour l'ensemble des lots de ce lotissement, soit la parcelle B 497 dans sa totalité.

Nous restons à la disposition des concepteurs du projet pour tout renseignement complémentaire

Méline Salze
Ingénieur géologue

Olivier Martin
Ingénieur géologue
Directeur

ANNEXES

PLAN DE SITUATION GÉNÉRALE

EXTRAIT CARTE GÉOLOGIQUE DU BRGM

**EXTRAIT CARTE ALÉA ARGILES GONFLANTES DU
BRGM**

VUE AÉRIENNE

PLAN DE SITUATION CADASTRALE

PLAN D'IMPLANTATION DES SONDAGES

LOGS LITHOLOGIQUES

CLARET

Hectare

Lotissement Les Corolles

Etude de sol

Extrait carte géologique du BRGM

Crétacé inférieur :

Berriasien moyen-sup.- Valanginien :

Calcaires miroitants

Crétacé inférieur :

Berriasien moyen-sup.- Valanginien :

Marnes

Site d'étude

Quaternaire : alluvions et colluvions

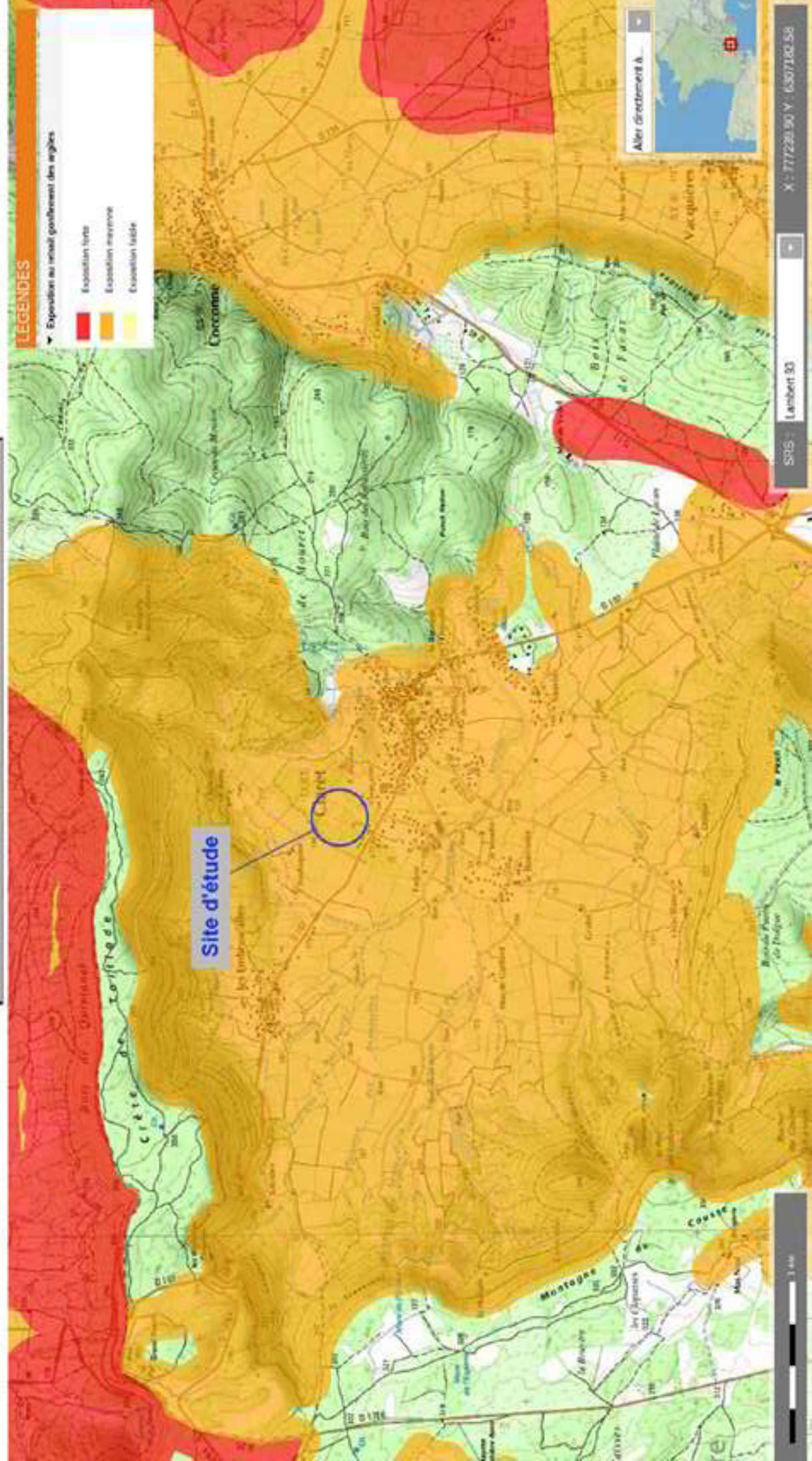
Crétacé inférieur : Berriasien inf.

Calcaires argileux gris cendré



CLARET
Hectare
Lotissement Les Corolles
Etude de sol
Carte aléa retrait gonflement des argiles

Site d'étude en aléa argiles gonflantes moyen



CLARET
Hectare
Lotissement Les Corolles
Etude de sol
Vue aérienne



Commune :
CLARET

Échelle d'origine : 1/2500
Échelle d'édition : 1/5000

Date d'édition : 12/08/2021
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC43
©2017 Ministère de l'Action et des
Comptes publics

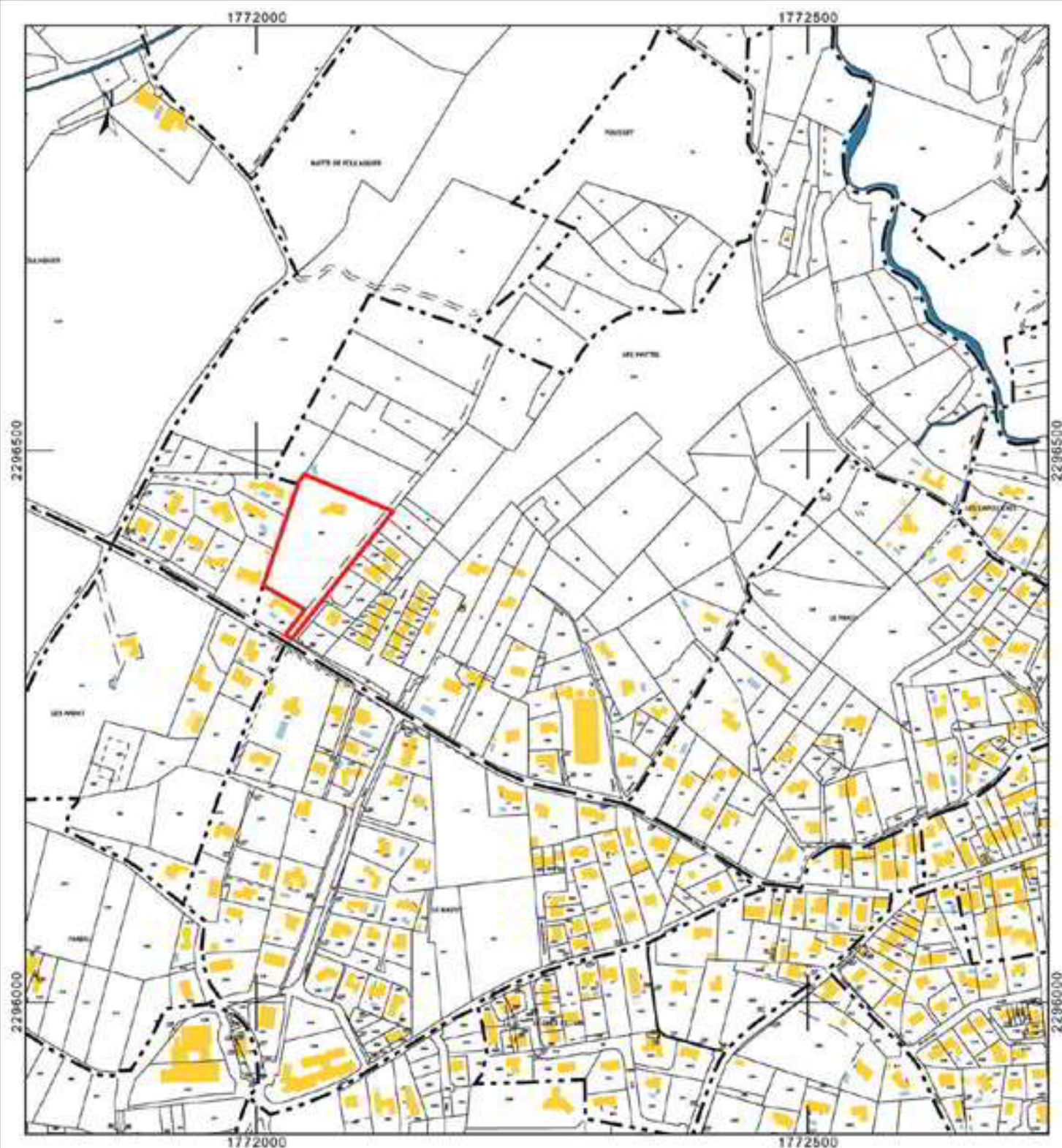
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
Montpellier
Centre administratif CHAPTAL BP 70001
34953
34953 MONTPELLIER CEDEX 02
tél. -fax

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr

CLARET
Hectare
Lotissement Les Corolles
Etude de sol
Situation cadastrale
Echelle : 1/5000



LOTISSEMENT LES COROLLES PA 4 - PLAN DE COMPOSITION

Echelle : 1/500
Dossier N°18-535

Architecte

Florence CHIBAUDEL

1122, avenue du Pinet
34090 MONTPELLIER
Tel : 04.67.47.64.01
Email : florence.chibaudel@chibaudel.com

Bbass Bbass
GÉOMÈTRE-EXPERT

Selari de Géomètres Experts Foncier DPLG
205 Avenue des Gardians - 34160 CASTRIES
Tel : 04.67.67.31.93 Fax : 04.67.16.48.47
Email : selari@selari.com - gexp@selari.com
Site : www.selari.fr



DATE

Octobre 2020

26 novembre 2020

MODIFICATIONS

Legende: R+0 hauteur 4.00 m max - Zonage PLU

REAL

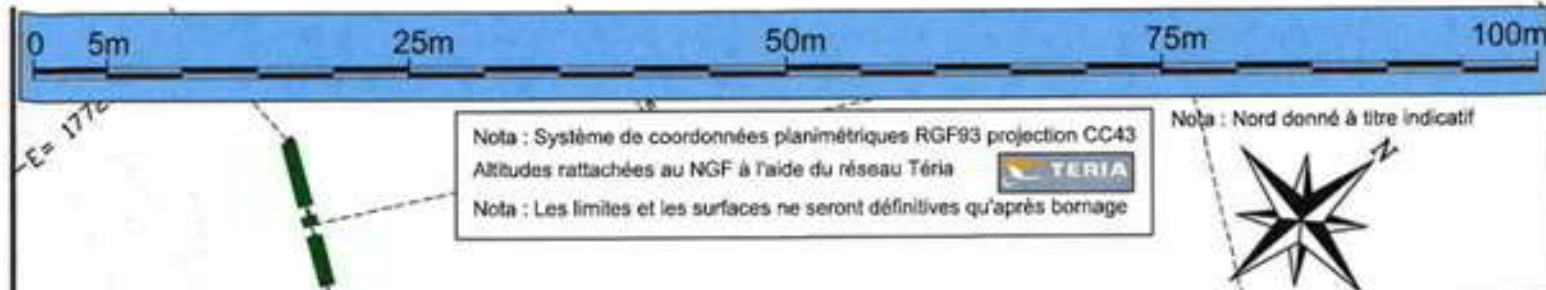
JRV

JRV

CONV

FB

Fichier: H:\2019\18_535_CLARET Hectare SAS\PROJET\PA18_535-PA.dwg



LEGENDE	
Parties communes	Parties privées
Chaussée	Parking privatif 5,80m x 5,00m réalisé par l'acquéreur
Trottoirs	Emprise zone constructible en R+0 et R+1
Stationnements	Emprise zone constructible en R+0 (Hauteur maximale 4,00 m)
Espaces verts	Cotation contour de lot
Bassin de rétention	Cotation prospects
Zone non aedificandi Préservation des arbres existants	Mur enduit blanc cassé (H=1,00 m) + Grillage rigide gris anthracite H=0,80 m RAL 7016
	Servitude de passage existante
Altitude projet	Plantations: Emplacements à titre indicatif
Altitude TN avant travaux	Arbres de hautes tiges
Arbres existants conservés	Olivier
Banc (Position indicative)	Arbres fruitiers
Zonage PLU	Arbustes
Périmètre d'emprise de l'opération	

CLARET
Hectare
Lotissement Les Corolles
Etude de sol
Plan d'implantation des sondages

F : Sondages à la pelle mécanique
ST : Sondages à la tarière
K : Essais de perméabilité

Affleurements de calcaires Crétacé inférieur



Prof. en m	?	Coupe Lithologique	observations
C 0.2 0.4 0.6 0.8 1 1.2 1.4 1.6 1.8 2 2.2 2.4 2.6 2.8 3 3.2 3.4 3.6 3.8 4		Terre végétale Graves limoneuses à nombreux cailloutis et blocs calcaires, centimétriques à pluricentimétriques et à matrice limoneuse marron rouille Calcaires compacts Débit en dalettes	K1 = 48 mm/h K1 = 1,33 . 10⁻⁵ m/s K1bis > 100 mm/h K1bis > 2,77 . 10⁻⁵ m/s Eau néant Refus

Prof. en m	?	Coupe Lithologique	observations
C 0.2 0.4 0.6 0.8 1 1.2 1.4 1.6 1.8 2 2.2 2.4 2.6 2.8 3 3.2 3.4 3.6 3.8 4	C 0.2 0.4 0.6 0.8 1 1.2 1.4 1.6 1.8 2 2.2 2.4 2.6 2.8 3 3.2 3.4 3.6 3.8	Terre végétale Graves limoneuses à nombreux cailloutis et blocs calcaires, centimétriques à pluricentimétriques et à matrice limoneuse marron rouille Calcaires compacts Débit en dalettes	K2=43 mm/h K2=1,19. 10⁻⁵ m/s K2bis > 100 mm/h K2bis > 2,77. 10⁻⁵ m/s Eau néant Refus

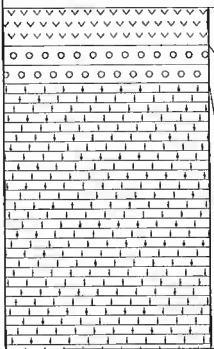
OBSERVATIONS
sondage exécuté à la pelle mécanique

Prof. en m	?	Coupe Lithologique	observations
C 0.2 0.4 0.5 0.6 0.8 1 1.2 1.4 1.5 1.6 1.8 2 2.2 2.4 2.5 2.6 2.8 3 3.2 3.4 3.5 3.6 3.8 4	C 0.2 0.4 0.6 0.8 1 1.2 1.4 1.6 1.8 2 2.2 2.4 2.6 2.8 3 3.2 3.4 3.6 3.8	Terre végétale Graves limoneuses à nombreux cailloutis et blocs calcaires, centimétriques à pluricentimétriques et à matrice limoneuse marron rouille Calcaires compacts Débit en dalettes	Eau néant Refus

OBSERVATIONS
sondage exécuté à la pelle mécanique

Prof. en m	?	Coupe Lithologique	observations
C 0.2 0.4 0.6 0.8 1 1.2 1.4 1.6 1.8 2 2.2 2.4 2.6 2.8 3 3.2 3.4 3.6 3.8 4	C 0.2 0.4 0.6 0.8 1 1.2 1.4 1.6 1.8 2 2.2 2.4 2.6 2.8 3 3.2 3.4 3.6 3.8	Terre végétale Graves limoneuses à nombreux cailloutis et blocs calcaires, centimétriques à pluricentimétriques et à matrice limoneuse marron rouille Calcaires compacts Débit en dalettes	Eau néant Refus

OBSERVATIONS
sondage exécuté à la pelle mécanique

Prof. en m	?	Coupe Lithologique	observations
C 0.2 0.4 0.6 0.8 1 1.2 1.4 1.6 1.8 2 2.2 2.4 2.6 2.8 3 3.2 3.4 3.6 3.8 4		 Terre végétale Graves limoneuses à nombreux cailloutis et blocs calcaires, centimétriques à pluricentimétriques et à matrice limoneuse marron rouille Calcaires compacts Débit en dalettes	Eau néant Refus

Liste des annexes :

- HECTARE - Décision du président
- 19_535 B497 requisition de division n°626W -210906
- PLAN DE DIVISION
- 19_535 - PV + PLAN RETABLISSEMENT DE LIMITES-210908
- Certificat d'urbanisme - 23.09.2021.pdf.pdf
- Mairie de Claret - le conseil municipal n'a pas voté la taxe forfaitaire (Copie)
- AR - Mairie de CLARET
- Renonciation au droit de préemption - Département HERAULT
- Renonciation au droit de préemption - Mairie de Claret
- ARRETE DU PA
- Procès-verbal constat huissier
- Attestation absence de recours
- Notification SAFER.pdf
- Renonciation SAFER.pdf
- Accusé Réception SAFER.pdf
- note OP et SERVITUDE
- descriptif-georisques.pdf
- CLARET - BASIAS.pdf
- CLARET - BASOL.pdf
- CLARET - Base des Installations classées.pdf
- CLARET - ESRIS annexes.pdf
- CLARET - ESRIS.pdf
- Naissance M. GARRIGUES Jean-Noël Joseph : réponse positive - Mention marginale
- Mariage M. GARRIGUES Jean-Noël Joseph : réponse positive
- Kbis - SAS HECTARE.pdf
- BODACC
- DIAG AMIANTE LES COROLLES
- G1 Claret Hectare Lotissement les Corolles (Copie)